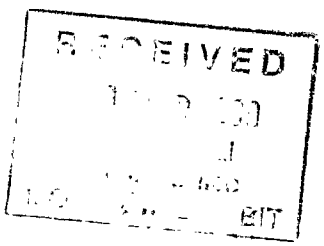
CAHIERS DE MIGRATIONS INTERNATIONALES

15

Les migrations en provenance du Maghreb et la pression migratoire: Situation actuelle et prévisions

Donatella Giubilaro
Spécialiste des questions de migration et développement





Département de l'emploi et de la formation
Bureau international du Travail Genève

Copyright © Organisation internationale du Travail 1997

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole nº 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être adressée au Bureau des publications (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

ISBN 92-2-210521-4
ISSN 1020-2676

Première édition 1997

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.
Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.
La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse. Des catalogues et listes des nouvelles publications peuvent être obtenus gratuitement à la même adresse.

Imprimé par le Bureau international du Travail, Genève, Suisse

Table des matières

Avant-propos vii

1. Objet du présent document et détermination du phénomène à analyser 1
1.1. Introduction 1
1.2. Objet du présent document 2
1.3. Les migrations économiques 2
1.4. Les flux du Maghreb vers l'Europe 3
1.5. Les migrations maghrébines dans le contexte international 3
1.6. La position des pays d'origine des migrants 4
1.7. La position des pays d'accueil des migrants 6
1.8. Les accords entre l'Union européenne et les pays du Maghreb 7

2. La migration décortiquée 8
2.1. Introduction 8
2.2. L'évolution des conditions internationales des migrations 8
2.3. L'étude replacée dans le contexte de l'analyse du phénomène migratoire 9
2.4. La mesure de la pression migratoire 11
2.5. L'offre et la demande internationales de migrants 12
2.5.1. L'émigration potentielle 12
2.5.2. La migration effective 13
2.5.3. La pression migratoire 13
2.6. Les données statistiques 14

3. Les déterminants macro-économiques de la pression migratoire 15
3.1. Introduction 15
3.2. La pression démographique 16
3.2.1. La croissance démographique 17
3.2.2. La structure de la population 18
3.2.3. La population des jeunes 18
3.2.4. La population en âge d'activité 19
3.2.5. La population âgée 20
3.2.6. Les investissements sociaux 20
3.3. La population active 21
3.3.1. Evolution et perspectives 21
3.3.2. Les estimations 22
3.3.3. Les projections 22
3.3.4. Les disparités entre offre et demande de main-d'oeuvre 24
3.3.5. Les performances 25
3.3.6. Le chômage 26
3.3.7. Les politiques du travail et de la formation professionnelle 27
3.4. Le développement économique 28
3.4.1. Les effets du développement sur les migrations 29
3.4.2. Les effets des migrations sur le développement 30
3.4.3. L'évolution économique et sociale 31
3.4.4. Le niveau de vie de la population 33
3.4.5. L'urbanisation 34
3.4.6. L'évolution de la structure sectorielle de l'emploi 35
3.5. Les effets des programmes d'ajustement structurel 37

3.5.1. La restructuration des entreprises 37
3.5.2. La stratégie commerciale 37
3.5.3. Les investissements 38
3.5.4. L'impact sur le marché de l'emploi 39
3.5.5. Les revenus 40
3.5.6. Les coûts d production et de la main-d e'oeuvre 40
3.5.7. Les conséquences sur l'activité des femmes 41
3.6. Les effets des nouveaux accords de libre-échange entre le Maghreb et l'Union européenne 41
3.7. Les scénarios de croissance de la demande de main-d'oeuvre 43
3.8. Les autres déterminants de la pression migratoire 45
3.8.1. Les variables socio-politiques 45
3.8.2. Une répartition non équitable du bien-être dans le pays 45
3.8.3. La dégradation de l'environnement 46

4. Etude prospective de la pression migratoire 46
4.1. Introduction 46
4.2. Le modèle 47
4.2.1. La population en âge de travailler 47
4.2.2. La population active 47
4.2.3. La population occupée 48
4.2.4. La situation d'équilibre dans un marché de l'emploi fermé vers l'extérieur 48
4.2.5. Le potentiel migratoire 49
4.2.6. La migration effective 50
4.2.7. La propension à émigrer 50
4.2.8. La situation d'équilibre dans un marché de l'emploi ouvert vers l'extérieur 51
4.2.9. L'excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre 51
4.2.10. La pression migratoire 52
4.3. La situation du marché de l'emploi dans les pays du Maghreb et en Turquie 53
4.4. L'application du modèle au marché de l'emploi des pays du Maghreb et de la Turquie 54
4.4.1. L'évolution des flux du marché du travail: Les flux d'offre de main-d'oeuvre 54
4.4.2. Les flux de demande 55
4.4.3. Les flux d'émigration 55

5. Les scénarios futurs de potentiel migratoire et de pression migratoire 56
5.1. Les résultats de l'analyse 57
5.1.1. L'évolution antérieure 57
5.1.2. Le potentiel migratoire 58
5.1.3. L'excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre 58
5.1.4. L'absorption totale de l'offre de main-d'oeuvre à l'étranger 59
5.1.5. La propension à émigrer 59
5.1.6. La pression migratoire 60
5.2. Les prévisions 60
5.2.1. Le potentiel migratoire 60
5.2.2. L'absorption totale de la main-d'oeuvre à l'étranger 61
5.2.3. La propension à émigrer 61
5.2.4. La pression migratoire 62
5.2.5. Le cas des hommes 62

6. Conclusions 62

Annexe. **Documentation concernant les mouvements migratoires des pays du Maghreb vers l'Europe** 66
A.1. Introduction 66
A.2. La transformation des situations existantes et l'immigration effective 66
A.3. La population maghrébine résidant en Europe 67
A.3.1. Les effets des droits de la nationalité sur les effectifs 67
A.3.2. Les effectifs maghrébins 68
A.3.3. Les Maghrébins économiquement actifs et leurs familles 69
A.3.4. Répartition par sexe 69
A.3.5. Répartition par classe d'âge 70
A.3.6. Répartition par catégorie professionnelle, secteur d'activité et niveau d'études 70
A.4. Les flux de Maghrébins 71
A.4.1. Le regroupement familial 72
A.4.2. Les saisonniers 72
A.4.3. La composition des flux en termes de statut socio-économique et de formation 72
A.4.3. Classification selon la forme des déplacements en termes de statut 73
A.4.4. La durée du séjour à l'étranger des Maghrébins travailleurs migrants 73
A.5. Les migrants en situation irrégulière par rapport aux normes d'entrée, de séjour et de travail en vigueur dans les pays d'immigration 74
A.5.1. Définitions 74
A.5.2. Les données 74
A.5.3. Les politiques nationales 75
A.5.4. Le marché du travail 76
A.6. Les demandes d'asile politique 76
A.7. Le phénomène des retours dans le pays d'origine 77
A.8. Comparaison avec les flux dirigés vers d'autres régions 78
A.8..1. Le cas tunisien 78

Liste des tableaux

1. Relations politiques et flux migratoires du Maghreb vers l'Europe 80
2. Evolution de la population 1950-1994 et projections 1995-2010 81
3. Evolution de la population en âge de travailler (Maghreb et Turquie) 82
4. Population et population active: Algérie 83
5. Population et population active: Maroc 84
6. Population et population active: Tunisie 85
7. Population et population active: Turquie 86
8. Population et population active par âge (taux d'activité BIT 1986): Algérie 87
9. Population et population active par âge (taux d'activité BIT 1986): Maroc 88
10. Population et population active par âge (taux d'activité BIT 1986): Tunisie 89
11. Population et population active par âge (taux d'activité BIT 1986): Turquie 90
12. Population et population active par âge (taux d'activité BIT 1995): Algérie 91
13. Population et population active par âge (taux d'activité BIT 1995): Maroc 92
14. Population et population active par âge (taux d'activité BIT 1995): Tunisie 93
15. Population et population active par âge (taux d'activité BIT 1995): Turquie 94
16. Evolution de la population active (Maghreb et Turquie) 95
17. Tunisie - Créations d'emplois: prévisions et réalisations, offre additionnelle de travail 96
18. Population active par secteur d'activité (Maghreb et Turquie) 97
19. Population en âge de travailler et population active: effectifs et flux; Algérie 98
20. Population en âge de travailler et population active: effectifs et flux; Maroc 99
21. Population en âge de travailler et population active: effectifs et flux; Tunisie 100

22. Population en âge de travailler et population active: effectifs et flux; Turquie 101
23. Indicateurs des flux de la capacité d'absorption du marché du travail, du potentiel migratoire, de la pression migratoire et de la propension à émigrer; Algérie 102
24. Indicateurs des flux de la capacité d'absorption du marché du travail, du potentiel migratoire, de la pression migratoire et de la propension à émigrer; Maroc 103
25. Indicateurs des flux de la capacité d'absorption du marché du travail, du potentiel migratoire, de la pression migratoire et de la propension à émigrer; Tunisie 104
26. Indicateurs des flux de la capacité d'absorption du marché du travail, du potentiel migratoire, de la pression migratoire et de la propension à émigrer; Turquie 105
27. Pression migratoire potentielle (1970-2010); Algérie 106
28. Pression migratoire potentielle (1970-2010); Maroc 106
29. Pression migratoire potentielle (1970-2010); Tunisie 106
30. Pression migratoire potentielle (1970-2010); Turquie 106
31. Algérie - Composition de l'offre totale de travail; propension totale à émigrer 107
32. Maroc - Composition de l'offre totale de travail; propension totale à émigrer 107
33. Tunisie - Composition de l'offre totale de travail; propension totale à émigrer 108
34. Turquie - Composition de l'offre totale de travail; propension totale à émigrer 108
35. Pression migratoire potentielle (1970-1995); Maghreb et Turquie 109
36. Algérie - Offre totale de travail: scénario bas, scénario haut 110
37. Maroc - Offre totale de travail: scénario bas, scénario haut 111
38. Tunisie - Offre totale de travail: scénario bas, scénario haut 112
39. Turquie - Offre totale de travail: scénario bas, scénario haut 113
A1. Principaux groupes de ressortissants de pays en développement résidant dans l'EEE 114
A2. Evolution des effectifs de population maghrébine et turque dans l'EEE 114
A3. Effectifs maghrébins et turcs naturalisés en Europe 115
A4. Population étrangère en Europe: Algériens 116
A5. Population étrangère en Europe: Marocains 116
A6. Population étrangère en Europe: Tunisiens 117
A7. Population étrangère en Europe: Turcs 117
A8. Effectifs de travailleurs étrangers en Europe: Algériens 118
A9. Effectifs de travailleurs étrangers en Europe: Marocains 118
A10. Effectifs de travailleurs étrangers en Europe: Tunisiens 118
A11. Effectifs de travailleurs étrangers en Europe: Turcs 119
A12. Flux d'immigration en Europe par nationalité : Algériens 120
A13. Flux d'immigration en Europe par nationalité : Marocains 120
A14. Flux d'immigration en Europe par nationalité : Tunisiens 121
A15. Flux d'immigration en Europe par nationalité : Turcs 121
A16. Flux d'immigration de Maghrébins et de Turcs en France: travailleurs et membres de famille 122

Bibliographie 123

Avant-propos

Le présent document a été élaboré par le Service des migrations du BIT. Les objectifs de ce Service sont 1) la formulation, la mise en place et l'évaluation des politiques de migration internationale de façon à répondre aux besoins exprimés par les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs, et 2) le renforcement de l'égalité des chances et de traitement des migrants ainsi que de la protection de leurs droits et de leur dignité. Les moyens d'action du Service sont la recherche, les conseils techniques et la coopération, les réunions, la promotion et l'application des normes internationales du travail. Le Service assure également la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations appropriées, et constitue une source d'information pour les mandants de l'OIT, les services techniques du BIT et toute autre partie intéressée.

La "pression" migratoire est un terme qui s'est répandu dans le discours politique et les travaux académiques vers la fin des années quatre-vingt, au départ en Europe occidentale. Il faisait référence au nombre croissant de non-nationaux qui, en tant que travailleurs migrants ou réfugiés - un statut masquant d'ailleurs parfois l'autre -, cherchaient à entrer sur un territoire et à s'y installer alors que le nombre d'immigrants tenu pour acceptable était déjà dépassé. La notion était ambiguë et son appréciation tout à la liberté de son utilisateur - ce qui n'était pas sans rappeler la notion de "seuil de tolérance", très répandue au début des années quatre-vingt. Quoi qu'il en soit, la pression migratoire reflète un fait réel et tangible même s'il est difficile à repérer et s'il varie selon l'observateur, le pays ou les circonstances. Cela ne signifie nullement que la "pression" migratoire ne peut ou ne doit pas être disséquée et mesurée scientifiquement. Les sciences sociales ne mériteraient pas leur qualificatif si elles n'étaient pas aptes à nous aider à appréhender un phénomène social contemporain.

Ma collègue Donatella Giubilaro, travaillant à partir de tentatives plus anciennes patronnées par le BIT[1], a mis au point aujourd'hui une classification des composantes des populations des pays d'émigration - les non-migrants, les candidats à l'émigration et les émigrants effectifs - qui lui permet de réduire sensiblement la variabilité inhérente aux définitions antérieures et de donner une expression empirique de la *pression migratoire*. Elle illustre sa classification et ses mesures par des données concernant les trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) et la Turquie, et elle établit des projections lui permettant d'évaluer la pression que ces pays seront amenés à générer pour la période 1995-2010. Son schéma analytique et comptable peut parfaitement s'appliquer à d'autres pays d'émigration pour lesquels on a accès à un ensemble minimal de données.

Le présent ouvrage contient également des données démographiques et migratoires fondamentales concernant les populations algérienne, marocaine, tunisienne et turque, qui n'avaient encore jamais été recueillies et organisées de façon exhaustive.

L'étude ci-après a été financé par la coopération italienne, qui vise à la fois à promouvoir l'emploi dans les pays d'origine des immigrés et à définir un cadre d'analyse permettant de déterminer l'évolution des migrations potentielles en provenance de l'Afrique du Nord. Nous remercions vivement le Ministère italien des affaires étrangères pour son soutien financier à la réalisation de la présente étude.

Décembre 1996

W.R. Böhning
Chef, Service des migrations

---

[1] Böhning, W. R.; Schaeffer, P. V.; Straubhaar, Th.: *Migration pressure: What is it? What can one do about it?* (Geneva, ILO, 1991); et Bruni, M.; Venturini, A.: "Pression migratoire et propension à émigrer: le cas du bassin méditerranéen", *Revue internationale du Travail* (Genève), Vol. 134, No. 3, 1995, pp. 377-400.

1. Objet du présent document et détermination du phénomène à analyser

1.1. Introduction

L'importance croissante des migrations dans le monde en cette fin de siècle fait de ce phénomène l'un des problèmes majeurs auxquels doivent faire face nombre de gouvernements. Comment prévoir ces migrations, les modifier, les ralentir ou les faire cesser? Telles sont quelques-unes des questions qui peuvent se poser et qui reviennent finalement à se demander comment appréhender le phénomène. Le point de vue le plus courant consiste à envisager la migration comme le mouvement d'un fluide et donc à la concevoir en termes de flux. La notion de flux conduit naturellement à l'idée de pression. Mais, faute de critères de définition rigoureux, le terme de " pression migratoire " était resté jusqu'ici ambigu. Il était urgent de mieux le cerner. C'est l'objet du présent document, qui, à travers l'étude dynamique de la pression migratoire et en se fondant sur l'analyse de la situation dans les pays du Maghreb, cherche à définir un modèle. Ce modèle aura pour fonction de permettre une étude prospective des flux migratoires potentiels issus, en l'occurrence, du Maghreb et orientés vers l'Europe.

Pour définir ce modèle plusieurs étapes seront nécessaires. La première, traitée dans le chapitre 2, sera une réflexion sur le phénomène de la migration, comprenant la définition des termes relatifs à ce phénomène. (Nous présenterons en annexe une analyse de l'évolution des mouvements migratoires des pays du Maghreb vers l'Europe.) Dans la deuxième étape, qui fait l'objet du chapitre 3, nous examinerons les déterminants macro-économiques de la pression migratoire et présenterons des éléments essentiels pour l'élaboration d'hypothèses concernant l'évolution future de ces déterminants. Dans le chapitre 4, sur la base d'un modèle de fonctionnement du marché de l'emploi en termes de flux, nous donnerons un contenu analytique aux termes précédemment définis. L'application du modèle aux cas concrets des pays du Maghreb et de la Turquie pourra être réalisée sur la base des déterminants macro-économiques de la pression migratoire mis en évidence par l'étude, et des hypothèses concernant leur évolution future. A partir de ces hypothèses, deux scénarios de pression migratoire seront développés.

Nous tâcherons de combiner la théorie avec l'observation de l'évolution socio-économique afin de parvenir à interpréter les facteurs qui peuvent pousser les individus à émigrer. Beaucoup de choses ont été écrites sur les migrations maghrébines en Europe, mais les études qui ont été réalisées sont axées sur la mesure et l'observation des flux ainsi que sur les politiques d'intégration des migrants résidants et les effets économiques de leur présence dans les pays d'accueil. La problématique au niveau des pays de départ n'a été que très rarement abordée. Nous connaissons encore fort mal les raisons pour lesquelles une partie de la population est poussée à partir tandis que la majorité demeure. Malheureusement, les études empiriques qui ont été conduites jusqu'ici ne nous ont pas fourni une base d'analyse ou des éléments suffisants pour interpréter les comportements actuels et établir des prévisions de la pression migratoire future. Dans la présente étude, nous tâcherons d'établir ces prévisions; cependant, du fait du nombre restreint de déterminants pris en compte, ainsi que des lacunes quantitatives et qualitatives des données statistiques disponibles concernant les pays de départ des migrants, les prévisions n'auront qu'une validité relative. L'exercice devra être considéré comme une tentative d'estimation.

1.2. Objet du présent document

Le présent travail de recherche a pour but de fournir aux décideurs politiques des pays en développement comme à ceux des pays industrialisés des éléments susceptibles de les aider à comprendre les mouvements migratoires effectifs et potentiels en provenance du Maghreb, leurs déterminants et leurs caractéristiques. Au niveau du Maghreb, ces éléments pourraient constituer une base de réflexion pour la formulation de politiques économiques et sociales ayant des effets directs ou indirects sur le phénomène migratoire. Au niveau des pays d'immigration, ces éléments pourraient inciter à une réflexion sur l'impact des relations internationales et encourager la définition de politiques et de programmes de coopération. Ce travail se veut aussi une contribution au débat en cours sur la définition et la mesure de la pression migratoire, et vise en outre à une compréhension plus fine des problèmes qui y sont liés. C'est à partir du moment où les pays industrialisés se sont rendu compte qu'ils n'arrivaient plus à maîtriser le phénomène migratoire que le concept de pression migratoire a été développé et que cette question, devenue un véritable enjeu politique, a été considérée comme l'une des problématiques socio-économiques les plus importantes de cette fin de siècle.

La crise actuelle des politiques dans ce domaine et les changements importants que ces politiques subissent appellent de nouveaux éléments de réflexion en Europe. Pour cela, il est important que les décideurs politiques européens prennent aussi en considération le point de vue des pays de départ, les intérêts à long terme de ces pays et les besoins dictés par leur développement. Actuellement, des efforts sont déployés pour établir en Europe un système efficace de contrôle de l'immigration en provenance des pays en développement et surtout des pays du bassin méditerranéen non membres de l'Union européenne. Toutefois, dans l'état actuel des choses, les pays européens se rendent compte que la formulation d'une politique commune moins frileuse en matière de migrations et de demandes d'asile est essentielle mais non suffisante et qu'elle doit être accompagnée de mesures agissant au niveau des déterminants mêmes des migrations. Les pays industrialisés et ceux en développement seront ainsi amenés à collaborer dans le cadre non seulement de programmes de développement ayant des effets à long terme sur les flux migratoires, mais aussi de programmes de restructuration du marché du travail et de création d'emplois qui peuvent avoir un impact plus rapide sur la propension à émigrer.

L'idée d'associer migrations et développement n'est pas nouvelle. Mais il importe de convaincre les décideurs politiques de tenir compte plus largement de l'impact sur les migrations des mesures prises dans le cadre des relations économiques internationales (Garson, Puymoyen, 1995). C'est la raison pour laquelle nous examinerons également la situation des pays du Maghreb dans le cadre de la globalisation des échanges, et l'impact que cette globalisation pourrait avoir sur la pression migratoire.

1.3. Les migrations économiques

Les flux dont il sera question dans le présent ouvrage sont les migrations à des fins économiques. Nous entendons par ce terme les mouvements des personnes qui quittent ou envisagent de quitter volontairement leur pays pour des raisons socio-économiques, dans le but de travailler à l'étranger. L'analyse traitera aussi du regroupement familial dans la mesure où il est directement lié aux flux économiques. Les migrants pris en considération seront les migrants légaux mais aussi, dans la mesure du possible, ceux illégaux.

L'étude n'approfondit pas la question des migrations dont les motivations dépassent l'individu: le problème des réfugiés et des demandeurs d'asile ou d'autres formes de déplacement forcé. Même si, en pratique, il n'est pas toujours aisé de distinguer les migrants économiques des demandeurs d'asile, la distinction est importante au niveau conceptuel de l'étude car les deux

phénomènes relèvent de causes différentes et d'une autre approche de la pression migratoire (Collinson, 1993). La question des demandeurs d'asile sera abordée uniquement dans la mesure où elle peut renvoyer à une migration économique détournée.

Même si nous traitons de migrations issues de choix personnels, nous sommes bien conscients que les décisions " économiques " ne sont pas prises dans un espace vide et qu'en conséquence l'environnement socio-politique joue un rôle fondamental dans ces décisions.

1.4. Les flux du Maghreb vers l'Europe

Les mouvements migratoires analysés dans le présent travail sont ceux qui ont pour origine les trois pays du Maghreb - Algérie, Maroc et Tunisie - et sont dirigés vers les pays européens. L'étude de la pression migratoire concernera aussi ces trois pays. Toutefois, pour l'Algérie, la pertinence des conclusions sera limitée du fait que les déterminants démographiques et ceux du marché du travail sont dépassés par les problèmes politiques.

Tout au long de ce travail, des comparaisons seront établies avec la Turquie. La Turquie a été choisie non seulement parce qu'elle constitue le pays de départ qui présente la plus vaste communauté immigrée en Europe, mais aussi parce qu'elle possède un potentiel migratoire méditerranéen élevé et parce que ses relations privilégiées avec l'Union européenne sont en partie identifiables à celles des pays du Maghreb.

Pour l'ensemble de l'Europe, on se référera à l'Union européenne. On entend par UE l'ensemble des 15 pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède) qui étaient membres de l'Union européenne au 31 décembre 1994. On analysera en particulier la situation des pays qui accueillent actuellement une importante communauté maghrébine et turque: France, Belgique, Allemagne, Pays-Bas, Italie et Espagne. Pour certaines statistiques, on se référera aussi à l'Espace économique européen (EEE).

Comme l'observation des flux internationaux l'a mis en évidence, la pression migratoire n'est pas générée par les pays les moins développés, mais plutôt par des pays qui ont déjà atteint un certain niveau de développement économique. Les pays du Maghreb constituent un exemple typique à cet égard (Böhning, 1994). La compréhension des flux en cours dans cette région est d'autant plus nécessaire que les pays dont ils sont issus voudraient actuellement participer aux discussions concernant leur maîtrise. De plus, les pays européens, historiquement concernés par les migrations en provenance du Maghreb, souhaitent comprendre dans quelles conditions les flux potentiels - qui paraissent augmenter alors que les motifs d'appel qui, par le passé, étaient à l'origine de ces flux ont disparu - pourraient diminuer à moyen et à long terme.

1.5. Les migrations maghrébines dans le contexte international

Tout en portant notre attention sur le phénomène migratoire qui s'exerce du Maghreb vers l'UE, nous devons relativiser le volume de ces migrations par rapport à l'ensemble des migrations mondiales. Les migrations du Maghreb vers l'Europe n'ont pas une forte incidence au niveau mondial, ne représentant environ que 2,5% du total des effectifs migrants enregistrés sur toute la planète (environ 80 millions). D'une façon générale, l'ensemble des migrations - toutes origines confondues - dirigées vers l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ne constituerait que 30% du total des flux enregistrés dans le monde entier. Au cours des vingt dernières années, ce sont les migrations économiques entre pays en développement qui ont augmenté le plus, et l'analyse montre que si le mouvement migratoire devait s'amplifier dans le futur il serait dirigé surtout vers les pays en développement, et ceux d'Asie en particulier.

Si, en termes mondiaux, le volume des migrations vers l'Europe en provenance des pays du Maghreb n'a pas une incidence très forte, il est cependant extrêmement important au niveau régional. Du point de vue de l'Europe, le phénomène migratoire des pays du Maghreb est significatif par rapport au volume des flux et par rapport aux effectifs de résidents en Europe. Il ressort des statistiques EUROSTAT (1994) qu'en 1992 le total des flux dirigés vers les pays de l'EEE - toutes provenances confondues - représentait 2,4 millions de personnes. Par contre, les flux d'immigration en provenance de pays autres que ceux de l'EEE en représentaient 1,6 million, les ressortissants des pays du Maghreb constituant 4,6% de ces flux et 5% de ceux en provenance des pays en développement et des pays dont l'économie était en transition.

En termes d'effectifs, les pays de l'EEE, dont la population globale était de 380 millions d'habitants en 1993, comptaient alors 7,6 millions de résidents immigrés en provenance des pays en développement, essentiellement des Nord-Africains, des Turcs, des ex-Yougoslaves, des Indiens et des Pakistanais, qui représentaient 2% du total des résidents. Les Maghrébins étaient 2 millions, représentant 0,5% de l'ensemble des résidents mais 26,3% de ceux provenant des pays en développement. Ces chiffres prennent en compte uniquement les migrations légales à long terme et excluent donc les illégaux et les saisonniers. Si nous considérons aussi les illégaux, dont le nombre maximal - toutes provenances confondues - s'élevait en 1991 à environ 2,6 millions, saisonniers compris (Böhning, 1991), le rôle joué par les ressortissants maghrébins est encore plus important, surtout pour l'Europe du Sud.

Pour les pays du Maghreb, les pays européens représentent en absolu le premier débouché de leurs flux migratoires, ainsi que le premier lieu de résidence de leur population expatriée. L'Europe est le lieu de résidence de plus de 90% des expatriés d'Algérie et du Maroc, alors qu'un pourcentage moindre - 82% - traduit une plus grande diversification des flux issus de la Tunisie (Office des Tunisiens à l'étranger, 1994).

1.6. La position des pays d'origine des migrants

Les autorités des pays du Maghreb ont accepté l'émigration de leurs travailleurs, considérant ce phénomène comme nécessaire et avantageux. Elles lui assignaient plusieurs objectifs: diminuer le nombre de chômeurs, procurer des devises afin de financer le développement, permettre aux migrants d'acquérir une formation professionnelle utile au moment du retour. Les gouvernements, qui ont toujours essayé de contrôler et de réguler les départs des migrants, concevaient ces flux comme des événements provisoires, réglementés et se produisant dans le cadre d'une "chaîne migratoire" qui fournissait également une structure pour la communauté à l'étranger. Le cadre légitime de ces flux était défini par les accords signés dans les années soixante entre les pays de départ et les pays d'accueil des migrants (tableau 1).

Ces pays n'envisageaient pas de perdre leur population au bénéfice des pays européens et, de ce fait, ils ont été hostiles au fait que les émigrés acquièrent la nationalité du pays d'accueil. La volonté des pays d'origine de garder leurs "enfants" se reflète par exemple dans la Charte nationale algérienne qui a été promulguée en 1976 et qui inscrit le retour des émigrés comme l'un des "objectifs majeurs de la révolution socialiste". Un autre exemple est l'hésitation ou l'opposition des pays d'origine en ce qui concerne le fait de favoriser la participation politique de leurs ressortissants dans les pays d'accueil. Dans un entretien (*Nouvel Observateur*, 12-18 janvier 1989), le Roi du Maroc s'est déclaré hostile à l'octroi du droit de vote aux immigrés en France, même à l'échelon local, en faisant valoir "la volonté farouche et persistante des Marocains de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures françaises et de ne pas épouser les querelles des Français". Pour lui, accepter de participer aux élections en France est une façon, "dans un certain sens, de trahir ses origines".

Le retour est encore aujourd'hui encouragé par des simplifications administratives et des facilités douanières. Il semble toutefois que l'attitude des autorités des pays du Maghreb, sur le fond sinon en apparence, soit en train d'évoluer. Cette attitude s'explique par les difficultés économiques persistantes, qui les ont incitées à accepter avec réalisme le départ définitif d'une partie de leur population. Les autorités envisagent de limiter leur influence sur les émigrés au maintien de liens culturels. Cependant, la politique des gouvernements et des institutions spécialisées vise aussi à garder des liens avec leurs ressortissants à l'étranger dans le but d'attirer leurs investissements dans le pays d'origine.

En ce qui concerne la Tunisie, pour garder les liens avec les deuxième et troisième générations d'émigrés d'origine tunisienne, les autorités de ce pays agissent sur le plan socio-culturel, par le biais de l'Office des Tunisiens à l'étranger, mais aussi sur le plan législatif. En effet, depuis 1992 la loi tunisienne permet à une femme tunisienne mariée à un non-Tunisien de transmettre, avec l'accord de son mari, sa nationalité à ses enfants. Dans le cas du Maroc, l'importance que le gouvernement attache à la question des ressortissants marocains à l'étranger a été concrétisée par la création d'un Ministère des affaires de la communauté marocaine à l'étranger.

Les pays du Maghreb considèrent de toute façon que la rapidité de certains pays européens, notamment la France, la Belgique et les Pays-Bas, à octroyer la nationalité à un grand nombre d'immigrés et à leurs enfants fausse la réalité. Ce que les pays d'origine des migrants veulent prendre en compte actuellement, c'est la "minorité ethnique", toujours plus importante que le groupe des "immigrés étrangers" comptabilisés dans les statistiques nationales des pays d'accueil. Cette "minorité ethnique" ne devrait pas seulement englober ceux qui ont acquis la nationalité du pays d'accueil, mais aussi tous ceux qui, à cause des lois nationales de ces pays, y vivent de façon irrégulière.

Les autorités des pays maghrébins estiment que l'émigration irrégulière est un problème qui concerne les Européens et non pas les pays de départ, et que ces derniers ne peuvent quant à eux rien faire étant donné que les départs sont, pour la plupart, rendus possibles par la délivrance de visas de tourisme par les autorités européennes. Les pays maghrébins ont, de toute façon, signé des conventions pour le rapatriement de leurs expatriés en situation irrégulière et accepté de pratiquer un contrôle plus strict de leurs frontières maritimes.

Les pays du Maghreb considéraient autrefois l'émigration de la main-d'oeuvre comme une contribution appréciable à l'équilibre du marché de l'emploi des pays de départ, et l'émigration contrôlée était l'un des instruments de la politique active de l'emploi. Depuis les années quatre-vingt, le rôle des migrations a été remis en question et l'émigration ne fait plus partie de cette politique. Toutefois, les pays du Maghreb ne veulent pas arrêter la migration mais l'améliorer et l'adapter aux exigences de la demande du marché de l'emploi étranger. Dans ce cadre, les gouvernements essayent de favoriser l'emploi de travailleurs à l'étranger, surtout par le biais d'accords bilatéraux avec les pays du Golfe, ou triangulaires - emploi par des entreprises européennes pour réaliser des projets dans les pays du Golfe ou ailleurs. Une formation professionnelle et une structure de placement ont été mises en place dans ce but en Tunisie.

Les pays du Maghreb voudraient aussi avoir un rôle à jouer dans le contrôle des nouveaux flux constitués par les membres des familles et c'est la raison pour laquelle, dans le cadre des nouveaux accords de libre-échange entre l'Union européenne, la Tunisie et le Maroc (tableau 1), ils expriment leur souhait que la question du regroupement familial fasse l'objet de discussions pour en assouplir et en améliorer les conditions.

1.7. La position des pays d'accueil des migrants

Si pendant deux décennies on a considéré que la question des migrations faisait partie de la sphère des relations bilatérales, depuis le début des années quatre-vingt les divers pays de l'Union européenne, confrontés à des préoccupations communes, ont adopté des politiques nationales qui convergent vers des prises de position similaires (tableau 1). Les gouvernements de ces pays ont tout d'abord estimé nécessaire de garantir la fermeture des frontières nationales pour ne pas attirer de migrants supplémentaires et pour mener avec succès une politique d'intégration des résidents légaux. Les différentes régularisations ayant eu lieu visaient à faciliter l'intégration de migrants installés de longue date dans le pays. Lors de l'approbation de ces politiques, les pays de l'Union européenne ont considéré que des contrôles stricts des frontières suffisaient pour maîtriser les flux de toutes les catégories de migrants. C'était sous-estimer toutefois les facteurs d'appel aux migrations existants sur le marché de l'emploi européen et qui ont été à l'origine du développement de flux d'irréguliers. Ainsi, les gouvernements se sont privés d'éventuels instruments de régularisation et de contrôle des flux. Par ce biais, ils ont eux-mêmes favorisé l'immigration irrégulière, ce qui n'a pas contribué à l'intégration des communautés immigrées de longue date et a alimenté un sentiment de vulnérabilité chez les nationaux.

A partir de la moitié des années quatre-vingt, constatant le vaste échec des diverses politiques migratoires nationales, les pays de l'Union européenne se sont rendu compte de la nécessité d'harmoniser et de coordonner leurs politiques d'entrée, de séjour et d'emploi des étrangers. Cette coordination, fondée sur des échanges informels, puis sur des réunions de groupes intergouvernementaux concernant des questions spécifiques liées aux migrations, a été difficile à mettre en place et, aujourd'hui, l'harmonisation des politiques est encore loin d'être une réalité opérationnelle.

Comme le contrôle des flux par la réglementation des visas et les vérifications aux frontières ne semblait plus être suffisant, l'idée est née d'engager une politique de prévention des faits qui sont à l'origine des migrations.

C'est pourquoi, depuis les années quatre-vingt-dix, l'ensemble des pays de l'OCDE se sont orientés vers des politiques d'aide au développement économique et de promotion de l'emploi dans les pays à fort potentiel migratoire. En effet, dans la perspective de réduire à long terme l'incitation à émigrer ou pour obtenir un impact à plus court terme et pour tenter de mieux maîtriser les flux, l'observation des tendances récentes dans le cadre du phénomène migratoire montre bien qu'une politique de coopération entre les pays devrait être mise en place avec pour but de promouvoir la croissance économique et la création d'emplois dans les pays de départ. Cette politique constituerait une alternative à l'accélération des migrations (Garson, Puymoyen, 1995).

Au sein de l'UE, la thèse d'un développement durable comme moyen de réduire la pression migratoire a reçu un soutien important lors des discussions concernant les nouveaux accords avec les pays tiers de la Méditerranée. Ainsi, dans le cadre des rapports avec ces derniers, les pays de l'Union européenne, en particulier ceux du sud, ont voulu faire un saut qualitatif auquel ils étaient poussés par des intérêts politiques. En effet, les pays méditerranéens voisins de l'Union représentent

à la fois un potentiel s'ils se développent et une menace si leur situation économique s'aggrave et si l'instabilité politique s'y installe. A partir de ces considérations, une politique globale (relations politiques, coopération au développement et ouverture commerciale) a été élaborée. Ces mesures, accompagnées d'une incitation à l'investissement étranger direct, sont envisagées comme des éléments permettant d'éviter une migration. Toutefois, comme nous le verrons dans le chapitre 3, l'éventuel impact négatif de ces nouveaux accords sur le marché de l'emploi et sur le développement économique du Maghreb n'a pas été pris en compte au niveau politique.

1.8. Les accords entre l'Union européenne et les pays du Maghreb

L'affirmation souvent répétée selon laquelle, au plan politique, les deux parties européenne et maghrébine doivent gérer la question de la migration est restée jusqu'à maintenant du domaine de la théorie plus que de la pratique.

Les accords *multilatéraux* de coopération[2] des années soixante-dix entre les pays du Maghreb et la Communauté européenne prévoyaient un volet social qui établissait la non-discrimination en ce qui concernait les conditions de travail, la rémunération et la protection sociale des ressortissants maghrébins travaillant dans un pays de la Communauté. Le fait que les accords *bilatéraux* qui régissaient les rapports de leurs ressortissants migrants avec les différents pays d'immigration étaient considérés comme plus avantageux par les pays du Maghreb a conduit à ignorer ce volet social. Toutefois, la Cour de justice des communautés européennes a tenu compte de ces dispositions dans plusieurs de ses arrêts. Face à l'attitude actuelle des pays d'accueil, qui privilégient les décisions unilatérales, les pays du Maghreb prennent de nouveau en considération l'idée d'un cadre de protection européen. C'est à ce facteur que l'on doit le regain d'intérêt, encore timide, pour le volet social dans les discussions sur la coopération en Méditerranée. L'Europe répond avec prudence aux requêtes maghrébines. Si les nouveaux accords d'association signés en 1995[3] entre l'UE, la Tunisie et le Maroc - et des accords de ce type pourraient être discutés prochainement avec l'Algérie -, qui établissent une zone de libre-échange, comprennent aussi des dispositions relatives aux travailleurs immigrés, celles-ci ne se différencient pas de celles des accords précédents. Afin de consolider la coopération sociale, les nouveaux accords ont toutefois donné un caractère prioritaire aux actions visant à réduire la pression migratoire, notamment grâce à la création d'emplois et au développement de la formation dans les zones d'émigration, ainsi qu'aux actions de réinsertion des personnes rapatriées du fait de leur situation irrégulière dans l'un des pays de l'UE.

Mais l'Union européenne est consciente que le phénomène international des migrations doit désormais être replacé dans une perspective politique plus large. Pour cela, dans le cadre des nouveaux accords euro-méditerranéens conclus ou projetés avec les pays du Maghreb et du Mashrak, un dialogue politique régulier devrait être instauré entre les parties, en vue de garantir la stabilité et la sécurité de la région méditerranéenne. Ce dialogue pourrait prévoir une concertation bilatérale régulière sur les questions internationales d'intérêt réciproque. Même si aucun domaine n'est spécifié, les questions relatives aux migrations seraient susceptibles d'être traitées dans ce cadre. De plus, compte tenu de l'importance stratégique de la Méditerranée, le projet de constitution d'un "Partenariat euro-méditerranéen" pour 2010, en vue duquel une première conférence a eu lieu à Barcelone en novembre 1995, vise à affermir les rapports entre

---

[2] Accords de coopération signés les 25, 26 et 27 avril 1976 avec la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, respectivement, et entrés en vigueur le 1er janvier 1978 pour l'Algérie et le 1er novembre 1978 pour la Tunisie et le Maroc; publiés dans le Journal officiel des Communautés européennes L263, 264 et 265 du 27 septembre 1978.

[3] Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et la Tunisie, COM (95) 235 final. Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et le Maroc.

les Etats de cette région grâce à une approche globale et coordonnée, complémentaire du renforcement des relations bilatérales. Le problème des migrations, et en particulier les questions de la pression migratoire, de l'intégration des migrants et des migrations illégales, seront traités à titre prioritaire dans le cadre des trois volets politique, économique et socio-culturel constituant ce partenariat.

Dans cette perspective pourtant, aucun accord de libre-échange avec le Maghreb ou d'union douanière avec la Turquie entré effectivement en vigueur fin 1995 ne va jusqu'à prévoir la liberté de circulation des personnes entre les pays tiers méditerranéens et l'UE. Quant à la libre circulation à l'intérieur de l'Union, elle est limitée aux ressortissants communautaires et les immigrés résidant de façon régulière dans cette région ne peuvent pas y circuler librement. Si l'accord d'association de 1964 entre la Turquie et la Communauté européenne prévoyait que les travailleurs turcs pourraient se déplacer à l'intérieur de l'espace communautaire à partir de 1986, cette disposition n'a jamais été appliquée. Dans ces conditions, les ressortissants étrangers résidant régulièrement dans un pays de l'Union européenne ne peuvent pas bénéficier de la règle de la priorité communautaire de l'emploi, en ce sens que si de nouveaux besoins de main-d'oeuvre se font jour dans un pays de la Communauté, aucune règle n'impose à celui-ci d'aller puiser parmi les étrangers résidant régulièrement dans un autre Etat membre. Fait aberrant pour un "marché unique" (Böhning, Werquin, 1990), on a déjà vu un Etat avoir recours à de nouveaux recrutements extérieurs, alors que dans d'autres Etats européens cette main-d'oeuvre était en situation de chômage.

En cas d'entrée de la Turquie dans l'UE, la situation se modifierait progressivement, comme cela s'est déjà produit pour l'Espagne et le Portugal. Dans cette éventualité, qui n'est toutefois envisageable qu'à long terme, l'offre de main-d'oeuvre maghrébine sur le marché du travail européen se trouverait désavantagée.

2. La migration décortiquée

2.1. Introduction

Dans ce chapitre seront présentés les concepts relatifs au potentiel migratoire, à la propension migratoire et à la pression migratoire. Il nous paraît nécessaire de donner notre définition de termes qui reviennent fréquemment dans les travaux récents sur le phénomène migratoire. Puis, dans les chapitres 4 et 5 qui portent sur l'étude prospective de la pression migratoire, nous donnerons une définition pratique de ces concepts, dans le cadre d'une représentation du marché de l'emploi et de la pression migratoire en termes de flux, afin de les appliquer à des situations concrètes. Tel sera notre modèle.

Si l'un des buts du chapitre précédent était de montrer l'intérêt de cette étude dans le contexte politique actuel, nous voulons ici la replacer dans le contexte des études menées dans ce domaine et montrer son intérêt en tant qu'elle contribue au débat analytique en cours concernant les nouveaux éléments qui caractérisent actuellement le phénomène des migrations.

2.2. L'évolution des conditions internationales des migrations

Les conditions internationales des migrations ont tellement changé au cours des trente dernières années que nous pouvons affirmer que l'immigration est un phénomène à la fois ancien et nouveau (tableau 1). En fait, les migrations d'avant 1973-74 et celles postérieures à cette date représentent deux phases distinctes dans l'évolution des flux. L'immigration maghrébine a

démarré au cours des années soixante, dans un cadre organisé et régi par des conventions bilatérales entre pays exportateurs de main-d'oeuvre et pays hôtes qui définissaient les modalités de recrutement et prévoyaient la mise en place de structures mixtes de concertation. Jusque dans les années soixante-dix, les pays européens industrialisés, ayant besoin de travailleurs, s'adressaient, pour satisfaire leur demande interne, aux pays qui présentaient un excédent de main-d'oeuvre.

La crise pétrolière de 1973 a marqué un changement dans ces politiques d'immigration et les pays du Maghreb ont assisté depuis lors à la fermeture des frontières des pays d'accueil traditionnels et à l'adoption de politiques extrêmement sélectives envers les non-Européens. Cette nouvelle attitude qui place les pays exportateurs de main-d'oeuvre devant le fait accompli, s'est reflétée dans les nombreuses décisions prises unilatéralement et sans concertation préalable, telles les dispositions d'incitation au retour, la révision des conditions de séjour et de regroupement familial, et l'adoption d'une politique d'intégration.

A partir des années quatre-vingt, la situation économique et sociale des pays de départ comme des pays d'accueil, ainsi que les rapports entre les différents pays de la région méditerranéenne, se sont transformés, ce qui a eu comme conséquence directe le fait qu'aujourd'hui la géographie, l'économie et la structure des migrations internationales ont changé, comme on le voit plus en détail dans l'annexe sur les mouvements migratoires. De nouvelles destinations se sont ajoutées à celles traditionnelles et l'ensemble de l'Europe occidentale, de la Scandinavie aux pays méditerranéens, est devenue zone d'attraction de migrants. De nouvelles régions de départ se sont ajoutées ou substituées aux anciennes. Des changements importants sont intervenus dans la nature du phénomène. Si auparavant les flux étaient composés principalement de jeunes hommes seuls, maintenant - évolution logique dans les pays d'ancienne immigration - ils sont constitués surtout de parents qui rejoignent le chef de famille à l'étranger. Par contre, dans les pays nouvellement touchés par l'immigration, on retrouve ce phénomène caractéristique du déplacement des hommes seuls. Si les flux de travailleurs légalement admis sont composés essentiellement de spécialistes de haut niveau, les migrants illégaux occupent aujourd'hui une place très importante. Les nouveaux migrants, à l'exclusion des illégaux, sont d'origine urbaine et ont un niveau de formation supérieur à celui de leurs prédécesseurs.

En ce qui concerne les communautés maghrébines résidant en Europe, leur profil dans les pays d'ancienne immigration s'est modifié. Aux ouvriers étrangers résidant à titre provisoire ont succédé les immigrés installés, la famille "regroupée" et les générations issues de l'immigration qui n'ont parfois jamais migré. Dans les pays nouvellement confrontés au phénomène migratoire, les communautés maghrébines ont aussi dû gérer leur situation économique et sociale de résidents, dans des pays qui n'offraient pas de réglementation ou de politique relative aux populations immigrées.

2.3. L'étude replacée dans le contexte de l'analyse du phénomène migratoire

Au fil du siècle, la théorie des migrations est devenue très complexe. Les modèles migratoires, au début assez incomplets, ont voulu prendre en compte de plus en plus de variables explicatives intervenant au niveau des pays et des individus. Les analyses, qui partent d'une conception macro ou micro-économique, divergent à cause des différents éléments explicatifs considérés à la base des migrations. Au niveau macro-économique, on analyse les phénomènes sociaux, démographiques et économiques qui poussent, d'une façon globale, les individus à prendre la décision de partir. Au niveau micro-économique, on analyse la propension des individus à migrer d'un pays vers un autre.

Le thème de la pression migratoire est traité sous des angles différents selon les auteurs, ce qui reflète des opinions largement divergentes sur l'interprétation, l'acceptation et la signification de ce phénomène. Certaines des expressions relatives à ce concept sont fréquemment utilisées dans les travaux traitant des migrations internationales sans avoir été définies au préalable. Si les auteurs utilisent souvent les mêmes expressions en leur donnant implicitement des sens différents, c'est parce qu'il n'existe aucune définition précise du phénomène, même si plusieurs éléments sont utilisés comme des indices de sa manifestation.

Une grande partie de la littérature actuelle sur les migrations est consacrée à des réflexions liées à l'action des gouvernements. Cette recherche comprend une part de réflexion des pays de destination potentiels des migrants qui veulent mettre un frein à l'immigration, et elle porte sur les moyens de limiter et de contrôler les flux. Du point de vue des pays d'accueil, on s'interroge sur les moyens d'agir sur la pression migratoire au niveau international (Böhning, 1991), sur les implications politiques du phénomène (Straubhaar, dans Böhning, Schaeffer, Straubhaar, 1991), sur la façon d'aider les migrants à s'intégrer dans leur propre pays (Böhning, 1994), sur les conséquences de l'ouverture de l'économie internationale (Weintraub, Stolp, 1987) et sur ce qui pourrait constituer des solutions de substitution à la migration (OCDE, 1993a et 1994).

Dans certaines études (Tapinos, dans Tapinos, Keely, 1992), le concept même de pression migratoire est mis en discussion pour lui donner une signification non pas analytique, mais politique, ne traduisant que l'inquiétude des pays d'accueil. On en conclut que le concept est par nature non mesurable.

Par contre, dans d'autres études sur la pression migratoire on définit le terme pour arriver à son explication analytique et donc à une tentative de mesure du phénomène, même si, au niveau de la conceptualisation et des déterminants macro et micro-économiques de ce phénomène, les analyses divergent fortement selon les auteurs. Dans Böhning (1994), nous avons une analyse de ce phénomène qui distingue une pression à l'émigration et une pression à l'immigration, s'expliquant comme la conséquence des écarts de revenu par habitant entre pays ou encore de l'écart entre les volumes des échanges au niveau international. Schaeffer (dans Böhning, Schaeffer, Straubhaar, 1991) veut donner au terme de pression migratoire une définition plus précise fondée sur une approche de marché et exprimée en termes de demande d'opportunités de déplacement dans un autre pays. Cette approche est utilisée pour discuter le lien entre facteurs économiques et pression migratoire. Straubhaar (dans Böhning, Schaeffer, Straubhaar, 1991) propose une définition analytique du phénomène sur la base de l'émigration potentielle et de la demande d'immigrés, pour laquelle il est fait recours à la fonction d'utilité qu'il y a pour les individus à émigrer, et qui vise à obtenir un moyen de mesurer la pression migratoire et de l'appliquer à un cas concret. Kultalahti (1994) analyse les facteurs macro et micro-économiques qui influencent la pression migratoire. Chez Bruni et Venturini (1995), la définition, basée sur l'excédent d'offre de travail des pays d'émigration, conduit, selon une approche macro-économique, à l'évaluation de phénomènes liés à la pression migratoire.

Dans les travaux de Bruni (1988) et de Bruni et Franciosi (1981), la représentation du marché du travail en un modèle de flux a permis une analyse des éventuels déséquilibres de ce marché. L'élargissement du modèle à une économie ouverte (Bruni, Venturini, 1995) conduit à une définition dynamique de concepts liés aux migrations et à la pression migratoire. A partir de ces définitions, il est possible de visualiser les effets des déséquilibres du marché de l'emploi en économie ouverte sur le phénomène migratoire, en mettant l'accent sur l'impact démographique. Dans cette optique, la propension à émigrer des individus, sans être spécifiquement analysée, est considérée comme un élément nécessaire aux fondements de la pression migratoire.

Pour notre travail d'analyse de la pression migratoire en provenance de la région du Maghreb, nous avons privilégié cette approche macro-économique développée par Bruni et

Venturini (1995), qui nous permet de nous concentrer sur la problématique des pays de départ. Cette méthode place au premier plan l'impact de la démographie sur l'offre de main-d'oeuvre et donc sur les éventuels déséquilibres du marché du travail. Le fait de mettre l'accent sur l'impact de la croissance démographique, qui est estimée de façon fiable pour les 15 prochaines années, nous permet de formuler des hypothèses jusqu'en 2010 et de présenter des scénarios de pression migratoire forte et faible. Pour la période relativement longue 1995-2010, ces hypothèses et leur impact sur le marché du travail sont donc plus facilement acceptables que des hypothèses économiques dont les effets seraient à très court terme. L'application au Maghreb et à la Turquie de ce modèle pourra nous fournir une estimation de l'évolution du phénomène et permettra d'établir des projections qui seront tout de même soumises à l'incertitude des variations de la demande de main-d'oeuvre et d'autres facteurs ayant un impact à court terme. Dans cette étude, qui représente donc un essai supplémentaire de mesure de la pression migratoire, on devra aussi tenir compte des limites de l'applicabilité de certains concepts et du modèle même.

2.4. La mesure de la pression migratoire

Si la définition même de la pression migratoire pose un problème, sa mesure directe est pratiquement impossible. La question qui se pose est de savoir comment mesurer cette pression en général, d'un pays vers un autre, et plus particulièrement selon les différentes causes et motivations du départ.

Nous ne pouvons pas mesurer directement le nombre de personnes candidates à l'émigration et qui en ont les moyens. Nous ne pouvons pas non plus mesurer le nombre de personnes qui ont effectué sans succès des démarches pour partir, pas plus que nous ne pouvons intégrer à ces données les nationaux à l'étranger en situation irrégulière. Une première estimation pourrait nous être cependant donnée par le nombre de démarches concrètes entreprises par les candidats à l'émigration. Plusieurs sources de données peuvent être utilisées dans les pays de résidence ou dans les pays d'immigration. Citons, entre autres, les demandes présentées à des agents de recrutement pour l'étranger, les demandes de regroupement familial et les demandes de stage-formation à l'étranger. Nous pouvons considérer, d'autre part, que la pression migratoire est en corrélation avec trois ensembles d'individus. Ceux qui, ayant un travail dans leur pays d'origine, veulent le quitter pour émigrer. Ceux qui ne travaillent pas, qui veulent émigrer et en ont les moyens, et, enfin, ceux qui se trouvent en situation irrégulière dans le pays d'accueil de migrants. Dans ce cas de figure, nous ne pouvons pas évaluer directement les deux premiers ensembles d'individus, qui ne font l'objet d'aucune observation statistique.

Dans les deux cas cités, l'importance des flux d'illégaux est malheureusement impossible à déterminer. Le nombre d'étrangers en situation irrégulière, qui peut être estimé grâce aux données des pays d'accueil mais qui présente de forte variations selon les sources statistiques, n'est qu'un indicateur peu fiable du phénomène. Remarquons que ce que nous pouvons mesurer en observant les flux actuels d'émigrants légaux, c'est l'ampleur de la demande d'immigration par les pays d'accueil et non pas la pression migratoire (Straubhaar, dans Böhning, Schaeffer, Straubhaar, 1991). Toutefois, l'estimation de l'ensemble des flux effectifs de travailleurs migrants légaux et illégaux, qui quittent leur pays pour une période plus au moins longue, pourrait nous fournir malgré tout une estimation indirecte de la pression migratoire.

En ce qui concerne les différents facteurs et leurs effets sur la pression migratoire, il est plus ou moins difficile d'en anticiper le poids. Le facteur démographique agit à long terme et est relativement facile à mesurer étant donné que la population de demain est déjà née aujourd'hui et que nous pouvons donc prédire l'augmentation future (jusque dans 20 ou 30 ans) de la population active due à la natalité actuelle. En revanche, l'influence de la situation économique,

qui agit à court terme, est plus difficile à mesurer et à prévoir. Les changements socio-politiques aussi peuvent avoir des effets, et ce à très court terme.

Partant de ces considérations et des essais de mesure directe de la pression migratoire réalisés dans le passé par d'autres auteurs, nous sommes arrivé à finaliser le modèle utilisé dans cette étude et à l'appliquer à la région du Maghreb. Les zones d'ombre qui subsistent encore dans l'utilisation des expressions liées à la pression migratoire nous amènent à essayer de clarifier dans ce chapitre certains concepts de façon à préciser le sens que devraient avoir, selon nous, certaines des expressions qui reviennent fréquemment dans la littérature récente à ce sujet. Pour atteindre l'objectif de la présente étude - l'analyse de la pression migratoire dans une région du bassin méditerranéen -, nous devons offrir notre interprétation, de façon à établir une formulation analytique de ces concepts dans le chapitre concernant l'analyse prospective de la pression migratoire.

2.5. L'offre et la demande internationales de migrants

Au nombre des changements intervenus dans les conditions internationales des migrations on peut inclure les facteurs déterminant l'offre et la demande internationales de migrants et leur perception dans l'opinion publique européenne. Le départ de travailleurs maghrébins vers les marchés de l'emploi européen, français ou belge, dans les années soixante et au début des années soixante-dix, correspondait à une demande de main-d'oeuvre qui ne pouvait pas être satisfaite à l'intérieur du territoire national. Avec le changement des conditions internationales, les flux ne se sont pas arrêtés, mais l'opinion publique européenne a eu le sentiment que leur cause avait changé. Si, d'un côté, la demande de travailleurs immigrés baissait rapidement sous la pression de la crise économique, de l'autre, le nombre d'individus qui souhaitaient émigrer augmentait rapidement jusqu'à excéder la demande. Le phénomène migratoire n'était donc plus impulsé par la demande mais plutôt par l'offre de travail: les flux migratoires n'étaient plus générés en premier lieu par les besoins des économies industrialisées mais par la stratégie d'individus à la recherche du bien-être (Böhning, 1994). Les travailleurs ne répondaient plus à une demande exogène mais réagissaient plutôt à une répulsion endogène propre à leur pays. L'offre de migrants commençait a être perçue comme "infiniment élastique" puisque les facteurs économiques internationaux, les déséquilibres au niveau des revenus et des possibilités d'activité, contribuaient à eux seuls à nourrir une "offre illimitée de travail" à l'échelle internationale.

En termes de "répulsion/attrait", c'est-à-dire de répulsion de la part du pays d'origine des migrants (*push*), et d'attraction de la part des pays d'accueil (*pull*), l'équilibre entre les facteurs semble s'être déplacé vers les pays de départ. Les facteurs de répulsion, ou pression au départ, se révèlent maintenant être plus déterminants que les facteurs d'attrait exercé par les pays d'accueil des migrants. Du fait de ces changements et de la prise en considération actuelle des facteurs de répulsion du milieu de départ, nous avons privilégié dans notre analyse une approche macro-économique axée sur la problématique des pays de départ.

2.5.1. L'émigration potentielle

Le fait que le nombre de candidats à l'émigration excède la demande de travailleurs expatriés crée une émigration potentielle à l'intérieur d'un pays. Cette émigration potentielle, dans un laps de temps donné, est constituée par les personnes qui souhaitent émigrer, qui ont les moyens, notamment financiers, de le faire, et qui ont effectué avec ou sans succès des démarches dans le but de quitter leur pays pour exercer une activité économique à l'étranger.[4]

---

[4] Voir aussi chapitres 4.2.5., 4.6.2 et 5.2.1.

Pour qu'il y ait formation d'une émigration potentielle, il faut que les facteurs macro-économiques de répulsion existant à l'intérieur d'un pays s'accompagnent d'une propension à l'émigration (ϵ) au niveau micro-économique, c'est-à-dire d'une volonté d'expatriation des individus.[5]

L'émigration potentielle est un phénomène dynamique qui doit être étudié en tenant compte de l'impact des facteurs à l'origine de sa constitution. L'analyse de ces facteurs devrait de plus aller de pair avec celle de l'ensemble de la population, pour comprendre pourquoi seule une partie de la population souhaite partir alors qu'une autre ne le souhaite pas, bien qu'elle soit soumise aux même facteurs et qu'elle en ait la possibilité financière.

Dans la partie du présent ouvrage consacrée à l'étude prospective de la pression migratoire en termes de flux, nous mesurons le potentiel migratoire (PM) comme l'excédent de main-d'oeuvre par rapport aux besoins nationaux, considéré dans la situation d'un pays fermé à l'extérieur. Ce potentiel migratoire ne correspond pas forcément, comme nous le verrons par la suite, à la population active à la recherche d'un emploi.

Au niveau mondial, le nombre de candidats potentiels à la mobilité internationale l'emporte largement sur le nombre d'individus que les Etats sont prêts à accueillir (légalement), ce qui génère la pression migratoire, comme nous le verrons un peu plus bas.

2.5.2. La migration effective

Les personnes qui ont accompli avec succès les démarches pour émigrer et qui, en conséquence, se sont déplacées légalement, ainsi que les personnes qui émigrent illégalement représentent la migration effective de travailleurs (ME) et de leurs familles d'un pays vers un autre. Cette migration est donc constituée des travailleurs migrants légaux et de leurs familles, mais aussi des migrants et de leurs familles qui s'installent dans un pays pour y travailler sans être juridiquement en règle.[6]

Malgré la politique européenne de fermeture des frontières, la migration est une réalité indéniable puisque le solde migratoire des pays du Maghreb vers l'Europe est positif. Si les pays d'immigration réagissent à l'ampleur du phénomène par une limitation d'accès toujours plus stricte, cette politique est en grande partie illusoire. En effet, sans compter les personnes en situation irrégulière, la majorité des flux légaux sont incompressibles, quelle que soit la sévérité des contrôles aux frontières, car ils sont fondés sur le respect du droit au regroupement familial ou répondent à des pénuries de main-d'oeuvre structurelles et sectorielles sur le marché européen.

Pour ce qui est de l'immigration illégale, à terme l'UE et surtout les pays du sud de l'Union parviendront sûrement à limiter davantage ce phénomène, par le biais de politiques communes de sécurité, mais cela ne découragera pas complètement les candidats décidés à émigrer clandestinement. De plus, dans des pays démocratiques, les contrôles des frontières et de la population résidante ne pourront jamais être stricts au point d'empêcher toute immigration ou résidence irrégulière (North, 1993).

2.5.3. La pression migratoire

La pression à l'émigration d'un pays dans un autre recouvre, à un moment donné, deux groupes de population: la catégorie des personnes qui veulent quitter le pays et les nationaux qui se trouvent en situation irrégulière à l'étranger.[7] Ces deux groupes sont formés des personnes dont les autorités des pays d'immigration ne souhaitent pas qu'elles séjournent sur leur territoire.

---

[5] Voir aussi chapitres 4.2.7., 4.6.5. et 5.2.3..

[6] Voir aussi chapitre 4.2.6.

[7] Voir aussi chapitres 4.2.10., 5.1.6. et 5.2.4.

Le premier groupe est constitué par l'ensemble des individus résidant dans le pays d'origine qui ont envisagé d'émigrer, qui en ont manifesté l'intention, mais qui n'ont pas pu faire aboutir leur démarche. Nous considérons que seuls font partie de cette catégorie ceux qui ont exprimé leur intention de partir en effectuant des démarches à cette fin, et pour lesquels l'unique obstacle à la sortie réside dans les restrictions du pays de destination. Nous devons nous placer dans une perspective suffisamment large mais exclure de cette définition les personnes qui ne peuvent réaliser leur rêve migratoire par manque d'informations, de soutien familial ou autre, ou encore de moyens financiers pour les démarches, le transport et l'installation. Nous devons aussi en exclure l'ensemble des résidents qui souhaiteraient partir, qui ont les moyens de le faire mais qui ne mettent pas leurs plans à exécution parce qu'ils se rendent compte qu'ils ne pourraient pas émigrer légalement et qu'ils n'acceptent pas d'être en situation irrégulière. Toutefois, si l'environnement socio-politique se dégradait ou si les déterminants économiques de "répulsion" et "d'attrait" se modifiaient, ces personnes pourraient rapidement reconsidérer leur situation.

Le deuxième groupe est constitué par l'ensemble des individus qui résident à l'étranger en situation irrégulière. Ce groupe est formé, d'une part, de ceux qui espèrent pouvoir régulariser leur situation dans le pays de résidence, et, d'autre part, de ceux qui ne voient pas la nécessité de la régulariser ou qui veulent conserver leur statut d'irrégulier pour bénéficier des avantages économiques qu'il peut leur procurer sur le marché du travail.

Dans la partie du présent ouvrage consacrée à l'étude prospective de la pression migratoire en termes de flux, nous mesurons la pression migratoire potentielle des travailleurs comme étant le potentiel migratoire du pays diminué du nombre des travailleurs qui, durant la période considérée, ont rejoint légalement un marché du travail étranger.

Toute modification des conditions dans les régions d'arrivée et dans celles de départ entraîne une variation du nombre et des caractéristiques des candidats à l'émigration. Par définition, la pression à l'émigration externe est non seulement la conséquence du potentiel de migrants, mais aussi celle du degré de fermeture des frontières aux flux migratoires réguliers. Les pays européens, qui veulent réguler les entrées sur leur marché du travail en fonction de leurs politiques, de leurs intérêts et de leurs besoins, créent des entraves à la liberté de circulation et sont donc à l'origine de cette pression. Par définition, si les frontières sont ouvertes toute démarche pour émigrer est couronnée de succès, alors qu'avec la fermeture des frontières, ces dernières sont soumises à une pression. Le terme même de pression migratoire implique que des flux migratoires consistants pourraient se développer rapidement s'il n'y avait pas de barrières pour contenir cette pression (Schaeffer, dans Böhning, Schaeffer, Straubhaar, 1991).

2.6. Les données statistiques

Nous devons distinguer deux sources de données: les institutions des pays européens qui accueillent les migrants et celles des pays du Maghreb d'où partent les migrants. Pour ce qui est des statistiques utilisées dans le présent travail, nous avons essentiellement utilisé les sources européennes, sauf indication contraire. Dans le cas des pays d'accueil, l'ensemble des données recueillies sur les mouvements migratoires nous permettent de comprendre les caractéristiques et les enjeux du phénomène. En effet, le problème pour l'Europe n'est pas véritablement un manque de données, même si ces données sont considérées pour la plupart comme peu satisfaisantes, si des relevés manquent dans les pays confrontés au phénomène depuis peu, et si les immigrés illégaux sont exclus des statistiques. La question est plutôt l'application d'une méthode commune de recueil des données et l'utilisation des mêmes définitions de catégories de migrants et de leurs caractéristiques. Les travaux de l'OCDE et d'EUROSTAT réalisés avec la collaboration des pays membres des deux organisations visent déjà la production de données statistiques comparables, leur organisation et leur diffusion.

Le fait de disposer de données comparables est particulièrement important pour permettre aux pays européens d'effectuer des recherches communes ou transversales. Ces pays ont en effet amplement besoin aujourd'hui d'études stratégiques à base thématique qui parviennent à faire le lien entre les données brutes et les analyses des chercheurs, d'une part, et le travail des responsables nationaux en matière d'emploi et d'immigration, d'autre part. Ces études sont nécessaires pour appuyer les décisions et la formulation de stratégies adaptées à telle ou telle circonstance particulière du contexte national ou européen.

En ce qui concerne les pays d'origine, la difficulté réside dans la production des données, et résulte de carences des institutions nationales en matière d'observation et d'étude du phénomène. Les informations fournies par les sources existantes ne permettent notamment pas d'appréhender la problématique des flux migratoires et ses enjeux pour les pays de départ. La situation se complique encore du fait que si, d'un côté, ces pays utilisent les données statistiques produites par les pays d'accueil, de l'autre, ils appliquent à la même population de migrants des normes différentes pour déterminer leur nationalité. Ainsi, des Marocains naturalisés Français seront toujours considérés comme marocains par leur pays d'origine.

3. Les déterminants macro-économiques de la pression migratoire

3.1. Introduction

Dans le présent chapitre, nous examinerons les déterminants de la pression migratoire et donnerons des éléments essentiels pour l'élaboration d'hypothèses concernant leur évolution future. Ces sont ces déterminants et leurs hypothèses d'évolution qui vont nous permettre de faire fonctionner le modèle et de l'appliquer à des cas concrets, et de mettre au point par la suite deux scénarios de pression migratoire.

Il n'est pas possible de fonder des pronostics concernant la nature et l'étendue de la pression migratoire future sur une théorie globale qui prenne en compte tous les facteurs influençant cette pression. Nous utiliserons des éléments de théories et de modèles conceptuels déjà établis au niveau macro-économique dans les pays de départ des migrants, qui nous donneront des indications dont il faudra tenir compte dans le cadre de notre étude.

Au niveau international, il se crée en général un potentiel de migration à caractère économique entre plusieurs pays lorsque ceux-ci présentent des niveaux de développement différents. Si ce déséquilibre s'accompagne de facteurs d'attraction et de répulsion qui agissent sur les individus en les incitant à partir, ou s'il engendre de tels facteurs, il y a formation de candidats à l'émigration. On distingue plus particulièrement les facteurs de répulsion tels que des perspectives d'emploi limitées ou de bas salaires dans le pays d'origine, tandis que les facteurs d'attraction sont, au contraire, la possibilité d'un salaire élevé ou l'offre d'emploi dans le pays de destination.

Si nous considérons uniquement les facteurs de répulsion existant à l'intérieur d'un pays, le phénomène de la pression migratoire est le résultat de l'interaction de dynamiques démographiques, économiques et de déterminants sociaux qui influencent le choix des individus. Nous nous bornerons dans la présente étude à traiter les déterminants relevant du niveau macro-économique, sachant que la propension à émigrer des individus, sans être spécifiquement analysée, est considérée comme un élément nécessaire et fondamental de la pression migratoire.

La croissance démographique sera examinée pour son impact sur l'économie et l'utilisation des ressources financières d'un pays. Nous estimons que la forte pression que la

croissance démographique exerce sur le marché de l'emploi détermine l'augmentation du déséquilibre entre offre et demande d'emploi sur le marché national. En théorie, ce déséquilibre pourrait être supprimé en agissant sur la demande par la création d'emplois additionnels. Toutefois, le nombre d'emplois et le niveau de performance économique nécessaires pour satisfaire l'offre dans sa totalité, devraient être si élevés qu'il n'est pas possible de les envisager comme des perspectives à court terme.

Dans le chapitre 4, en application du modèle en termes de flux, nous considérerons l'offre de travail dans les pays du Maghreb et en Turquie, afin de vérifier dans quelle mesure l'excédent d'offre de main-d'oeuvre par rapport à la demande nationale a un impact sur la formation d'un potentiel migratoire.

L'offre de main-d'oeuvre et son évolution ne sont pas déterminées uniquement par la composante démographique, mais aussi par la composante de participation de la population à la vie active. Ce dernier élément sera examiné pour ses effets sur l'augmentation totale de l'offre de main-d'oeuvre et sur la modification de sa composition.

Etant donné que la croissance démographique a des répercussions à long terme sur le nombre de demandeurs d'emploi, son impact dans les prochaines décennies est relativement facile à déterminer. L'incidence des variations du niveau de participation - surtout des femmes - et les effets économiques et sociaux qui déterminent la demande de travail sont, eux, plus difficiles à évaluer et peuvent avoir un impact à court terme.

Nous examinerons aussi le développement économique des pays susmentionnés et les conséquences éventuelles pour l'emploi des politiques d'ouverture vers l'extérieur. Etant donné la nature complexe du lien qui existe entre le développement et la migration, si des changements économiques peuvent entraîner à long terme une diminution de la pression migratoire, à court terme des effets marginaux de ce processus peuvent au contraire pousser à l'émigration ou la faciliter et affecter de différentes façons l'ampleur, la direction et la composition des flux. Ces éléments sont également en interaction avec l'instabilité de l'environnement politique et social, ainsi qu'avec le bouleversement des milieux naturels. Cette interaction peut également influencer directement ou indirectement la pression migratoire.

Tout au long de notre travail et devant l'ampleur de la problématique migratoire, nous ne devrons toutefois jamais nous laisser aller à croire que la population voudra nécessairement émigrer dès que seront réunies les causes l'y incitant. La question que nous devrions donc nous poser est de savoir pourquoi la majorité de la population choisit de rester alors qu'une minorité seulement est candidate à l'émigration.

3.2. La pression démographique [8]

La pression démographique et ses conséquences constituent l'élément de base de notre analyse. La force de l'impact du facteur population est le produit de son effet dimensionnel et de son effet de structure. L'effet dimensionnel agit au niveau global du pays sur l'ensemble de sa population et fait augmenter les dépenses nécessaires à son développement. L'effet de structure détermine les différentes contraintes qui pèsent sur son économie: les pressions sur le marché du travail se font plus fortes à mesure que la part de la population en âge de travailler augmente.

Les pays du Maghreb et la Turquie sont en pleine transition démographique. Toutefois, même si les taux de fécondité baissent rapidement, la pression démographique ne devrait se

---

[8] Les données utilisées dans ce chapitre ont été calculées sur la base de: Nations Unies, *The Sex and Age Distribution of the World Populations: The 1994 Revision* (New York, 1995).

relâcher qu'à longue échéance, lorsque cette transition sera achevée et la population stabilisée. Entre-temps, la population continue à augmenter et son futur proche est déjà écrit puisque des structures par âge dans lesquelles les individus très jeunes sont particulièrement nombreux assureront une croissance démographique importante au cours des prochaines années.

L'impact d'une telle croissance sur le marché du travail est considérable. La structure par âge fera que la tension ne devrait faiblir qu'à long terme, et qu'elle augmentera à court et à moyen terme car les millions de jeunes qui vont rejoindre le marché du travail sont déjà nés. La population active augmente actuellement à un rythme plus rapide que celui de la population totale, en raison d'un décalage d'environ vingt ans entre la baisse de la fécondité et son effet sur la réduction du nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail.

A moyen terme, des effets positifs pourraient se manifester au niveau national par une diminution des dépenses sociales due à la stabilisation de la population très jeune. Toutefois, ces gains seront limités par le coût des objectifs d'amélioration du niveau et du taux de scolarisation ainsi que de la couverture sanitaire.

Ce contexte démographique créera des obligations dont il faudra tenir compte en termes économiques et sociaux. Toutefois, même si le facteur démographique est considéré comme le premier des éléments agissant sur la pression migratoire, les interventions dans ce secteur, bien que nécessaires, n'auront que des effets marginaux et de toute façon à très long terme. De plus, la complexité du phénomène fait qu'il n'est pas suffisant d'obtenir un ralentissement de la croissance démographique pour espérer une diminution des contraintes économiques qui poussent à l'émigration.

3.2.1. La croissance démographique

Dans les pays qui ont atteint un stade de développement intermédiaire comme les pays du Maghreb ou la Turquie, la population a augmenté énormément depuis le milieu des années cinquante en raison de la conjugaison d'une forte natalité avec la baisse de la mortalité. La population a été multipliée par 2,6 au Maghreb et par 2,5 en Turquie, alors qu'elle n'a été multipliée que par 1,2 en Europe (tableau 2). Cette augmentation, supérieure même à la moyenne mondiale, nous donne une idée du défi auquel les économies maghrébine et turque sont confrontées.

Dans les trois pays du Maghreb, les taux annuels d'accroissement naturel de la population (représentant l'excédent des naissances sur les décès) ont atteint un plafond dans les années 1970-1980, après quoi ils ont commencé à baisser. Hormis ce point commun, les trois pays présentent des caractéristiques démographiques assez différentes. En Tunisie, le taux de croissance démographique a été ramené de 2,6% au début des années soixante-dix à un niveau beaucoup plus bas par la suite, grâce à une politique active de maîtrise de la pression démographique accompagnée d'un changement du statut de la femme. Depuis les années quatre-vingt-dix, la Tunisie fait partie du petit nombre de pays en développement dans lesquels le niveau de croissance démographique est inférieur à 2%. Avec un taux de croissance démographique qui est passé de 2,7% dans les années soixante à 2,4% aujourd'hui, le Maroc n'est pas loin d'atteindre des résultats comparables. Le taux de croissance de la population en Algérie, qui était le plus élevé de la région, baisse également rapidement, et il est passé de 3,1% dans la période 1975-1980 à 2,7% dans la période 1990-1995. Les données de 1994 montrent que la baisse de la fécondité a été plus rapide que prévu au Maroc et en Algérie. Si les taux devaient continuer à baisser selon la même progression, la population des pays du Maghreb se stabiliserait à partir de la deuxième moitié du siècle prochain. En examinant la situation au Maghreb et celle d'autres pays arabes, nous pouvons voir que, s'ils présentaient des indicateurs démographiques comparables au début des années soixante, les pays du Maghreb ont subi depuis des changements

plus importants et plus rapides. En Turquie, le taux de croissance annuel de la population, qui était de 2,4% au début des années soixante-dix, est actuellement de 1,8%.

Entre-temps, même si les taux de croissance de la population baissent, la population continue à augmenter rapidement et le nombre annuel des naissances n'a jamais été aussi élevé du fait que la population, et en particulier le nombre des femmes en âge de procréer, a augmenté. Selon la variante moyenne de croissance de la population au Maghreb, la population (actuellement 62,6 millions) sera de 70,5 millions en l'an 2000 et de 82,9 millions en 2010. Ce dernier chiffre (37,4 millions pour l'Algérie, 11,2 millions pour la Tunisie et 34,2 millions pour le Maroc) correspondra à un doublement de la population par rapport à la période 1975-1980. Parallèlement, selon la variante moyenne de croissance de la population en Turquie, la population (aujourd'hui 60,7 millions) sera de 67,7 millions en l'an 2000 et de 77,9 millions en 2010. Ce dernier chiffre correspondra à un doublement de la population par rapport à la période 1970-1975. Ces mêmes données montrent aussi que de 1990 à 2010, la population devrait augmenter de plus de 12 millions d'habitants en Algérie, de 10 millions au Maroc, de 3 millions en Tunisie et de 21 millions en Turquie. Les pressions d'ordre démographique demeureront donc fortes et s'accentueront vraisemblablement dans les décennies à venir.

Pour 2010, les projections établies par l'Organisation des Nations Unies en 1994 donnent une fourchette d'estimation de 78,3 à 87,1 millions de personnes pour la population du Maghreb et de 74,9 à 80,6 millions de personnes pour la population turque. Ces fourchettes sont calculées en partant de l'hypothèse que l'évolution de la fécondité correspondra à la variante basse ou à la variante haute des projections. Les différences entre les deux variantes sont de 8,7 millions pour le Maghreb et de 5,7 millions pour la Turquie.

Les gouvernements des pays du Maghreb et de la Turquie affichent une volonté politique claire de diminuer les taux de croissance de la population. Les initiatives visant à un ralentissement de l'accroissement démographique, telles que des actions concernant le rôle de la femme, la santé reproductive et les soins de santé primaires, auront un impact important sur la stabilisation de la population et sur les conditions de vie des familles. Même si cet impact ne doit se concrétiser que dans plusieurs générations, il est certain qu'il contribuera, entre autres, à réduire la pression migratoire à la fois directement et indirectement.

3.2.2. La structure de la population

La transition démographique, conjonction de deux facteurs - la baisse de la natalité et la réduction de la mortalité - qu'ont connue les pays du Maghreb et la Turquie au cours des dernières décennies, ne pouvait manquer d'avoir des retombées sur la structure par âge de la population. La première partie de cette transition, caractérisée par une baisse de la mortalité, a provoqué une forte augmentation de la proportion d'individus très jeunes dans la population totale. La deuxième phase, qui est en cours, caractérisée par la baisse de la natalité, aboutit nécessairement dans un premier temps, avant la stabilisation de la pyramide des âges, à une diminution du poids relatif de la population des moins de 5 ans, puis de celle des 5-14 ans, parallèlement à une augmentation progressive de la proportion de personnes en âge de travailler (15 - 64 ans) et, dans un deuxième temps, de celle des plus de 65 ans. Ce phénomène conduit peu à peu ces pays à affronter des problèmes socio-économiques nouveaux.

3.2.3. La population des jeunes

Au Maghreb et en Turquie, le début de la transition démographique, marqué par une baisse rapide des taux de mortalité et par des taux de natalité très élevés, a provoqué une augmentation rapide de la population très jeune. La part de la population âgée de moins de 15 ans, qui représentait dans les années cinquante des valeurs variant entre 38% et 44% selon les pays, a augmenté progressivement pour culminer à 48% environ au début des années soixante-

dix, moment à partir duquel elle a commencé à diminuer. Ce pic a été un peu moins élevé en Turquie (42%). En examinant plus précisément la classe d'âge des 5-14 ans, nous voyons que sa part dans la population totale a continué à augmenter jusqu'au début des années quatre-vingt. En Tunisie, où le phénomène de la transition démographique a commencé plus tôt, le gonflement maximum de cette classe d'âge s'est produit au début des années soixante-dix. Actuellement, les individus âgés de moins de 15 ans représentent 42% de la population en Algérie, 39% au Maroc, 38% en Tunisie et 35% en Turquie. A titre de comparaison, nous voyons qu'en Europe occidentale les individus de moins de 15 ans représentaient 23% de la population au début des années cinquante, leur part est montée à 24% à la fin des années soixante, et elle a ensuite diminué pour atteindre aujourd'hui 18%.

Si les taux de fécondité continuent à baisser selon le même rythme dans les pays du Maghreb et en Turquie, la part des individus âgés de moins de 15 ans dans la population totale continuera à se réduire pour atteindre 27-31% en 2010 et environ 20% en 2050.

Même si les statistiques relatives au pays du Maghreb et à la Turquie soulignent un déclin du pourcentage de la population très jeune, en termes absolus le nombre d'individus dans cette classe d'âge continuera à croître par le seul fait de l'élan démographique, puisque l'augmentation rapide de la population en âge de procréer entraînera une croissance ultérieure du flux annuel des naissances qui maintiendra élevé le nombre des très jeunes. Comme nous le verrons dans le chapitre sur les investissements sociaux , la nécessité de garantir à cette population une éducation et un suivi médical exigera encore des pays concernés des efforts importants dans le futur.

3.2.4. La population en âge d'activité

La population en âge d'activité comprend les individus de 15 à 64 ans. La part de cette population, en pourcentage de la population totale, est en augmentation depuis le début des années soixante-dix (ce qui correspond au début de la diminution de la proportion des moins de 15 ans). Actuellement de 55% en Algérie, de 57% au Maroc, de 58% en Tunisie et de 61% en Turquie, elle se situera autour de 66% en 2010 et devrait augmenter encore jusqu'à des pointes de 70% vers 2020-2025. Le groupe d'âge 15-24 ans en particulier, qui représentait environ 18% de la population dans la période 1950-1980, a ensuite augmenté pour atteindre 21% en 1990; il représentera 22% de la population à la fin du siècle, puis un pourcentage plus faible. Par comparaison, la population en âge de travailler en Europe occidentale représente actuellement 68% de la population totale, alors que les 15-24 ans en représentent 14%.

En termes absolus, la progression de la population de 15 à 64 ans est stable (tableau 3). La population en âge de travailler est aujourd'hui de 13,6 millions en Algérie, de 14 millions au Maroc, de 4,7 millions en Tunisie et de 34,2 millions en Turquie. Ces chiffres illustrent le doublement de cette population en l'espace de deux décennies, entre 1970 et 1990. En termes absolus, elle aura augmenté de 16 millions au Maghreb et de 15 millions en Turquie durant cette période. En l'an 2010, la population en âge d'activité sera de 24,4 millions en Algérie, de 23,1 millions au Maroc, de 7,6 millions en Tunisie et de 51,3 millions en Turquie. Elle aura donc été multipliée par 1,8 dans les deux décennies de la période 1990-2010 et aura augmenté, en termes absolus, de 22 millions au Maghreb et de 17 millions en Turquie.

Comme l'indique le tableau 3, la croissance en termes absolus de la population en âge d'activité a déjà été établie avec précision jusqu'en 2005, puisque cette population est aujourd'hui déjà née et il n'y a donc pas de différence entre les variantes haute, moyenne et basse de la croissance. Pour la période 2005-2010, il y a un écart entre les variantes mais il n'est que d'un million de personnes au Maghreb et de 500 mille en Turquie. Ce résultat nous permet de voir que, dans les 15 prochaines années, la population en âge d'activité ne sera pas fonction de l'hypothèse de fécondité et que, quoi qu'on fasse pour réduire la poussée démographique dans

ces pays, les effets ne se feront sentir au niveau de la population en âge de travailler qu'après 2010.

Si le taux de croissance de la population en âge d'activité a commencé aussi à baisser, il est toujours supérieur au taux de croissance de la population totale, et cette situation laisse prévoir que le marché du travail restera soumis à de fortes pressions pendant encore plusieurs décennies.

Cette évolution comportera une modification favorable des taux de dépendance démographique (ratio entre les personnes de moins de 15 ou de plus de 65 ans et celles en âge d'activité). Cela signifiera que le poids des inactifs sur les actifs s'allégera, ce qui pourrait avoir des effets positifs sur les capacités de développement des pays. En prenant comme exemple la Tunisie, nous voyons que si, en 1970, il y avait une personne en âge de non-activité pour chaque personne en âge d'activité, en 2010 il y aura un inactif pour deux personnes en âge d'activité. Toutefois, l'impact positif sur le développement ne peut s'exprimer que si les personnes en âge de travailler, et qui veulent travailler, parviennent effectivement à trouver un emploi. Mais comment assurer un emploi à tous ceux qui voudront travailler? Les données sur l'augmentation de la population en âge d'activité nous font entrevoir l'ampleur du problème. Ainsi, la jeunesse doit constituer le groupe cible sur lequel doivent être centrés les efforts socio-économiques, en assurant l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la formation, ainsi que leur insertion dans la vie active. Toutefois, le coût de ces efforts demanderait d'accélérer proportionnellement le rythme de la croissance économique, et ce à un point difficile à concevoir dans la situation actuelle des pays concernés. Dans l'impossibilité d'imaginer l'impact positif de l'accroissement du nombre des actifs sur leur économie, nous devrons examiner ses effets négatifs sur les déséquilibres du marché de l'emploi.

3.2.5. La population âgée

A partir du siècle prochain, la proportion de personnes âgées de plus de 65 ans, qui représentent aujourd'hui 4% de la population totale au Maghreb et en Turquie, augmentera progressivement pour atteindre environ 15% de la population en 2050. A titre de comparaison, en Europe occidentale les personnes âgées de plus de 65 ans représentent actuellement 14% de la population et en représenteront 27% en 2050. La problématique du troisième âge à laquelle les pays européens sont actuellement confrontés se posera donc aussi dans les pays du sud de la Méditerranée et en Turquie dans le siècle à venir. L'augmentation en pourcentage de cette classe d'âge touchera en premier lieu la Tunisie et la Turquie, qui ont commencé plus tôt leur transition démographique.

3.2.6. Les investissements sociaux

L'accroissement de la population s'est traduit dans le passé et se traduira encore par une demande supplémentaire de services sociaux, d'éducation, de santé et d'équipements collectifs. Pour satisfaire la demande de cette population accrue, les pays devront développer les infrastructures sociales ne serait-ce que pour maintenir le niveau de vie actuel. Le budget social devra augmenter en conséquence et ne pourra être utilisé que marginalement pour améliorer la qualité de ces services. Pourtant, l'amélioration du niveau de vie, de la scolarisation et de la couverture sanitaire est d'autant plus importante qu'elle influe fortement non seulement sur la baisse de la fécondité, mais aussi sur la pression migratoire.

L'allocation de ressources croissantes aux secteurs sociaux et au logement mobilisera des fonds importants qui auraient pu être affectés à des investissements productifs en faveur du développement, et créateurs d'emplois. En Tunisie, selon le VIIIème Plan de développement (1992-1996), compte tenu de la croissance démographique une amélioration du niveau de vie supposerait un taux de croissance économique d'environ 6%. Au Maroc et en Algérie, qui

présentent un taux de croissance démographique plus élevé, une amélioration sensible du niveau de vie est difficilement concevable, tout au moins pour les prochaines générations.

Les projections établies en ce qui concerne les besoins de santé montrent que les dépenses publiques en matière de santé devraient croître à un rythme supérieur à celui de la croissance du PIB pour améliorer les prestations existantes et permettre à la population qui n'a pas encore accès aux services de santé d'en bénéficier. Cette population représentait 7,6% de la population totale au Maroc et 3,1% en Algérie au début des années quatre-vingt-dix. Les dépenses publiques de santé constituent 5,4% du PIB en Algérie, 3,3% en Tunisie et 0,9% au Maroc (PNUD, 1995).

Quant à l'éducation, les effectifs scolaires augmenteront plus vite que la population totale en raison du gonflement de la classe des enfants en âge scolaire et du fait qu'il y aura une augmentation générale de la scolarisation, des hommes comme des femmes. La part du budget consacrée à l'éducation, exprimée en pourcentage du PNB - 9,1% en Algérie, 5,5% au Maroc et 6,1% en Tunisie en 1990 (PNUD, 1995) -, devrait augmenter en conséquence.

Comme nous l'avons déjà dit, la stabilisation de la population très jeune pourrait entraîner dans un avenir proche une réduction des dépenses sociales nécessaires aujourd'hui pour couvrir les besoins d'une population accrue. Ce fait, combiné à l'augmentation du pourcentage de la population en âge d'activité par rapport à la population totale, aura pour conséquence que les pays présenteront un taux de dépendance moindre et une structure plus favorable à la maîtrise des coûts sociaux. Dans le cas où le développement économique permettrait de créer les emplois nécessaires, de nouvelles possibilités s'offriront pour améliorer qualitativement les conditions d'enseignement et les services sanitaires. Toutefois, le coût social des programmes d'ajustement structurel pourrait avoir un impact négatif en matière de développement humain. L'enseignement et les soins de santé primaires pourraient en pâtir à la fois qualitativement et quantitativement.

3.3. La population active

3.3.1. Evolution et perspectives

Le taux d'activité est le pourcentage de gens qui sont considérés comme actifs, c'est-à-dire l'ensemble des individus qui travaillent ou sont au chômage. Les effectifs de la population active dans un pays à un moment donné sont le résultat d'un phénomène démographique, du mouvement migratoire, ainsi que d'un type de comportement, puisque de nombreux facteurs socio-économiques interviennent dans la propension au travail de la population, notamment des jeunes et des femmes.

Les taux d'activité utilisés ici sont ceux établis par le BIT en 1986 (*Population active 1950-2025*) et en 1995 (*Bulletin des statistiques du travail 1995-2*), et nous les appliquerons aux dernières estimations et projections de la population établies par les Nations Unies (Nations Unies, 1995) (tableaux.4 à 7 et 8 à 15)[9]. Sauf indication contraire, il s'agira de la variante moyenne des projections de croissance de la population. Les deux séries de taux d'activité seront utilisées conjointement parce qu'elles se fondent sur des définitions différentes de l'individu actif. Ces deux séries, appliquées aux variantes haute et basse des projections de croissance de la population, nous permettront de définir deux scénarios de croissance de l'offre de main-d'oeuvre que nous utiliserons dans l'application du modèle de flux, dans la partie finale de l'étude.

Les taux d'activité observés au Maghreb au cours des quarante dernières années sont en général modestes, comparés à ceux des pays de l'UE, et cela tient à la jeunesse de la population ainsi qu'à la faible présence des femmes dans le monde du travail. Toutefois, nous verrons que

---

[9] Les taux d'activité calculés sur la base de ceux établis par le BIT, ainsi que le calcul de la population active, n'engagent que l'auteur de la présente étude et ne doivent pas être considérés comme des statistiques officielles du BIT.

cette situation devrait évoluer, compte tenu des changements de la structure de la population (voir chapitre 3.2.2.) et d'une plus forte propension des femmes à travailler.

3.3.2. Les estimations

Les estimations établies en 1986 pour la période 1950-1980 font apparaître des taux d'activité extrêmement bas dans les pays du Maghreb. Ces taux sont en partie la conséquence du fait que les statistiques officielles ne tiennent souvent pas compte du travail des femmes en dehors du secteur moderne de l'emploi rémunéré. Dans ces statistiques, par exemple, la catégorie des travailleuses familiales, que l'on trouve essentiellement dans l'agriculture mais aussi dans le secteur informel urbain, est exclue de la population active. Les estimations établies en 1995 montrent des taux d'activité supérieurs du fait que, dans les statistiques officielles, on a voulu mettre en évidence l'existence d'une main-d'oeuvre "cachée" qui n'avait pas été relevée précédemment. Les experts ont voulu ainsi tenir davantage compte du travail des femmes ainsi que du travail effectué à l'extérieur du marché moderne structuré. Le même changement dans le relevé des actifs s'est produit en Italie dans les années soixante-dix.

Selon les estimations de 1995, en 1990 les taux d'activité *globaux* auraient été de 30% en Algérie, de 38% au Maroc et de 35% en Tunisie, et les taux de participation *féminine* de 15% en Algérie, de 26% au Maroc et de 21% en Tunisie (tableaux 4 à 7). Si les sources statistiques officielles utilisées en 1986 avaient tendance à sous-estimer la dimension effective de l'offre de travail, ces nouvelles données pourraient en revanche surestimer la participation des femmes à l'activité économique, souvent saisonnière ou partielle, et sous-estimer de ce fait même le sous-emploi et le travail non rémunéré dans la population féminine.

Cependant, même selon ces nouvelles données, les taux indiquent des niveaux inférieurs à ceux d'autres pays de la Méditerranée. A titre de comparaison, les taux d'activité atteignaient 45% en France et 40% en Italie et en Espagne au début des années quatre-vingt-dix. Les taux d'activité des femmes pour la même période étaient de 39% en France et de 29% en Espagne et en Italie (BIT, 1995).

En Turquie, les taux d'activité enregistrés en 1990 sont très élevés - 44% pour les deux sexes et 31% pour les femmes -, supérieurs même à ceux de certains pays européens. Ces taux résulteraient cependant d'une surestimation du nombre des actifs occupés dans le secteur agricole (Venturini, 1990).

L'évolution des taux d'activité ventilés par sexe au niveau du Maghreb montre des situations nationales différentes. Selon les statistiques de 1986, le taux d'activité féminine a peu changé en Algérie, alors qu'en Tunisie le taux a crû depuis la fin des années soixante, surtout pour les moins de 29 ans. Toutefois, les nouveaux taux d'activité établis en 1995 montrent qu'en Tunisie celui des femmes est stable depuis le début des années quatre-vingt. Ce phénomène est lié à un comportement de découragement causé par la détérioration du marché de l'emploi. Au Maroc, l'augmentation de l'activité féminine se poursuit même si les taux d'activité se situent à des niveaux plus bas qu'en Tunisie.

Au niveau des taux d'activité globaux, la progression des taux d'activité des femmes a été compensée, mais en partie seulement, par la baisse des taux d'activité des hommes consécutive à la diminution du travail des enfants et à l'augmentation de la scolarisation et de sa durée.

3.3.3. Les projections

Dans les projections des taux d'activité établies en 1986 pour la période 1985-2025, on énonce des hypothèses sur l'augmentation des taux d'activité ventilés par sexe et par classe d'âge en tenant compte de l'évolution des facteurs qui influencent la participation à l'activité économique, à partir de l'expérience d'autres pays. Selon ces projections, les taux globaux sont appelés à augmenter en raison du changement graduel de la structure de la population et de

l'augmentation du nombre des femmes qui se tournent vers le marché du travail. Ces taux d'activité seraient en 2010 de 30% en Algérie, de 40% au Maroc et de 39% en Tunisie, mais de 46% en Turquie. Comme nous l'avons déjà vu dans le chapitre sur la pression démographique, la diminution de la proportion d'individus très jeunes et l'augmentation de la population en âge de travailler sera l'une des causes de l'augmentation des taux d'activité. Nous voyons ainsi que les taux d'activité des hommes devraient passer en Algérie de 41% au début des années quatre-vingt-dix à 51% en 2010, au Maroc de 50% à 59%, en Tunisie de 49% à 58% et en Turquie de 56% à 58%. De son côté, l'afflux croissant des femmes sur le marché du travail s'explique par les pressions socio-économiques, leur niveau d'instruction plus élevé ainsi que l'augmentation de la demande de main-d'oeuvre féminine. Les taux d'activité des femmes, déjà en progression rapide, devraient augmenter à un rythme supérieur à celui des hommes au cours des prochaines décennies, pour atteindre 8% en Algérie, 21% au Maroc, 20% en Tunisie et 34% en Turquie en 2010.

Selon les mêmes projections, l'évolution de la participation des différents groupes provoquera des changements dans la composition de l'ensemble de la population active. L'augmentation de la participation féminine s'accompagnera, en fait, d'une baisse de la participation des jeunes et des plus de 60 ans. Les projections indiquent même que le travail des enfants de moins de 15 ans devrait avoir pratiquement disparu en 2010 (en 2020 pour le Maroc), mais nous savons que les relevés officiels sous-estiment largement la situation actuelle.

Si l'on prend pour base de calcul les taux d'activité ventilés par âge et par sexe qui ont été prévus par le BIT en 1986 pour la période 1985-2025, ainsi que la variante moyenne des projections de la population établies par l'ONU en 1995, nous voyons qu'au cours de la période 1990-2010, la population active devrait passer de 6 à 12 millions en Algérie, de 8 à 13 millions au Maroc, de 3 à 4 millions en Tunisie et de 24 à 35 millions en Turquie (tableaux 4 à 7). Pour le Maghreb, ces chiffres de 2010 correspondront à un doublement de la population active par rapport aux années quatre-vingt, alors que pour la Turquie cela correspondra à un doublement par rapport à la fin des années soixante-dix.

Les déterminants des comportements d'activité qui influencent l'offre de travail ne sont pas identifiés suffisamment clairement, en particulier dans ces moments de transformations socio-économiques. Ces projections globales concernant le volume de la population active, qui ont été établies sur la base des données de 1986 et se sont révélées être des sous-estimations, pourraient être dépassées et s'avérer être des sous-estimations encore plus marquées du fait de la situation économique mauvaise. La montée du chômage parmi la population adulte pourrait pousser les familles à interrompre la scolarisation des enfants et à les faire travailler afin d'augmenter les revenus familiaux. Par ailleurs, les personnes âgées seraient contraintes de rester en activité au-delà de l'âge normal de la retraite. En plus, les profondes transformations en cours dans les secteurs de la production pourraient faire croître la participation des femmes à un rythme encore plus rapide que prévu en raison du développement possible d'activités faisant typiquement appel à une main-d'oeuvre féminine.

Malheureusement, les statistiques publiées en 1995 ne fournissent pas de projections. Nous avons donc établi des projections en utilisant les mêmes taux annuels moyens de croissance de la population active que ceux adoptés dans les projections de 1986 et nous les avons appliqués aux estimations de la croissance de la population établies par l'ONU en 1995.

En ce qui concerne la croissance de la population active et pour les besoins de notre analyse, nous tiendrons compte de deux hypothèses de croissance (tableaux 8 à 15 et 16). Dans la première - scénario minimal -, l'évolution de la population active est calculée sur la base des projections d'augmentation des taux d'activité établis en 1986 et appliqués à la variante basse de croissance de la population établie par l'ONU en 1995. Comme nous l'avons vu précédemment, ces taux devraient sous-estimer l'activité réelle. Dans la deuxième hypothèse - scénario maximal

-, la progression de la population active est calculée en utilisant les projections des taux d'activité calculés sur la base des statistiques du BIT de 1995 et appliqués à la variante haute de croissance de la population établie par l'ONU en 1995. Comme nous l'avons également vu plus haut, ces taux devraient surestimer l'activité réelle. La différence entre les scénarios minimal et maximal (tableau 16) serait de 7,5 millions de personnes actives en 2010 pour l'ensemble du Maghreb et de 2,2 millions de personne actives pour la Turquie. Pour ce dernier pays, la différence entre les deux scénarios est limitée par le fait que les taux d'activité établis par le BIT en 1986 tendaient déjà à surestimer la population active turque (du fait d'une surestimation du nombre des actifs occupés).

Ces scénarios nous permettront de déterminer une fourchette d'estimation de l'évolution de la population active, et d'évaluer par conséquent les pressions auxquelles les marchés du travail seraient soumis au cours des prochaines décennies. De plus, nous utiliserons ces deux scénarios de croissance de l'offre de main-d'oeuvre dans le chapitre sur l'étude prospective de la pression migratoire, en les mettant en relation avec deux scénarios de croissance de la demande de main-d'oeuvre.

3.3.4. Les disparités entre offre et demande de main-d'oeuvre

Les niveaux d'emploi résultent de l'interaction entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre. L'offre est déterminée par des facteurs démographiques et socio-économiques, comme nous l'avons vu plus haut. La demande, au sens large du terme (c'est-à-dire la disponibilité d'emplois rémunérés et l'existence de possibilités d'emplois indépendants), est déterminée par des facteurs à la fois macro et micro-économiques (BIT, 1994).

Nous devons estimer ici l'importance de l'écart entre l'accroissement de la population active et l'évolution du volume des créations d'emplois. L'offre additionnelle de main-d'oeuvre est une moyenne annuelle calculée d'après l'accroissement de la population active au cours d'une période donnée, alors que la création d'emplois est une moyenne annuelle calculée selon l'accroissement de la population occupée (l'emploi) pour la même période. De sorte que le nombre additionnel de chômeurs, résultant de l'écart entre offre de main-d'oeuvre et création d'emplois dans une période donnée, est censé traduire l'évolution du chômage durant ladite période (BIT, 1994). Dans un pays, à un moment donné le déséquilibre entre l'offre et la demande interne d'emplois se traduit par un surplus (excédent) de main-d'oeuvre.

Les tendances mises en évidence dans les pays du Maghreb au cours des dernières décennies montrent une augmentation rapide de la population active et une aggravation du déséquilibre entre offre et demande de main-d'oeuvre. En effet, dans ces pays, malgré l'amélioration du ratio de dépendance (inactifs/actifs) dont on a parlé plus haut, le ratio d'emploi (chômeurs + inactifs / emploi) a peu varié. Ce dernier ratio offre un moyen de mesure approprié de la situation du marché de l'emploi (Tapinos, 1994). Si la population active a augmenté à un rythme plus soutenu que celui de la population totale, la population active employée a crû moins vite que la population active. Le résultat est que la situation du marché de l'emploi s'est dégradée.

Dans le passé, les migrations internationales ont constitué des solutions traditionnelles et des réponses spontanées des populations au déséquilibre du marché de l'emploi. Actuellement, la croissance rapide du surplus de main-d'oeuvre, accompagnée d'une amélioration du niveau d'instruction, pourrait suggérer que la masse de migrants potentiels est en augmentation. Toutefois, il n'y a pas de lien direct entre chômage et migration puisqu'un chômeur ou un sous-employé n'est pas toujours un migrant potentiel et, à l'inverse, il y a des individus ayant un emploi qui souhaitent émigrer. Sans récuser ce fait, nous fonderons quand même notre modèle de flux sur ce surplus de main-d'oeuvre utilisé comme indicateur du déséquilibre du marché de l'emploi et pour parvenir à mesurer la migration potentielle et la pression migratoire.

Dans l'analyse des situations, il faut tenir compte du fait que les statistiques sur l'emploi sont à interpréter avec prudence et sont difficilement comparables au niveau international parce qu'elles sont calculées différemment selon les pays. Les données sur le chômage présentent souvent des lacunes dues au fait que la définition du chômage et les méthodes pour le mesurer comportent des disparités entre pays ou sont établies différemment dans un même pays à des périodes différentes.

3.3.5. Les performances

Les réalisations en matière de création d'emploi ont toujours été en deçà des besoins[10] et inférieures aux prévisions des plans économiques. Ce décalage entre le volume de l'emploi prévu et celui réalisé illustre bien le caractère aléatoire de tout rapprochement quantitatif entre le nombre des demandeurs d'emploi et celui des créations d'emploi.

En Algérie, les créations d'emploi, estimées à 140 000 par an au début des années quatre-vingt, ont régulièrement baissé; elles sont moins de 100 000 depuis 1985 alors que l'objectif du plan 1985-1989 était de 180 000 emplois par an. En même temps, la population active augmentait chaque année de près de 200 000 personnes.

Au Maroc, le nombre de créations d'emploi entre 1971 et 1982 a été de 151 000 par an mais il a ensuite diminué. Entre 1982 et 1990, le décalage entre création d'emploi et offre additionnelle de travail est illustré par le fait que si environ 124 000 emplois par an sont créés, l'offre additionnelle annuelle est de 160 000 entrées.

En Tunisie, la disparité entre prévisions et réalisations de création d'emploi, d'une part, et réalisations de création d'emploi et offre additionnelle de travail, d'autre part, apparaît dans le tableau 17. Pour toute la période 1973-1991, le taux de couverture de l'offre additionnelle de travail par la création d'emploi a été de 68%. Le VIIIème Plan (1992-96) prévoyait un équilibre entre l'offre et la demande additionnelles de travail avec la création d'une moyenne de 64 000 emplois par an. Au niveau des réalisations, pour la période 1992-1994 le taux de couverture de l'offre additionnelle de travail a été de 84% (Ministère du développement économique, Tunis, 1994). Toutefois, comme nous le verrons plus loin, les prévisions concernant l'offre additionnelle de travail établies par le gouvernement tunisien sous-estiment l'offre effective, qui semblerait donc inférieure à celle de la période 1987-1991. Le tableau 17 permet également de voir que, dans la période 1973-1986, 22% des créations d'emplois additionnels concernaient l'administration. Ce pourcentage est descendu à 15% pour la période 1992-1994. Dans cette dernière période, la plupart des emplois ont été créés dans le secteur "commerce et autres services".

En Tunisie, il ressort des projections réalisées pour la décennie 1990-2000 qu'il faudrait générer une croissance économique au moins égale à 6% uniquement pour couvrir l'offre additionnelle de travail. De plus, comme nous l'avons déjà dit pour la période visée par le VIIIème Plan (1992-1996), il y a eu sous-estimation de l'offre additionnelle dans la mesure où ces prévisions ne considèrent comme des actifs que les personnes âgées de 18 à 59 ans. Les autorités tunisiennes prévoient à cet égard d'appliquer des mesures de retraite anticipée et d'allongement de la période de scolarisation. Autre facteur de sous-estimation: l'hypothèse concernant le taux d'activité des femmes, puisque les planificateurs ont retenu un léger recul de ce taux par rapport à celui enregistré dans la période 1984-1989, alors que cette hypothèse contredit la tendance à la généralisation de la scolarisation et du travail féminin. Sans mettre ici en cause ces prévisions tunisiennes, on peut considérer que pour couvrir l'offre additionnelle de

---

[10] Les volumes d'offre de main-d'oeuvre indiqués dans le présent chapitre sont ceux établis par les autorités des pays du Maghreb, et non pas ceux calculés et utilisés par l'auteur dans les autres chapitres. Les deux données, même si elles ne sont pas strictement comparables, se rapprochent.

main-d'oeuvre, même sous-estimée, il faudrait un taux d'accroissement annuel de l'investissement de 10%. Pour cela la Tunisie, mais aussi les autres pays, devrait avoir recours à un financement extérieur, qui ne peut être qu'un investissement étranger direct, étant donné que les mesures d'équilibre financier extérieur ne lui permettent pas d'accroître son endettement vis-à-vis de l'étranger.

3.3.6. Le chômage

Bien que les *taux de chômage* aient été en général faibles dans les années soixante et soixante-dix, ils ont commencé à monter dans les deux décennies suivantes, et ils sont aujourd'hui très élevés et encore en nette progression dans les trois pays. Le chômage était estimé en 1992 à 23,8% en Algérie, à 13,2% au Maroc et à 16% en Tunisie. En Turquie, on observe une stabilisation du taux de chômage à partir de 1986, à 10% environ grâce à une forte augmentation de l'emploi dans l'industrie, le bâtiment et les services, mais aussi en raison de la surestimation des actifs occupés. En chiffres absolus, on décomptait en 1992 1,5 million de chômeurs en Algérie, 1,1 million au Maroc, 400 000 en Tunisie et 1,6 million en Turquie. Les taux de chômage urbain sont en général supérieurs aux taux de chômage nationaux, étant donné que les tendances de l'augmentation de la population active et des taux d'activité des femmes en milieu urbain sont supérieures à la moyenne nationale. Au Maroc, le taux de chômage urbain était de 16% en 1992.

Le chômage touche particulièrement les *jeunes de moins de 25 ans* et les demandeurs d'un premier emploi. En Algérie, 65,7% des chômeurs avaient, en 1992, moins de 25 ans et les demandeurs d'un premier emploi représentaient 63,6% de l'ensemble des demandeurs d'emploi. En Tunisie, 46% des chômeurs étaient, en 1989, à la recherche d'un premier emploi. Le chômage est en effet à imputer aujourd'hui principalement à l'impossibilité, pour les nouveaux arrivés parmi les actifs, de trouver du travail, bien plus qu'à des licenciements de travailleurs occupés. Le chômage des jeunes diplômés, qui avaient autrefois un travail pratiquement assuré dans la fonction publique, a lui aussi augmenté rapidement. Ce phénomène suscite des préoccupations étant donné que, du fait d'une amélioration générale du niveau de scolarisation dans ces pays, la proportion de jeunes ayant un diplôme aujourd'hui est supérieure à celle des décennies précédentes, et elle continuera encore à augmenter.

Nous avons aussi constaté une aggravation des taux de *chômage féminin*, en particulier parmi les jeunes. En 1992, le taux de chômage des femmes était de 20,3% en Algérie, où 75,4% des femmes de moins de 25 ans étaient au chômage. En Tunisie, le taux de chômage des femmes a augmenté à partir du début des années quatre-vingt, pour atteindre 21,9% en 1989. Plusieurs explications peuvent être avancées pour cette augmentation du chômage féminin. La première est que les jeunes femmes instruites exigeraient un travail dans des secteurs où l'emploi n'est pas en augmentation, par exemple le secteur public. Ensuite, l'entrée des femmes dans la population active s'est faite surtout dans les années quatre-vingt, période pendant laquelle la création d'emploi a été limitée.

A côté du chômage, il y a aussi une progression du *sous-emploi*. Même si les chiffres sont très peu fiables, nous avons déjà remarqué une augmentation, surtout dans le secteur informel urbain et le secteur agricole, du travail à faible productivité, où les compétences ou les qualifications sont souvent sous-utilisées et la rémunération inférieure au salaire minimum.

La situation du marché de l'emploi constitue la problématique centrale des économies des pays du Maghreb et la création d'emploi est l'un des problèmes les plus urgents à résoudre dans ce domaine. La masse des non-occupés et des sous-occupés pose un problème socio-économique et si, déjà, il existe un lien entre chômage et pauvreté, le chômage favorise en outre les conflits sociaux et politiques. Le fait que le chômage touche prioritairement les jeunes peut même avoir des conséquences politiques et sociales plus graves et entraîner également, directement ou

indirectement, un surcroît de pression à l'émigration. Le fait que le chômage doive en effet être imputé aujourd'hui principalement à l'impossibilité de trouver du travail pour les nouveaux arrivés parmi les actifs justifie d'autant plus l'utilisation de notre modèle de flux de nouveaux entrants sur le marché de l'emploi comme base de la détermination de la pression migratoire en provenance de ces pays.

3.3.7. Les politiques du travail et de la formation professionnelle

Dans le secteur du travail, de nombreuses politiques souvent différentes et parfois contradictoires ont été mises en oeuvre. Ces politiques, ainsi que la situation générale de l'emploi, ont été une conséquence des mesures de politique économique et d'investissement. Toutefois, si des efforts soutenus ont été faits en matière d'investissement et de financement et si des performances économiques ont pu être enregistrées en matière de croissance, l'impact positif prévu sur l'emploi n'a pas été obtenu et la problématique du chômage est demeurée inchangée.

Dans les années soixante et soixante-dix, les pays du Maghreb avaient opté pour un modèle de développement privilégiant l'investissement intensif en capital. Selon les responsables politiques, l'intérêt général en matière de développement était l'industrialisation et l'équipement lourd des entreprises. Les dépenses financières consécutives à ce choix étaient aggravées par une croissance rapide des coûts de main-d'oeuvre, supérieure aux gains de productivité, combinée à une politique en matière de prix, de salaires et d'incitations économiques visant à encourager ces activités et ces technologies intensives en capital plutôt qu'en travail.

Ces politiques ont donc eu pour résultat une création d'emploi insuffisante pour satisfaire l'offre de la force de travail. Toutefois, pour les gouvernements, le chômage et le sous-emploi dans le secteur informel étaient considérés comme des conséquences inévitables, mais provisoires. Pour appuyer ces choix de développement, une politique d'émigration de la main-d'oeuvre excédentaire par rapport aux besoins du pays a été mise en place. Ces politiques se sont aussi accompagnées de la réalisation de programmes sociaux pour lutter contre le chômage. En Tunisie, de nombreux chantiers de lutte contre le chômage ont accueilli jusqu'à 40% de la population occupée (Baccar, Sanaa, 1990). En même temps, et surtout dans les années soixante-dix, les politiques de l'emploi ont favorisé la promotion de l'emploi public, notamment dans l'administration.

Depuis le début des années quatre-vingt et avec la redéfinition du modèle de développement, les gouvernements des pays du Maghreb, mais surtout du Maroc et de la Tunisie, ont approuvé une série de mesures de révision des investissements et de l'emploi pour abolir les effets négatifs de la politique précédente. Ces changements étaient aussi nécessaires pour relayer la contribution de l'émigration à la résorption de la demande d'emploi.

Le secteur privé a été appelé à prendre le relais dans le domaine de la création d'emploi et, dans cette perspective, les gouvernements sont intervenus pour développer un dispositif de soutien à l'emploi, d'adaptabilité de la main-d'oeuvre au marché du travail et de réduction du coût de la main-d'oeuvre. Les mesures nouvellement introduites ont été soutenues par de nouveaux codes des investissements. En Tunisie, les autorités compétentes ont essayé de favoriser l'occupation en réduisant les charges sociales pour les entreprises. Elles ont aussi cherché à augmenter les possibilités d'embauche des jeunes sur des projets ciblés. Outre ces interventions, l'activité de promotion de l'occupation est axée sur le soutien à la création de petites et moyennes entreprises et sur des programmes de création d'emploi en milieu rural. Le Maroc évolue dans la même direction.

Toutefois, même actuellement et surtout dans le contexte des programmes d'ajustement structurel, l'emploi n'est pas considéré comme un objectif en soi et il ne peut être qu'une résultante des activités des entreprises et de leur expansion. En effet, les autorités en charge de

la politique économique considèrent actuellement que le fait de favoriser l'emploi au détriment d'une technologie compétitive peut constituer un frein à l'expansion des entreprises et à leur compétitivité interne et externe et, partant, une entrave à la promotion de l'emploi à long terme. De plus, étant donné que l'expansion du secteur privé se fonde sur les exportations et que ce secteur est soumis à la concurrence internationale, la politique du travail devra encore opter pour des mesures de restriction des salaires. Cette politique pourrait avoir des effets sociaux négatifs et un impact sur la pression migratoire.

La vision actuelle du problème consiste à résoudre de façon de plus en plus efficace la question sociale du chômage, sans remettre en cause le potentiel de croissance économique à long terme et les équilibres internes et externes. Une telle problématique exige une utilisation plus efficace que par le passé de ressources économiques rares et l'identification de nouveaux créneaux porteurs productifs mais aussi créateurs d'emploi.

En admettant que la question de l'emploi exige une réponse multidimensionnelle, actuellement, plus que du côté de la demande, il faudrait travailler du côté de l'offre pour garantir une adéquation entre la demande des entreprises et la main-d'oeuvre disponible sur le marché de l'emploi. En effet, l'inadéquation entre qualifications, niveaux de formation et besoins de main-d'oeuvre a fait peser dans le passé des contraintes sérieuses sur le marché de l'emploi.

Etablir une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi requiert une attitude plus dynamique de la part du planificateur, du formateur et de l'employeur. Du planificateur, dans le sens où celui-ci devrait toujours chercher à améliorer ses instruments de prospective afin de limiter les effets de certaines variables parfois difficiles à maîtriser: mobilité professionnelle, mutations technologiques. Du formateur, qui aura à introduire une plus grande souplesse dans son offre de formation, à être plus ouvert à l'environnement et à réduire les effets négatifs résultant d'une demande sociale d'enseignement de plus en plus forte. Enfin de l'employeur, en tant que consommateur final du "produit éducatif" qui devrait participer davantage à la définition des programmes et de nouveaux modes de formation (Youzbachi, 1990).

Effectivement, la priorité actuelle de la politique du travail devrait être la formation. Les défis liés à l'innovation technologique et à la rapidité de son évolution imposent des efforts importants dans le secteur de la formation professionnelle et dans celui de la requalification de la population active. L'amélioration de la qualité des produits manufacturés ainsi que la normalisation, conditions nécessaires à la croissance des exportations, ne pourront se faire sans une adaptation en profondeur des politiques et des systèmes de formation.

3.4. Le développement économique

Le phénomène de la migration fait partie intégrante du processus de développement économique et si le développement a un effet sur les migrations, les migrations ont, à leur tour, un effet sur le développement.

L'histoire de la plupart des pays montre que le processus de développement entraîne de profonds changements dans la structure socio-économique d'un pays, provoque l'ouverture de ce pays et de ses habitants vers l'extérieur, et constitue l'une des principales causes des mouvements de populations. Les études des schémas migratoires confirment qu'une relation existe entre le développement économique, l'exode rural et les migrations internationales.

Par ailleurs, le phénomène des migrations a, quant à lui, un impact au niveau des équilibres macro-économiques des pays concernés à cause des capitaux rapatriés par les émigrés et de la fuite des cerveaux, de même qu'il a des conséquences économiques et sociales au niveau des communautés locales d'origine des migrants.

3.4.1. Les effets du développement sur les migrations

Les pays d'origine des migrants ont pour la plupart déjà atteint un certain niveau de développement et les immigrés en Europe n'appartiennent pas aux couches les plus pauvres de leur société de départ. Cela nous indique que la population la plus pauvre au niveau international ou à l'intérieur d'un pays n'a pas la possibilité d'émigrer. Cela nous indique aussi que le développement économique et social a d'abord un effet d'incitation sur l'émigration. C'est seulement après un certain stade d'expansion économique que le développement et l'élévation des niveaux de vie rendent l'émigration moins avantageuse, donnent à la population les moyens de s'intégrer économiquement dans son propre pays et agissent alors comme un frein à l'émigration. On trouve des exemples de cette inversion de tendance du phénomène migratoire dans les pays du sud de l'Europe ou dans certains pays asiatiques.

Au niveau micro-économique, l'explication en est que le développement provoque d'importants changements sociaux et donne aux individus et aux familles la capacité financière et le niveau d'éducation et d'information nécessaires pour aspirer à quitter le pays, ainsi que la possibilité matérielle de le faire. Le développement social ouvre des horizons et modifie le système de valeurs des individus et des familles.

Au niveau du pays, le processus d'industrialisation implique un phénomène de diversification sectorielle de l'économie, et donc un accroissement de la mobilité des hommes entre les secteurs d'activité et entre les régions, qui constitue indirectement une forte incitation à l'urbanisation et à l'émigration. Le schéma du développement industriel réduit en effet les emplois dans le secteur agricole et pousse les ruraux à l'exode, créant un potentiel de migrants internationaux. Une estimation de ce phénomène pourrait être calculée sur la base du taux de déruralisation du pays. Après l'industrialisation, le stade suivant du développement économique, caractérisé par l'application des nouvelles technologies d'information et de production, modifiera les qualifications requises et la demande de main-d'oeuvre. Ce phénomène, de même que les changements économiques et sociaux provoqués par la mondialisation de l'économie, agiront à leur tour sur la pression migratoire (Kultalahti, 1994).

Les pays du Maghreb et la Turquie, qui sont considérés comme faisant partie des pays en développement à revenu intermédiaire, se trouvent encore à ce stade du développement qui n'offre pas suffisamment de possibilités d'intégration à la population mais fournit plutôt des incitations au départ. Cela s'accompagne, comme nous le verrons par la suite, de tendances à l'urbanisation qui resteront fortes dans les décennies à venir. Dans ces pays, le développement économique passe aujourd'hui par la modernisation de l'agriculture, en particulier au Maroc et en Turquie, et la restructuration du secteur industriel, mise en oeuvre dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, qui auront pour conséquence, au moins à court terme, de supprimer des emplois. De tels choix de politique économique, considérés comme nécessaires pour garantir à long terme le développement économique de ces pays, augmenteront à court terme la propension à émigrer d'une partie de la population. Le développement économique et social s'accompagne aussi d'une tendance à l'augmentation du nombre des femmes se plaçant sur le marché de l'emploi, et cette tendance se poursuivra dans les prochaines années. Ce fait, ajouté à l'élément fondamental qu'est l'essor de la population en âge de travailler, entraînera une augmentation générale des taux d'activité et une aggravation des tensions sur le marché de l'emploi, et agira sur le surplus de main-d'oeuvre au niveau national, donc sur le potentiel des migrants. Cela sera mis en évidence dans la suite de notre analyse.

Ce n'est qu'à partir d'un certain stade de développement, entraînant à l'intérieur du pays une augmentation des revenus, des possibilités économiques pour les travailleurs et l'accroissement d'un certain bien-être social, que le pays peut offrir à sa population un niveau de vie qui agit comme une incitation à l'intégration sur place et comme un effet préventif contre le départ. Il est difficile de déterminer à quel moment l'impulsion du développement économique

poussant à l'émigration se transformera en incitation à rester dans le pays. D'après les résultats de l'étude de Faini et Venturini (1994), la Turquie n'est pas proche du "turning point", le niveau de revenu par tête qui constitue un point de bascule entre une propension au départ et une propension à l'intégration dans le pays. Si nous appliquions la même analyse aux pays du Maghreb, nous obtiendrions les mêmes résultats.

3.4.2. Les effets des migrations sur le développement

L'émigration a longtemps été considérée comme un facteur de développement des pays et des régions d'origine ou comme un substitut du développement, puisque la migration de main-d'oeuvre allège les pressions sur le marché du travail et, par conséquent, réduit le chômage, relève les salaires réels, crée une main-d'oeuvre plus qualifiée et engendre des envois de fonds. Cependant, on peut avoir des doutes sur la réalité de ces avantages.

Une des principales incidences économiques des migrations internationales sur les pays d'origine est l'apport constitué par les envois de fonds des travailleurs migrants. Les pays profitent de l'entrée de devises et ces transferts contribuent à élever le niveau de vie des familles restées au pays et, par leur utilisation, ils peuvent avoir un impact sur l'économie nationale. Malgré l'arrêt de l'émigration des travailleurs et le départ de familles dans le cadre du regroupement familial, le montant des sommes envoyées au pays par les travailleurs migrants reste encore très important. En l'absence de données précises concernant ce phénomène, nous pouvons néanmoins avancer que les familles maintenant installées en Europe ont dû, théoriquement, diminuer les envois. Toutefois, le volume de ces derniers reste important, grâce à la contribution des travailleurs émigrés en situation irrégulière qui, étant en majorité des hommes seuls, gardent des liens plus étroits avec leur famille restée au pays. Dans le cas où la politique européenne d'arrêt de cette immigration aurait un effet réel, les conséquences économiques pour les pays de départ seraient très importantes.

Les flux de regroupement familial sont considérés comme étant la cause, pour les pays de départ, d'une diminution des rapatriements de salaires parce que les travailleurs s'établissent à long terme dans les pays d'accueil, diminuant la part des fonds investis dans le pays d'origine en prévision du retour et privilégiant plutôt des investissements sur place dans les pays de résidence. En effet, ils doivent consacrer plus d'argent à l'installation de leur famille dans le pays de résidence, les dépenses familiales et celles consécutives à l'installation à long terme diminuant ainsi l'épargne. Dans la situation de crise économique de l'Europe, l'augmentation du chômage parmi les immigrés et la généralisation du travail précaire, non seulement pour les travailleurs immigrés irréguliers mais aussi pour les autres, font que leur capacité d'épargne est assez faible, ce qui réduit d'autant les transferts d'argent à leur famille restée au Maghreb. Lorsque les individus sont en situation irrégulière, en outre, les possibilités d'effectuer des envois aux familles par des canaux officiels peuvent se trouver réduites. Le maintien des travailleurs dans une situation de précarité en Europe nuit donc aux pays de départ en termes financiers.

Toutefois, nous devons considérer par ailleurs qu'à partir de la fin des années quatre-vingt la nouvelle politique monétaire appliquée en Tunisie et au Maroc concernant, entre autres, la levée des restrictions au change et au rapatriement de fonds a favorisé l'augmentation des envois des émigrés. La valeur des envois a surtout augmenté grâce à la dévaluation des monnaies.

Il n'est pas aisé de déterminer totalement le montant de ces envois puisqu'une partie des fonds échappe aux canaux officiels et que, de plus, une autre partie n'est pas effectuée en valeurs mais en nature et n'est donc pas comptabilisée. Pour le Maghreb, ce phénomène est particulièrement patent en Algérie, qui reçoit des rapatriements de salaires bien inférieurs en valeur à ceux des autres pays du Maghreb mais qui bénéficie d'envois en nature très importants et rarement identifiés. En 1993, les fonds envoyés par les travailleurs émigrés représentaient 53% de la valeur des exportations pour le Maroc, 16% pour la Tunisie et 19% pour la Turquie (FMI).

Les pays de départ reçoivent plus d'argent des transferts de fonds réalisés par les immigrés que de l'aide au développement des pays donateurs. Si en 1993 l'ensemble de l'aide publique au développement représentait au Maroc 2,8% du PNB, les rapatriements de salaires des émigrés en représentaient 7,3%; ces proportions étaient respectivement de 1,7% et 4% pour la Tunisie, et de 0,3% et 4% pour la Turquie (Banque mondiale, 1995). En outre, dans les années quatre-vingt-dix, les rapatriements de salaires des émigrés ont représenté environ le double du volume des investissements étrangers directs et constituaient des entrées plus stables dans le temps.

Cependant, cet apport financier des émigrés est loin d'offrir un remède aux problèmes de développement puisque les envois de fonds des travailleurs migrants ne sont pas souvent utilisés de manière productive et ne permettent pas de créer beaucoup d'emplois. Enfin, ces transferts aggravent souvent les inégalités de revenus dans la communauté d'origine, provoquent des pressions inflationnistes qui appauvrissent encore plus les familles qui n'en reçoivent pas, et peuvent obliger ces familles à choisir elles-mêmes l'expatriation, entretenant par ce biais une forte pression migratoire, surtout en milieu rural.

Parmi les motifs de doute quant aux effets positifs sur le développement du départ à l'étranger des travailleurs, nous incluons aussi le fait qu'en cas de retour, les migrants ont peu d'occasions d'utiliser les compétences qu'ils ont acquises à l'extérieur et peu de possibilités d'investissement productif (Mezdour, 1993). Ce phénomène a contribué au déclin du mythe du retour, à l'établissement des familles en Europe et au ralentissement de leurs envois.

En outre, comme ceux qui partent sont les éléments les plus entreprenants, les plus instruits et les plus qualifiés, la migration se traduit aussi par une fuite des cerveaux. Ce phénomène est une manifestation non seulement du déséquilibre entre demande et offre de travail qualifié à l'intérieur du pays, mais aussi du déséquilibre international des salaires du personnel qualifié entre le pays d'origine et les pays d'attraction de migrants. Cette migration coûte très cher au pays d'origine qui a payé pour la formation de ces spécialistes. Elle se traduit par un appauvrissement des ressources humaines du pays, notamment en techniciens spécialisés dans les nouvelles technologies, et nuit au développement. La fuite des cerveaux est aussi une réalité au niveau régional puisqu'elle concerne le départ des zones rurales d'individus ayant acquis une éducation supérieure à la moyenne locale (Cammelli, 1990). Ces personnes seraient nécessaires au développement de leur région de départ, pour constituer un tissu économique permettant l'intégration de nouveaux jeunes actifs et réduisant ainsi la pression à l'urbanisation et à l'émigration.

Toutefois, malgré ces désavantages, la migration de main-d'oeuvre présente des éléments qui peuvent favoriser la croissance des pays d'origine. L'enjeu pour ces derniers, mais aussi pour les pays qui soutiennent leur développement, serait donc d'organiser la migration de manière à en accroître au maximum les avantages réels.

3.4.3. L'évolution économique et sociale

Depuis la date de leur indépendance jusqu'à nos jours, les pays du Maghreb ont connu de profonds bouleversements économiques qui correspondent à des choix politiques de leurs gouvernements mais qui reflètent aussi l'évolution politique et économique internationale. Nous pouvons distinguer trois phases dans leur histoire économique. La première, qui va de la décolonisation au premier choc pétrolier des années soixante-dix, se caractérise par une croissance soutenue. La deuxième, qui s'étend du milieu des années soixante-dix au milieu des années quatre-vingt, est marquée par la stagnation économique. La troisième période, qui va du milieu des années quatre-vingt à nos jours, se distingue par la mise en oeuvre de programmes de stabilisation et d'ajustement structurel. Même si les réalisations des quatre décennies de développement ont eu de nombreux aspects positifs, elles ont été rarement conformes aux plans et aux prévisions, ce qui soulève le problème des politiques économiques et des stratégies.

Dans la période qui va de la création des nouveaux Etats jusqu'en 1975, les pays du Maghreb instaurent des politiques économiques caractérisées par un fort contrôle étatique de l'économie, ils mettent en place une économie de substitution aux importations centrée vers l'intérieur, et engagent des dépenses publiques d'un montant très élevé et rendues possibles par les rentes importantes fournies par le pétrole et les phosphates. Les années soixante-dix sont marquées par la montée des prix du pétrole et des phosphates qui améliorent les termes de l'échange pour ceux qui les exportent, ainsi que par une croissance modérée de leur PIB.

La décennie 1975-1985 a vu naître et s'amplifier dans tous ces pays une crise sans précédent qui les a contraints, dans la deuxième partie des années quatre-vingt, à introduire des mesures d'ajustement structurel. Au cours de cette période, les pays du Maghreb subissent l'instabilité de l'économie internationale et surtout la récession européenne. La chute des prix des produits pétroliers et des matières premières à partir de 1982 et la diminution parallèle des rapatriements de salaires des émigrés ont entraîné une forte dégradation de leurs comptes extérieurs. Ce déséquilibre extérieur, qui allait de pair avec la poursuite d'importantes subventions publiques de l'économie, a provoqué une détérioration grave des situations budgétaires. Depuis la fin des années soixante-dix déjà, les gouvernements tunisien et marocain avaient adopté une politique de stabilisation économique qui s'était révélée insuffisante, et au bout du compte ils avaient été obligés de reconnaître qu'ils ne pouvaient plus poursuivre une politique de croissance et d'investissement qui se traduisait par un endettement extérieur important. La baisse des taux de croissance enregistrée pendant cette période a entraîné des réductions de création d'emploi et, par conséquent, une aggravation du chômage et du sous-emploi. Au Maroc, le taux de croissance annuelle moyen du PIB a été de 5,3% durant la période 1976-1980, et de 3,4% pendant la période 1981-1985 mais avec de fortes fluctuations. En Tunisie, pendant la période 1975-1980, la croissance économique est restée soutenue (7% par an), alors qu'elle a baissé au cours de la période 1981-1986 où le taux de croissance moyen du PIB a été de 3,3% par an. L'Algérie a présenté un taux de croissance annuel moyen du PIB de 5,5% pour la période 1980-1985 grâce aux revenus du pétrole, même si le contexte économique n'a cessé de se dégrader.

La période de 1985 à nos jours est marquée par une reprise graduelle, suivie d'une crise due aux effets économiques de la baisse ultérieure du prix des matières premières, à la crise du Golfe en 1990-1991 et à la sécheresse qui a frappé le secteur agricole en 1992-1994. Cette période a vu la fin des politiques de développement autocentré et la mise en place d'une nouvelle politique économique avec les programmes d'ajustement structurel. Cette politique apparaissait indispensable pour rétablir les équilibres économiques intérieur et extérieur. La période s'est caractérisée par d'importantes fluctuations annuelles au niveau de la croissance, dues à la vulnérabilité des économies aux chocs extérieurs. Au Maroc, le taux de croissance moyen du PIB pendant la période 1986-1991 a été de 4,7%, mais en 1992 et 1993 l'activité économique a subi une forte crise et le taux de croissance a été négatif. En Tunisie, dans la période 1987-1992, l'économie a enregistré une croissance annuelle moyenne de 5%, mais en 1993 la croissance a été de 2,9% et en 1994 de 2,1%, alors que le VIIIème Plan de développement (1992-1996) avait prévu respectivement 4% et 6% (Ministère du développement économique, Tunis, 1994). En Algérie, durant la période 1985-1993, le PIB a enregistré une croissance annuelle moyenne de 0,6%.

Selon les institutions internationales, le Maroc et la Tunisie sont actuellement déjà relativement avancés dans la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel. Dans la première phase ainsi achevée, les deux pays ont fait des progrès considérables dans la restauration des équilibres financiers et dans la réduction des faiblesses de leurs économies. Les réformes structurelles ont ainsi contribué à réduire l'inflation et le déficit budgétaire, et à améliorer l'équilibre avec les marchés extérieurs. Les autorités doivent maintenant améliorer

l'environnement économique pour favoriser la croissance, les investissements et la création d'emploi. L'Algérie a introduit certaines réformes macro-économiques, mais beaucoup reste à faire dans ce pays pour permettre d'accroître les investissements nécessaires et les rendre plus efficaces, pour relancer la croissance.

3.4.4. Le niveau de vie de la population

Depuis l'indépendance, les pays du Maghreb sont parvenus à améliorer le niveau de vie de leur population. Le revenu national brut par tête, en dollars de 1987, a augmenté d'une façon régulière jusqu'au milieu des années quatre-vingt. De 1972 à 1983, il est passé de 2 170 à 3 530 $ en Algérie, de 560 $ à 700 $ au Maroc et de 870 $ à 1 230 $ en Tunisie. A partir de cette date toutefois, ces revenus ont baissé ou pratiquement cessé de progresser, et fluctué sous l'effet de la crise économique. Si pendant la période 1972-1983 le taux de croissance annuelle moyen du revenu par tête a été de 4,2% en Algérie, de 2,3% au Maroc et de 3,3% en Tunisie, nous pouvons observer que de 1983 à 1992 ce taux a été négatif pour l'Algérie, de 1,9% pour le Maroc et de 1,1% pour la Tunisie. Du fait de la forte baisse enregistrée en Algérie, le revenu par tête en 1992 dans ce pays correspondait à celui du milieu des années soixante-dix. Même si la maîtrise de l'inflation a entraîné une amélioration du niveau de vie en termes réels au Maroc et en Tunisie, les contraintes dictées par les programmes d'ajustement structurel ont eu pour effet une baisse générale des niveaux de vie. Cette baisse est due en particulier au gel des salaires et à la réduction des subventions publiques à la consommation.

Bien que le PNB ait évolué généralement à un rythme inférieur à celui de la croissance de la population, sur le plan social des progrès incontestables ont été accomplis, et plus rapidement que prévu, par rapport à la situation qui prévalait au lendemain de l'indépendance. Les indicateurs sociaux sont particulièrement éloquents. Au niveau sanitaire, le nombre de médecins par habitant a augmenté et l'espérance de vie à la naissance qui était de 46 ans dans les années soixante est actuellement supérieure à 60 ans. Les efforts de scolarisation ont réduit l'analphabétisme, dont le taux est actuellement de 43% en Algérie, de 51% au Maroc et de 35% en Tunisie. Ce dernier pays, qui a accordé une grande importance au développement social, a réalisé des progrès plus rapides et présente des indicateurs sociaux supérieurs à ceux d'autres pays en développement ayant le même niveau de revenu par tête. La proportion de la population se trouvant en état d'extrême pauvreté a été ramenée à 7% au Maroc et 6% en Tunisie (Banque mondiale, 1995).

Pour significatifs qu'ils soient, ces progrès ne doivent cependant pas nous cacher l'importance des besoins non satisfaits et du déficit social. En Algérie et au Maroc, des indicateurs sociaux comme le taux de mortalité infantile et le taux de scolarisation primaire sont encore inférieurs à ceux relevés dans des pays ayant le même niveau de développement économique. Dans tout le Maghreb, le taux de scolarisation des femmes est encore très faible. Malgré les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté, celle-ci reste un défi de taille et la population pauvre, qui vit essentiellement en milieu rural, est encore importante. Les disparités entre les milieux urbain et rural, et entre les différentes couches sociales, restent considérables pour ce qui est du niveau de revenu et de bien-être social. Ce facteur agit directement sur la pression à l'exode rural et à l'émigration, lesquels sont considérés par les familles comme une possibilité d'améliorer leurs revenus et de donner à leurs enfants des chances de réussite plus importantes. Pour accroître ce bien-être social, les pays ont besoin que leur économie atteigne des taux de croissance qui permettraient d'augmenter les investissements sociaux. Les investissements publics devraient en outre cibler prioritairement des secteurs et des régions défavorisées pour avoir un impact sur la condition des couches les plus pauvres de la population.

3.4.5. L'urbanisation

L'urbanisation est la fois une conséquence du développement économique d'un pays et un facteur responsable de changements socio-économiques. La répartition de la population entre zones rurales et urbaines, ainsi que la tendance au déplacement d'une zone vers l'autre, ont des conséquences particulièrement importantes pour les marchés du travail et la pression à l'émigration.

Les pays du Maghreb se sont urbanisés rapidement et ce phénomène devrait encore se poursuivre. Au début des années quatre-vingt-dix, la population en milieu urbain représentait 53% de la population totale en Algérie, 46% au Maroc et 56% en Tunisie. Le Maroc est le seul pays où la population est encore majoritairement rurale. En 2010, la proportion de la population urbaine par rapport à la population totale du pays devrait être de 66% pour l'Algérie, de 57% pour le Maroc et de 68% pour la Tunisie. Cette urbanisation, qui correspond à un exode rural important, fait que même si les taux de fécondité sont généralement plus forts en milieu rural, la population urbaine s'accroît à un rythme plus élevé que celui de la moyenne nationale.

L'exode rural reflète les inégalités de développement économique entre les zones rurales et les zones urbaines puisque, dans les premières, les revenus réels sont plus bas et les possibilités d'emploi plus limitées que dans les secondes. Les disparités au niveau des services sociaux et sanitaires, et en particulier l'accès aux établissements scolaires, aux services de santé et au réseau d'eau potable, contribuent également au phénomène de déplacement vers les villes.

Pendant les années où le volume des flux d'émigration était important, le taux de croissance des populations en milieu urbain a subi un ralentissement. En fait, la population rurale a migré directement à l'étranger au lieu de chercher un emploi dans les villes, et les mouvements des migrants ruraux venus s'installer en ville ont, de surcroît, été compensés par le départ de populations urbaines vers l'étranger. Toutefois, la migration interne des campagnes vers les villes était elle-même à l'origine de flux migratoires internationaux, étant donné que les populations venant s'installer dans les villes sans trouver l'emploi espéré pouvaient décider de s'expatrier.

Lorsque dans les années soixante-dix a pris fin l'époque de l'émigration, les individus n'ont plus eu d'autre choix que la migration interne. Les mouvements d'exode des campagnes vers les villes, ainsi que des petites et moyennes agglomérations vers les grandes villes, ajoutés à des taux de croissance démographique élevés, ont provoqué l'accroissement de la population urbaine active et soumis les marchés du travail urbains à de fortes pressions. Ce phénomène a révélé toute sa gravité surtout au moment de la crise des années quatre-vingt et de la stagnation du marché de l'emploi dans le secteur moderne qui l'a accompagnée. Les villes ont été dans l'incapacité de fournir des possibilités d'intégration économique et d'évolution sociale aux nouveaux arrivés.

Les flux migratoires, à l'intérieur d'un pays ou entre nations, peuvent être considérés comme constituant un processus d'égalisation des rémunérations de la force de travail. Il serait donc implicitement admis que les migrations fournissent un apport positif au pays ou à la région d'origine en provoquant une amélioration des taux des salaires suite à la réduction de l'offre de travail après le départ des migrants. Les travailleurs locaux, et la population locale en général, profiteraient ainsi de cette amélioration. Pour ce qui est du Maghreb, l'arrêt des flux vers l'étranger et la persistance des flux vers les villes, malgré l'existence d'un sous-emploi urbain considérable, entretiennent un taux de salaire bas. Le taux de chômage élevé supprime toute possibilité d'amélioration. Ces flux migratoires ne parviennent donc pas à engendrer une amélioration du marché du travail puisque ce phénomène ne s'accompagne pas d'un développement suffisant d'activités créatrices d'emploi (Mezdour, 1993).

Les nouveaux venus dans les villes sont surtout des jeunes qui ont un niveau de scolarisation supérieur à la moyenne de leur milieu d'origine. Face à l'impossibilité de trouver un emploi dans le secteur structuré, cette main-d'oeuvre contribue à augmenter le nombre des

emplois précaires et mal payés dans le secteur informel. L'expansion des emplois marginaux et du chômage en milieu urbain alimente les tensions socio-économiques des pays concernés et augmente la pression à l'émigration. Les autorités locales peuvent de plus ne pas vouloir limiter les départs vers l'étranger dans le but de réduire les tensions urbaines. Le développement urbain doit constituer une priorité étant donné ses conséquences politiques, économiques et sociales. Cependant, pour qu'il ne se résume pas à une attraction toujours plus forte de la population des régions défavorisées, il doit être balancé par une stratégie de développement régional.

Actuellement, dans les trois pays du Maghreb mais surtout en Tunisie, on observe une diminution de l'attrait de la capitale et une augmentation des déplacements vers les villes moyennes. Selon une enquête menée en Tunisie en 1991 (Ministère du plan et du développement régional, Tunis, 1994), la migration interne prend aujourd'hui un caractère familial, associé à un engagement plus marqué des femmes sur le marché de l'emploi. De plus, les dix dernières années ont été caractérisées par une situation socio-économique qui a rendu les régions rurales de départ de moins en moins répulsives, alors que les régions d'accueil traditionnellement urbaines devenaient de moins en moins attrayantes. Ces évolutions ont eu lieu par ailleurs dans un contexte marqué, d'une part, par un quasi-arrêt de l'émigration vers l'étranger, ce qui a réduit considérablement le rôle de relais des grands centres urbains d'accueil des flux migratoires, et, d'autre part, par la recherche d'une régionalisation et d'une décentralisation de l'espace et des décisions économiques, ce qui est à l'origine de la multiplication de nouveaux centres urbains attirant une partie de plus en plus importante de ces flux. Ces villes moyennes ont eu une fonction de tampon pour les migrations internes aussi bien qu'internationales, agissant comme lieu de rétention du surplus rural. Pour que ce phénomène, fondamental pour la réduction de la pression migratoire, puisse se poursuivre et durer, il faut qu'il soit suivi d'un développement économique régional soutenu.

3.4.6. L'évolution de la structure sectorielle de l'emploi

Au cours des quarante dernières années, il s'est produit d'importantes redistributions de la main-d'oeuvre entre les secteurs (tableau 18).

La demande globale de main-d'oeuvre agricole a diminué dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Cette diminution a été provoquée, au moins partiellement, par le fait que les termes de l'échange des produits agricoles se sont détériorés sous les effets conjugués de la baisse du prix des biens agricoles importés et de la politique gouvernementale consistant à abaisser artificiellement le prix des principaux produits de consommation agricoles afin de subventionner les consommateurs urbains. Les travailleurs qui ont quitté le secteur agricole ont été attirés principalement dans celui de la construction, même s'ils sont souvent restés liés à leur précédent secteur d'activité par la pratique d'un travail saisonnier. En général, même s'il reste encore important en terme d'effectifs occupés, le secteur agricole a perdu des emplois et il ne constitue plus le principal secteur d'emploi. Au Maroc comme en Turquie, l'emploi agricole a régulièrement reculé mais ces pays ont encore une économie à forte dominante agricole puisque ce secteur emploie environ 40% du total des actifs. En Algérie et en Tunisie, la part de l'emploi agricole s'est réduite de plus des deux tiers et il n'occupe plus désormais qu'environ 20% des actifs. Au cours des dernières années, on a pu observer un ralentissement du mouvement de diminution de l'emploi agricole, voire même une inversion de cette tendance comme dans le cas de l'Algérie. Ce phénomène n'est toutefois pas imputable à l'achèvement de la restructuration et de la modernisation de ce secteur, mais plutôt à la crise des autres secteurs et à l'augmentation du sous-emploi agricole. Dans le futur, le secteur agricole ne pourra, dans la meilleure des hypothèses, que maintenir sa part actuelle dans l'emploi, et ce à condition d'entretenir ces situations de sous-emploi. Néanmoins, surtout au Maroc, le secteur agricole représente un réservoir non négligeable de candidats à l'émigration qui, étant donné les caractéristiques des

immigrés marocains en situation irrégulière en Espagne et en Italie, pourraient facilement opter pour l'émigration clandestine.

A la différence des schémas de développement des pays industrialisés, dans les pays du Maghreb c'est vers le secteur des services, plutôt que vers l'industrie, que l'on a observé un mouvement général de déplacement de la population active. Dès les années soixante, les services représentaient le deuxième secteur d'emploi. Il est actuellement le premier secteur en Algérie, avec 50% des actifs, et en Tunisie, avec 35% des actifs. Cette tertiarisation précoce reflète le gonflement des effectifs du secteur public. A la fin des années quatre-vingt, l'administration publique, incluant l'enseignement, la santé et les autres services publics, assurait 25% de l'emploi total en Algérie, 15% au Maroc et 17% en Tunisie. Ces données correspondraient à 50%-60% des actifs de l'ensemble du secteur des services. Dans le cadre de l'ajustement structurel, étant donné que les services publics subissent de fortes limitations des effectifs, ce secteur ne pourra plus absorber l'excédent d'actifs comme il l'a fait par le passé.

Au fil du développement de ces pays, on constate une augmentation parallèle de l'emploi industriel, qui parvient, dans les années quatre-vingt-dix, à regrouper 30% des actifs en Algérie, 25% au Maroc et 30% en Tunisie. La Tunisie est le seul pays du Maghreb où, dès la fin des années soixante, l'industrie accueillait déjà une importante proportion d'actifs, avec un maximum situé à 37% - chiffre supérieur au pourcentage d'actifs dans le tertiaire - vers le début des années quatre-vingt. Dans l'ensemble de ces pays, y compris la Tunisie, on observe toutefois depuis les années quatre-vingt une diminution ou une stabilisation de la part des actifs dans ce secteur. Dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et de modernisation des économies, le secteur industriel est soumis à des réductions d'effectifs visant à obtenir les gains de productivité nécessaires au maintien d'une compétitivité avec l'étranger. Dans le même temps, surtout au Maroc et en Tunisie, il y a eu un affaiblissement de l'emploi dans le secteur industriel moderne à cause de l'augmentation des importations de biens manufacturés, phénomène qui prendra encore plus d'ampleur avec la mise en place des zones de libre-échange avec l'Union européenne.

L'emploi dans le secteur informel s'est fortement accru au cours des deux dernières décennies et à un rythme supérieur à celui de l'emploi total. La croissance du travail indépendant et de l'aide familiale par rapport à l'ensemble de l'emploi national est, dans les pays à l'examen, un indice de l'expansion de l'emploi dans ce secteur. Lequel secteur, qui a permis d'absorber une partie de la croissance de l'offre de travail surtout en milieu urbain, agit comme solution d'amortissement dans les moments de crise et a pu atténuer les effets de l'ajustement structurel. L'emploi dans le secteur informel, fréquemment exercé à domicile et généralement dans des entreprises familiales ou dans des micro-entreprises individuelles, est difficile à évaluer statistiquement. Les estimations réalisées montrent qu'il représenterait 26% de l'emploi non agricole en Algérie, 36% en Tunisie, et que cette proportion pourrait atteindre plus de 57% au Maroc (Charmes, 1990).

L'ouverture de l'économie et la libéralisation des échanges pourraient avoir comme conséquence à long terme d'augmenter l'emploi dans les secteurs d'exportation. Au Maroc, il semblerait qu'il y ait eu depuis le début des années quatre-vingt-dix une tendance à l'accroissement de l'emploi agricole rural liée à l'augmentation des exportations de produits de l'agriculture ou de l'industrie agro-alimentaire. A court terme toutefois, l'absorption de la main-d'oeuvre, surtout des nouveaux venus sur le marché du travail, devra s'opérer dans le secteur informel, dans des emplois souvent saisonniers ou à temps partiel. Cependant, l'activité du secteur informel, en particulier de celui de la production manufacturière, pourrait connaître un ralentissement dû à la concurrence des biens importés et présenter, de toute façon, une saturation de sa capacité d'absorption de main-d'oeuvre.

En conclusion, l'évolution et la situation actuelle des différents secteurs de l'emploi nous amènent à considérer que leur capacité de création d'emploi ne sera pas à la hauteur des

performances nécessaires pour intégrer les nouveaux demandeurs d'emploi. Cela nous incitera à avancer des hypothèses relativement basses concernant la création de nouveaux postes de travail au niveau national pour la période 1995-2010, ce qui contribuera, dans notre analyse, à des niveaux élevés de surplus d'offre de main-d'oeuvre qui exerceront un impact sur la formation d'une pression migratoire.

3.5. Les effets des programmes d'ajustement structurel

Grâce aux programmes d'ajustement structurel, les pays considérés espèrent restaurer la croissance et attirer des investissements étrangers directs. S'il s'agit d'une éventualité à long terme, à court terme cependant les coûts de l'ajustement, même s'ils sont nécessaires, risquent d'être très élevés. En fait, les gouvernements sont actuellement devant une épreuve. Ils doivent, d'un côté, restructurer l'économie afin de parvenir à assurer un développement soutenu et durable, et, de l'autre, réduire la pauvreté et la baisse du niveau de vie s'ils ne veulent pas être pénalisés politiquement et mis dans l'impossibilité de poursuivre les réformes. Face aux risques que présente ce défi, les gouvernements pourraient opter pour le ralentissement de la mise en oeuvre des programmes d'ajustement, malgré de possibles effets économiques négatifs.

3.5.1. La restructuration des entreprises

En Tunisie et au Maroc, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, un grand nombre de petites et moyennes entreprises sont appelées à disparaître. Les autres devront se battre pour survivre aux réformes économiques qui ont été adoptées et à la concurrence étrangère, et elles doivent pour ce faire subir une profonde restructuration. Cette restructuration, qui vise à améliorer les performances de ces entreprises et leur productivité, afin de développer le secteur privé et d'attirer les investissements étrangers, impliquera des changements dans le système de gestion de la production ainsi que des reconversions du personnel et des mises au chômage. Toujours dans cette perspective, mais aussi pour réduire les dépenses publiques, des programmes de privatisation d'une grande partie des entreprises publiques sont prévus et déjà partiellement mis en oeuvre. Les entreprises destinées à rester publiques seront également restructurées en profondeur.

Même si les gouvernements tunisien et marocain ont adopté des mesures pour soutenir certaines des entreprises, en faveur de leur restructuration et de leur remise à niveau, la crise sera importante et les secteurs les plus touchés seront ceux des industries agro-alimentaire et mécanique, des manufactures électriques et textiles, de la fabrication de céramique, de verre et de matériaux de construction.

3.5.2. La stratégie commerciale

Conjointement à la libéralisation des échanges commerciaux, à la dépréciation des monnaies et à la levée progressive des restrictions aux importations, les instances dirigeantes du Maroc et de la Tunisie veulent actuellement orienter leur économie vers l'extérieur et démanteler le contrôle du gouvernement sur celle-ci. L'ouverture aux échanges internationaux a des implications directes au niveau interne et externe. En premier lieu, les entreprises visant le marché national devront réussir à maintenir des prix de production peu élevés et à améliorer leur productivité afin de résister à la concurrence des biens importés. Au plan international, et pour que cette politique donne des fruits au niveau du développement, il faut que les entreprises soient capables de conquérir ou d'élargir leur part de marché mondial face à la concurrence d'autres producteurs. Pour cela, les entreprises viseront une spécialisation accrue qui devrait favoriser la compétitivité et améliorer la productivité et la qualité des produits.

Les pays du Maghreb exportent traditionnellement trois types de biens. Des produits alimentaires (agrumes, primeurs, huile d'olive, etc.), des produits phosphatés (bruts ou transformés) et des hydrocarbures. Dans les années soixante-dix, ces sont les exportations tunisiennes qui apparaissaient les plus diversifiées, avec une place importante donnée aux produits manufacturés. A partir du début des années quatre-vingt, on a observé en Tunisie et au Maroc une diversification des exportations, avec une croissance des exportations de produits manufacturés, essentiellement habillement et cuir. De 1980 à 1993, à partir des statistiques en valeur, le pourcentage d'exportations de produits manufacturés est passé de 38% à 78% en Tunisie et de 16% à 40% au Maroc. Les exportations de produits agricoles restent toutefois importantes, surtout au Maroc où elles représentaient 29% du total des exportations en 1993. A titre de comparaison, en Algérie les exportations de produits manufacturés représentaient en 1993 1,7% des exportations totales en valeur, alors qu'en Turquie, de 1980 à 1993, les exportations de produits manufacturés et de textiles sont passées de 52% à 82% de l'ensemble des exportations (Banque mondiale, 1994).

Si, dans les années quatre-vingt, les exportations du Maroc et de la Tunisie ont progressé assez rapidement, depuis le début des années quatre-vingt-dix elles n'ont pas réussi à augmenter comme on l'avait espéré, et les recettes de l'exportation ont même été plus faibles en raison de la baisse des prix et du volume des exportations. De plus, si la valeur des importations a toujours été supérieure à celle des exportations, actuellement la croissance des importations a toutefois encore augmenté.

Dans la production pour l'exportation, le Maroc bénéficierait d'un avantage comparatif pour les matières premières liées au phosphate et aux engrais bruts, ainsi que pour les produits agricoles et agro-alimentaires (fruits, légumes et huile d'olive), les produits de la pêche et les produits manufacturés. Quant à la Tunisie, son avantage comparatif international concernerait les produits liés à l'industrie du pétrole et des phosphates, les engrais manufacturés et les produits chimiques, les produits agricoles, l'huile d'olive, ainsi que les produits manufacturés. Les avantages seraient bien sûr supérieurs si ces pays arrivaient à développer la filière en amont du secteur manufacturier.

En effet, pour le moment la politique d'industrialisation par la promotion des exportations reste encore très fragile, faiblesse qui, pour la Tunisie et le Maroc, est la conséquence de ce que les biens de production ainsi que les machines sont importés. De plus, le Maroc doit importer également les hydrocarbures nécessaires à la consommation.

La situation s'améliorerait dans le cas d'un accord inter-maghrébin qui permettrait d'élargir les marchés, d'augmenter la taille des entreprises et donc de diminuer les coûts de production. Même si les pays à l'étude, et surtout la Tunisie et le Maroc, sont souvent en concurrence dans leur production manufacturière, ils pourraient jouir davantage des possibilités d'économies d'échelle s'ils élargissaient leurs débouchés. Un accord de ce genre faciliterait aussi les importations d'hydrocarbures pour le Maroc et diminuerait le déficit budgétaire algérien pour les importations de biens alimentaires et manufacturés. Des discussions sont en cours depuis longtemps pour l'instauration d'un marché commun au niveau des pays de l'Union du Maghreb arabe, mais la réalisation de cet accord est retardée par des divergences politiques.

3.5.3. Les investissements

Le développement économique et l'expansion de nouvelles industries tournées vers l'exportation demandent un accroissement des investissements, en particulier les investissements directs de l'étranger. Toutefois, les résultats ont été jusqu'à présent inférieurs aux attentes, malgré les mesures économiques appliquées pour susciter ces investissements et malgré la politique d'appel encadrée par la libéralisation des investissements étrangers directs en 1989 au Maroc, et en 1993 en Tunisie.

Dans les années quatre-vingt, étant donné que les mesures d'ajustement empêchaient les pays d'utiliser le crédit international pour financer leurs investissements, l'application de ces programmes a engendré un processus de désinvestissement. Cette situation, ajoutée au ralentissement des entrées de capitaux étrangers en tant qu'investissements directs, a fait qu'on a observé au Maroc un taux négatif de croissance annuelle moyenne des investissements pendant la première moitié des années quatre-vingt. A partir de 1986, au Maroc et en Tunisie, les investissements extérieurs directs, en provenance essentiellement des pays de l'Union européenne, augmentent de nouveau, même si les chiffres sont modestes. Ensemble, les deux pays ont reçu dans la période 1986-1990 moins de 3% des investissements directs nets européens dans les pays en développement (Tapinos, 1994).

En Tunisie, les données disponibles sur les investissements montrent une tendance à la baisse depuis 1990. Les intentions d'investissement déclarées auprès de l'Agence de promotion de l'industrie ont accusé une régression sévère en 1992 et 1993. Cette baisse concerne essentiellement le secteur des textiles et du cuir et celui des industries mécaniques et électriques. Il est à noter que cette tendance a touché aussi bien les projets tournés vers l'exportation que les autres. En outre, il ressort du rapport des banques que les promoteurs continuent à s'orienter vers les secteurs du tourisme et des services, alors que le secteur des industries manufacturières a accusé une baisse. Les investissements étrangers directs ont été aussi inférieurs aux prévisions, surtout dans les industries manufacturières.

Il semblerait que les investisseurs étrangers qui visent les marchés intérieurs soient freinés par l'étroitesse des marchés des pays du Maghreb pris individuellement, et soient davantage attirés par les marchés de l'Europe de l'Est et de l'Asie, plus grands et potentiellement plus favorables à l'expansion. Les investisseurs qui viseraient les marchés extérieurs pourraient aussi être repoussés par les contraintes du marché de l'emploi maghrébin.

3.5.4. L'impact sur le marché de l'emploi

Les programmes d'ajustement structurel ont eu et auront un impact sur le marché de l'emploi. Depuis le milieu des années quatre-vingt, en raison de la réforme structurelle et de la forte baisse de l'activité économique, les marchés du travail connaissent un ralentissement, dû aux restrictions et aux réductions affectant l'embauche dans le secteur public et l'administration, et à l'incapacité des entreprises privées de prendre le relais.

Pour ce qui est du secteur public, de l'administration et des services, les déséquilibres budgétaires, devenus intolérables dans les années quatre-vingt, ont amené les gouvernements, surtout en Tunisie et au Maroc, à geler l'embauche et les salaires. Etant donné le rôle traditionnel de ce secteur dans l'absorption de la main-d'oeuvre en surplus, l'arrêt de la création de nouveaux postes a été surtout ressenti au niveau des jeunes diplômés, comme cela a déjà été montré dans les considérations sur le chômage. Au niveau des autres secteurs de l'économie, ces pays vont encore traverser une période marquée par des licenciements dans les entreprises privées ou nouvellement privatisées. De plus, la nécessité d'améliorer la productivité de la main-d'oeuvre et l'application de nouvelles techniques de production conduiront à une diminution de l'intensité en main-d'oeuvre dans de nombreux secteurs d'activité.

Dans le secteur agricole, les mesures de modernisation de l'agriculture nécessaires pour augmenter la productivité et les exportations conduiront fort vraisemblablement à des suppressions d'emploi et à une diminution de phénomène du sous-emploi, lequel, malgré ses aspects négatifs, permettait à une partie importante de la population active de survivre en milieu rural. Comme il a été dit auparavant, ce phénomène, grave surtout pour le Maroc, pourrait engendrer une vague importante d'exode rural qui aurait des conséquences sur l'émigration.

A l'inverse, pour ce qui est de l'aspect positif, les mesures d'ouverture de l'économie pourraient se traduire à long terme par une augmentation de l'emploi dans les industries

manufacturière et agro-alimentaire produisant pour l'exportation et intensives en main-d'oeuvre peu qualifiée. Toutefois, à court terme, la libéralisation des échanges, l'augmentation des importations et les changements structurels sembleraient plutôt devoir se traduire par un accroissement du surplus de main-d'oeuvre au niveau national et un taux de chômage plus élevé. Cette situation pourrait déterminer aussi une augmentation de la pression migratoire. L'impact pourrait en être partiellement atténué si l'ouverture s'accompagnait de mesures de protection de l'emploi. Toutefois, seul l'accroissement du volume de l'investissement étranger dans des secteurs intensifs en main-d'oeuvre pourra avoir un impact positif notable sur le marché de l'emploi.

3.5.5. Les revenus

Depuis les années soixante-dix, on a noté un resserrement de l'éventail des salaires et une régression de la pauvreté au Maroc et en Tunisie (Morrisson, 1991; Saleh, Nsouli, Eken, Duran, Bell, Yücelik, 1993). Les salaires les plus bas, en milieu rural, ont augmenté, alors que les salaires réels ont baissé dans les villes, surtout dans les secteurs de l'industrie et de l'administration. Dans les années quatre-vingt, l'évolution des revenus a été satisfaisante pour le secteur agricole, en partie grâce à une situation météorologique favorable qui a profité à ce domaine d'activité. Les revenus urbains, qu'ils soient publics ou privés, ont de leur côté enregistré une stagnation et les travailleurs qualifiés ont subi la baisse de revenu la plus importante.

La montée du chômage et du sous-emploi, le gel des salaires et l'arrêt des subventions à la consommation feront baisser le niveau de vie de la population dans les trois pays du Maghreb. L'étude réalisée par Morrisson pour le Maroc parvient toutefois à la conclusion qu'en l'absence d'ajustement, la crise économique aurait entraîné une augmentation de la pauvreté bien plus importante (Morrisson, 1991). Il semblerait donc que, du fait de l'ajustement, le pays ait dû payer des coûts sociaux plus faibles que s'il avait refusé le plan de la Banque mondiale. M
algré l'existence de mesures visant à réduire l'impact des programmes d'ajustement structurel sur les couches les plus pauvres de la population, ces pays vont être soumis à de fortes tensions sociales. Plus particulièrement, cette situation de crise pourrait se traduire en milieu urbain par une poussée à l'émigration des jeunes diplômés au chômage ou qui refusent les bas salaires, ou encore par une pression à l'émigration des personnes qui, bien qu'ayant un travail, sont déçues par leurs perspectives économiques.

3.5.6. Les coûts d production et de la main-d e'oeuvre

Si depuis l'ouverture des marchés le montant des investissements étrangers directs a été inférieur aux attentes, cela tient en partie au fait que les coûts de production au Maghreb sont plus élevés que dans d'autres pays concurrents. En particulier, la politique orientée vers l'exportation de produits manufacturés intensifs en main-d'oeuvre est gravement menacée par le fait que les coûts unitaires du travail sont relativement élevés (Tapinos, 1994).

Dans l'ensemble du Maghreb, les salaires en vigueur dans le secteur structuré sont, dans certains cas, supérieurs à ceux des pays concurrents et si nous considérons le prix de la main-d'oeuvre par rapport à la productivité du travail, les coûts du travail sont parfois encore plus élevés. Le problème se pose particulièrement en Tunisie, où les salaires atteignent des niveaux supérieurs à ceux des pays de la région. La proximité des marchés européens d'exportation des produits maghrébins ne parvient pas à compenser ce facteur puisque les coûts de transport en Méditerranée sont restés assez importants.

Pour que les biens produits dans les pays du Maghreb puissent être compétitifs sur les marchés internationaux, mais également pour attirer les investissements directs, le coût de la main-d'oeuvre doit donc être maintenu le plus faible possible. Ce phénomène aura des

conséquences sur le niveau de vie de la population et sur la propension à émigrer des individus. Pour les entreprises, l'une des solutions pour réduire les coûts de main-d'oeuvre consiste à recourir davantage au travail des femmes.

3.5.7. Les conséquences sur l'activité des femmes

Les stratégies d'exportation et la volonté de développer les activités pour lesquelles les pays du Maghreb ont des avantages comparatifs au niveau international poussent au développement d'activités intensives en travail dans le secteur manufacturier. Ce secteur, surtout le textile, l'agro-alimentaire et les composants électriques et électroniques, fera facilement appel au travail des femmes. En Tunisie, par exemple, l'augmentation rapide du nombre des femmes dans le monde du travail doit être imputée au développement du secteur textile. L'activité des femmes pourrait donc augmenter plus rapidement que prévu dans l'éventualité très probable d'une spécialisation internationale fondée sur le développement de ces domaines d'activité. Si la population féminine constitue une réserve de travail importante, la demande massive de cette main-d'oeuvre, compte tenu d'un taux de chômage masculin très élevé et d'un éventuel effet d'éviction au profit de la main-d'oeuvre féminine, pourrait engendrer des conflits sociaux. L'émergence de ces conflits pourrait aussi être favorisée, en période de crise, par le fait que la transformation du rôle des femmes, qui passent du statut d'épouse-mère à celui de productrice, serait tellement rapide que ces sociétés n'auraient pas eu le temps de s'y adapter psychologiquement.

Dès lors, les planificateurs se trouveront devant un choix social et économique. Face au déficit d'emplois, ils pourraient décider de donner la priorité aux hommes pour le travail, mais devant les nécessités économiques ils seront obligés de se plier à l'augmentation de la demande d'une main-d'oeuvre féminine. Etant donné que les candidats à l'émigration sont majoritairement des hommes jeunes, l'expansion de ce phénomène pourrait avoir pour effet indirect d'accroître la pression migratoire. Malheureusement, notre analyse de la pression migratoire ne concerne que le niveau global de la population active et ne permet pas de mettre en évidence la diversification du phénomène selon les sexes. Toutefois, même si nous ne pouvons pas tirer de conclusions directes à partir de l'application de notre modèle, il faudrait réfléchir davantage à ce phénomène lors de la formulation de programmes de coopération.

3.6. Les effets des nouveaux accords de libre-échange entre le Maghreb et l'Union européenne [11]

Les échanges extérieurs des pays du Maghreb se font pour une large part avec l'Europe. En 1992, les partenaires européens de la Tunisie comptaient pour plus de 78% de ses exportations et 71% de ses importations. En Algérie, 63% des importations et 73% des exportations se faisaient avec les pays de l'UE. A l'inverse, la proportion d'exportations de l'UE vers les pays du Maghreb ne représente que moins de 1% (Nations Unies, 1992/93). Toutefois, les pays de l'Union européenne dépendent largement du Maghreb pour leur approvisionnement énergétique. Malgré les recommandations des organismes du commerce international, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie n'ont pas réussi à diversifier leurs relations commerciales à l'extérieur de l'Europe, et les entreprises maghrébines sont restées majoritairement tournées vers les mêmes débouchés. Les nouveaux accords de libre-échange signés avec l'UE par le Maroc et la Tunisie ne favoriseront

[11] Accords euro-méditerranéens établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et la Tunisie, COM (95) 235 final. Accords euro-méditerranéens établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et le Maroc.

pas la diversification souhaitée et ce phénomène de dépendance rend l'économie maghrébine particulièrement sensible aux chocs extérieurs venant d'Europe.

Du fait de cette situation de rapports privilégiés avec les pays de l'UE, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et d'ouverture économique des pays du Maghreb, les accords de libre-échange avec les pays de l'UE sont perçus par les pays maghrébins comme une nécessité qui devrait leur permettre de rentrer dans le système de mondialisation des échanges. Ces accords représentent, en effet, un complément logique à la mise en oeuvre des programmes d'ajustement. La situation difficile qu'ils engendrent s'intègre dans l'ensemble du processus de la politique de libéralisation des échanges mise en place.

Ces accords définissent la création d'une zone de libre-échange, qui devrait être établie progressivement sur une période de douze ans. Le régime préférentiel appliqué actuellement par l'Union européenne aux produits en provenance du Maghreb et de la Turquie, qui se traduit par l'ouverture totale de son marché aux exportations maghrébines de produits industriels et par des concessions pour l'essentiel des exportations agricoles, est confirmé. Une amélioration de ce régime est prévue pour les produits agricoles et les produits de la pêche, mais également en ce qui concerne les quantités de référence pour l'importation sans droits de douane de certains produits dans l'Union européenne, de même que les droits de douane hors ces quantités de référence.

Avec l'entrée en vigueur progressive de ces accords, les entreprises maghrébines pourront pleinement jouir de leurs avantages comparatifs face à leurs concurrents européens, grâce à un coût du travail inférieur. Les pays du Maghreb auraient donc effectivement intérêt à se spécialiser dans les secteurs à forte intensité en travail et à accroître leurs exportations vers le marché de l'UE qui est protégé vis-à-vis d'autres pays.

Si ces accords et la proximité de leurs marchés devraient favoriser l'expansion de la production du Maghreb et de la Turquie, et même la délocalisation d'entreprises européennes dans ces régions, il faut veiller toutefois à ne pas sous-évaluer la concurrence des productions asiatiques, de l'Europe de l'Est et des autres pays de la Méditerranée. Car les marchés de l'UE vont aussi graduellement s'ouvrir aux importations de l'Europe de l'Est et des autres pays de la Méditerranée, dans le cadre d'accords préférentiels, et à celles de l'Asie, grâce à l'application des dispositions du GATT. De plus, dans le secteur très sensible des textiles, avec la caducité de l'accord multifibres, les pays du Maghreb perdront leur statut de faveur par rapport aux autres régions. La concurrence de ces autres régions est importante puisque, comme nous l'avons déjà dit, les coûts de production et surtout ceux du travail y sont souvent plus bas que dans les pays du Maghreb. Les entreprises de ces derniers pays ne pourront augmenter leurs exportations et attirer les investissements étrangers directs qu'en améliorant leur productivité et leurs réseaux commerciaux. L'ensemble de la région devra maintenir un climat politique et économique particulièrement favorable.

Signalons à ce sujet que, si dans les années quatre-vingt les exportations manufacturières maghrébines du secteur de l'habillement et du cuir avaient réussi à accroître leur part de marché européen, depuis le début des années quatre-vingt-dix il semblerait qu'elles aient perdu des parts à cause de la concurrence de l'Europe de l'Est, de l'Asie, mais aussi de la Turquie, de l'Egypte et d'Israël. Dans le passé, dans le cadre des accords commerciaux antérieurs, les pays du Maghreb n'arrivaient pas toujours à remplir leurs quotas d'exportation vers l'UE et donc à profiter concrètement et pleinement des concessions commerciales. Le problème se posera aussi dans le cadre des nouveaux accords si la stratégie d'expansion de la production et des exportations n'ont pas le succès espéré.

Dans le cadre des accords de libre-échange, l'ouverture du commerce sera réciproque et, de ce fait, les pays maghrébins qui n'accordaient jusqu'à présent aucune concession aux pays de l'UE élimineront progressivement les obstacles aux importations de produits industriels de ces

derniers et appliqueront des droits préférentiels aux importations de leurs produits agricoles. Outre la perte de recettes fiscales, l'application de ces dispositions obligera les entreprises maghrébines existantes à faire face à la concurrence des importations de produits européens. Enfin, l'installation de nouvelles productions nationales ne sera plus facilitée par la protection du marché des pays concernés. L'accord de libre-échange mettra donc en difficulté certains secteurs, notamment industriels.

Compte tenu de cet ensemble de facteurs, le libre-échange pourrait avoir des effets pervers qui n'ont pas été directement pris en considération lors des négociations. Cette ouverture au libre-échange pourrait en effet déterminer un accroissement des importations au Maghreb, une dégradation de la balance commerciale, la nécessité d'efforts supplémentaires des économies nationales pour limiter les dépenses publiques, et une diminution du niveau de vie (Tapinos, 1994). Cette situation, qui tendrait à aggraver les déséquilibres intérieur et extérieur, pourrait avoir comme conséquence une remise en question du renforcement des économies résultant de la mise en oeuvre de la première partie des programmes d'ajustement structurel. Ce libre-échange pourrait donc aussi entraîner non seulement une baisse des salaires, mais aussi une faiblesse de la croissance de l'emploi dans les industries et les services modernes urbains qui visent le marché intérieur. Par conséquent, cette zone de libre-échange pourrait en définitive ne pas constituer une solution de substitution à la migration mais, à l'inverse, favoriser une augmentation de la pression migratoire.

Toutefois, malgré ces aspects négatifs, l'ouverture du marché maghrébin aux entreprises européennes et la libéralisation des échanges dans la région constituent des mesures nécessaires pour encourager les investissements étrangers. C'est seulement à long terme, et si la création d'une zone de libre-échange parvient à attirer des investissements et à favoriser une expansion économique soutenue, qu'une telle mesure pourrait être considérée apte à créer d'autres possibilités que l'émigration.

La question qui se pose maintenant est de savoir combien de temps se feront sentir les effets négatifs éventuels de l'ouverture commerciale, et comment garantir, au moins dans un deuxième temps, qu'il y aura un décollage économique capable de créer un nombre d'emplois suffisant pour répondre aux besoins nationaux. Tout le processus repose sur la capacité d'attirer les capitaux étrangers et la délocalisation d'entreprises européennes. Les mesures de coopération ciblées ou d'ouverture commerciale ne pourront être que des actions d'accompagnement et de soutien à des projets d'investissement qui doivent être menés par les industriels privés, et elles ne doivent en aucun cas être envisagées comme un substitut de ces projets. En définitive, c'est l'arrivée de capitaux étrangers et la délocalisation d'entreprises européennes qui pourront engendrer une croissance économique soutenue et constituer par conséquent des éléments permettant d'autres choix que l'émigration, et non pas les mesures de coopération ciblée ou d'ouverture commerciale en elles-mêmes.

3.7. Les scénarios de croissance de la demande de main-d'oeuvre

Comme nous l'avons dit précédemment, si dans les prochaines années la croissance économique se maintenait au niveau actuel, la création d'emploi serait insuffisante et ne pourrait absorber qu'une partie de l'offre de travail supplémentaire. Par ailleurs, il faudrait envisager une conjoncture économique très favorable pour que le surplus de main-d'oeuvre puisse être absorbé par le marché national des pays du Maghreb. Les prévisions sont plutôt pessimistes quant à la croissance économique et aux investissements nécessaires pour que ces économies puissent créer une demande additionnelle d'emploi suffisante au moins pour maintenir le chômage à son niveau actuel, sinon pour le réduire. En fait, pour garantir la création d'emploi nécessaire jusqu'au début du siècle prochain, les économies maghrébines devraient se développer à un taux annuel supérieur

à 7%. Aux seules fins de satisfaire l'offre additionnelle, l'ensemble des pays du Maghreb auraient besoin de créer quelque 10 millions de nouveaux postes durant la période 1995-2010. L'objectif paraît difficile à atteindre sachant que ce chiffre correspond à peu près à la population totale occupée en 1982.

Dans le chapitre sur la population active (chapitre 3.3.), nous avons évalué l'offre de main-d'oeuvre pour les années écoulées et élaboré des scénarios concernant la croissance de l'offre de main-d'oeuvre pour la période 1995-2010. Dans le présent chapitre, il nous faut établir des scénarios concernant la demande de main-d'oeuvre pour la même période. La mise en regard de ces différents scénarios nous permettra, dans le chapitre sur l'étude prospective de la pression migratoire, de déterminer les flux de surplus de main-d'oeuvre par rapport à la demande nationale et de mesurer la pression migratoire.

La méthodologie suivie dans la dernière partie de l'étude n'utilise pas le concept de modification des stocks de main-d'oeuvre. C'est la dynamique du marché du travail vue sous l'angle des flux de ses différentes composantes qui fonde notre analyse et notre application aux cas des pays du Maghreb et de la Turquie. Pour parvenir à mesurer la demande de travail en termes de flux, nous décomposons cette demande en *demande additionnelle* et *demande de remplacement*. La demande additionnelle représente la création de nouveaux postes de travail, tandis que la demande de remplacement est la demande visant à remplacer les personnes parties à la retraite.

Pour ce qui est de cette dernière composante de la demande d'emploi - *la demande de remplacement* -, elle pourra être calculée à partir des données démographiques. Quant à la *demande additionnelle*, elle correspond à la variation du stock des occupés et mesure le nombre des nouvelles entrées en emploi par l'effet de la création de nouveaux postes. Les scénarios que nous déterminons dans le présent chapitre se réfèrent à cette composante de l'emploi.

Le niveau de la demande de main-d'oeuvre est influencé par plusieurs facteurs. L'un des plus importants est le volume des biens et des services produits. D'autres facteurs d'importance sont, par exemple, la disponibilité de ressources suffisantes pour l'investissement et la mesure dans laquelle les politiques macro-économiques, institutionnelles et autres influent sur la relance de la croissance ou, au contraire, la freinent. La composition de la demande globale de biens affecte également le marché du travail car, selon le type de produit, la main-d'oeuvre nécessaire à sa fabrication sera plus ou moins importante (BIT, 1994).

L'incertitude du contexte international et national, ainsi que la tendance à la suppression d'emplois qui caractérise la période actuelle, rendent très aléatoires les efforts de prévision pour le Maghreb et la Turquie et les estimations ne sont guère fiables même pour un avenir relativement proche. Le niveau d'occupation ne peut pas être prévu avec certitude pour la période 1995-2010 que nous considérons, et nous pouvons uniquement le supposer à partir de scénarios. Ces scénarios relatifs à la croissance de l'emploi s'appuient sur l'ensemble des conclusions des chapitres précédents portant sur le développement économique et les effets du processus d'ouverture vers l'extérieur.

En ce qui concerne la création d'emploi (*demande additionnelle*) et pour les besoins de notre analyse, nous tiendrons compte de deux hypothèses de croissance, minimale et maximale. Nous découpons la période prise en considération, 1995-2010, en trois périodes de cinq ans. Le taux de croissance de l'emploi sera de 5% par période dans le scénario de croissance minimale, et de 10% dans celui de croissance maximale. Ces taux de croissance, qui ont été choisis sur la base de l'analyse de l'évolution antérieure, nous paraissent des hypothèses réalistes, étant donné la situation actuelle de l'économie de ces pays et les tendances de leurs marchés de l'emploi soumis aux contraintes de l'ajustement.

Il nous est difficile de déterminer le taux de croissance du PIB qui devrait correspondre à ces taux de croissance de l'emploi, en partant de l'analyse de l'évolution antérieure du rapport

entre les deux taux de croissance. Cela est rendu plus difficile par les changements qui se sont produits dans les économies des pays du Maghreb: l'arrêt de la politique de développement axée sur l'industrie lourde, le développement des industries manufacturières, ainsi que l'application de mesures de restructuration de la gestion des entreprises de façon à en augmenter la productivité. Ces changements auront en fait un impact sur le rapport entre les taux de croissance.

3.8. Les autres déterminants de la pression migratoire

3.8.1. Les variables socio-politiques

Les facteurs caractérisant le climat social et politique ont un impact général sur la qualité de la vie dans les pays concernés et donc, indirectement, sur la tendance de la population à l'expatriation. Des causalités liées à ces facteurs pourraient affecter la pression migratoire indépendamment de l'évolution économique et démographique.

Parmi les éléments dont il faut tenir compte, citons l'ensemble des infrastructures socio-sanitaires existantes, ainsi que la disponibilité en logements. Comme les jeunes Italiens, les jeunes Maghrébins ne peuvent souvent pas se marier et s'établir en raison du manque de logements et du coût élevé de ceux-ci. Si la pénurie immobilière empêche les jeunes de fonder leur famille et de s'intégrer socialement dans le pays, l'insuffisance en matière d'infrastructures socio-sanitaires et scolaires peut pousser les jeunes couples avec enfants à migrer dans le but d'offrir à leur progéniture un environnement plus favorable.

L'instabilité politique ou un climat d'insécurité dans la société peuvent non seulement pousser des individus à émigrer mais aussi inciter les gouvernements à adopter une position favorable au départ des individus insatisfaits de leur sort qui pourraient être à l'origine de désordres sociaux.

Ainsi, nous ne devons pas sous-estimer l'importance de la politique et des positions des gouvernements au sujet de l'émigration. Même si, officiellement, les flux de main-d'oeuvre sont stoppés et si pour la sérénité des relations diplomatiques les gouvernements se disent prêts à soutenir la lutte contre l'émigration clandestine, la réalité peut être différente. Pour les pays d'émigration en effet, il est indispensable, d'une part, que les rapatriements de salaires des émigrés ne diminuent pas et, d'autre part, que les tensions sociales et celles du marché de l'emploi soient contenues.

Le décalage socio-culturel entre les aspirations des individus et la réalité des pays crée des conditions qui incitent au départ. Le développement de la scolarisation, l'essor des échanges et des connaissances, et l'ouverture sur le monde par le biais des médias se sont traduits par l'émergence de nouvelles aspirations sociales et culturelles chez les jeunes générations. Ces jeunes ont le sentiment que leurs aspirations ne peuvent pas être satisfaites dans le pays. Les candidats à l'émigration veulent partir pas uniquement en vue de bénéfices financiers mais aussi pour accéder à un autre mode de vie.

3.8.2. Une répartition non équitable du bien-être dans le pays

En matière de répartition du revenu national et du bien-être social, les disparités restent considérables entre le monde rural et le monde urbain ainsi qu'entre les différentes classes sociales. Jusqu'à la fin des années quatre-vingt, le système fiscal en Tunisie et au Maroc était ainsi fait qu'il créait des distorsions et était inéquitable. Les réformes dans ce domaine qui ont été mises en oeuvre dans le cadre de l'ajustement structurel visent à plus d'équité.

Comme nous l'avons dit dans la partie consacrée à l'urbanisation, les inégalités entre zones d'un même pays, sur le plan des revenus de la population comme sur celui des services sociaux et sanitaires, contribuent à augmenter la pression en faveur de l'urbanisation et par là

même la propension à émigrer de la population. Au Maroc et en Tunisie, depuis les années quatre-vingt, les salaires les plus bas - ceux du milieu rural - ont augmenté, alors que le salaire réel a diminué dans les villes. En conséquence, on constate à l'échelle nationale une régression de la proportion de la population se trouvant en état d'extrême pauvreté et un resserrement de l'éventail des salaires.

L'absence d'infrastructures sanitaires et scolaires adéquates dans certaines régions peut motiver une migration interne. Le niveau des départs vers les grandes villes ou l'étranger est plus important dans les régions économiquement défavorisées, qui présentent, entre autres, des indicateurs de santé et d'éducation inférieurs à la moyenne nationale.

3.8.3. La dégradation de l'environnement

La désertification, la dégradation des sols et le manque d'eau affectent gravement les populations agricoles et sont des causes potentielles de déplacement des populations. Sans aller jusqu'au désastre environnemental qui pousse au départ rapide, la dégradation de l'environnement peut être à l'origine de départs pour des raisons économiques. Le Maghreb est une région particulièrement exposée à ce risque, étant donné qu'une forte pression démographique s'y exerce sur un environnement fragile et que la surexploitation des terres nuit au rendement agricole.

Dans cet ensemble de problèmes nous devons aussi considérer la question de l'eau. L'exploitation des nappes phréatiques permet actuellement d'envisager le développement d'une agriculture intensive par l'irrigation, et l'expansion ultérieure de l'industrie touristique, grande consommatrice d'eau. Toutefois, les estimations de la disponibilité en eau de ces nappes phréatiques sont très pessimistes pour les décennies à venir et, faute d'autres solutions, ce phénomène pourrait remettre en question l'ensemble du processus de développement des pays concernés et engendrer d'importantes poussées migratoires.

4. Etude prospective de la pression migratoire [12]

4.1. Introduction

Pour réaliser une étude prospective de la pression migratoire, nous devons tout d'abord donner une définition pratique de certains concepts déjà utilisés précédemment et établir leur sens analytique. La représentation du fonctionnement du marché de l'emploi en termes de flux nous permettra de dégager ces définitions et de les appliquer à des situations concrètes. Notre but est de déterminer le rôle relatif de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre et d'isoler, pour ce qui est de l'offre, l'apport du facteur démographique.

En nous fondant sur ce modèle, nous voulons mettre en lumière le déséquilibre qui existe entre le besoin d'emplois et la capacité de l'économie d'en créer, et prévoir l'ampleur des problèmes d'emploi qui se poseront dans l'avenir. Nous nous baserons sur l'excédent de main-d'oeuvre par rapport à la demande de travail dans un pays donné pour avoir un indice du déséquilibre du marché du travail, même s'il est avéré que les individus sans travail ne sont pas les seuls candidats potentiels à l'émigration. Sont aussi concernés ceux qui ont un travail mais choisissent cependant d'émigrer.

---

[12] Le modèle et son application présentés dans le présent chapitre reprennent l'analyse réalisée par Bruni M. et Venturini A.: " Pression migratoire et propension à émigrer: le cas du bassin méditerranéen ", *Revue internationale du Travail*, Vol. 134, N° 3 (BIT, 1995). Certaines modifications apportées ici à ce modèle sont uniquement de la responsabilité de l'auteur de l'étude.

Le potentiel migratoire, défini comme l'excédent de main-d'oeuvre dans un pays fermé et dans un temps donné, traduit l'incapacité de l'économie d'un pays d'offrir des emplois en nombre suffisant. Toutefois, dans la situation d'un pays ouvert, il n'existera de flux de main-d'oeuvre vers l'étranger que si la volonté d'émigrer existe chez les individus. Sa mesure sera donnée par la propension à l'émigration.

Nous appliquerons notre modèle au cas des marchés de l'emploi des pays du Maghreb et de la Turquie. La période traitée dans les tableaux s'étend de 1950 à 2010, mais dans l'analyse, à cause du problème des données, nous ne pourrons examiner l'évolution de la situation du marché de l'emploi qu'à partir des années soixante ou soixante-dix. Il sera intéressant de prendre en considération l'évolution historique du déséquilibre de l'emploi dans ces différents pays, et aussi d'établir des comparaisons entre eux. Pour la partie prospective, de nos jours à 2010 l'analyse s'appuiera sur deux scénarios de pression migratoire, l'un bas et l'autre haut. Compte tenu des lacunes quantitatives et qualitatives des données statistiques disponibles sur les pays à l'examen, ces applications ne sont que partiellement valables et l'exercice devra être considéré comme une tentative d'estimation.

4.2. Le modèle

Le modèle veut représenter le fonctionnement d'un marché du travail en termes de flux. L'individu en tant qu'offre de travail est placé au centre de notre analyse et il est considéré dans les trois différentes phases de sa vie: la phase d'inactivité et de formation, la phase de vie active et la phase de fin de vie active et de retraite. Dans cette analyse, le rôle des phénomènes démographiques doit être placé au premier plan. Ce modèle permettra de mettre en évidence les éventuels déséquilibres entre les flux observables dans le marché du travail dans la situation, premièrement, d'un marché de l'emploi fermé et, deuxièmement, d'un marché de l'emploi ouvert vers l'extérieur. Le modèle se fonde sur l'analyse des flux intervenus dans des périodes données, qui, dans notre application, seront de 5 ans.

4.2.1. La population en âge de travailler

Dans chaque période, l'effectif (stock) de la population en âge de travailler peut être conçu comme l'addition du nombre des individus qui composaient déjà l'effectif durant la période précédente et du solde des entrées et des sorties au cours de la période considérée (Bruni, Franciosi, 1981). Le solde - différence entre entrées et sorties - mesure la variation du stock. En termes de flux, la population en âge de travailler est déterminée par le nombre de personnes qui, dans la période considérée, font leur entrée dans la classe d'âge des 15-64 ans, laquelle constitue la population en âge de travailler. Comme nous l'avons vu précédemment, les caractéristiques de cette catégorie sont déterminées par l'évolution du volume et de la structure de la population totale.

4.2.2. La population active

La population active représente l'offre de main-d'oeuvre. Comme pour la population en âge de travailler, dans chaque période, l'effectif (stock) de l'offre de main-d'oeuvre peut être exprimé comme l'addition du nombre des individus qui composaient déjà l'effectif pendant la période précédente et du solde des entrées et des sorties dans la période considérée. En termes de flux, cette offre (**FS**) est constituée par le nombre d'individus qui, dans la période considérée, entrent pour la première fois dans la population active. Comme nous l'avons vu auparavant, si le principal facteur de détermination de la population active est d'ordre démographique - ce sont les flux de population en âge de travailler -, cette catégorie est aussi déterminée par des facteurs socio-économiques qui influent sur la volonté des individus de participer à la vie active, ainsi que

par l'estimation qu'ils font de leurs chances de trouver un emploi. Pour indiquer que nous voulons représenter les entrées potentielles dans la population active, nous utiliserons le terme **FS***.

4.2.3. La population occupée

Les flux d'entrées dans la population occupée, et donc le nombre de personnes qui trouvent un emploi dans un intervalle donné, sont constitués par la demande de main-d'oeuvre en termes de flux (**FD**). Ces flux d'entrées sont égaux à la somme, d'une part, des variations du nombre de postes de travail disponibles et, d'autre part, des entrées dans la population occupée d'individus appelés à en remplacer d'autres qui en sont sortis définitivement (Bruni, 1988). Nous devons aussi inclure dans ces flux d'entrées la différence entre le nombre d'individus qui sortent temporairement de la population occupée et ceux qui y retournent après une période de chômage ou d'inactivité, ou après une période passée à l'étranger.

La variation du nombre de postes de travail disponibles représente la demande additionnelle (**DA**). Cette composante, déterminée par la variation de la demande de travail et donc par la suppression ou la création de postes, est de nature temporaire et dépend de l'évolution économique du pays, de la croissance de la production et du progrès technique. A la différence du facteur démographique qui a des effets à long terme sur l'offre de main-d'oeuvre, les facteurs qui agissent sur la détermination de la demande additionnelle peuvent avoir un impact à très court terme.

Le nombre d'entrées dans la population occupée, d'individus venant en remplacer d'autres qui sont sortis définitivement de cette catégorie, constitue la demande de remplacement (**DR**). Cette demande est conditionnée par un ensemble de variables de type démographique (la structure par âge de la population), naturel (l'espérance de vie) et législatif (l'évolution de l'âge légal de la retraite et sa réglementation juridique).

La différence entre les sorties temporaires de l'emploi et les retours temporaires à l'emploi représente le solde temporaire (ST). En termes de flux, la demande de main-d'oeuvre (FD) peut donc s'exprimer comme:

$$FD = DA + DR + ST$$

Le solde temporaire (ST) dépendra surtout de la durée de l'intervalle considéré et son rôle est réduit au minimum lorsque le modèle s'étend sur une longue durée. Etant donné que son rôle est minimisé dans le cas de notre modèle, nous pouvons écarter cette variable sans grand risque pour la précision de celui-ci (Bruni, 1988). L'équation pourra donc s'écrire:

$$FD = DA + DR$$

4.2.4. La situation d'équilibre dans un marché de l'emploi fermé vers l'extérieur

Sur une période donnée, un marché du travail fermé vers l'extérieur présentera un état d'équilibre en termes de flux si le nombre des individus qui entrent pour la première fois dans la population potentiellement active (**FS***) est égal au nombre de ceux qui accèdent pour la première fois à l'emploi (**FD**).

$$FS^* = FD, \text{ et donc } FS^* = DA + DR$$

En termes de demande additionnelle, étant donné que nous voulons nous référer à la demande additionnelle d'équilibre (nous la désignerons comme **DA***), l'équation deviendra:

$DA^* = FS^* - DR$

Cela veut dire que l'équilibre des flux sur un marché du travail fermé sera atteint si le marché crée un nombre de postes supplémentaires égal à la différence entre le nombre de ceux qui entrent pour la première fois dans la population active et le nombre de ceux qui quittent définitivement l'emploi. Si le pays connaît un certain chômage, la situation d'équilibre implique que le niveau de chômage total reste constant, même si sa composition peut varier.

4.2.5. Le potentiel migratoire[13]

Dans une situation d'économie fermée, si le marché de l'emploi en termes de flux n'est pas équilibré, il y a constitution d'un potentiel migratoire. Sur une période donnée, le potentiel migratoire se réfère à l'excédent de main-d'oeuvre dépassant les besoins nationaux. Etant donné que nous traitons ici de la situation d'un pays fermé aux flux migratoires, ce potentiel migratoire représentera l'excédent relatif de l'offre de main-d'oeuvre, alors que nous parlerons d'excédent absolu dans la situation d'un pays ouvert vers l'extérieur.

Si la situation d'équilibre est représentée par $FS^* = FD$, l'une des deux situations de non-équilibre, dans laquelle l'offre de main-d'oeuvre en termes de flux est supérieure à la demande de main-d'oeuvre, est représentée, à un moment donné et dans une économie fermée, par:

$FS^* > FD$ et $FS^* > (DA + DR)$

Le potentiel migratoire (**PM**) est égal à la différence entre les entrées potentielles dans la population active (**FS***) et le nombre de ceux qui parviennent à obtenir leur premier emploi (**FD**):

$PM = FS^* - FD$, et $PM = FS^* - (DA + DR)$

Dans une situation d'équilibre, nous avons $PM = 0$. Dans une situation de non-équilibre, nous avons $PM > 0$ ou bien $PM < 0$. La situation de non-équilibre que nous avons examinée est celle où $PM > 0$.

Le potentiel migratoire correspond donc à l'offre excédentaire potentielle exprimée en termes de flux. Cette offre excédentaire de main-d'oeuvre ne correspond pas forcément à la population active à la recherche d'un emploi, puisque cet excédent (potentiel) inclut aussi tous les individus qui sont, à un moment donné, structurellement découragés.

En termes de demande additionnelle (DA) en état de non-équilibre, quand le pays affiche donc un excédent relatif de l'offre de main-d'oeuvre, la demande additionnelle effective est inférieure à la demande additionnelle d'équilibre (DA^*):

$DA < DA^*$, donc $DA < (FS^* - DR)$

Si nous sommes dans une situation de non-équilibre en termes de flux, dans laquelle le potentiel migratoire est positif, cet excédent contribuera à augmenter les effectifs de migrants potentiels qui constituent le potentiel migratoire en termes de stock. Toutefois, l'excédent relatif de l'offre de main-d'oeuvre (**PM**), étant donné que nous nous trouvons dans la situation d'une économie fermée, pourra encore être absorbé, au moins en partie, par la demande de main-d'oeuvre étrangère lorsque l'économie s'ouvrira vers l'extérieur.

---

[13] Voir aussi chapitres 2.5.1. et 5.1.2.

4.2.6. La migration effective[14]

Examinons maintenant la situation d'un pays qui est ouvert vers l'extérieur. Le marché du travail pourrait y présenter des flux migratoires vers l'extérieur de personnes en âge de travailler, qui entreront ainsi dans la population active d'un autre pays.

Ces flux de migration effective (**ME**) seront constitués par les personnes qui entrent légalement dans la population active d'un autre pays mais aussi par celles qui y entrent illégalement.

$$ME = ME\ (légaux) + ME\ (illégaux)$$

Dans le cas où des flux migratoires ont lieu dans une période donnée, les flux d'émigration effective ne correspondront pas directement au potentiel migratoire (PM), étant donné que d'autres éléments entrent en jeu.

4.2.7. La propension à émigrer[15]

Le potentiel migratoire (**PM**) ne se transforme en flux migratoires que s'il existe une propension à émigrer (ϵ). La propension à émigrer est fonction de variables économiques et non économiques qui influencent le choix des individus et des communautés. Les flux migratoires (ME) d'un pays (j) vers d'autres pays sera égal au potentiel migratoire (PM) du pays j multiplié par la propension à émigrer des ressortissants du pays j vers une destination donnée:

$$ME\ (j) = \epsilon\ (j)\ PM\ (j)$$

Si le PM est positif mais la propension à émigrer nulle, il n'y aura pas de flux d'émigration.

Comme nous l'avons dit, la propension à l'émigration (ϵ) est déterminée au niveau micro-économique par la volonté d'expatriation des individus. Notre modèle n'analyse pas les facteurs qui influencent l'apparition de ce phénomène au niveau des individus, même si nous considérons qu'il est l'élément déterminant dans la constitution des flux, qu'ils soient légaux ou illégaux. Toutefois, à partir de notre modèle nous mesurons cette propension à l'émigration (ϵ), en termes de flux et dans une période donnée, comme le rapport entre l'émigration effective (qui comprend l'émigration légale et illégale) et l'excédent relatif de l'offre de main-d'oeuvre (potentiel migratoire PM):

$$\epsilon = ME/PM$$

Selon notre définition, la propension à émigrer permet d'évaluer dans quelle mesure l'excédent relatif de l'offre de main-d'oeuvre d'un pays (PM), imputable à l'offre et à la demande locales de main-d'oeuvre, est orienté et absorbé par le marché d'autres pays. Vu sous un autre angle, nous pouvons affirmer que le rapport qui exprime la propension à émigrer indique dans quelle mesure un pays dépend des migrations pour l'affectation de son offre de main-d'oeuvre nationale. Dans le cas où $\epsilon = 1$, nous avons ME = PM. Ainsi, tout le potentiel migratoire est absorbé à l'étranger et l'émigration garantit au marché du travail local une situation d'équilibre en termes de flux. Dans le cas où $\epsilon < 1$, nous avons ME < PM. Le potentiel migratoire, en termes de flux et dans une période donnée, n'est alors absorbé qu'en partie par l'étranger. Dans

---

[14] Voir aussi chapitre 2.5.2.

[15] Voir aussi chapitre 2.5.1.

ce cas, le pays enregistrera une augmentation de son potentiel migratoire en termes d'effectifs (stock).

4.2.8. La situation d'équilibre dans un marché de l'emploi ouvert vers l'extérieur

Si, dans la situation d'un pays fermé, la demande de main-d'oeuvre était:

$$FD = DA + DR$$

dans celle d'un pays ouvert vers l'extérieur, pour prendre en compte l'ensemble des besoins de main-d'oeuvre du marché national et la demande de main-d'oeuvre de l'étranger, cette expression deviendrait:

$$FD = (DA + DR) + ME$$

Si dans la situation d'un pays fermé l'équilibre en termes de flux entre la population potentiellement active (FS*) et le nombre de ceux qui accèdent pour la première fois à l'emploi (FD) était donné par:

$$FS^* = DA + DR$$

dans une économie ouverte, l'équilibre des flux de main-d'oeuvre sur le marché du travail demanderait que:

$$FS^* = DA + DR + ME, \text{ et donc } (DA + ME)^* = FS^* - DR$$

Cela nous montre qu'en situation d'équilibre (indiquée par *), la somme de la demande additionnelle et de l'effectif migratoire des personnes en âge de travailler doit correspondre, à l'échelon national, à la différence entre les entrées potentielles dans la population active et les sorties définitives.

La dernière équation nous montre qu'un pays dans lequel le nombre des entrées potentielles dans l'offre de main-d'oeuvre dépasse celui des sorties définitives de l'emploi ($FS^* > DR$) dispose de deux moyens pour faire en sorte que le marché du travail reste en équilibre ou empêcher qu'il ne se dégrade: la demande additionnelle et l'émigration.

4.2.9. L'excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre

Dans une situation d'économie ouverte, si le marché de l'emploi n'est pas en équilibre, il y a constitution d'un excédent absolu d'offre de main-d'oeuvre. Sur une période donnée et en termes de flux, cet excédent absolu se réfère à l'offre de main-d'oeuvre dépassant les besoins nationaux et la demande du marché étranger.

Nous avons vu que dans une économie fermée l'une des situations de non-équilibre dans les flux était exprimée par $FS^* > FD$. Dans un marché ouvert vers l'extérieur, la même situation de non-équilibre à un moment donné est représentée par:

$$FS^* > FD + ME$$

Sur la base de ce déséquilibre, nous pouvons arriver à la définition de l'excédent absolu d'offre de main-d'oeuvre (**ExA**). L'excédent absolu d'offre de main-d'oeuvre (ExA) est égal à la différence entre les entrées potentielles dans la population active (FS*) et le nombre de ceux qui parviennent à obtenir leur premier emploi sur le marché national (FD) ou à l'étranger (ME):

$$ExA = FS^* - (FD + ME)$$

En termes de demande additionnelle (DA), dans un marché fermé en situation de non-équilibre nous constations que $DA < DA^*$ et donc $FS^* > (DA + DR)$. Dans une situation de marché ouvert, où le pays affiche par conséquent un excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre, la demande additionnelle effective, inférieure à la demande additionnelle d'équilibre, sera représentée par:

$$(DA + ME) < (DA + ME)^* \text{ et } FS^* > (DA + DR + ME)$$

A partir de la définition de ExA, et sachant que $FD = DA + DR$, nous voyons que:

$$ExA = FS^* - (DA + DR + ME)$$

Nous pouvons aussi exprimer ExA en fonction de PM en sachant que $PM = FS^* - (DA+DR)$, et par conséquent:

$$ExA = (PM - ME)$$

L'excédent absolu de main-d'oeuvre représente donc l'excédent relatif (PM) qui n'est pas absorbé par le marché extérieur (ME). Dans la situation d'équilibre d'un marché ouvert, nous constatons que $ExA = 0$, alors que dans l'une des deux situations de non-équilibre du même marché nous avons $ExA > 0$. Si l'excédent absolu de l'offre de travail est positif, cela veut dire que le potentiel migratoire en termes de flux n'a pas été complètement absorbé par le marché étranger et qu'ainsi $(PM - ME) > 0$.

Etant donné que nous nous trouvons ici dans une économie ouverte, cet excédent ne peut plus être ultérieurement absorbé par la demande de main-d'oeuvre étrangère et, dans la période donnée, cet excédent en termes de flux ira grossir les effectifs de potentiels migrants (en termes de stock).

4.2.10. La pression migratoire[16]

Les définitions établies plus haut nous amènent au concept de pression migratoire potentielle. *En termes de flux, cette pression potentielle, dans une période donnée, est entendue comme l'addition de l'excédent absolu de main-d'oeuvre (ExA) et des flux de migrants illégaux correspondant à la même période.*

Pression migratoire = ExA + ME (illégaux)

Cela représente donc, par rapport à la demande de travail nationale et étrangère, le nombre des individus qui, dans une période donnée, se trouvent sur le territoire du pays mais sont potentiellement des migrants, auquel s'ajoutent ceux qui sont déjà dans le pays d'émigration et y travaillent sans en avoir le droit.

Cette pression migratoire peut être exprimée en fonction du potentiel migratoire (PM). Etant donné la définition de l'excédent absolu de main-d'oeuvre (ExA):

$$ExA = (PM - ME)$$

---

[16] Voir aussi chapitres 2.5.3., 5.1.6. et 5.2.4.

et le fait que la migration effective est composée des légaux et des illégaux:

ME = ME (légaux) + ME (illégaux)

Nous avons donc:

Pression migratoire = (PM - ME) + ME (illégaux)

et

Pression migratoire = PM - ME (légaux)

Cette pression potentielle peut ainsi être exprimée ici par le potentiel migratoire (PM) diminué de l'ensemble des travailleurs qui, durant la même période, ont rejoint légalement un marché du travail étranger. Cette définition de la pression migratoire nous conduit à affirmer qu'à partir d'un certain niveau de potentiel migratoire (PM), la pression migratoire sera d'autant plus forte que les possibilités d'émigrer légalement (ME légaux) seront faibles.

4.3. La situation du marché de l'emploi dans les pays du Maghreb et en Turquie

Comme nous l'avons vu dans le chapitre sur les déterminants de la pression migratoire, ces pays présentent une situation où des taux de croissance démographique élevés entraînent un accroissement rapide de la population en âge de travailler. Ce facteur, ajouté à l'augmentation des taux d'activité de la population en âge de travailler de ces pays - surtout au Maghreb -, entraîne un gonflement encore plus rapide des flux de l'offre de main-d'oeuvre. Ce dernier phénomène, associé à la création d'un nombre insuffisant de nouveaux emplois, conduit à un déséquilibre structurel dans lequel:

$FS^* > FD$ et $FS^* > DA + DR$

L'élan démographique et l'augmentation des taux d'activité, à partir d'un niveau très bas pour le Maghreb, soutiendront encore pendant plusieurs décennies l'accroissement de l'offre de travail (FS*). Du côté de la demande de travail, la structure de la population active et son évolution feront que, pendant au moins une quarantaine d'années, la demande de remplacement (DR) ne sera pas modifiée. Si la demande additionnelle (DA) ne varie pas, l'écart entre les flux d'offre et de demande se creusera progressivement, augmentant le potentiel d'émigration (PM).

Etant donné que nous nous trouvons devant une situation de marchés du travail ouverts vers l'étranger et que la propension à émigrer est positive (> 0), nous avons une formation de flux migratoires vers l'étranger. Toutefois, les flux effectifs sont inférieurs aux flux d'équilibre:

$ME < ME^*$

et ils ne sont donc pas suffisants pour rétablir l'équilibre sur le marché. Dans ce cas, l'offre de travail (FS*) est supérieure à la demande intérieure et étrangère:

$FS^* > DA + DR + ME$

Il y a alors formation d'un excédent absolu de main-d'oeuvre (ExA):

$ExA = FS^* - (DA + DR + ME)$

qui peut être exprimé en fonction du potentiel migratoire:

$$ExA = PM - ME$$

L'augmentation des flux du potentiel migratoire (PM) associée à une situation dans laquelle l'augmentation des flux d'émigration (ME) est impossible entraînera une croissance progressive de l'excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre (ExA) et de la pression migratoire.

4.4. L'application du modèle au marché de l'emploi des pays du Maghreb et de la Turquie

Avant d'en arriver à l'étude de la pression migratoire pour ces pays, nous devons évaluer les flux qu'ils génèrent tant du côté de l'offre que du côté de la demande de main-d'oeuvre. Pour l'offre, il faudra déterminer les flux de population en âge de travailler et ceux de population active. Pour la demande, il faudra déterminer en termes de flux l'accroissement de la demande de travail, la demande de remplacement et les flux migratoires dans ces pays. A partir de ces flux, nous pourrons déterminer le déséquilibre entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre, mesurer le potentiel migratoire et la pression migratoire. Même si nous avons déjà présenté, dans le chapitre sur les déterminants de la pression migratoire, l'analyse de base concernant la dynamique démographique de ces pays, ainsi que la situation des marchés de l'emploi, nous devons établir ici des calculs nécessaires à notre analyse en termes de flux.

L'application de la méthodologie de ce chapitre aux cas concrets impose de disposer de données de flux relatives aux entrées et aux sorties des ensembles de population considérés, et ce pour chaque période. Puisque les données en termes de flux ne sont pas toutes disponibles, il a été nécessaire de transformer les données de stock en données de flux. Du fait de ces lacunes et des difficultés d'estimation qui en découlent, l'application n'a qu'une valeur indicative. Nous prenons en considération autant que possible la période de 1950 à 1995 et nous établirons des prévisions jusqu'en 2010. Dans cette période de 1950 à 2010, nous raisonnerons sur la base d'intervalles de cinq ans. La population totale et active sera ainsi analysée par tranches d'âge de cinq ans.

4.4.1. L'évolution des flux du marché du travail: Les flux d'offre de main-d'oeuvre

Du côté de l'offre, pour analyser la pression migratoire nous devons déterminer les flux d'entrées dans la population en âge de travailler, laquelle est formée par les individus ayant entre 15 et 64 ans, ainsi que les flux d'entrées dans la population active. Ensuite, nous calculerons le total des entrées potentielles dans la population active (FS*), qui est le résultat de l'addition des entrées dans la population active intérieure et des flux d'émigration totale des travailleurs au cours de la même période.

Nous examinons ici la détermination des flux d'entrée des individus dans la phase productive de leur vie (population en âge de travailler) et dans la population active, ainsi que leurs flux de sortie. Pour cela, nous avons suivi le vieillissement de chaque classe d'âge et analysé son évolution. Nous avons calculé la différence entre les effectifs de chaque classe d'âge (par tranches de cinq ans) au temps t et ceux de la classe suivante au temps t + 5. Par exemple, nous avons confronté la classe des 15-19 ans en 1980 avec la classe des 20-24 ans en 1985. Dans cette confrontation longitudinale, effectuée dans tous les intervalles, nous avons pour chaque classe d'âge un solde (positif ou négatif). Ce solde peut être interprété comme le flux. L'addition des soldes positifs représente le flux d'entrées, alors que l'addition des soldes négatifs représente le flux de sorties. La différence entre les deux flux nous donnera la variation du stock de l'ensemble

de la population à l'examen, dans l'intervalle donné (Bruni, Franciosi, 1981). Cette façon de procéder est évidemment simplificatrice par rapport aux flux réels.

Les résultats de l'analyse des flux d'entrées dans la population en âge de travailler et dans la population active intérieure sont exposés dans les tableaux 19 à 22. Pour la période 1950-1995, les flux de population en âge de travailler ont été calculés sur la base d'une estimation de la population ventilée par âge (Nations Unies, 1995). Pour la même période, les flux de population active intérieure ont été calculés à partir de la population active par âge telle que nous l'avons évaluée dans le cadre du chapitre sur les déterminants de la pression migratoire, sur la base d'une estimation de la population (Nations Unies, 1995) et d'une estimation des taux d'activité par âge (BIT, 1986). Pour la période 1995-2010 de l'étude prospective, les calculs ont été effectués sur les mêmes bases. La détermination de la variante basse et haute, déjà traitée dans le chapitre sur les déterminants de la pression migratoire, sera illustrée de nouveau dans le cadre des scénarios futurs concernant le potentiel et la pression migratoires qui seront établis à partir de certaines hypothèses.

Les tableaux 19 à 22 et les graphiques correspondants montrent qu'à partir des années soixante, il y a eu dans tous les pays à l'examen une augmentation constante des flux nets de population en âge de travailler et de population active. A partir des années quatre-vingt-dix, selon la variante appliquée - basse ou haute - et les pays examinés, la situation se révèle plus diverse et présente même, dans certains cas, une stabilisation de ces flux.

4.4.2. Les flux de demande

Pour évaluer la demande de main-d'oeuvre en termes de flux, nous devons mesurer la demande additionnelle (DA) et la demande de remplacement (DR).

La demande additionnelle (**DA**) correspond à la différence de volumes d'emploi total exprimé en termes d'effectifs entre la première et la dernière année de chaque intervalle de cinq ans. Pour la période 1950-1995, la demande additionnelle a été calculée ou estimée sur la base des statistiques de l'emploi disponibles. Pour la période de l'étude prospective 1995-2010, cette demande est calculée sur la base de deux scénarios de croissance de la demande additionnelle qui seront présentés plus loin, dans le cadre des scénarios futurs de potentiel migratoire et de pression migratoire fondés sur des hypothèses particulières.

La demande de remplacement (**DR**) - nombre total des sorties définitives de la vie professionnelle - était impossible à évaluer d'après les statistiques de l'emploi. Pour en obtenir une estimation, nous nous sommes donc reporté au nombre total de personnes ayant quitté définitivement la population active (Bruni, 1988). Nous avons calculé ainsi la demande de remplacement pour les pays du Maghreb et la Turquie dans les tableaux 19 à 22, et nous l'avons identifiée aux flux de sorties de la population active.

En ajoutant les flux migratoires de travailleurs (**ME**) à la demande intérieure totale (DA + DR), nous obtenons pour chaque pays de départ le volume total de la demande de main-d'oeuvre exprimée en termes de flux (**FD**)

4.4.3. Les flux d'émigration

Le modèle part du principe que la migration est essentiellement un mouvement de réorientation vers un marché étranger de certains individus qui souhaiteraient obtenir leur premier emploi sur le marché local, mais qui n'y parviennent pas faute de demande suffisante. Pour cette raison, les flux migratoires (ME) qui seront utilisés dans notre analyse sont les flux d'émigration bruts. Comme indiqué précédemment, nous ferons une différence entre flux d'émigration légaux et flux d'émigration illégaux.

Du fait de l'absence de statistiques sur les flux d'émigration bruts dans les pays de départ, ces données seront obtenues en additionnant les flux d'immigration des pays d'accueil. Comme

il s'agit de flux d'émigration économique, nous utiliserons dans la mesure du possible les flux de travailleurs. Pour les pays qui ne présentent pas de statistiques détaillées, selon le statut des individus (travailleur ou membre de la famille), nous utiliserons le total des flux d'immigration. Etant donné que ces pays sont pour la plupart de nouveaux pays d'immigration, nous pouvons supposer que la majorité des immigrants sont des travailleurs. Pour les pays qui ne possèdent pas de statistiques sur les flux et, en général, en ce qui concerne les flux de travailleurs illégaux, les estimations des flux ont été établies à partir des statistiques disponibles sur les effectifs.

5. Les scénarios futurs de potentiel migratoire et de pression migratoire

Pour l'étude prospective de la période 1995-2010, nous élaborerons deux scénarios qui correspondront à des valeurs, basses et hautes, de potentiel migratoire et de pression migratoire. Ces scénarios s'appuient sur les hypothèses d'offre et de demande d'emploi que nous avons déjà introduites dans le chapitre 3. Les flux migratoires légaux et illégaux sont considérés comme inchangés par rapport à la dernière décennie, sauf dans le cas du Maroc, où les perspectives actuelles nous poussent à considérer une légère diminution des flux illégaux par rapport à la décennie précédente.

Scénario de pression migratoire faible:

- L'offre d'emploi (minimale) est calculée sur la base des projections *d'augmentation des taux d'activité établies par le BIT en 1986* et appliquées à la *variante basse de croissance de la population* (Nations Unies, 1995);

- La demande d'emploi (maximale) est calculée sur la base d'un *taux de croissance de la demande additionnelle de 10%* par intervalle;

- Nous considérons que les flux migratoires tant légaux qu'illégaux sont *inchangés par rapport aux niveaux actuels*, leur valeur étant définie par la moyenne entre les flux des périodes 1985-1990 et 1990-1995. Pour le Maroc, nous considérons des niveaux de flux d'illégaux correspondant aux deux tiers de la moyenne entre les flux des périodes 1985-1990 et 1990-1995.

Scénario de pression migratoire forte:

- L'offre d'emploi (maximale) est calculée sur la base des *projections d'augmentation des taux d'activité établies par le BIT en 1995* et appliquées à la *variante haute de croissance de la population* (Nations Unies, 1995);

- La demande d'emploi (minimale) est calculée sur la base d'un *taux de croissance de la demande additionnelle de 5%* par intervalle;

- Les flux migratoires légaux et illégaux sont considérés comme *inchangés par rapport aux niveaux actuels,* leur valeur étant définie par la moyenne entre les flux des périodes 1985-1990 et 1990-1995. Pour le Maroc, nous considérons des niveaux de flux d'illégaux

correspondant aux deux tiers de la moyenne entre les flux des périodes 1985-1990 et 1990-1995.

5.1. Les résultats de l'analyse

Les calculs se rapportant à notre analyse, ainsi que le relevé des résultats concernant le potentiel et la pression migratoires, apparaissent dans les tableaux 23 à 26. Sur la base des données qui y sont présentées, des graphiques ont été réalisés, que l'on trouvera dans les tableaux 27 à 30.

Dans les tableaux 23 à 26, les flux d'offre de main-d'oeuvre intérieure sont indiqués à la ligne 2, alors que les flux d'offre totale de main-d'oeuvre (FS*) le sont à la ligne 11. Les flux de demande intérieure de main-d'oeuvre apparaissent à la ligne 5. Les flux migratoires légaux, illégaux et totaux sont présentés aux lignes 6 à 8.

Le déséquilibre entre les flux d'offre et ceux de demande de main-d'oeuvre est indiqué à la ligne 12 pour ce qui est de l'excédent relatif de main-d'oeuvre en pays fermé (potentiel migratoire: FS* - FD), et à la ligne 13 pour ce qui est de l'excédent absolu de main-d'oeuvre en pays ouvert vers l'extérieur (PM - ME). La pression migratoire potentielle correspond à la ligne 14 (ExA + ME illégaux). Ces données sont aussi présentées en termes relatifs par rapport aux flux de population en âge de travailler et d'offre totale de main-d'oeuvre aux lignes 20 et 21 pour le potentiel migratoire, et aux lignes 22 et 23 pour la pression migratoire. Ces données en termes relatifs peuvent être utilisées plus facilement pour établir des comparaisons.

La propension totale à émigrer des individus (ME / PM) est indiquée à la ligne 26, mais elle est aussi différenciée selon qu'il s'agit de la propension à émigrer légalement (ligne 24) ou illégalement (ligne 25).

Les tableaux présentent également, aux lignes 15 à 19, différents taux d'absorption de l'offre de main-d'oeuvre. Ces taux indiquent quelles parties de l'offre de main-d'oeuvre sont absorbées par la demande nationale (FD / FS*), par la demande de l'étranger (ME / FS*) et enfin par la demande totale intérieure et de l'étranger (FD +ME / FS*).

A la fin des tableaux sont calculés d'autres taux. Ils indiquent, par rapport aux entrées dans la population en âge de travailler, le pourcentage des personnes qui constituent l'offre totale de travail (taux de participation totale), celui des personnes qui trouvent un emploi intérieur (taux d'emploi total), de même que le pourcentage des personnes qui émigrent (taux d'émigration totale).

5.1.1. L'évolution antérieure

Si dans le cas de l'Algérie et du Maroc les tendances du déséquilibre entre l'offre et la demande de travail sont assez régulières, il n'en va pas de même pour la Tunisie. Cette évolution irrégulière pour la Tunisie, qui peut être observée dans la période 1965-1980 (tableau 33) est causée par les variations des définitions concernant les actifs et les actifs occupés qui sont utilisées dans les statistiques nationales du travail.

Dans le cas de l'Algérie (tableau 31), l'évolution ne pourra être étudiée que pour la période 1980-1995 du fait de l'absence de données suffisantes pour la période précédente. Pour la période considérée, il n'a pas été possible d'estimer les flux d'irréguliers. Cependant, nous estimons que, pour ce qui est de l'Algérie, ces flux sont assez limités et ne peuvent de ce fait invalider nos considérations.

S'agissant de la Turquie (tableau 34), les variations dans les résultats nous conduisent parfois à douter des données statistiques utilisées. De plus, la surestimation des actifs occupés dans les statistiques nationales entraîne une sous-estimation du déséquilibre entre l'offre et la demande de travail et a pour effet de biaiser les résultats de notre analyse.

5.1.2. Le potentiel migratoire

L'un des résultats de notre analyse concerne l'évolution de l'excédent relatif de l'offre de main-d'oeuvre (potentiel migratoire PM) qui, dans les graphiques 31 à 34, est représenté par l'excédent absolu d'offre de travail, auquel sont additionnés les flux migratoires. Ce potentiel migratoire est très important. Il est en augmentation dans le cas de l'Algérie pour la période 1980-1995, et en forte augmentation pour le Maroc depuis les années quatre-vingt. Dans le cas de la Tunisie, ce potentiel migratoire semble assez important mais stable pour la période 1975-1990, et en diminution pour la période 1990-1995. L'évolution de la Turquie montre des niveaux très bas jusqu'en 1980, un niveau élevé pour la période 1980-1985 et une baisse pour la période 1985-1995. Dans le contexte turc, il faut tenir compte des remarques exposées plus haut.

Si l'on examine le potentiel migratoire en termes relatifs, il semblerait que, pour le Maghreb, ce soit la Tunisie qui ait obtenu les meilleurs résultats puisque le PM représente 19% de la population en âge de travailler en 1990-1995, alors que dans la même période il était de 28% en Algérie et de 34% au Maroc. Pour ces deux derniers pays, le potentiel migratoire en termes relatifs a augmenté régulièrement depuis 1980. La Turquie affiche aussi de bons résultats étant donné que le potentiel migratoire y représentait, dans la même période 1990-1995, 16% de la population en âge de travailler.

A titre de confirmation des résultats meilleurs de la Tunisie et de la Turquie, nous constatons que les taux d'absorption intérieure de l'offre de main-d'oeuvre de ces deux pays (entrées totales dans l'emploi national / offre totale de travail), 71% et 78%, respectivement, dans la période 1990-1995, sont supérieurs aux taux de l'Algérie et du Maroc, respectivement de 39% et de 46%. Dans le cas de la Tunisie et de la Turquie, il y a eu une amélioration de ce taux - uniquement dans la dernière période pour la Tunisie et depuis 1985 pour la Turquie -, alors que dans le cas de l'Algérie et du Maroc ce taux s'est dégradé depuis 1980 (début de notre analyse) pour le premier pays et depuis les années soixante pour le deuxième.

Cependant, même si nous affirmons dans cette comparaison que la Tunisie et la Turquie affichent de meilleurs résultats, il est indéniable que, d'une façon générale, les pourcentages de potentiel migratoire en termes relatifs présentés par ces pays sont élevés, preuve que les déséquilibres du marché de l'emploi sont encore l'un des problèmes fondamentaux de leurs économies.

5.1.3. L'excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre

On peut observer qu'il y a eu une augmentation régulière de l'excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre, dans le cas du Maroc depuis la période 1975-1980, et dans le cas de l'Algérie depuis la période 1980-1985. Pour la Tunisie et la Turquie, après une évolution irrégulière, il semblerait que l'excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre ait connu une diminution, depuis 1990 pour le premier pays et depuis 1985 pour le deuxième. Cela confirmerait la valeur supérieure de la performance de ces pays.

Notre analyse permet, entre autres, de mettre en évidence l'écart très faible entre l'excédent relatif et l'excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre, qui provient du fait que l'émigration, légale et illégale, a une incidence très limitée sur l'offre totale de travail. Ce phénomène nous conduit à affirmer que la demande de main-d'oeuvre étrangère n'a guère contribué à résoudre les problèmes de l'emploi de ces pays. De plus, comme on pouvait s'y attendre, cette contribution du marché étranger a même diminué depuis la fermeture des frontières européennes, ce qui est sensible pour le Maroc dans la période 1975-1985 (tableau 32), et pour la Tunisie et la Turquie dans la période de 1975-1995 (tableaux 33 et 34). Dans le cas du Maroc pour la période 1985-1995, une contribution plus importante est apportée par les flux de travailleurs irréguliers, ce que l'on ne peut pas dire de la Tunisie, où les flux d'irréguliers restent

constants et assez limités proportionnellement à l'offre de travail, même s'ils sont toujours supérieurs aux flux de réguliers.

5.1.4. L'absorption totale de l'offre de main-d'oeuvre à l'étranger

L'évolution de la contribution du marché étranger est confirmée par l'analyse de l'absorption totale de l'offre de main-d'oeuvre à l'étranger (ligne 18), qui montre que si l'émigration a pu représenter par le passé une solution "tampon", après la fermeture des frontières européennes elle n'a plus fourni par contre qu'une contribution marginale à la résolution du problème de l'absorption de la main-d'oeuvre. La marginalité de ce phénomène concerne les migrations non seulement légales mais aussi illégales.

Les valeurs maximales d'absorption totale à l'étranger de l'offre de main-d'oeuvre, par rapport à l'offre totale de travail, ne sont pas négligeables dans la période 1965-1970 pour le Maroc, où ce taux était de 22%, et dans la période 1970-1975 pour la Tunisie et la Turquie, avec des taux respectifs de 22% et 14%. Par la suite, après la fermeture des frontières, ces valeurs ont baissé jusqu'à 7% pour le Maroc et la Tunisie, et 3% pour la Turquie dans la période 1975-1980. Comme nous pouvons le voir, c'est dans le cas de la Turquie que le marché étranger a contribué le moins à l'absorption de la main-d'oeuvre, toutes périodes confondues. Pour l'Algérie, on peut observer que, dans la période 1980-1995, le taux d'absorption de la main-d'oeuvre à l'étranger est très faible - 2 ou 3 % seulement, ce qui s'explique par le peu de consistance des flux d'émigration de travailleurs algériens.

Quant au Maroc, la situation vient confirmer ce que nous avons dit plus haut à propos de l'excédent absolu d'offre de main-d'oeuvre: ce pays est le seul qui présente une augmentation récente du taux d'absorption totale de la main-d'oeuvre nationale à l'étranger, avec un taux de 13% dans la période 1985-1995. Ce phénomène est dû à l'augmentation des flux de travailleurs irréguliers, et nous constatons que c'est uniquement le taux d'absorption illégale à l'étranger qui a augmenté.

5.1.5. La propension à émigrer[17]

Selon la définition donnée précédemment, la propension totale à émigrer correspond, pour une période donnée, au rapport entre les flux migratoires effectifs (légaux et illégaux) et le potentiel migratoire. Ce rapport indique dans quelle mesure un pays dépend des migrations pour l'affectation de son excédent relatif de l'offre de main-d'oeuvre.

Pour l'ensemble des pays, nous pouvons relever une diminution de la propension à émigrer qui reflète une réduction de la demande de main-d'oeuvre immigrée dans le pays d'accueil. Pour la Tunisie, la diminution de la propension à émigrer à partir des années 1965-1970 a été suivie d'une hausse dans la période 1980-1985, due à l'augmentation des départs vers l'étranger (essentiellement la Libye), et d'une nouvelle hausse dans la période 1990-1995, due davantage à une réduction du potentiel migratoire qu'à une augmentation des départs effectifs. Il ressort de cette analyse que la situation n'a rien d'alarmant car, contrairement à ce que craignent les pays européens qui considèrent que l'émigration (légale et illégale) dépend au premier chef des facteurs de répulsion dans le pays de départ, la diminution de la propension à émigrer montre que la variation de la disposition des travailleurs à émigrer reflète avant tout les besoins en travailleurs immigrés des marchés du travail étrangers.

---

[17]Voir aussi chapitres 2.5.1. et 4.2.7.

5.1.6. La pression migratoire[18]

Nous devons parler ici de pression migratoire *potentielle*, étant donné que cette estimation du phénomène n'est qu'indirecte. En fait, dans la composition de cette pression migratoire, si les travailleurs irrégulièrement à l'étranger (en termes de flux) sont par définition candidats à l'installation hors de leur pays d'origine, cela n'est pas le cas pour la deuxième composante, le potentiel migratoire. Ce dernier peut seulement fournir une estimation de ceux qui pourraient être candidats à l'expatriation, étant donné l'impossibilité pour eux de s'intégrer dans le marché du travail national, sans que cela permette d'affirmer qu'ils sont, ou qu'ils peuvent être, effectivement candidats au départ.

La pression migratoire en termes relatifs, par rapport à la population en âge de travailler, fait l'objet du tableau 35. Dans le cas de la Tunisie et de la Turquie, après une évolution irrégulière, on constate une tendance à la baisse. Dans le cas de l'Algérie et du Maroc, on observe une croissance soutenue et régulière.

Ce phénomène doit toutefois être comparé avec la propension à émigrer de la population. Dans le cas du Maroc, cette pression migratoire s'accompagne d'une propension à émigrer assez forte (ME / PM = 0,24 pour 1990-1995), même si elle est en diminution, alors que dans le cas de l'Algérie cette pression migratoire est associée à une propension à émigrer très faible (ME / PM = 0,04 pour 1990-1995). Ce n'est que pour le Maroc qu'on peut ainsi s'attendre que cette pression migratoire potentielle correspond à une pression migratoire effective. Cela est confirmé par l'analyse de la pression migratoire en fonction de ses deux composantes. Si, dans le cas de l'Algérie, les flux migratoires illégaux doivent être considérés comme limités en termes d'effectifs, en ce qui concerne le Maroc, les flux d'irréguliers participent, dans la période 1990-1995, pour 20% à la formation de cette pression migratoire potentielle. En général donc, c'est au Maroc qu'on trouve la situation la plus critique du point de vue de la pression migratoire, même si, dans les autres cas, on ne saurait minimiser les déséquilibres du marché du travail et affirmer qu'ils sont dérisoires et sans conséquence pour les pays concernés.

5.2. Les prévisions

En ce qui concerne la période 1995-2010, nous devons analyser les résultats sous l'angle des deux scénarios, bas et haut, de potentiel et de pression migratoires (tableaux 23 à 26) que nous avons exposés plus hauts. Certains de ces résultats apparaissent à la lecture des graphiques correspondants (tableaux 36 à 39).

5.2.1.. Le potentiel migratoire[19]

Pour l'excédent relatif de l'offre de travail (excédent absolu augmenté des flux migratoires), le *scénario bas* aboutit à des situations très différentes selon les pays. En Algérie, cet excédent demeurerait à des niveaux très élevés et plus ou moins stables, relativement à l'offre totale de travail, par rapport à la période 1990-1995. Cela serait aussi le cas pour le Maroc, dans une mesure moindre cependant, avec une amélioration faible mais régulière par rapport à la période 1990-1995.

Dans le cas du scénario bas de la Tunisie, après une augmentation du potentiel migratoire dans les deux premières périodes par rapport aux années 1990-1995, on pourrait observer une amélioration pour la période 2005-2010. Cette amélioration serait due à une diminution des entrées dans la population en âge de travailler - conséquence de l'impact de la baisse des taux de croissance de la population sur la classe d'âge 15-64 ans -, qui s'est produite en Tunisie plus tôt

---

[18] Voir aussi chapitre 2.5.3.

[19] Voir aussi chapitres 2.5.1., 4.2.5. et 5.1.2.

que dans les autres pays du Maghreb. Ce vieillissement de la population entraînerait aussi une augmentation de la demande intérieure de main-d'oeuvre en raison de l'augmentation de la demande de remplacement. Ces deux phénomènes réunis, que l'on doit à l'achèvement de la transition démographique, aboutiraient à réduire le déséquilibre entre offre et demande de main-d'oeuvre et, en définitive, le potentiel migratoire.

Dans le cas du scénario bas de la Turquie, on peut appliquer les mêmes considérations sur l'achèvement de la transition démographique pour la dernière période 2005-2010. De plus, sur toute la période considérée, le potentiel migratoire pour ce pays relativement à l'offre totale de main-d'oeuvre serait d'un niveau faible par rapport à celui des pays du Maghreb.

Dans le *scénario haut* de pression migratoire, la situation serait tellement grave pour les trois pays du Maghreb que le potentiel migratoire représenterait entre 50 et 70% de l'offre totale de main-d'oeuvre. En Turquie, la situation serait un peu moins grave bien que toujours préoccupante.

5.2.2. L'absorption totale de la main-d'oeuvre à l'étranger

Notre hypothèse d'une stabilisation des flux d'émigration légaux et illégaux - sur la base de ceux enregistrés pour la décennie 1985-1995 (ou d'une légère diminution dans le cas du Maroc) -, accompagnée d'une hausse plus ou moins régulière de l'offre totale de travail, entraîne, dans les deux scénarios et pour tous les pays, une diminution du taux d'absorption de la main-d'oeuvre à l'étranger. Ces taux, qui, comme nous l'avons dit, ont atteint des pointes de 22% dans les périodes de forte émigration, seraient, dans les deux scénarios, de 1 ou 2% pour l'Algérie et la Turquie, de 6 ou 7% pour la Tunisie et de 6 à 8% pour le Maroc.

Ces taux très faibles indiqueraient que la demande des marchés étrangers risquerait de ne fournir encore qu'une contribution marginale à la résolution du problème de l'absorption de la main-d'oeuvre nationale. Si l'émigration n'est pas et ne peut pas être considérée comme un instrument propre à résoudre les déséquilibres du marché du travail, il n'en est pas moins vrai que ces déséquilibres persisteront et que le potentiel migratoire comme la pression migratoire resteront élevés.

5.2.3. La propension à émigrer[20]

Dans le scénario bas, la propension à émigrer est plus élevée que dans le scénario haut du fait qu'à valeurs égales de flux migratoires (ME), le potentiel migratoire (dénominateur du ratio ME/PM) y est moins élevé.

Pour l'ensemble des pays, nous constatons que le scénario bas indique une propension à émigrer en augmentation lors de la dernière période 2005-2010. Cette augmentation, sensible essentiellement dans le cas de la Tunisie et de la Turquie, correspond à la réduction du potentiel migratoire enregistrée dans cet intervalle.

Pour tous les pays étudiés, nous pouvons observer dans le scénario haut une diminution ou une stabilisation de la propension à émigrer qui reflète l'augmentation du potentiel migratoire par rapport à la demande de main-d'oeuvre immigrée des pays d'accueil que nous avons considérée comme stable par rapport à la période 1985-1995. Cette propension à émigrer du scénario haut correspondrait à des niveaux assez inférieurs à ceux de la dernière période 1990-1995.

---

[20] Voir aussi chapitres 2.5.1., 4.2.7. et 5.1.5.

5.2.4. La pression migratoire[21]

Comme nous pouvons le voir dans les tableaux 28 à 30, pour les trois pays du Maghreb, la pression migratoire potentielle, relativement à la population en âge de travailler, présentera dans les deux scénarios des valeurs supérieures à celles actuelles. On note cependant une exception dans le cas du scénario bas pour le Maroc, qui indique plutôt une stabilisation.

Pour la Turquie, une augmentation dans les deux premiers intervalles devrait être suivie d'une baisse dans la dernière période.

Sur la base de ces indications claires, nous devons conclure que, étant donné l'absence de mesures appropriées visant à soutenir la croissance de l'emploi dans les pays du Maghreb, il faut se rendre à l'évidence: le potentiel migratoire augmentera rapidement, surtout dans le scénario haut. Si cet état de fait ne se traduit pas par un mouvement d'émigration, il pourrait déterminer une pression migratoire forte et engendrer une certaine instabilité économique et sociale dans les pays du sud de la Méditerranée.

Puisque la pression migratoire n'est pas l'effet du seul potentiel migratoire mais résulte aussi celui de la demande étrangère de main-d'oeuvre, les politiques d'admission de migrants dans les pays européens seront déterminantes, selon qu'elles permettront des flux réguliers d'immigration ou bien qu'elles réduiront, au contraire, à l'extrême les permis d'entrée et de travail en ne laissant comme seule possibilité aux travailleurs que l'immigration illégale.

5.2.5. Le cas des hommes

Dans les pays du Maghreb et en Turquie, les flux d'émigration économique indiquent que la propension à émigrer est plus élevée pour la population masculine que pour la population féminine. Nous devrions alors procéder à une ventilation par sexe de la population active et de celle en âge de travailler.

Une telle analyse présenterait un intérêt étant donné que nous avons pris en compte, dans le chapitre sur les déterminants de la pression migratoire, l'éventualité de la constitution de "professions féminines" et donc d'une demande de travail différenciée pour les hommes et pour les femmes, ainsi que d'une augmentation relative de la demande pour la main-d'oeuvre féminine.

Un essor de la demande de main-d'oeuvre féminine, assorti d'une propension à émigrer plus faible que la moyenne, déterminerait un potentiel migratoire inférieur à celui présenté dans notre analyse d'ensemble, alors que pour les hommes, une augmentation en termes de flux de l'excédent de l'offre de main-d'oeuvre, associée à une propension à émigrer supérieure à la moyenne, déterminerait pour les années à venir un potentiel migratoire supérieur à celui présenté dans notre analyse.

6. Conclusions

Pour les pays européens, la problématique des migrations méditerranéennes apparaît comme l'un des enjeux internationaux les plus importants des prochaines décennies, qu'une mauvaise évaluation pourrait transformer en menace pour la stabilité économique et politique de la région. Or, même si l'on a pris conscience de la nécessité d'une approche globale de la question, associant développement et migrations, très peu de choses ont été effectivement mises en oeuvre si l'on considère l'ampleur du problème à résoudre, et la problématique des pays de départ n'est pas suffisamment prise en compte. Si l'on parle beaucoup de la mise en place de

[21] Voir aussi chapitres 2.5.3., 4.2.10. et 5.1.6.

solutions de substitution à la migration, tout se réduit à des actions au niveau de l'aide au développement. Les conséquences pour les marchés de l'emploi de l'ouverture commerciale du Maghreb et de l'établissement de zones de libre-échange entre UE, Maroc et Tunisie n'ont pas été prises en compte au niveau politique. De plus, on ne se pose pas suffisamment la question de savoir comment favoriser les investissements étrangers directs et la délocalisation d'entreprises européennes dans cette région, pour assurer son développement économique.

Dans ce contexte politique, les causes profondes de la pression migratoire, qu'elles soient démographiques ou économiques, ont perduré et se sont même aggravées dans certains cas, et elles ne devraient pas diminuer dans les années à venir. L'étude de l'évolution future de la population active indique clairement que la situation du marché de l'emploi est le problème central des économies de ces pays et que la création d'emploi, avec des salaires acceptables pour les nationaux, constitue le plus grand défi que ces pays devront relever dans les prochaines décennies.

En effet, comme le montre notre analyse qui prend comme élément de base la pression démographique et ses conséquences sur le nombre des demandeurs d'emploi, les pays du Maghreb et la Turquie présentent une situation où des taux de croissance démographique élevés entraînent un accroissement rapide de la population en âge de travailler. Ce facteur, associé à l'augmentation des taux d'activité, surtout au Maghreb, entraîne un gonflement encore plus rapide des flux de l'offre de main-d'oeuvre. L'élan démographique et l'augmentation des taux d'activité, à partir d'un niveau très bas pour le Maghreb, soutiendront encore pendant plusieurs décennies l'accroissement de l'offre de travail. Aux seules fins de satisfaire l'offre additionnelle, l'ensemble des pays du Maghreb auraient besoin de créer environ 10 millions de nouveaux postes durant la période 1995-2010. L'objectif paraît difficile à atteindre sachant que ce chiffre correspond à peu près à la population totale occupée en 1982.

Toutefois, même avec l'achèvement de la transition démographique, rien ne permet de penser que la réduction des flux de personnes en âge de travailler sera suffisante pour résoudre les problèmes économiques de ces pays. Nous devons aussi considérer les facteurs qui agissent du côté de la demande de main-d'oeuvre et qui conduisent à créer des nouveaux emplois en nombre insuffisant.

L'évolution et la situation actuelle des différents secteurs de l'économie nous amènent à considérer que leur capacité de création de postes de travail ne sera pas à la hauteur des performances nécessaires pour intégrer les nouveaux demandeurs d'emploi. De plus, il ne faut pas sous-estimer l'impact des mesures de politique économique sur le marché de l'emploi. Actuellement, et surtout dans le contexte des programmes d'ajustement structurel, l'emploi n'est pas considéré comme un objectif en soi et il n'est envisagé que comme une résultante des activités des entreprises et de leur expansion. En effet, les autorités en charge de la politique économique estiment que le fait de favoriser l'emploi au détriment d'une technologie compétitive pourrait constituer un frein à l'expansion des entreprises et à leur compétitivité interne et externe et, partant, une entrave à la promotion de l'emploi à long terme. De plus, étant donné que l'expansion du secteur privé se base sur les exportations et que ce secteur est soumis à la concurrence internationale, la politique du travail devra nécessairement opter pour des mesures de restriction des salaires.

L'un des résultats de notre analyse concerne l'importance et l'évolution du potentiel migratoire. Bien que les chiffres nous donnent l'image d'une situation assez contrastée selon les pays à l'étude, avec même des améliorations au fil de la période considérée pour la Tunisie et la Turquie, il est indéniable que, d'une façon générale, les pourcentages de potentiel migratoire en termes relatifs présentés par ces pays sont élevés, preuve supplémentaire que les déséquilibres du marché de l'emploi restent l'un des problèmes fondamentaux de leurs économies.

Si nous considérons maintenant l'analyse de l'absorption de l'offre de main-d'oeuvre à l'étranger, nous voyons que, si l'émigration a pu représenter par le passé une solution "tampon", il est par contre clair qu'après la fermeture des frontières européennes, tant les migrations légales qu'illégales n'ont plus fourni qu'une contribution marginale à la résolution du problème de l'absorption de la main-d'oeuvre.

Pour l'ensemble des pays, nous constatons une diminution de la propension à émigrer qui reflète la réduction de la demande de main-d'oeuvre immigrée dans les pays d'accueil. Il ressort de cette analyse qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer car, contrairement à ce que craignent les pays européens, qui considèrent que l'émigration (légale et illégale) dépend au premier chef des facteurs de répulsion dans le pays de départ, la diminution de la propension à émigrer montre que la variation de la disposition des travailleurs à émigrer reflète avant tout les besoins en travailleurs immigrés des marchés du travail étrangers.

En ce qui concerne la pression migratoire, nous devons la considérer ici comme potentielle, étant donné que cette estimation du phénomène n'est qu'indirecte. Ce dernier doit être mis en comparaison avec la propension à émigrer de la population, mais c'est au Maroc qu'on trouve la situation la plus critique du point de vue de la pression migratoire. Ce pays est le seul qui montre une augmentation récente du taux d'absorption à l'étranger de la main-d'oeuvre nationale, phénomène dû à l'augmentation des flux de travailleurs irréguliers.

Pour ce qui est de l'étude prospective de la période 1995-2010, *pour les trois pays du **Maghreb** la pression migratoire potentielle, relativement à la population en âge de travailler, présentera dans les deux scénarios des valeurs supérieures à celles actuelles, à l'exception du scénario bas du **Maroc**, qui indique plutôt une stabilisation à un niveau élevé. Pour la **Turquie**, une augmentation dans les deux premiers intervalles devrait être suivie d'une baisse dans la dernière période.*

Sur la base de cette analyse, nous devons conclure que, étant donné l'absence de mesures appropriées visant à soutenir la croissance de l'emploi, il faut se rendre à l'évidence: le potentiel migratoire augmentera rapidement, surtout dans le scénario haut. Si cet état de fait ne se traduit pas par un mouvement d'émigration, il pourrait engendrer une certaine instabilité économique et sociale dans les pays du sud de la Méditerranée. En définitive, même si les pays européens ne doivent pas craindre la pression migratoire, étant donné que la propension à émigrer est faible, ils doivent toutefois agir pour soutenir la capacité d'absorption de l'offre de main-d'oeuvre par les marchés du travail des pays du Maghreb et de la Turquie.

Si l'on veut réduire le potentiel migratoire, il faut agir du côté de l'offre de travail comme du côté de la demande. Si la stabilisation de la croissance de la population doit être l'un des objectifs prioritaires, il faut aussi donner une part déterminante aux politiques économiques qui visent à favoriser les productions à forte intensité de main-d'oeuvre de façon à créer des emplois.

De plus, puisque la pression migratoire n'est pas l'effet du seul potentiel migratoire mais aussi celui de la demande étrangère de main-d'oeuvre, les politiques d'admission de migrants dans les pays européens seront déterminantes. On en arrive à une situation de conflits d'intérêts entre le groupe des pays d'immigration et celui des pays d'émigration, et il est à craindre que ce conflit ne s'aggrave au cours des prochaines années. Les pays d'immigration se montreront plus restrictifs et traiteront les questions d'immigration dans une optique unilatérale. Leur volonté de limiter les flux d'entrées d'immigrés fera qu'ils réduiront à l'extrême les permis d'entrée et de travail en ne laissant comme seule possibilité que l'immigration illégale. Cette tendance ne sera pas contrebalancée par l'ouverture de flux migratoires vers d'autres pays. Les pays d'émigration, de leur côté, face à l'impossibilité de créer les nouveaux postes de travail nécessaires, pourraient préférer ne pas empêcher l'émigration irrégulière.

Selon une hypothèse optimiste de développement économique, l'ouverture en cours de l'économie des pays du Maghreb et de la Turquie devrait réussir effectivement à attirer les

investissements étrangers. Cette opération entraînerait une augmentation de la demande additionnelle et, en conséquence, une diminution du potentiel migratoire de ces pays.

Il faudrait aussi étudier la composition de cette demande additionnelle et distinguer les types de travailleurs demandés en termes de niveau de salaires, ainsi que de formation requise et de sexe. En fait, les flux d'émigration économique indiquent que la propension à émigrer est plus forte dans la population masculine que dans la population féminine. Nous devrions alors appliquer à notre analyse une ventilation par sexe de la population active et de celle en âge de travailler. L'augmentation de la demande de main-d'oeuvre féminine, comme elle a été envisagée dans notre étude, déterminerait un potentiel migratoire inférieur à celui présenté dans notre analyse d'ensemble, alors que pour les hommes l'augmentation en termes de flux de l'excédent de l'offre de main-d'oeuvre déterminerait pour les années à venir un potentiel migratoire supérieur à celui présenté dans notre analyse, accompagné d'une propension à émigrer supérieure à la moyenne.

Certains doutes peuvent néanmoins exister quant à la délocalisation effective de la production européenne et à l'orientation des investissements directs vers les pays du Maghreb. De plus, même si le développement économique aurait probablement des retombées généralisées sur l'ensemble de la population, à court terme l'effet pourrait en être différent.

Dans une perspective pessimiste, la modernisation de l'économie et l'ouverture vers l'étranger, si elles ne s'accompagnaient pas d'un volume suffisant d'investissements étrangers directs, pourraient favoriser une augmentation des importations, une baisse de la croissance et un accroissement de la pression migratoire. La pression pourrait être particulièrement ressentie par les jeunes ayant un niveau supérieur de scolarisation. Ceux qui, parmi eux, ne parviendraient pas à s'intégrer économiquement dans leur pays d'origine pourraient facilement opter pour l'émigration. Or, dans la situation actuelle, aucun élément ne permet d'envisager un accroissement des flux d'investissements étrangers.

Annexe. Documentation concernant les mouvements migratoires des pays du Maghreb vers l'Europe

A.1. Introduction

Nous documentons dans cette annexe les flux de migration ainsi que la situation des communautés maghrébines en Europe. Les deux aspects sont bien sûr liés et l'évolution du phénomène migratoire de ses origines à nos jours a entraîné des modifications des caractéristiques de la population étrangère résidant en Europe. L'ensemble du phénomène migratoire sera analysé par rapport à la position des pays de départ mais aussi des pays européens concernés. Nous n'analyserons pas la situation dans chaque pays d'accueil, mais nous donnerons des exemples significatifs en fonction des thèmes traités. Au sein de ces pays, une place à part est occupée par les pays du sud de l'Europe, qui avaient été la principale source de travailleurs migrants au cours des années soixante et soixante-dix et qui ont commencé à attirer à leur tour des travailleurs étrangers.

De nos jours, dans presque tous les pays européens le solde migratoire avec les pays en développement est positif. Les expériences diffèrent néanmoins selon l'importance antérieure ou actuelle du phénomène, l'ancienneté des flux d'immigration, la structure des flux et les types de politiques mises en oeuvre à l'égard des populations immigrées

L'évolution du phénomène migratoire montre que la politique des pays d'accueil peut conditionner les flux d'entrées de migrants mais en partie seulement. En premier lieu, dans les pays traditionnels d'immigration, la politique de fermeture des frontières s'est traduite non pas par l'arrêt des migrations mais par la modification de la composition des flux, avec une forte diminution du nombre des actifs et une augmentation de la population des résidents à charge des travailleurs. En second lieu, dans les pays d'immigration récente on a vu se développer les flux de travailleurs en situation irrégulière, qui constituent encore actuellement une grande partie de l'effectif des immigrés. Il convient d'ajouter toutefois que la présence d'immigrés en situation irrégulière, même si elle est loin d'être négligeable, est souvent exagérée par les médias.

Les flux d'immigration en Europe ont toujours été considérés comme motivés par la recherche d'un travail provisoire n'ayant pas vocation à devenir une migration de peuplement. Ce point de vue était partagé par les pays d'accueil ainsi que par les pays maghrébins de départ. C'était aussi celui des travailleurs migrants qui projetaient d'accumuler une épargne devant être réinvestie au retour dans le pays d'origine. A partir de la fin des années soixante-dix, avec la recomposition des familles sur les territoires français, allemand, néerlandais et belge, ce projet a été en partie modifié par les migrants.

A.2. La transformation des situations existantes et l'immigration effective

La situation qui prévaut dans les pays ayant un passé d'immigration et qui devient rapidement celle des nouveaux pays d'immigration est que la majorité des flux réguliers et irréguliers de travailleurs sont incompressibles puisqu'ils répondent à des pénuries structurelles de main-d'oeuvre. En fait, l'offre de main-d'oeuvre immigrée classique, ainsi que celle d'une force de travail déjà régulièrement installée, sont rejetées par le marché du travail européen qui leur préfère une immigration plus adaptée, mieux qualifiée ou plus mobile. On constate, d'une part, que les nouveaux flux de travailleurs légaux sont presque exclusivement formés de migrants possédant des qualifications recherchées et, d'autre part, que les irréguliers et les saisonniers répondent apparemment mieux à l'attente de mobilité qui coïncide avec le développement de petites entreprises dans l'économie informelle ou souterraine pour les premiers, et dans le secteur agricole et celui de la construction pour les deuxièmes.

Pour l'Italie comme pour l'Espagne, la transformation en pays d'immigration est due à la situation que connaissent ces pays, mais aussi à celle des autres pays européens. L'accroissement soudain et rapide de l'émigration maghrébine vers l'Italie depuis 1986 est lié à l'interaction de plusieurs facteurs (Labib, 1996):

- l'interruption de l'immigration dans les pays d'accueil traditionnels des Maghrébins; il s'agit donc davantage d'un ajustement aux mesures restrictives prises par ces pays que d'une réponse aux opportunités imaginaires ou réelles qu'offrait l'Italie;
- l'Italie n'était pas à l'origine une destination d'installation pour les Maghrébins, mais une étape "transitoire" devant les conduire dans les autres pays d'immigration qui se sont "verrouillés"; en somme, ils y venaient parce que c'était encore (comme l'Espagne) un pays d'accès facile, leur permettant de faire des affaires ou de passer dans les pays qui se sont fermés;
- les terres d'accueil traditionnelles de l'émigration maghrébine ont instauré, à la fin des années quatre-vingt, l'obligation d'un visa d'entrée pour les ressortissants du Maghreb, complétant ainsi le dispositif d'élimination de l'immigration aux fins d'emploi qui avait été adopté dès le milieu des années soixante-dix; l'obtention du visa n'est pas une simple formalité administrative mais demande des démarches compliquées, longues, coûteuses et incertaines;

- des milliers de Maghrébins qui se considéraient de "passage" en Italie se sont trouvés "contraints" d'y rester du fait du perfectionnement des "verrouillages" instaurés dans les pays d'immigration traditionnels; désormais, c'est une stratégie d'installation qu'ils adoptent en Italie.

Initialement, l'absence d'une réglementation juridique définissant les conditions d'entrée et de séjour dans les pays du sud de l'Europe, ainsi que les besoins de main-d'oeuvre de certains secteurs, ont facilité ce mouvement qui a pu ensuite s'auto-alimenter par le biais de réseaux migratoires. Toutefois, pressées par leurs partenaires européens, l'Italie et l'Espagne se sont dotées, en matière d'immigration, d'un système juridique comparable à celui du reste de l'Europe, pour ce qui est des mesures restrictives d'entrée, de séjour et de travail applicables aux non-communautaires. Compte tenu de cette situation nouvelle, les flux sembleraient se stabiliser.

A.3. La population maghrébine résidant en Europe

Le taux d'accroissement du nombre total d'étrangers - toutes origines confondues - par rapport à l'ensemble de la population a été particulièrement élevé dans certains pays européens durant la période 1981-1991. La population étrangère a pratiquement triplé en Italie et en Finlande, et elle a doublé en Espagne, en Autriche, en Norvège et au Danemark. En Italie et en Espagne, cette augmentation était due en grande partie à l'immigration maghrébine.

Pour l'ensemble de l'Europe, le classement par région d'origine des effectifs d'étrangers (hors Union européenne) montre que la population turque arrive en tête, précédant la communauté maghrébine (tableaux A.1 et A 2). En ce qui concerne la répartition des Maghrébins entre les différents pays d'accueil, alors que la communauté des ressortissants algériens est concentrée presque exclusivement en France, les communautés marocaine et tunisienne sont présentes dans plusieurs pays d'accueil.

A.3.1. Les effets des droits de la nationalité sur les effectifs

L'analyse de l'évolution des effectifs de population immigrée doit tenir compte de l'acquisition de la nationalité du pays d'accueil (tableau A.3). Des pays comme l'Allemagne et la Suisse ont des lois comportant des conditions plus strictes concernant l'acquisition de la nationalité, alors que la Suède, la Norvège, les Pays-Bas, le Danemark, la Belgique et la France accordent actuellement plus rapidement la nationalité aux immigrés. En particulier, ces pays acceptent la double nationalité. Du fait qu'ils ont acquis la nationalité du pays d'accueil, des membres des communautés de nationalité étrangère disparaissent des statistiques nationales. Le groupe de pays susmentionné a donc représenté une autre modalité de "sortie" pour les étrangers, sortie juridique et non pas géographique comme les départs, et cette situation reflète la conviction de certains responsables politiques de ces pays que l'acquisition de la nationalité est un élément d'accélération de l'intégration. Dans les pays où la loi sur la nationalité a été récemment modifiée pour faciliter l'acquisition, les effets - au sens du nombre de naturalisations effectives - se sont fait sentir très rapidement après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

En 1993, la Suède et les Pays-Bas ont été, au sein des pays de l'UE, ceux qui ont accordé dans la plus forte proportion la naturalisation à leurs résidents étrangers: 7% et 5%, respectivement (EUROSTAT, 1995). Si nous analysons les taux de naturalisation des membres de la communauté turque dans les différents pays européens, par rapport aux effectifs résidant dans le pays, nous constatons que ce taux est très élevé en la Suède; viennent ensuite les Pays-Bas et la Norvège, la Belgique et l'Allemagne se plaçant en dernière position. Si nous considérons plus particulièrement la population d'origine turque résidant en Allemagne et aux Pays-Bas, nous voyons qu'en 1994 le nombre de Turcs naturalisés aux Pays-Bas a été supérieur (presque le double) à celui des Turcs naturalisés en Allemagne, bien que la population turque aux Pays-Bas soit neuf fois moins importante qu'en Allemagne.

Le fait que les effectifs de l'immigration turque arrivent en tête en Europe et que l'Allemagne soit le pays européen qui présente le plus grand nombre de résidents immigrés qui sont citoyens de pays non membres de l'UE (4 395 millions en 1992) - avant la France (2 284 millions en 1992) (EUROSTAT, 1994) - est dû au volume des flux antérieurs mais aussi aux différences du droit de la nationalité en vigueur dans les pays européens. Le droit de la nationalité français, fondé sur une combinaison entre droit du sol et droit du sang, a davantage permis aux étrangers d'acquérir la nationalité française. En France ce droit est aujourd'hui régi par la loi de juillet 1993. En Allemagne, le droit de la nationalité est un droit du sang, même si certains principes du droit du sol ont été timidement introduits par la loi de 1990. L'attribution de la nationalité à la naissance est fondée exclusivement sur l'ascendance, la naturalisation est considérée comme une procédure exceptionnelle et elle est accordée au cas par cas, sous réserve de la démonstration préalable que le candidat est fortement intégré dans la société allemande. L'une des conséquences de la conception allemande de la nationalité est la non-reconnaissance de la double nationalité. La nouvelle loi allemande sur les étrangers, datée de juillet 1993, tend toutefois à accorder plus facilement la nationalité du pays, en réduisant les conditions requises pour certaines catégories d'étrangers. Ce droit d'obtention de la nationalité allemande peut donc être considéré comme une évolution par rapport au droit discrétionnaire en vigueur depuis 1990.

Si nous comparons l'effet des deux systèmes d'acquisition de la nationalité, nous voyons qu'en France, pour la période qui va de 1980 à 1992, il y a eu en moyenne chaque année 54 700 naturalisations - toutes nationalités d'origine confondues -, auxquelles il faut ajouter une moyenne annuelle de 21 800 acquisitions de la nationalité par des jeunes nés en France de parents étrangers, et qui deviennent Français à leur majorité. Plus précisément, le nombre des personnes qui auraient acquis la nationalité française a été de 88 500 en 1990, de 95 700 en 1991 et de 95 300 en 1992 (Lebon, 1993, EUROSTAT, 1994). En Allemagne, pour la même période de 1980 à 1992, seules 16 000 personnes en moyenne par an ont acquis la nationalité du pays. Si nous considérons la communauté d'origine tunisienne en France, nous voyons que si les autorités tunisiennes estimaient à 340 000 les effectifs de leur population en France en 1990 (Office des Tunisiens à l'étranger, Tunisie, 1994), lors du recensement de la population en France 206 336 personnes se sont déclarées de nationalité tunisienne. La différence entre les deux chiffres est essentiellement imputable aux personnes devenues Françaises tout en conservant la nationalité tunisienne.

A.3.2. Les effectifs maghrébins

De nos jours, la forte représentation maghrébine en Europe est mise en lumière par l'analyse des statistiques au niveau de l'ensemble de la région ainsi qu'à l'échelle nationale dans plusieurs pays européens (tableaux A.4 à A.7). A part en France où la situation est particulière, ce phénomène est surtout dû à la présence marocaine, dont l'importance a été presque multipliée par trois au cours de la période 1975-1990.

Au sein des communautés maghrébines en Europe, les Marocains sont en effet les plus nombreux et, s'ils représentaient 30% de la population maghrébine dans les années soixante-dix, ils en représentaient plus de 50% au début des années quatre-vingt-dix. Une caractéristique de la population marocaine est qu'elle est fortement dispersée dans l'ensemble des pays européens. Ce trait, déjà attesté dans les années soixante-dix, s'est encore accentué ces dernières années. Si la France accueillait en 1975 68% de la population marocaine en Europe, en 1993 ce chiffre était de 51%. Au cours de la même période, le pourcentage des Tunisiens présents en Europe et établis en France passait de 86% à 73%. Dans plusieurs pays européens, la classification des étrangers (pays d'origine non membre de l'Union européenne) met en évidence une forte représentation marocaine. Les Marocains occupent la première place en Belgique, en Italie et en Espagne, et la deuxième en France (derrière les Algériens) et aux Pays-Bas (derrière les Turcs).

A première vue, si l'effectif des Algériens et des Tunisiens, surtout dans la population masculine, s'est stabilisé dans les années quatre-vingt-dix en France, aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne, celui des Marocains a augmenté sous l'effet des régularisations des immigrés en situation irrégulière - en Italie et en Espagne - et du regroupement familial.

La concentration en France de la population algérienne résidant en Europe s'explique par le fait que l'émigration algérienne s'est toujours dirigée presque exclusivement vers ce pays. Cette tendance s'est confirmée même après la suppression des avantages administratifs dont elle était seule à bénéficier. Toutefois, pour des raisons liées à l'acquisition de la nationalité et au tassement des flux, selon les recensements de 1982 et 1990 les effectifs de population algérienne résidant en France auraient diminué. Les Algériens ne sembleraient pas être attirés par l'Italie et l'Espagne et, même si leur nombre s'y est accru, ils restent minoritaires au sein de la communauté maghrébine de ces deux pays.

Bien que la communauté tunisienne soit la plus ancienne parmi les groupes d'immigrés en Italie - elle y est représentée depuis les années soixante par des migrations de pêcheurs et de marins vers la Sicile -, et aussi la plus nombreuse, elle a été dépassée par la communauté marocaine à partir de la fin des années quatre-vingt. Du point de vue de la Tunisie, l'Italie est, après la France, le deuxième pays d'émigration de sa population, qui réside pour 44% dans le sud du pays et surtout en Sicile (Office des Tunisiens à l'étranger, 1994).

Le phénomène de l'augmentation du nombre des immigrés a deux explications différentes selon l'ancienneté des migrations. Dans les pays de tradition d'immigration, l'augmentation de l'effectif des immigrés est due, à partir de 1973-74, au mouvement de regroupement familial ainsi qu'à l'accroissement naturel de la population qui lui est consécutif. Nous pouvons même observer qu'en France désormais le principal facteur de croissance de la population étrangère est l'accroissement naturel puisque les femmes immigrées maghrébines ont un taux de fécondité plus élevé que celui de la population féminine du pays d'accueil, d'où le pourcentage d'immigrés dans la population totale augmente du seul fait de l'accroissement naturel. Toutefois, dès la deuxième génération, on constate un alignement de la fécondité sur la moyenne nationale du pays de résidence, ce qui constitue un indice d'intégration. Selon les autorités tunisiennes, l'importance de l'effectif tunisien en France devrait désormais diminuer avec le temps, sous l'effet conjugué de la fermeture des frontières, des retours, des décès et des naturalisations.

Aux Pays-Bas, du fait des naturalisations et de la réduction des flux d'immigration, les populations marocaine et turque ont diminué en 1993-94 (Muus, 1996).

En Italie et en Espagne, par suite des flux d'entrées de travailleurs, les effectifs de population étrangère ont atteint assez rapidement des niveaux élevés, surtout après les deux régularisations de 1985-86 et 1991 pour

l'Espagne, et de 1986-87 et 1990-91 pour l'Italie. En Espagne, le nombre des résidents marocains, qui était évalué à 5 200 en 1985, est aujourd'hui de 61 000, représentant 75% de l'immigration d'origine africaine. En Italie, les Tunisiens, dont le nombre avait été estimé à 4 400 en 1985, étaient 50 000 en 1993, alors que les Marocains - qui étaient environ 2 600 en 1985 - étaient plus de 97 000 en 1994. En Italie, une baisse a toutefois été enregistrée en 1994 pour les Tunisiens, et en 1995 pour les Marocains, ce qui suggère une tendance à la stabilisation des effectifs. Ce phénomène doit toutefois être vérifié à partir des résultats de la régularisation de 1996.

A.3.3. Les Maghrébins économiquement actifs et leurs familles

Il est difficile d'avoir une vision d'ensemble de la communauté maghrébine active en Europe du fait que les pays d'accueil utilisent des relevés statistiques différents, ce qui rend impossible une comparaison directe des données (tableaux A.8 à A.11). En Belgique et aux Pays-Bas, seuls les étrangers salariés sont comptabilisés, tandis qu'en Allemagne ce sont les permis de travail délivrés. En Italie, les statistiques des actifs étrangers ne sont pas disponibles. Il n'y a qu'en France qu'il est possible de suivre l'évolution de la composition de la communauté maghrébine en analysant les données des recensements. Nous pouvons voir que, si 55% de cette population était active en 1968, cette proportion est tombée à 35% à partir des années quatre-vingt en raison du développement en France du processus de regroupement familial. En Italie et en Espagne, étant donné la relative nouveauté du phénomène migratoire et du fait qu'il s'agit pour l'essentiel d'une immigration de travailleurs, nous pouvons considérer que la majorité de cette population est active. Les statistiques concernant les Pays-Bas montrent une diminution en termes absolus des occupés marocains et turcs depuis 1992, qui serait due au phénomène des naturalisations.

L'immigration en Italie, et dans une certaine mesure en Espagne, est une migration de travail et elle reste encore une immigration individuelle, ce que vient confirmer la répartition par sexe et par âge. Le phénomène du regroupement familial devrait toutefois se développer dans les pays du sud de l'Europe, pour y constituer l'essentiel des nouvelles entrées, comme dans les pays d'immigration traditionnelle. De cette façon, les migrants maghrébins démontreront que même ces pays ne sont plus des régions de transit mais des pays d'installation définitive. La situation de précarité dans laquelle les immigrés se trouvent dans ces pays, du fait que cette immigration a été très rapide et qu'elle intervient dans une période de crise économique, ne permet toutefois pas pour le moment une véritable intégration économique et sociale.

En Italie, les Marocains sont, parmi les immigrés, le groupe qui a le plus utilisé la possibilité de regroupement familial offerte par la loi. En 1994, il y a eu 3 765 demandes accordées à des Marocains, représentant 30% du total des demandes accordées, toutes origines géographiques confondues (Centro di Studi Investimenti Sociali (Censis), 1995). Le phénomène s'est vérifié aussi, dans des proportions moindres, pour la communauté tunisienne. Même si les chiffres concernant les immigrés maghrébins en Italie sont très bas par rapport aux données françaises, ils suggèrent le début d'un phénomène nouveau.

Quant au regroupement familial en Italie, il touche des communautés faisant partie des premières vagues d'immigration arrivées dans ce pays et qui ont donc trouvé une stabilité telle qu'elle a permis l'entrée de parents. En Italie, les demandes de regroupement concernent, dans la plupart des cas, le nord du pays. Cette donnée indique de plus grandes possibilités d'insertion des étrangers dans cette partie du territoire, en raison des possibilités économiques et d'emploi plus importantes, ainsi que des services sociaux et sanitaires plus développés. Une insertion et une stabilité de l'emploi ainsi que des conditions économiques favorables semblent plus difficiles à trouver dans le centre et le sud du territoire italien (Censis, 1995).

Pour ce qui est de la faible fréquence du regroupement de familles tunisiennes, par rapport aux familles marocaines, selon les autorités tunisiennes le niveau de vie des couches pauvres de la population en Tunisie, supérieur à celui du Maroc, est suffisamment élevé pour que les familles restent au pays et ne cherchent pas à rejoindre, dès que possible, le chef de famille à l'étranger.

A.3.4. Répartition par sexe

Depuis les années 1973-74 l'admission sur le territoire européen des membres de la famille des travailleurs qui avaient décidé de rester a entraîné une augmentation de la proportion de femmes dans la population des résidents immigrés. Pour l'ensemble de l'Europe, les femmes représentaient 40% de la communauté maghrébine en Europe au début des années quatre-vingt-dix, et c'est dans la communauté tunisienne que le taux de présence féminine était le plus faible: 35,7%. Cette moyenne pour l'Europe masque néanmoins des disparités entre les pays d'accueil. Les pays d'immigration plus ancienne où le regroupement familial est un phénomène établi qui a donc entraîné un accroissement naturel de la population ont des taux de représentation féminine supérieurs à 42%. En France, par exemple, la proportion de femmes au sein de la communauté maghrébine est passée de 30,6% en 1975 à 42,3% en 1990, et aux Pays-Bas en 1995 cette proportion était de 45% dans la population marocaine et de 47% dans la population turque.

Dans le sud de l'Europe, les populations immigrées maghrébines se caractérisent encore par une prédominance de la composante masculine. En Espagne, par exemple, les femmes représentent 28,6% de la

communauté maghrébine, et ce pourcentage est encore plus bas en Italie. Dans ce dernier pays toutefois, la composante masculine de la population marocaine s'est réduite du fait que les Marocains profitent davantage de la possibilité de regroupement familial. Nous voyons que dans ce pays les femmes représentent 15% des Marocains et 13% des Tunisiens.

D'un autre côté, il convient de noter que les femmes en Italie sont également arrivées seules, et pas seulement dans le cadre du regroupement familial. A cet égard, l'Italie se distingue par la présence de cette composante féminine, qui n'existait pas - au début du moins - dans l'émigration maghrébine vers les autres pays européens (Labib, 1996).

A.3.5. Répartition par classe d'âge

L'évolution des flux et l'ancienneté de l'immigration ont eu un impact au niveau de la structure par âge de la population dans les pays d'accueil en Europe.

Dans les pays d'ancienne immigration, la fin du mythe du retour associée au phénomène du regroupement familial a fait que les différents groupes d'âge y sont représentés. L'augmentation des enfants et des jeunes et l'existence de problèmes d'intégration ont rendu les communautés immigrées plus "visibles" et contribué à introduire la question des populations immigrées dans le débat politique interne. Dans ces pays, l'augmentation de la population immigrée des plus de 65 ans est un phénomène inattendu, auquel les pays européens ne commencent à réfléchir que maintenant en termes de politiques. En effet, les retraités - ceux qui ont été rejoints par leur famille comme ceux isolés - ne rentrent pas comme prévu dans leur pays d'origine et contribuent au vieillissement de la population européenne.

Dans les pays d'immigration récente du sud de l'Europe, les individus très jeunes sont encore peu nombreux et on ne peut pas parler véritablement de deuxième génération d'immigrés. En Espagne, la population entre 20 et 44 ans représente 48% de la population marocaine totale (Ministerio de Asuntos Sociales, Direccion General de Migraciones, 1994). Pour l'ensemble des immigrés en Italie, les individus entre 19 et 40 ans représentent 72% du total des effectifs. Dans les communautés immigrées qui, comme les Tunisiens, ont moins utilisé le regroupement familial, cette proportion semblerait atteindre 90%.

Avec le regroupement familial qui a déjà commencé, la structure par âge de la population immigrée résidente devrait cependant se modifier rapidement. Compte tenu de l'absence de politiques d'intégration des immigrés dans ces pays, le phénomène pourrait entraîner de graves problèmes sociaux.

A.3.6. Répartition par catégorie professionnelle, secteur d'activité et niveau d'études

Dans l'analyse de la situation des immigrés maghrébins sur le marché de l'emploi des pays d'immigration traditionnelle, nous devons tenir compte du fait que, si une partie de ces travailleurs a effectivement immigré dans le pays, le reste provient des générations issues des premières immigrations et qui ont gardé une nationalité autre que celle du pays d'accueil.

L'évolution structurelle de l'emploi et la situation de crise économique en Europe ont à la fois rendu les étrangers plus exposés aux réductions d'effectifs dans l'industrie, et provoqué une augmentation importante de l'emploi étranger dans le secteur tertiaire (OCDE, 1993).

Les changements économiques ont en général fragilisé la position de la main-d'oeuvre immigrée sur le marché de l'emploi des pays d'accueil et engendré des taux de chômage de la population immigrée bien supérieurs à ceux des nationaux. En France, le taux de chômage des Maghrébins a augmenté, passant de 13% en 1980 à 30% en 1992. En particulier, le taux de chômage en 1992 - qui était de 9,5% pour les nationaux - était de 29,2% pour les Algériens, de 28,2% pour les Marocains et de 33,8% pour les Tunisiens. Ce même taux était de 29,9% pour les Turcs. Si nous considérons uniquement le groupe d'âge 15-24 ans, le taux de chômage, qui était de 20,3% pour les nationaux, était de 44,6% pour les Algériens, de 49,4% pour les Marocains et de 69,2% pour les Tunisiens. Le chômage frappe également beaucoup les femmes étrangères, en partie du fait qu'elles sont souvent ouvrières non qualifiées, une catégorie particulièrement touchée par le chômage. Chez les Françaises, le taux de chômage est de 12,2% (contre 7,3% chez les hommes). Le taux de chômage des femmes maghrébines, supérieur au taux de chômage global des femmes actives étrangères hors UE, était de 38,4% pour les Algériennes (26,3% pour les hommes), de 45,7% pour les Marocaines (27% pour les hommes) et de 50,9% pour les Tunisiennes (28,7% pour les hommes) (INSEE, 1996). L'écart entre les taux de chômage des femmes des trois communautés maghrébines dépend des différents taux de participation des femmes à la vie active. Aux Pays-Bas, en 1994 le taux de chômage était de 6,4% pour les autochtones (nationaux nés aux Pays-Bas), mais il était de 31% pour les Marocains et de 36% pour les Turcs, ce qui représentait les taux de chômage les plus élevés dans l'ensemble des populations immigrées. En même temps, dans ce pays les populations turque et marocaine présentent les plus faibles taux de participation à la vie active. De ce fait, 40% seulement de la population turque et marocaine âgée de 15 à 64 ans est active, et un tiers est au chômage (Muus, 1996).

La structure socio-occupationnelle montre que les Maghrébins travaillant en Europe ont en général un faible niveau de qualification. Cela est surtout vrai dans les pays d'immigration récente, alors que dans les autres pays ils

ont rejoint des postes moyennement qualifiés, cédant ainsi la place à de nouvelles populations d'immigrés légaux ou aux irréguliers. Pour l'Europe en général, le nombre des travailleurs saisonniers ou temporaires a augmenté, en particulier dans certains secteurs comme l'agriculture et la construction.

L'évolution de l'emploi dans les différents secteurs d'activité économique durant la période 1983-1991 montre pour l'ensemble de l'Europe, mais surtout en France et en Belgique, une diminution de l'emploi étranger dans le secteur des industries manufacturières, alors qu'il augmente dans celui des services (OCDE, 1994). Cette évolution a correspondu qualitativement à une transformation de la présence maghrébine en Europe: d'une immigration fortement marquée par des emplois salariés, on est passé à une immigration caractérisée par un nombre important de travailleurs indépendants et d'individus travaillant dans le tertiaire, voire le tertiaire avancé. Cette évolution s'est accompagnée parallèlement d'une augmentation de la précarité de leur emploi.

En France, en 1994 les secteurs d'activité les plus importants pour les Maghrébins sont le secteur des services marchands, dans lequel 38,5% des Maghrébins occupés ont un travail, et celui de l'industrie, dans lequel travaillent 26% d'entre eux. Cet état de fait traduit une évolution, qui va de pair avec le développement de la situation de l'ensemble des immigrés, par rapport à l'année 1975 où le premier secteur occupait 18,9% et le deuxième 42% des Maghrébins ayant un travail (Lebon, 1995). Aux Pays-Bas, 49% des salariés turcs et 37% des salariés marocains travaillent dans le secteur "Mines, industries et services publics" (Muus, 1996).

En Italie, en 1994 nous voyons que sur l'ensemble des immigrés - toutes origines confondues - 76% des travailleurs n'ont aucun titre d'études, les diplômés ne représentant que 3% de la totalité; 76,4% des immigrés seraient des ouvriers sans qualification ou spécialisation. En outre, 19,5% des immigrés travaillent dans l'agriculture et 43,8% dans l'industrie (Censis, 1995).

Les Maghrébins installés en Italie sont peu qualifiés et perçus comme la communauté aux "mille métiers": ils sont employés comme manoeuvres dans l'industrie agro-alimentaire et le bâtiment. Les petites et moyennes entreprises métallurgiques et manufacturières leur assurent également du travail, notamment dans les régions du Nord, le Piémont et la Lombardie. Ils sont aussi employés dans l'agriculture. Ils sont généralement payés à la journée ou à la tâche. Les Maghrébins sont également présents dans le commerce de rue, ambulant ou fixe. Les secteurs de la restauration, du transport et de la manutention leur offrent aussi des débouchés. Quant aux femmes, elles font des ménages (Labib, 1996). Même employés dans de grandes entreprises, les Maghrébins occupent des postes non qualifiés, en général dans des conditions précaires et souvent de sous-emploi. Toutefois, même si leur travail est en général précaire, une distinction peut être faite entre les immigrés ayant un travail plus stable dans l'industrie du nord du pays et ceux, plus "mobiles", qui sont actifs dans le commerce ambulant et le travail saisonnier de l' agriculture dans le sud.

En Espagne, 85% des permis de travail délivrés à des Maghrébins le sont à la catégorie des travailleurs dépendants; 25% de ces travailleurs sont occupés dans l'agriculture, 10% dans l'industrie, 21% dans la construction et 40% dans les services. Les Maghrébins représentent 83% des travailleurs immigrés dans l'agriculture (Ministerio de Asuntos Sociales, Direccion General de Migraciones, 1994).

A.4. Les flux de Maghrébins

Les données sur les flux migratoires sont exposées dans les tableaux A.12 à A.16. En France, en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas, après le point de changement des politiques d'immigration de 1973-74, les flux d'immigration maghrébine ont été drastiquement réduits. A partir de 1990-1992, on a constaté que le volume de ces flux avait diminué ou s'était stabilisé par rapport à celui des années précédentes en raison du nombre moins important d'entrées au titre du regroupement familial. La baisse des flux d'immigration en Europe à partir de 1990 est particulièrement visible dans le cas des flux de Marocains et de Turcs dirigés vers les Pays-Bas (Muus, 1996).

En France, mais aussi en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas, c'est le regroupement familial qui est l'élément le plus important des entrées à titre permanent. Les recrutements de travailleurs n'ont pas été suspendus mais les arrivées nouvelles sont relativement limitées.

Une analyse détaillée de la composition des flux n'est toutefois possible que pour la France (tableau A.16), qui comptabilise les entrées selon les différents statuts. En 1991, les travailleurs ne constituaient que 4% des immigrations marocaine et tunisienne, alors qu'ils en constituaient presque 70% au début des années soixante-dix.

Nous ne disposons pas de données sur les flux d'immigration dirigés vers l'Italie et l'Espagne. Etant donné qu'avant la première régularisation l'admission de travailleurs étrangers n'était pas explicitement réglementée, il a fallu attendre l'adoption d'une loi, qui visait à contrôler les flux migratoires, pour avoir les premières données statistiques. L'analyse de la situation dans ces pays ne peut donc être fondée que sur les données relatives aux effectifs, tout en étant conscient qu'une mesure de l'immigration à partir de la seule évolution des effectifs réguliers n'est pas vraiment représentative du mouvement réel des migrants. De toute façon, nous savons bien que, depuis les années quatre-vingt, l'Espagne et l'Italie ont connu d'importants flux d'immigration en provenance du Maghreb. A partir des années quatre-vingt-dix, des mesures plus strictes de contrôle des frontières ont été mises en place, sans que l'on puisse pour le moment en déterminer l'efficacité.

A.4.1. Le regroupement familial

Si le principe du regroupement familial est admis par tous les Etats européens, les conditions particulières dont est assortie son application peuvent varier. Les dispositions nationales qui réglementent ces autorisations ont subi ces dernières années des modifications qui visent à restreindre le nombre des membres de la famille qui peuvent y avoir droit et à durcir les conditions d'admission. Une plus grande harmonisation des réglementations au niveau européen en la matière est à souhaiter, puisqu'elle constitue une étape obligée pour parvenir à la libre circulation des immigrés à l'intérieur de l'Union.

Pour la France, le regroupement familial n'est autorisé que si la demande est déposée auprès des antennes étrangères de l'OMI, ce qui interdit une entrée sur le territoire français comme touriste suivie d'une demande ultérieure de régularisation. Cette réglementation n'existe pas dans les autres pays d'accueil. En Tunisie l'antenne de l'OMI est l'Office des Tunisiens à l'étranger, qui suit et comptabilise les départs des familles vers la France, alors qu'il est dans l'incapacité de le faire pour les autres destinations.

Les pays du Maghreb estiment qu'une politique plus libérale en matière de regroupement familial pourrait être adoptée sans inquiétude par les Européens. Ils estiment non seulement que "le potentiel théorique maximum" du regroupement familial serait atteint rapidement, mais qu'en outre la réunion des familles pourrait avoir des effets positifs sur leur intégration sociale, ce qui semble être l'un des souhaits des pays européens.

Le phénomène de la diminution du nombre des entrées au titre du regroupement familial, qui s'est manifesté depuis le début des années quatre-vingt-dix dans les pays d'ancienne immigration, pourrait avoir deux causes. La première serait les restrictions entrées en vigueur pour limiter la portée de ce droit, et la deuxième - nous pourrons le vérifier si le phénomène se confirme dans les prochaines années - serait que le regroupement familial ainsi que la formation de famille (par le mariage, qui implique l'immigration du futur conjoint) perdent désormais de leur importance. Les autorités tunisiennes confirment ce dernier phénomène, puisqu'elles estiment que le regroupement familial tunisien, qui a été essentiellement dirigé vers la France, commence à prendre fin. En effet, selon l'Office des Tunisiens à l'étranger, les familles qui voulaient et pouvaient rejoindre le travailleur émigré l'ont déjà fait, les autres ayant opté pour le séjour au pays. De plus, dès que les enfants sont entrés dans le système scolaire tunisien, les familles n'ont plus la possibilité d'émigrer aussi facilement.

S'il n'existe pas de données concernant les flux de travailleurs et les membres de leurs familles en Italie, nous avons déjà pu observer que, si jusqu'à récemment c'était un courant de travailleurs presque exclusivement masculins, les femmes et leurs enfants commencent aujourd'hui à rejoindre les chefs de famille.

A.4.2. Les saisonniers

Certains des travailleurs étrangers sont des saisonniers. Les saisonniers sont des travailleurs temporaires dont le travail, dépendant du rythme des saisons, doit suppléer à des pénuries momentanées de main-d'oeuvre à l'intérieur d'un pays. Les saisonniers arrivent dans le pays d'accueil avec un contrat d'emploi à durée déterminée, qui spécifie l'emploi et l'employeur. Les travailleurs doivent quitter le pays à l'expiration de leur contrat. De cette façon, le marché du travail du pays d'accueil se donne l'assurance que seront satisfaits les besoins de main-d'oeuvre de certains secteurs, notamment la construction, l'hôtellerie et l'agriculture, qui sont traditionnellement soumis à des rythmes saisonniers.

La possibilité d'effectuer un travail saisonnier est déjà prévue dans le système du marché de l'emploi national européen. De plus, plusieurs accords bilatéraux existent qui facilitent le recours à cette main-d'oeuvre. Des accords ont été conclus dès 1963 entre la France, d'une part, et le Maroc et la Tunisie, d'autre part, en vertu desquels la durée de résidence ne peut pas excéder six mois.

L'immigration saisonnière a fortement augmenté pendant les années soixante-dix comme substitut de l'immigration permanente de travailleurs, mais elle a commencé à décliner à partir des années quatre-vingt. Si une moyenne annuelle de 12 600 saisonniers marocains ont travaillé en France dans la période 1972-1981, ils n'étaient plus que 4 000 en 1990. Les saisonniers ont été en partie remplacés sur le marché du travail européen par les immigrés en situation irrégulière.

Pour plusieurs pays d'accueil, cette migration temporaire semble un moyen de contrecarrer l'immigration clandestine, sans pour autant autoriser l'immigration d'installation durable ou définitive et les conséquences qu'elle entraîne, notamment les dépenses supplémentaires liées à la nécessité de développer une politique sociale et d'adopter des mesures d'intégration (OCDE, 1995).

A.4.3. La composition des flux en termes de statut socio-économique et de formation

Si les Africains du Nord qui émigraient dans les années soixante et soixante-dix avaient un faible niveau de formation, le développement général de la scolarisation au Maghreb a permis d'élever le niveau d'instruction des migrants. Il convient de noter de surcroît que les travailleurs qui émigrent ont un bon niveau d'instruction parce que seuls les travailleurs hautement qualifiés ont la possibilité d'émigrer régulièrement.

La tendance à l'accroissement des mouvements de main-d'oeuvre qualifiée modifie la nature des migrations des travailleurs. La reconnaissance de l'importance des migrations de main-d'oeuvre qualifiée sous-tend en partie

les décisions de certains pays de l'OCDE d'augmenter le nombre et la proportion de migrants qualifiés dans le total des entrées nouvelles de travailleurs immigrés. Dans plusieurs pays européens, la part des travailleurs qualifiés dans le total des entrées de nouveaux travailleurs ne cesse d'augmenter (Garson, Puymoyen, 1995).

Les actifs maghrébins immigrés en France en 1994 étaient pour 58% des travailleurs salariés. Ce pourcentage est inférieur à celui des travailleurs immigrés provenant de l'Afrique noire francophone, dont 97% sont salariés (Lebon, 1995).

En Italie, les flux d'immigration sont composés de jeunes scolarisés des grandes villes mais aussi de ruraux non scolarisés. Si les travailleurs qui se dirigent vers le sud de l'Italie ont un niveau de scolarisation et de qualification professionnelle très bas, ceux qui s'orientent vers les régions du nord sont plutôt des jeunes diplômés et surtout des techniciens et des ouvriers spécialisés.

A.4.4. Classification selon la forme des déplacements en termes de statut

La classification des mouvements de migration doit être considérée d'une façon dynamique, surtout pour les flux impliquant des ressortissants maghrébins liés aux pays européens par des liens non seulement économiques mais aussi culturels. Un migrant peut entrer de façon temporaire dans un pays et obtenir ensuite un statut permanent, ou bien entrer en formation et obtenir par la suite un contrat de travail. La classification peut également présenter des chevauchements selon les différents statuts.

Plusieurs facteurs ont abouti au développement de nouvelles classifications des mouvements. Il s'agit, par exemple, des changements consécutifs à la limitation des flux des types de mouvement migratoire à fins économiques qui ont caractérisé les années soixante et soixante-dix, de l'augmentation des échanges internationaux qui a entraîné un mouvement des travailleurs, ou encore des nouvelles dispositions internationales dans le cadre des exportations de services. Les statistiques disponibles sur les flux ne permettent cependant pas d'appréhender d'une façon concrète ces différents types de mouvement. La seule différence relevée concerne le statut temporaire ou permanent des immigrations. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les pays d'accueil semblent manifester une préférence pour des mouvements temporaires qui leur permettent d'accroître la sélectivité des flux selon les besoins du marché du travail.

La migration à des fins de stage-formation, même si elle ne concerne pas toujours la population active, a une motivation économique. Les candidats sont invités à passer un certain temps dans une entreprise pour y acquérir des compétences ou se familiariser avec de nouvelles technologies. En France en 1994, sur 7 100 entrées d'immigration maghrébine à statut temporaire, 1% étaient des stagiaires.

La libéralisation des échanges, parallèlement à l'introduction des nouvelles technologies et à la demande de ressources humaines plus flexibles et dotées de plus larges compétences, pousse à la mobilité des travailleurs hautement qualifiés. La libéralisation des prestations des services pourrait entraîner un déplacement de travailleurs et renforcer les migrations temporaires de main-d'oeuvre (Garson, Puymoyen, 1995). En effet, la tendance à la mondialisation des échanges et des investissements aura pour effet d'accroître la mobilité des cadres et des techniciens.

Les accords de libre-échange entre l'Union européenne, d'une part, et la Tunisie et le Maroc, d'autre part, prévoient comme objectif le droit d'établissement des sociétés et la libéralisation de la fourniture de services. Si des dispositions devaient être prises dans le futur pour atteindre cet objectif, la région méditerranéenne pourrait constituer une zone privilégiée d'échange de services. Entre-temps, le champ d'application de telles dispositions est défini par les obligations de l'accord général sur le commerce des services.

Dans le cadre de leur programme de relance du placement de main-d'oeuvre à l'étranger (Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi, 1990), les autorités tunisiennes veulent réajuster l'organisation de ce placement et élaborer une nouvelle politique plus dynamique et une approche active sur le marché économique. Selon cette politique, l'opération d'exportation de main-d'oeuvre doit être soumise aux mêmes contraintes de coût, de qualité et de respect des délais qu'une opération d'exportation de biens. Il s'agit pour les Tunisiens de se placer dans le domaine de la main-d'oeuvre qualifiée et hautement qualifiée, des techniciens, de l'encadrement moyen et des cadres supérieurs, dont les situations en termes de rémunération et d'avantages sont nettement meilleures et beaucoup plus acceptables par leurs travailleurs.

Le Gouvernement tunisien veut profiter des opportunités de placement de main-d'oeuvre à l'étranger dans le cadre des exportations de services d'entreprises tunisiennes et utiliser davantage la possibilité d'une sous-traitance internationale pour exécuter des projets dans les pays du Golfe pour le compte d'entreprises étrangères, notamment européennes.

La libéralisation des échanges commerciaux pourrait, à long terme, diminuer la pression migratoire, grâce au développement des pays de départ, tout en accélérant la mobilité de la main-d'oeuvre.

A.4.5. La durée du séjour à l'étranger des Maghrébins travailleurs migrants

Si, avant la fermeture des frontières, les mouvements migratoires à des fins économiques entre l'Europe et le Maghreb étaient fréquents et de courte durée, grâce aux réseaux migratoires et à la proximité géographique,

à partir des années 1973-74 les travailleurs qui ont décidé de rester et qui ont été rejoints par leur famille restaient définitivement ou pour une longue période. C'est la politique même qui limitait la possibilité d'aller et venir facilement en Europe pour y accomplir un travail qui a poussé à l'allongement du temps de résidence et contribué à lui donner un caractère souvent définitif.

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les pays d'accueil semblent vouloir donner un nouvel élan à l'immigration temporaire.

A.5 Les migrants en situation irrégulière par rapport aux normes d'entrée, de séjour et de travail en vigueur dans les pays d'immigration

L'immigration irrégulière n'est pas nouvelle. Dès les années cinquante et surtout soixante et soixante-dix, ce phénomène existait parallèlement à la migration contrôlée, et suivait les schémas et les réseaux de l'immigration légale des travailleurs et de leur famille. Il a pris toutefois une ampleur sans précédent depuis la fermeture des frontières aux travailleurs migrants réguliers.

Avec la crise, l'immigré irrégulier, qui était apprécié auparavant pour les avantages inestimables que lui conféraient sa flexibilité et sa disponibilité, est perçu comme un clandestin qui menace l'ordre public. Après avoir eu une image de travailleur "utile", le clandestin se trouve "criminalisé" (Marie, 1988).

La situation des irréguliers est particulièrement bien illustrée dans l'Europe du Sud, qui n'avait pas connu précédemment de flux d'immigration et qui est confrontée à un développement important de l'immigration clandestine depuis les années quatre-vingt. Les pays où ce phénomène est marqué se caractérisent par le rôle spécifique qu'y jouent les travailleurs en situation irrégulière dans le fonctionnement de l'économie parallèle.

De par sa nature même, l'immigration clandestine demeure difficile à définir et à chiffrer, d'autant plus que le statut des migrants peut évoluer avec le temps, ce qui est généralement le cas. Aucune des politiques mises en oeuvre par les pays d'accueil n'a permis de mettre fin à ce phénomène. La plupart des pays craignent en fait que cette forme d'immigration ne devienne plus fréquente du fait qu'ils n'envisagent pas d'ouvrir les frontières à d'importants groupes de travailleurs étrangers réguliers.

La vie des immigrés clandestins tourne autour de l'objet de leur venue en Europe: le travail. De plus, le statut de travailleur irrégulier affecte leurs conditions de vie et leurs relations avec les institutions du pays de résidence, que ce soit pour la qualité du logement, la possibilité d'avoir une vie familiale ou le montant de l'épargne envoyée au pays.

A.5.1. Définitions

L'un des obstacles les plus importants pour obtenir des estimations de la population résidant illégalement en Europe est le problème des définitions. Les estimations concernent souvent les travailleurs illégaux ou les résidents illégaux, deux catégories qui ne coïncident pas. De plus, étant donné que chaque pays européen a ses lois concernant les immigrés, leur entrée, leur résidence et leur emploi, ce qui est illégal dans un pays peut être légal dans un autre.

Nous devons établir une distinction entre:

a) l'entrée illégale ou clandestine, dans le cas où l'immigrant n'est pas en possession des documents ou permis requis par la loi du pays dans lequel il entre;

b) la résidence illégale, dans le cas où un étranger réside dans un pays sans les autorisations requises par la loi, parce qu'il est entré clandestinement sans régulariser sa situation, ou parce qu'il est resté dans le pays après l'expiration d'autorisations comme un visa touristique ou un permis de résidence;

c) le travail illégal, dans le cas où un étranger résidant légalement ou illégalement sur le territoire d'un pays y travaille sans l'autorisation requise.

Les deux premières catégories concernent des situations d'immigration illégale, alors que la troisième ne s'applique qu'au travail illégal. En réalité, la majorité des immigrés illégaux entrent dans le pays légalement, avec un visa de tourisme ou un permis de travail saisonnier. En restant dans le pays après l'expiration de telles autorisations, ces immigrés se placent en situation d'illégalité.

A.5.2. Les données

Alors que les statistiques sur les flux migratoires sont déjà peu nombreuses et ne sont pas pleinement fiables, les migrants qui se trouvent en situation irrégulière ne sont pas, par définition, comptabilisés parmi les migrants officiellement enregistrés par les systèmes de contrôle. Les statistiques permettant d'évaluer le nombre des migrants en situation irrégulière sont donc peu fiables, voire inexistantes. Pour cette raison, il n'existe pas de mesure du nombre d'immigrés en situation irrégulière en Europe, clandestins dont la plupart se trouvent dans les nouveaux pays d'immigration.

Si l'on ne dispose pas de chiffres précis, on peut cependant donner un ordre de grandeur, qu'il faut considérer avec prudence. Des estimations ont tout de même été réalisées à partir des régularisations, des expulsions

et d'enquêtes. En Europe occidentale, le nombre de résidents en situation irrégulière, toutes nationalités confondues, a été estimé au début des années quatre-vingt-dix à 2,6 millions au plus, alors que les réguliers sont quelque 15,4 millions (Böhning, 1991). Les proportions de clandestins et d'irréguliers sont très différentes selon le pays d'origine et selon les pays et même les régions d'installation. Dans les pays du sud de l'Europe surtout, la présence d'immigrés en situation irrégulière est loin d'être négligeable. On estime (Rapports ISOPLAN, CEE, 1989) que dans les pays du Sud, en particulier en Italie et en Espagne mais aussi en France, au Portugal et en Grèce, 1,5 million d'immigrés se trouvaient en situation irrégulière en 1988, tandis que les étrangers réguliers étaient 1,2 million. Cela devrait représenter pour 1988 un chiffre global de 540 000 Maghrébins répartis entre la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

Il semblerait que, pour l'ensemble de l'Europe, ce soit l'Italie qui présente la communauté d'immigrés en situation irrégulière la plus importante en termes d'effectifs estimés. Ces immigrés étaient entre 350 000 et un million en 1987, et entre 600 000 et 1,4 million au début des années quatre-vingt-dix.[22] Dans ce pays, une estimation prudente du Censis, établie pour 1994 pour l'ensemble des étrangers citoyens de pays en développement, indique un nombre d'étrangers irréguliers et clandestins sur le territoire représentant environ 30 à 40% du total des permis de séjour accordés (Censis, Rome, 1995). Concernant les travailleurs immigrés, il semblerait qu'en Italie 57% de ces travailleurs, toutes origines géographiques confondues, soient en situation irrégulière, et cette proportion serait de 70% dans le sud, et de 90% dans les îles. Toujours pour le sud et les îles de l'Italie, 80% des travailleurs immigrés occupés dans le secteur de l'agriculture seraient en situation irrégulière.[23]

Si ces estimations portent sur l'ensemble des populations immigrées, il a toutefois été observé que l'immigration irrégulière en Europe concernait tout particulièrement les pays arabes de l'Afrique du Nord, surtout ceux du Maghreb. Une part importante des irréguliers est constituée de Tunisiens (Italie, France), d'Algériens (France), de Marocains (France, Espagne, Italie et Portugal), mais aussi d'Egyptiens et de Libyens (Italie, Grèce). Cela serait confirmé par le fait que, au sein des communautés d'immigrés, les Marocains et les Tunisiens en Italie, et les Marocains en Espagne sont les plus nombreux à avoir demandé la régularisation de leur situation.

Ces estimations concernant les immigrés en situation irrégulière sont toutefois à prendre avec prudence parce que, dans le passé, à la suite des régularisations, on s'est aperçu que les chiffres estimatifs avancés précédemment ne correspondaient pas du tout à la réalité.

A.5.3. Les politiques nationales

La réaction des pays européens face aux flux d'illégaux s'est traduite par une augmentation des contrôles aux frontières, des expulsions ponctuelles et des régularisations. L'intervention régulatrice des gouvernements, qui décident ce qui est une immigration légale et ce qui ne l'est pas, s'applique à un phénomène complexe et dynamique. L'ensemble des migrations internationales légales et illégales constitue en fait un phénomène mondial qui suit un processus partiellement autonome, qui agit et réagit aux mesures de contrôle des gouvernements. Cette situation fort compliquée explique pourquoi les mesures gouvernementales n'ont pas toujours les conséquences attendues ou pourquoi elles peuvent avoir des effets pervers.

Les lois de régularisation en Italie ont révélé l'importance de la communauté maghrébine, jusqu'alors masquée par sa clandestinité. Ces lois ont doté les pays de leurs premiers textes en la matière et permis la régularisation de centaines de milliers d'immigrés de toutes nationalités qui ne possédaient pas de cartes de séjour et échappaient pour cette raison aux statistiques. Elles n'ont toutefois pas permis de rompre le cercle vicieux dans lequel sont enfermés nombre de travailleurs étrangers employés au noir. Les immigrés qui sont employés au noir ne peuvent justifier d'un revenu, et précisément pour cette raison n'ont pas le droit de louer officiellement un logement. Or, un contrat de travail et un bail locatif sont indispensables pour l'obtention ou le renouvellement d'un permis de séjour. Même les assouplissements apportés par des circulaires n'ont pas eu les résultats escomptés: les immigrés, craignant les représailles, évitaient de révéler l'identité de leurs employeurs et perdaient ainsi la possibilité de renouveler leurs permis de séjour (Labib, 1996).

En définitive, le sentiment de vulnérabilité provoqué par les flux de migrants illégaux incite les responsables politiques à considérer négativement ce phénomène en fonction de critères d'ordre social et politique et non pas d'ordre économique. Les critères économiques reviennent toutefois au premier plan quand les responsables politiques décident de fermer les yeux sur la situation irrégulière des résidents qui sont embauchés comme main-d'oeuvre illégale.

---

[22] Conseil de l'Europe, Conférence méditerranéenne sur la population, les migrations et le développement, Palma de Majorque, 15-17 octobre 1996, première table ronde: " Migrations Sud-Nord: tendances récentes et perspectives ", par J.J. Schoorl, B.J., de Brijn, E.J. Kuiper et L. Heering.

[23] Censis, sur la base des données de l'enquête réalisée en 1995 et portant sur 18 475 travailleurs, *Immigration étrangère en Italie*, Sopemi 1995 (Rome, novembre 1995).

A.5.4. Le marché du travail

L'essentiel de l'immigration clandestine concerne des travailleurs en situation irrégulière. Les dynamiques de cette immigration sont complexes. L'offre de travail de la part des immigrés clandestins créerait sa propre demande, qui, à son tour, stimulerait les immigrations illégales par le biais de réseaux migratoires.

Il ne faut cependant pas minimiser le rôle de certains employeurs dans le processus d'introduction d'une main-d'oeuvre clandestine puisque, malgré l'accroissement du chômage, beaucoup d'entreprises en Europe dépendent maintenant des travailleurs migrants illégaux, salariés ou saisonniers, qui constituent une main-d'oeuvre flexible, peu coûteuse et disposée à occuper des emplois peu qualifiés et dans des conditions de travail pénibles. Certaines entreprises n'existeraient même pas sans ce type de main-d'oeuvre, et d'autres doivent leur expansion à cette flexibilité.

Cette réalité est attestée par le fait que les régularisations pratiquées en Europe n'ont pas résorbé la clandestinité. De nombreux immigrés ont perdu leur emploi dès qu'ils ont sollicité auprès de leur employeur un contrat de travail, condition préalable à la régularisation. D'autres, de crainte de perdre leur emploi, ont préféré rester dans l'irrégularité, et un grand nombre de contrats de complaisance ont été rompus une fois la régularisation obtenue par l'immigré.

De nouveaux migrants sont attirés par les emplois libérés par ceux qui ont été régularisés. Ainsi, les employeurs remplacent les immigrés en quête de régularisation par de nouveaux clandestins. Par ailleurs, dès que les immigrés parviennent à stabiliser leur situation, ils recherchent des emplois mieux rémunérés et moins dégradants, laissant leur emploi précédent aux nouveaux candidats. Cette évolution montre que l'ensemble des facteurs tels que la situation de l'emploi, les aspirations des travailleurs et les choix politiques des pays provoquent une progression vers le haut des travailleurs aux échelons les plus bas, et leur remplacement par de nouveaux immigrés (pour une approche générale et historique de la question voir Böhning, dans Böhning et Zegers de Beijl, 1996). Ce phénomène viendrait toutefois à disparaître si de nouveaux flux n'étaient pas assurés.

La démonstration de ce phénomène nous est donnée par la situation italienne. Les immigrés qui ont régularisé leur situation grâce aux deux lois de 1987-88 et 1990-91 ont rapidement quitté les emplois précaires et peu rémunérés du sud du pays pour remonter vers la zone industrielle du nord. Aujourd'hui, de vastes communautés d'immigrés réguliers sont établies dans les principales villes du nord de l'Italie, où elles ont pu profiter d'une conjoncture favorable et d'une demande de main-d'oeuvre non spécialisée et bon marché de la part de la petite et moyenne industrie (métallurgie, céramique, tannage, chaussure, confection, etc.). Les régularisations et le marché de l'emploi du sud du pays ont attiré de nouveaux immigrés, qui sont arrivés une fois les procédures de régularisation closes et qui demeurent donc en situation irrégulière. Ils travaillent au noir comme vendeurs ambulants, saisonniers agricoles, pêcheurs ou salariés dans des ateliers clandestins ou la construction.

La situation est cependant tellement complexe qu'il serait illusoire de croire qu'en supprimant la régularisation on a réglé le problème de l'immigration clandestine. En définitive, nous pouvons affirmer que la situation que connaît aujourd'hui l'Europe - et surtout l'Europe du Sud - en ce qui concerne les immigrations irrégulières diffère de l'expérience d'autres régions ou d'autres époques et que cela rend toute comparaison quasiment inutile.

Selon les experts tunisiens, l'institutionnalisation du travail précaire en Europe, la formation d'une image positive de celui-ci, son acceptation par les travailleurs européens et les travailleurs étrangers régulièrement résidants contribueront largement à réduire la demande de travailleurs en situation irrégulière. Une autre partie de la demande de travailleurs en situation irrégulière sera satisfaite dans le cadre de contrats temporaires et de contrats de services. De plus, la forte diminution du travail irrégulier aura pour conséquence de couper en grande partie les chaînes migratoires et donc de réduire davantage les possibilités d'immigrer en Europe.

A.6. Les demandes d'asile politique

Le nombre d'individus demandeurs d'asile politique en Europe a augmenté depuis les années quatre-vingt. Il semblerait toutefois qu'il ait commencé à diminuer, au moins pour certains pays, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. On considère que cette première évolution à la hausse était surtout due au fait qu'un nombre croissant de migrants économiques utilisaient ce biais pour entrer dans un pays fermé à toute autre forme d'immigration légale ou pour obtenir une régularisation temporaire. Cette idée était confortée par la proportion élevée de demandes rejetées (85% en France). Toutefois, dans le cadre du débat sur la question en France, il a été observé que les demandeurs d'asile ne venaient pas, à de très rares exceptions près, des pays d'émigration traditionnelle comme ceux du Maghreb. Entre 1981 et 1993, seules 4 171 demandes d'asile de ressortissants maghrébins ont été déposées en France, dont les deux tiers depuis 1991 (Legoux, 1995). La faiblesse de ce nombre tiendrait à deux facteurs. D'un côté, les Maghrébins ont, grâce à des réseaux migratoires très efficaces, d'autres moyens pour s'installer en Europe et, d'un autre, ils souhaitent éviter la rupture avec leur pays d'origine qu'impliquerait le statut de réfugié et veulent conserver la possibilité d'effectuer des déplacements fréquents entre le Maghreb et l'Europe.

La situation est bien sûr différente dans le cas de l'Algérie en raison de la montée des extrémismes politiques. Le nombre d'Algériens ayant demandé l'asile en France a été multiplié par 12,5 en quatre ans (ils étaient 191 en 1991, 618 en 1992, 1 098 en 1993 et 2 385 en 1994) (Lebon, 1995). En 1994, l'Algérie était au deuxième rang des principaux pays d'origine des primo-demandeurs d'asile politique, représentant 9% du total des demandes. Ce pays enregistre néanmoins l'un des taux d'acceptation des demandes les plus faibles du fait que la jurisprudence française conduit à rejeter les demandes des personnes persécutées, non pas par un Etat ou une autorité de fait, mais par des groupes autonomes de cet Etat (Legoux, 1995). En conséquence, le statut de réfugié est refusé quasi systématiquement aux Algériens. Deux éléments s'opposent actuellement à une modification de cette règle et à la reconnaissance des demandeurs d'asile algériens. Le premier est le nombre de réfugiés potentiels, qui est considéré comme extrêmement élevé et susceptible de remettre en question les équilibres migratoires recherchés. Le deuxième relève de la politique entre Etats: reconnaître la qualité de réfugié aux victimes du terrorisme revient à admettre que les autorités algériennes ne sont plus en mesure de protéger leurs ressortissants et qu'il y a donc en quelque sorte vacance du pouvoir en Algérie (Legoux, 1995).

Compte tenu de la situation politique actuelle, il pourrait y avoir, dans le futur, une augmentation du nombre des demandes d'asile pleinement fondées en Europe, et en particulier en France, émanant non seulement d'Algériens, mais aussi de ressortissants d'autres pays du Maghreb.

Le cas de la Turquie est bien différent. Depuis 1981, les demandeurs d'asile turcs représentent près des deux tiers des requérants européens. Cette importance relative a augmenté jusqu'en 1989 et, pour la période 1989-1991, la Turquie arrive en tête des principaux pays d'origine (européens et autres) des primo-demandeurs d'asile politique. Toutefois, à partir de 1989, on enregistre une baisse des effectifs de demandeurs turcs. Cette baisse est concomitante des mesures visant à réduire les délais de décision des autorités françaises, ainsi que de la suppression du droit systématique au travail pour les demandeurs d'asile. Proportionnellement bien plus forte que pour la plupart des autres nationalités, elle a accrédité l'idée que les demandes des Turcs étaient particulièrement infondées. On constate pourtant que le quart des demandes d'asile turques ont débouché sur une reconnaissance de la qualité de réfugié. Bien que relativement faible, cette proportion est tout de même deux fois plus importante que, par exemple, celle correspondante pour l'ensemble de l'Afrique (Legoux, 1995).

A.7. Le phénomène des retours dans le pays d'origine

La politique d'incitation au retour des immigrés dans leurs pays d'origine que les pays européens (France, Allemagne, Pays-Bas) ont adoptée à partir des années soixante-dix était considérée, au départ, comme une solution à la crise qui frappait particulièrement la main-d'oeuvre immigrée. La politique de retour s'est toutefois révélée décevante (Withtol De Wenden, De Tinguy, 1995).

Plusieurs facteurs économiques et sociaux ont entraîné le déclin du mythe du retour - le retour étant considéré comme l'achèvement de la migration économique. Il s'agit, entre autres, de la faiblesse des perspectives économiques des pays d'origine, de la comparaison des niveaux de vie et, enfin, du regroupement familial et, partant, de la création de liens sociaux avec les pays d'accueil. De plus, la fermeture des frontières européennes et l'impossibilité de revenir éventuellement en Europe ont incité les travailleurs maghrébins à ne pas tenter l'expérience du retour au pays.

Si le nombre des Maghrébins rentrés chez eux était important jusqu'à la première moitié des années soixante-dix, par la suite, les retours sont restés quantitativement limités. S'il n'existe pas de statistiques, étant donné que les départs définitifs ne sont pas enregistrés, nous disposons cependant de données sur les retours dans le cadre des dispositifs d'aide au retour. Non seulement le nombre de candidats au retour a été modeste, mais certaines personnes qui étaient reparties au pays sont revenues, parfois même dans la clandestinité, puisque l'une des conditions de l'aide au retour était la restitution des titres de séjour.

En France, l'ensemble des dispositifs (aide au retour et accord franco-algérien) n'ont intéressé dans la période 1977-1984 que 53 000 Algériens, 5 700 Marocains et 7 500 Tunisiens, dont une grande partie avait presque l'âge de la retraite. Les Algériens en France se sont montrés très réticents face à ces politiques qui les concernaient directement puisque la perte des droits sociaux liée au retour était loin d'être compensée par le montant des aides proposées. Pour la période 1984-1994, le dispositif d'aide à la réinsertion a intéressé 24 500 Algériens, 8 100 Marocains, 5 000 Tunisiens et 11 200 Turcs. En conclusion, si, dans la période 1977-1984, le retour avait intéressé quelque 13 000 travailleurs maghrébins par an, dans la période 1984-1994 le retour en a intéressé 3 000 par an en moyenne, ce qui est très faible par rapport à l'importance de cette communauté.

Ces données confirment qu'il existe une nette tendance à la fixation définitive des travailleurs migrants et de leurs familles dans les pays d'accueil et que l'émigration maghrébine, conçue d'abord comme une solution provisoire, est devenue ensuite définitive, se transformant en émigration de peuplement.

Sur la base des expériences des années soixante-dix et quatre-vingt, les pays européens sont maintenant convaincus que la politique de l'aide au retour n'a pas d'impact sur les flux migratoires, et dans l'enceinte de l'Union européenne ces politiques sont ainsi considérées comme obsolètes.

A.8. Comparaison avec les flux dirigés vers d'autres régions

L'Europe n'est pas l'unique destination des émigrants en provenance du Maghreb. Cependant, depuis 1974, aucun nouveau débouché stable n'a été trouvé et, si les pays du Golfe offraient des perspectives encourageantes, aucune percée réelle, durable et prometteuse n'a été enregistrée. Actuellement, environ 90% des flux de l'émigration marocaine et algérienne se dirigent vers l'Europe. La plupart de ces flux ne pourraient pas avoir d'autre orientation, étant constitués des membres des familles qui, par définition, rejoignent les chefs de famille installés de longue date dans ces pays. Les flux d'irréguliers se dirigent aussi de préférence vers les pays européens, repoussés par la sévérité des réglementations concernant l'immigration et le travail dans les pays du Golfe.

Alors même que diminuaient les migrations de main-d'oeuvre vers l'Europe, en 1973-74, celles qui étaient dirigées vers les pays du Golfe producteurs de pétrole s'intensifiaient. L'essor économique des pays du Golfe, dû à l'augmentation du prix du pétrole, a eu pour effet d'accroître leur demande de main-d'oeuvre étrangère. Plusieurs documents et conventions interarabes ont été signés, qui insistent pour que les pays arabes importateurs de main-d'oeuvre accordent la priorité aux travailleurs arabes. Jusqu'à la fin des années soixante-dix, ces derniers ont constitué l'essentiel des entrées de travailleurs expatriés dans les pays du Golfe, mais les espoirs de développement de ces flux ont été déçus. Au cours des années quatre-vingt, les pays du Golfe ont délibérément attiré des ressortissants asiatiques, et les travailleurs maghrébins se sont retrouvés défavorisés économiquement et politiquement face aux nouveaux flux. Economiquement, parce que nombre de ces ressortissants de pays asiatiques étaient disposés à travailler pour des salaires inférieurs à ceux acceptés par les Arabes expatriés, et politiquement, parce que les pays du Golfe ont voulu éviter les conséquences éventuelles d'une présence massive de travailleurs des pays arabes. Cette émigration a, de plus, chuté lors de la crise du Golfe. Depuis cette expérience, les pays arabes d'exportation de main-d'oeuvre craignent encore le renvoi de leurs travailleurs et même la perte de l'argent gagné. Même s'ils sont en nombre limité, les départs ont toutefois repris depuis 1993.

Malgré la conclusion de conventions sur la main-d'oeuvre et le déploiement d'importants moyens pour des actions de prospection, le nombre des départs est resté modeste. Les structures économiques des pays du Golfe sont telles que l'Etat n'intervient pas dans l'orientation du recrutement de la main-d'oeuvre étrangère, et les employeurs et les groupements professionnels sont libres de choisir l'origine de la main-d'oeuvre en fonction d'impératifs de coûts-avantages et de gestion. Par conséquent, l'image de marque des Maghrébins et les relations entretenues avec le Maghreb ne peuvent jouer qu'en cas d'avantages comparatifs égaux.

Le processus de privatisation en cours dans les pays du Golfe depuis le début des années quatre-vingt-dix a eu pour conséquence une diminution des salaires dans d'importantes entreprises de travaux publics et dans les structures hospitalières, où la plupart des Maghrébins étaient employés.

Les chefs d'Etat de l'Union du Maghreb arabe (UMA) ont clairement exprimé en janvier 1990 leur volonté que la question de l'émigration maghrébine soit prise en charge d'une façon collective par l'UMA. Cette déclaration, qui pourrait contribuer à relancer une réflexion sérieuse visant à trouver des solutions dans le cadre de la région, est restée sans suite.

A.8.1. Le cas tunisien

La Tunisie constitue une relative exception du point de vue de l'orientation des flux d'émigration maghrébins, qui sont dirigés vers l'Europe. Selon les statistiques tunisiennes (Office des Tunisiens à l'étranger, 1994), le nombre de Tunisiens à l'étranger atteint actuellement 675 700, dont 554 500 (82%) se trouvent en Europe, 42 200 (6,2%) en Libye, 31 700 (4,7%) dans d'autres pays du Maghreb et en Mauritanie, 32 600 (4,8%) dans d'autres pays arabes - essentiellement Arabie saoudite, Syrie et Oman - et 13 700 (2%) en Amérique, surtout au Canada et aux Etats-Unis. Alors que le nombre de résidents tunisiens dans d'autres pays du Maghreb a diminué dans les années quatre-vingt-dix, il a augmenté dans les autres régions et surtout en Amérique.

Le cas des Tunisiens en Libye est particulier et difficilement estimable quantitativement du fait qu'il s'agit essentiellement d'une migration frontalière. Selon d'autres sources statistiques tunisiennes (Institut national de la statistique (INS), 1994), il y aurait 40 000 expatriés réguliers en Libye, et autant d'irréguliers. De par sa proximité géographique et ses potentialités d'emploi, la Libye est considérée depuis les années soixante comme un partenaire important pour la Tunisie. Malgré les problèmes politiques, elle reste encore essentielle aujourd'hui pour l'émigration de la main-d'oeuvre tunisienne - surtout pour les travailleurs non qualifiés - et ce malgré les crises périodiques dont les travailleurs ont été les premières victimes (Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi, 1990).

L'émigration tunisienne vers la Libye a connu un essor rapide dans les années soixante-dix, qu'il s'agisse de l'émigration contrôlée ou de l'émigration clandestine, et elle a fortement diminué depuis les années quatre-vingt.

Dans le cadre de l'émigration contrôlée, on serait passé d'une moyenne annuelle de 1 819 départs dans les années 1965-1969 à 9 635 départs dans les années soixante-dix, à 1 659 dans les années quatre-vingt, et à 137 départs annuels dans la période 1990-1993 (Office des Tunisiens à l'étranger, 1994).

L'ouverture du marché du travail libyen à la main-d'oeuvre tunisienne a toujours suivi les aléas politiques de la Libye et ce marché ne peut donc pas être considéré comme un débouché sûr et en expansion. Pour cette raison, les effectifs de Tunisiens en Libye ont considérablement fluctué et leur séjour a toujours été limité à une courte durée. Les travailleurs tunisiens, avec d'autres immigrés, ont souvent, et promptement, été expulsés: 29 000 en 1969, 43 000 en 1972 et 32 000 en 1985.

Ces expulsions, sans préavis et sans consultation avec le pays d'origine, s'accompagnaient de restrictions quant à la quantité d'argent et aux biens que les travailleurs pouvaient emporter avec eux. La Libye a créé ainsi un précédent pour se débarrasser de la main-d'oeuvre étrangère en cas de diminution de la demande de main-d'oeuvre (Withtol De Wenden, De Tinguy, 1995).

Dans les pays du Golfe, les travailleurs tunisiens représentent moins de 1% de l'ensemble des étrangers y travaillant (Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi, 1990). Cette émigration est composée essentiellement d'ouvriers qualifiés. Regardons en particulier l'exemple de l'émigration vers l'Arabie saoudite. Dans les années 1976-1979, il y a eu en moyenne 122 départs par an, contre 321 dans les années quatre-vingt et 45 dans les années 1990-1993 (Office des Tunisiens à l'étranger, 1994). L'émigration vers les pays du Golfe semble avoir été relancée en 1994, avec 136 départs vers l'Arabie saoudite, 25 vers le Koweït et 6 vers d'autres pays du Golfe (Agence tunisienne de l'emploi (ATE), statistiques non publiées). Ces chiffres, de toute façon très bas, ne représentent pour 1994 que 18% de l'émigration contrôlée vers des pays européens.

Depuis 1990, un dispositif tunisien de relance du placement vers les pays du Golfe est mis en place dans le cadre de l'Agence tunisienne de coopération technique. L'un des objectifs est d'amener les travailleurs tunisiens au niveau de compétitivité requis dans ces pays et de réduire progressivement l'écart avec les Asiatiques. Le Gouvernement tunisien voudrait entreprendre un programme de redéploiement des structures, programmes et méthodes de prospection, développer la formation à la carte et renforcer la préparation socio-culturelle (Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi, 1990). Il considère que la main-d'oeuvre tunisienne non qualifiée ne peut plus être compétitive face à celle des pays asiatiques, et il insiste par conséquent sur l'émigration d'une main-d'oeuvre qualifiée. Les Tunisiens doivent viser maintenant les catégories d'ouvriers spécialisés, qualifiés et hautement qualifiés, de techniciens, d'ingénieurs et de cadres supérieurs, cela dans les secteurs du tourisme et des services, des industries mécanique et électrique, de la santé, de l'enseignement et de la maintenance. Cette main-d'oeuvre pourrait être compétitive au niveau des salaires, tout en bénéficiant de la connaissance de la langue et de la proximité culturelle.

En partie grâce au programme de relance de l'émigration qualifiée, le personnel tunisien travaillant à l'étranger pour l'Agence tunisienne de coopération technique a été multiplié par 6 dans la période 1980-1994, avec un effectif maximum de 7 100 individus. Les lieux d'affectation les plus courants sont l'Arabie saoudite, Oman, les Emirats arabes unis et le Qatar. Parmi les domaines couverts, on trouve l'éducation et la santé, qui emploient respectivement 37% et 29% du total des expatriés de l'ATCT (statistiques non publiées). A partir des années quatre-vingt-dix, le secteur de la formation s'est diversifié et le nombre des individus hautement qualifiés a augmenté avec le départ d'ingénieurs, de médecins et d'enseignants d'université.

Toutefois, tant au niveau des départs individuels que des départs collectifs avec une entreprise, la Tunisie est fortement handicapée face à la concurrence, non seulement des pays asiatiques, mais aussi de l'Egypte et de la Jordanie. Le niveau de vie en Tunisie a augmenté et les salaires des spécialistes qualifiés y sont considérés comme très élevés. Les travailleurs tunisiens avec un haut niveau de formation et une expérience de travail - requise pour l'expatriation - ne trouvent plus avantageux le déplacement vers le Golfe. Parallèlement, le système éducatif en Egypte et en Jordanie commence à produire des spécialistes en excédent par rapport à la demande intérieure, alors que les salaires sont encore bas. Pour les travailleurs égyptiens et jordaniens, mais aussi marocains, l'écart entre les salaires dans leur pays et ceux des pays du Golfe reste suffisamment important pour représenter une incitation au déplacement.

Du fait de ces contraintes, auxquelles vient s'ajouter le rejet du mode de vie particulier de ces pays, le bureau de placement à l'étranger des Tunisiens n'est souvent pas en mesure de trouver des candidats au travail dans les pays du Golfe et en Libye, et les perspectives d'avenir ne sont pas favorables.

Tableau 1. Relations politiques et flux migratoires du Maghreb vers l'Europe

	des années '60 à 1973/74	de 1973/74 aux années '80	années '80	années '90
Politiques nationales dans les pays UE envers les flux migratoires	Appel aux travailleurs immigrés	Fermeture des frontières	- Contrôle des flux - Politiques d'intégration	- Contrôle des flux - Lutte contre les flux d'irréguliers - Politiques d'intégration - Politiques d'alternatives à la migration
Politique commune UE envers les migrations			- Coordination des politiques - Réseaux d'informations sur migrations - Groupes de travail inter-gouvernementaux	Intégration des politiques d'immigration dans une politique globale: . contrôle des flux . diminution de la pression migratoire Parténariat Euro-Med: cadre de dialogue politique multilatérale sur les migrations
Accords nationaux pays UE - pays Maghreb secteur migrations	Conventions sur l'émigration conclues avec France,R.F.A.,Belgique,Pays Bas / Algérie, Maroc, Tunisie Installation de missions permanentes de recrutement			Accords de rapatriement des immigrés en situation irrégulière
Politique UE en Méditerranée et Accords UE-pays Maghreb		Accords de coopération 1976 CE-Tunisie/CE-Maroc/CE-Algérie ERR	Politique Méditerranéenne Renovée: . coopération régionale . coopération décentralisée	Nouveaux accords d'association 1995 CE-Tunisie/CE-Maroc Migration traitée au niveau: . coopération au développement . politique: dialogue bilatéral . ouverture commerciale: zone de libre échange
Caractéristiques des flux	Travailleurs seuls		Pays 1) regroupement familial et travailleurs hautement qualifié Pays 2) irréguliers (travailleurs seuls) Lois de régularisation	Pays 1) regroupement familial et travailleurs hautement qualifiés Pays 2) regroupement familial et irréguliers (travailleurs seuls) Lois de régularisation
Direction des flux	France, Belgique, Pays Bas Allemagne		1) France, Belgique, Pays Bas, Allemagne 2) Italie, Espagne	1) France, Belgique, Pays Bas, Allemagne 2) Italie, Espagne

Tableau 2. Evolution de la population 1950-1994 et projections 1995-2010 (milliers)

EVOLUTION 1950-1994

Année	France	Italie	Espagne	Total F+I+E	Turquie	Total Maghreb	Algerie	Tunisie	Maroc
1950	41829	47104	28009	116942	20809	21236	8753	3530	8953
1955	43428	48633	29199	121260	23859	23707	9715	3860	10132
1960	45684	50200	30455	126339	27509	26647	10800	4221	11626
1965	48758	52112	32056	132926	31151	29876	11923	4630	13323
1970	50772	53822	33779	138373	35321	34183	13746	5127	15310
1975	52699	55441	35596	143736	40025	38934	16018	5611	17305
1980	53880	56434	37542	147856	44438	44506	18740	6384	19382
1985	55170	56771	38474	150415	50345	50964	21887	7261	21816
1990	56718	57023	39272	153013	56098	57349	24935	8080	24334
1991	56893				57341				
1992	57374	56859	39085	153317		61065	26346	8401	26318
1993	57530	56960	39114	153604					
1994	57747	57157	39568	154472	60771	62546	27325	8733	26488

PROJECTIONS
variante moyenne

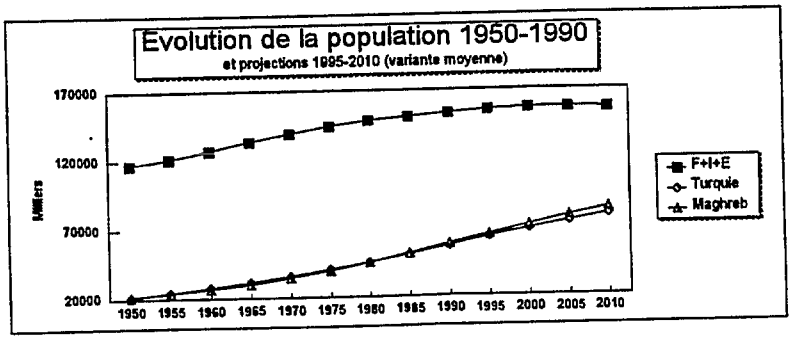
Année	France	Italie	Espagne	Total F+I+E	Turquie	Total Maghreb	Algerie	Tunisie	Maroc
1995	57981	57187	39621	154789	61945	63863	27939	8896	27028
2000	59024	57254	39848	156126	67748	70489	31158	9694	29637
2005	59684	56819	39806	156309	73097	76900	34410	10462	32028
2010	60130	55985	39514	155629	77883	82894	37489	11209	34196

PROJECTIONS
variante haute

Année	France	Italie	Espagne	Total F+I+E	Turquie	Total Maghreb	Algerie	Tunisie	Maroc
1995	58044	57296	39667	155007	62171	64363	28222	8997	27144
2000	59357	57685	40098	157140	68465	71904	31835	9933	30136
2005	60476	57744	40404	158624	74641	79571	35606	10875	33090
2010	61421	57395	40469	159285	80595	87060	39336	11829	35895

PROJECTIONS
variante basse

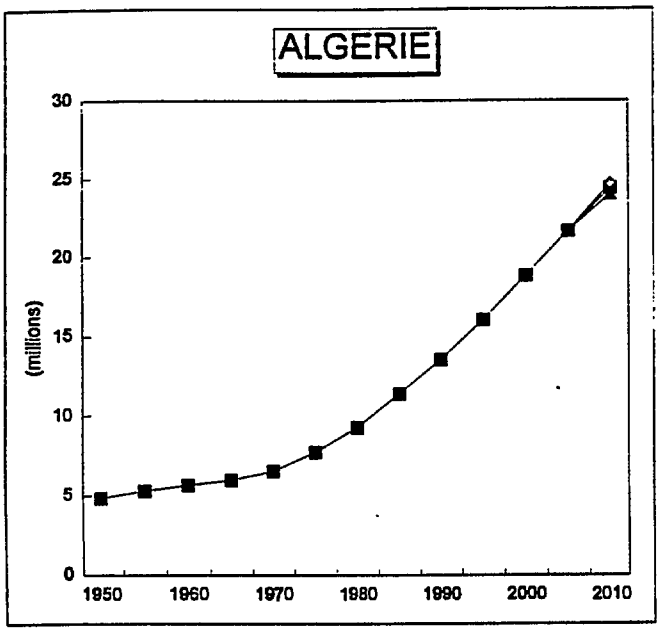
Année	France	Italie	Espagne	Total F+I+E	Turquie	Total Maghreb	Algerie	Tunisie	Maroc
1995	57939	57078	39575	154592	61607	63230	27563	8836	26831
2000	58733	57038	39755	155526	66820	68831	30307	9477	29047
2005	58954	56504	39668	155126	71319	73939	32977	10045	30917
2010	58805	55462	39237	153504	74919	78342	35350	10556	32436

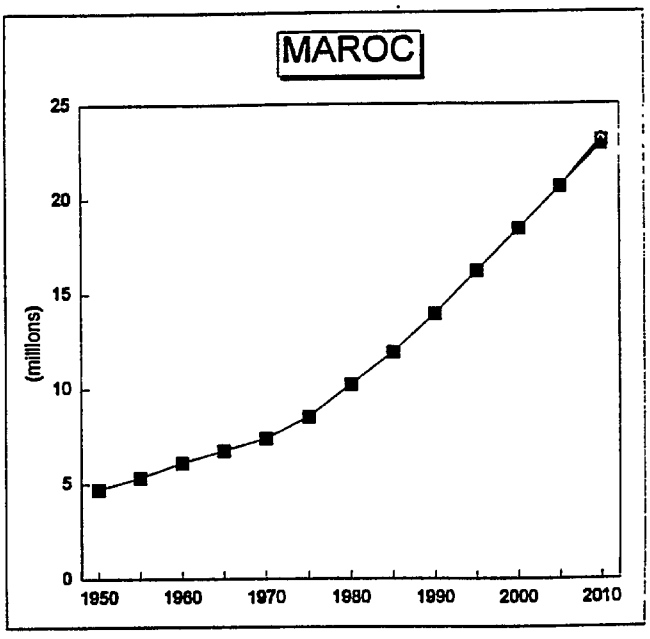


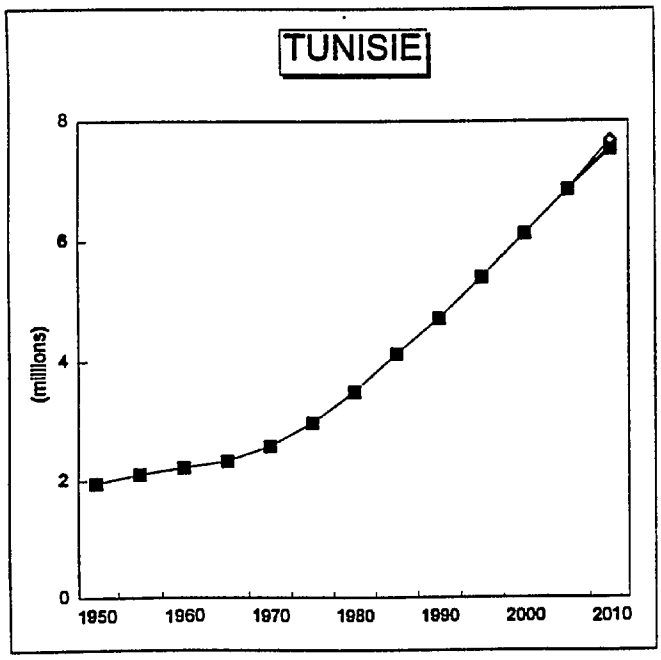
Source: Données NU

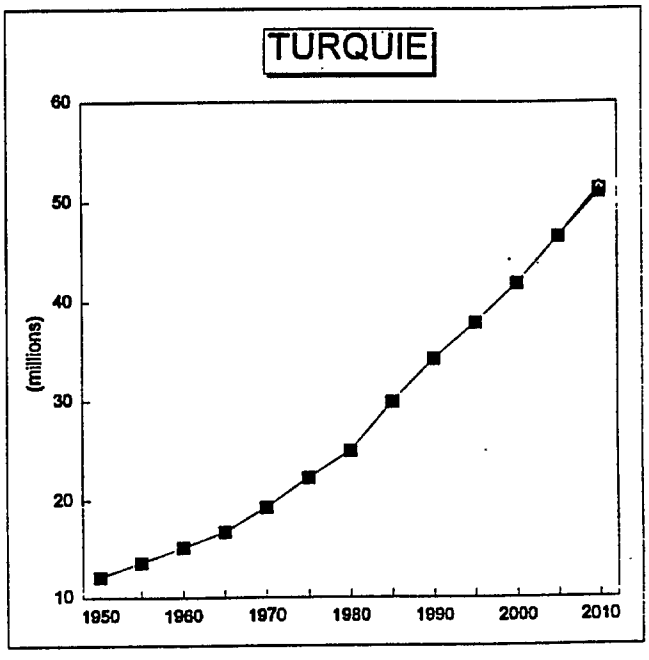
Tableau 3. Population en âge de travailler (15-64)

Evolution (en millions) dans la période 1950-1990
Estimations de l'augmentation future 1995-2010
Différences entre les variantes moyenne, haute et basse de l'augmentation future









Source: calculé avec données NU

Tableau 4. Population et population active. ALGERIE.

Données population (UN 1995) (.000)
Anciens taux d'activité (BIT 1986) (%)
Population active calculée (.000)

	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	variante moyenne 1995	2000	2005	2010	variante basse 1995	2000	2005	2010
TOTAL																	
Population	8753	9715	10800	11923	13746	16018	18740	21887	24935	27939	31158	34410	37489	27564	30306	32977	35351
Actifs	2690	2810	2854	2906	2944	3455	4066	4937	5937	7131	8515	10052	11561	7131	8515	10049	11497
Taux d'activité	30.75	28.92	26.44	24.37	21.42	21.56	21.71	22.18	22.76	23.66	25.02	27.09	29.50	23.66	25.02	27.09	29.50
HOMMES																	
Population	4463	4927	5435	5990	6722	7900	9302	11065	12614	14139	15768	17411	18966	13947	15334	16682	17876
Actifs	2618	2720	2744	2770	2766	3210	3733	4676	5531	6542	7692	8947	10159	6542	7692	8945	10107
Taux d'activité	58.66	55.20	50.50	46.24	41.16	40.63	40 14	40.68	41.26	42.39	44.35	47.44	51 09	42.39	44.35	47.44	51.09
FEMMES																	
Population	4291	4787	5365	5933	7026	8118	9439	10823	12321	13800	15389	16999	18523	13615	14974	16295	17476
Actifs	72	90	110	136	178	245	335	437	561	724	925	1179	1449	724	925	1178	1438
Taux d'activité	1.69	1.89	2.04	2.30	2.53	3.02	3.54	3.95	4.37	4.91	5.57	6.52	7.62	4.91	5.57	6.52	7.62

Données population (UN 1995) (.000)
Nouveaux taux d'activité (BIT 1995) (%)
Population active calculée (.000)

	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	variante moyenne 1995	2000	2005	2010	variante haute 1995	2000	2005	2010
TOTAL																	
Population	8754	9714	10800	11923	13746	16018	18741	21886	24935	27939	31157	34410	37489	28223	31833	35606	39337
Actifs	2690		2902		3043		5208		7403	8691	10616	12534	14415	8982	10846	12970	15126
Taux d'activité	30.73		26.87		22.13		27.79		29.69	31.82	34.08	36.43	38 45	31.82	34.08	36.43	38.45
HOMMES																	
Population	4463	4927	5435	5990	6722	7900	9302	11065	12614	14139	15768	17411	18966	14284	16113	18022	19907
Actifs	2594		2759		2815		3825		5538	6550	7701	8958	10172	6617	7870	9272	10678
Taux d'activité	58.11		50.78		41.88		41.12		43.90	46 33	48.84	51.45	53 63	46.33	48.84	51.45	53.63
FEMMES																	
Population	4291	4787	5365	5933	7026	8118	9439	10823	12321	13800	15389	16999	18523	13939	15720	17584	19430
Actifs	97		144		228		1383		1865	2409	3076	3920	4817	2433	3143	4055	5053
Taux d'activité	2.25		2.68		3.24		14.65		15.14	17.46	19.99	23.06	26.01	17.46	19.99	23.06	26.01

Tableau 5. Population et population active. MAROC.

Données population (UN 1995) (.000)
Anciens taux d'activité (BIT 1986) (%)
Population active calculée (.000)

	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	variante moyenne 1995	2000	2005	2010	variante basse 1995	2000	2005	2010
TOTAL																	
Population	8953	10132	11626	13323	15310	17305	19382	21816	24334	27026	29637	32028	34196	26832	29048	30915	32436
Actifs	2664	2964	3343	3696	4049	4657	5666	6596	7701	9000	10403	11937	13498	9000	10403	11926	13414
Taux d'activité	29.78	29.23	28.73	27.73	26.44	26.9	29.35	30.42	31.79	33.52	35.61	38.06	40.20	33.52	35.61	38.06	40.20
HOMMES																	
Population	4481	5068	5814	6659	7673	8649	9702	10914	12173	13525	14836	16037	17123	13424	14538	15471	16227
Actifs	2483	2728	3040	3274	3485	3889	4631	5306	6100	7019	7992	8999	9993	7019	7992	8996	9945
Taux d'activité	55.41	53.82	52.29	49.17	45.41	44.96	47.86	48.83	50.36	53.23	54.63	57.31	59.47	53.23	54.63	57.31	59 47
FEMMES																	
Population	4472	5065	5814	6667	7638	8656	9681	10901	12162	13504	14800	15990	17073	13408	14513	15447	16207
Actifs	181	236	303	422	564	768	1035	1292	1601	1981	2411	2938	3504	1980	2411	2931	3469
Taux d'activité	4.05	4.65	5.21	6.32	7.38	8.88	10.69	11.85	13.16	14.67	16.29	18.38	20.52	14.67	16.29	18.38	20.52

Oonnées population (UN 1995) (.000)
Nouveaux taux d'activité (BIT 1995) (%)
Population active calculée (.000)

	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	variante moyenne 1995	2000	2005	2010	variante haute 1995	2000	2005	2010
TOTAL																	
Population	8953	10133	11628	13326	15311	17305	19383	21815	24335	27029	29636	32027	34196	27145	30135	33089	35896
Actifs	2665		3342		4049		6967		9140	10681	12346	14168	16019	10727	12554	14638	16816
Taux d'activité	29.77		28 74		26.45		35.95		37.56	39 52	41 66	44.24	46 85	39 52	41 68	44.24	46 85
HOMMES																	
Population	4481	5068	5814	6659	7673	8649	9702	10914	12173	13525	14836	16037	17123	13584	15091	16578	17989
Actifs	2483		3040		3485		4631		5983	6884	7838	8826	9801	6914	7972	9123	10296
Taux d'activité	55.40		52.29		45 42		47 73		49 15	50 90	52 83	55 03	57.24	50 90	52.83	55 03	57 24
FEMMES																	
Population	4472	5065	5814	6667	7638	8656	9681	10901	12162	13504	14800	15990	17073	13561	15044	16511	17907
Actifs	183		301		564		2336		3157	3906	4754	5795	6911	3923	4833	5984	7249
Taux d'activité	4.09		5.18		7 39		24.13		25 96	28.93	32 12	36.24	40 48	28 93	32.12	36.24	40 48

Tableau 6. Population et population active. TUNISIE.

Données population (UN 1995) (.000)
Anciens taux d'activité (BIT 1986) (%)
Population active calculée (.000)

	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	variante moyenne 1995	2000	2005	2010	variante basse 1995	2000	2005	2010
TOTAL																	
Population	3532	3861	4222	4631	5130	5613	6383	7262	8080	8897	9695	10463	11207	8837	9477	10046	10555
Actifs	1064	1116	1181	1255	1327	1609	1953	2311	2682	3074	3503	3968	4395	3074	3503	3967	4374
Taux d'activité	30.11	28.87	27.98	27.08	25.88	28.66	29.96	31.52	32.96	34.39	35.92	37.67	39.16	34.39	35.92	37.67	39.16
HOMMES																	
Population	1761	1917	2130	2368	2540	2846	3235	3674	4087	4496	4895	5284	5659	4466	4764	5071	5325
Actifs	1013	1050	1101	1028	1173	1353	1552	1794	2040	2327	2637	2977	3294	2327	2637	2977	3280
Taux d'activité	57 54	54 73	51.65	48.5	46.17	47 5	46 64	48.11	49 38	51.34	53 49	55 96	58 09	51.34	53 49	55.96	58.09
FEMMES																	
Population	1771	1944	2092	2265	2590	2767	3148	3588	3993	4401	4800	5179	5548	4371	4690	4976	5231
Actifs	51	66	80	227	154	257	401	517	642	747	866	991	1101	747	865	991	1095
Taux d'activité	2.87	3 39	3 84	4.74	5.96	9.27	12 64	14 51	16.16	17.06	17 98	19.00	19 86	17.06	17.98	19.00	19.86

Données population (UN 1995) (.000)
Nouveaux taux d'activité (BIT 1995) (%)
Population active calculée (.000)

	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	variante moyenne 1995	2000	2005	2010	variante haute 1995	2000	2005	2010
TOTAL																	
Population	3532	3861	4222	4631	5127	5611	6384	7261	8080	8896	9694	10462	11209	8998	9933	10878	11828
Actifs	1071		1190		1345		2188		2839	3254	3708	4201	4653	3292	3800	4367	4910
Taux d'activité	30.32		28.20		26.23		34.27		35.14	36.58	38 25	40.15	41.51	36.58	38.25	40.15	41.51
HOMMES																	
Population	1761	1917	2130	2368	2540	2846	3235	3674	4087	4496	4895	5284	5659	4548	5018	5494	5974
Actifs	1013		1101		1173		1555		2015	2298	2605	2941	3254	2325	2669	3058	3435
Taux d'activité	57.54		51.67		46.18		48 08		49.30	51.12	53.21	55 66	57.49	51.12	53.21	55.66	57.49
FEMMES																	
Population	1771	1944	2092	2265	2590	2767	3148	3588	3993	4401	4800	5179	5548	4450	4917	5382	5854
Actifs	58		90		172		633		824	960	1112	1272	1414	970	1139	1322	1492
Taux d'activité	3.26		4 30		6.64		20.09		20 64	21 81	23.17	24.56	25 49	21.81	23.17	24.56	25.49

Tableau 7. Population et population active. TURQUIE.

Données population (UN 1995) (000)
Anciens taux d'activité (BIT 1986) (%)
Population active calculée (000)

	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	variante moyenne 1995	2000	2005	2010	variante basse 1995	2000	2005	2010
TOTAL																	
Population	20809	23859	27509	31151	35321	40025	44438	50345	56098	61945	67748	73097	77883	61609	66819	71318	74920
Actifs	11954	12855	13965	14658	16074	17639	18724	21766	24178	26746	29414	32683	35045	26746	29414	32675	34926
Taux d'activité	57.45	53.87	50.76	47.69	45.50	44.07	42.73	43.39	43.33	43.55	43.95	45.05	45.95	43.55	43.95	45.05	45.95
HOMMES																	
Population	10457	12130	14040	15893	17887	20330	22545	25893	28774	31690	34576	37221	39563	31518	34102	36314	38051
Actifs	6493	7294	8218	9012	9975	11199	12077	14408	16068	17666	19257	21074	22875	17666	19257	21069	22776
Taux d'activité	62.09	60.13	58 53	56.77	55.77	55.09	54 63	55 65	56 01	56 18	56 43	57.15	57 60	56.18	56.43	57.15	57.60
FEMMES																	
Population	10352	11729	13469	15259	17437	19695	21893	24452	27323	30257	33171	35875	38320	30092	32717	35004	36870
Actifs	5461	5561	5747	5845	6098	6440	6647	7357	8110	9080	10157	11609	12171	9080	10157	11607	12150
Taux d'activité	52.76	47.41	42.67	38.31	34.97	32.70	30.36	30.40	30.03	30.41	31.05	32.61	34.02	30.41	31.05	32.61	34.02

Données population (UN 1995) (.000)
Nouveaux taux d'activité (BIT 1995) (%)
Population active calculée (.000)

	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	variante moyenne 1995	2000	2005	2010	variante haute 1995	2000	2005	2010
TOTAL																	
Population	20809	23859	27509	31151	35321	40025	44438	50345	56098	61945	67748	73097	77883	62172	68465	74640	80597
Actifs	11811		13868		16067		19197		24760	27389	30123	33470	35889	27490	30441	34177	37140
Taux d'activité	56 76		50 41		45 49		43.20		44 14	44.22	44 46	45.79	46 08	44 22	44 46	45 79	46.08
HOMMES																	
Population	10457	12130	14040	15893	17887	20330	22545	25893	28774	31690	34576	37221	39563	31805	34941	38009	40947
Actifs	6350		8123		9969		12336		16361	17988	19608	21458	23291	18053	19815	21912	24106
Taux d'activité	60.72		57 85		55.73		54.72		56 86	56 76	56 71	57 65	58 87	56.76	56.71	57.65	58 87
FEMMES																	
Population	10352	11729	13469	15259	17437	19695	21893	24452	27323	30257	33171	35875	38320	30367	33524	36631	39650
Actifs	5462		5745		6098		6861		8399	9404	10520	12023	12605	9438	10632	12277	13043
Taux d'activité	52.76		42.66		34.97		31.34		30.74	31.08	31.71	33.51	32.89	31.08	31.71	33 51	32.89

Tableau 8. Population et population active par âge. ALGERIE

Données population (UN 1995): Variante moyenne
Anciens taux d'activité (BIT 1986)

Données population (UN 1995): Variante basse
Anciens taux d'activité (BIT 1986)

POPULATION TOTALE (.000)

variante moyenne

Âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
0-9	2512	2916	3470	4115	4869	5522	6237	6872	7249	7265	7452	7763	7734
10-14	1001	1099	1256	1434	1779	2104	2477	2761	3221	3549	3619	3582	3816
15-19	876	978	1063	1184	1395	1642	2050	2405	2741	3201	3531	3603	3569
20-24	756	839	913	975	1021	1326	1615	2133	2387	2723	3183	3514	3589
25-29	649	717	775	827	790	1011	1340	1596	2116	2370	2707	3168	3500
30-34	555	613	658	694	711	742	964	1338	1581	2099	2355	2692	3153
35-39	479	522	559	585	678	724	700	1001	1321	1565	2081	2337	2675
40-44	410	447	472	489	524	644	714	705	986	1304	1547	2061	2317
45-49	353	377	398	406	408	523	645	678	692	970	1285	1527	2036
50-54	299	319	331	336	374	429	513	636	661	676	949	1259	1499
55-59	268	263	272	271	337	377	408	514	610	636	652	917	1221
60-64	213	227	217	215	293	305	342	383	480	572	599	616	870
65+	383	397	416	392	569	669	736	866	890	1009	1197	1371	1510
Total	8753	9715	10800	11923	13746	16018	18740	21887	24935	27939	31158	34410	37489

variante basse

Âge	1995	2000	2005	2010
0-9	6890	6601	6701	6439
10-14	3549	3619	3211	3342
15-19	3201	3531	3603	3200
20-24	2723	3183	3514	3589
25-29	2370	2707	3168	3500
30-34	2099	2355	2692	3153
35-39	1565	2081	2337	2675
40-44	1304	1547	2061	2317
45-49	970	1285	1527	2036
50-54	676	949	1259	1499
55-59	636	652	917	1221
60-64	572	599	616	870
65+	1009	1197	1371	1510
Total	27564	30306	32977	35351

POPULATION ACTIVE (.000)

Âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	155	144	136	134	137	138	135	111	84	67	42	32	24
15-19	342	346	339	342	361	370	393	449	495	563	609	608	593
20-24	374	404	427	456	460	627	778	1034	1165	1339	1582	1779	1833
25-29	333	363	381	404	355	488	689	834	1119	1267	1460	1734	1954
30-34	290	312	327	339	325	347	472	670	835	1123	1274	1473	1747
35-39	254	269	278	288	311	337	324	466	657	821	1101	1246	1435
40-44	221	235	237	241	245	303	334	330	462	653	814	1091	1235
45-49	190	202	205	203	195	249	305	320	325	457	642	803	1078
50-54	155	167	171	170	176	203	242	267	309	315	442	622	776
55-59	129	132	134	133	148	165	176	221	232	267	271	380	534
60-64	101	102	98	95	115	115	123	133	161	164	186	186	256
65+	146	134	121	101	116	113	97	102	92	94	93	97	96
Total	2690	2810	2854	2906	2944	3455	4068	4937	5937	7131	8515	10052	11561

Âge	1995	2000	2005	2010
10-14	67	42	29	21
15-19	563	609	608	532
20-24	1339	1582	1779	1833
25-29	1267	1460	1734	1954
30-34	1123	1274	1473	1747
35-39	821	1101	1246	1435
40-44	653	814	1091	1235
45-49	457	642	803	1078
50-54	315	442	622	776
55-59	267	271	380	534
60-64	164	186	186	256
65+	94	93	97	96
Total	7131	8515	10049	11497

TAUX D'CTIVITE (%)

Âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	15 48	13.10	10 83	9.34	7.70	6 56	5 45	4.03	2.61	1.90	1.17	0.90	0.62
15-19	39.04	35.38	31 89	28.89	25.88	22.53	19 17	18 65	18.06	17.60	17 24	16 88	16.61
20-24	49 47	48.15	46.77	46.77	45.05	47.29	48 17	48 48	48 80	49.19	49.69	50.64	51.08
25-29	51.31	50.63	49.16	48 85	44.94	48.27	51.42	52.27	52.89	53.45	53.93	54 73	55.83
30-34	52.25	50.90	49.70	48.85	45 71	46.77	48.96	50 09	52.83	53.50	54.11	54.70	55.40
35-39	53.03	51.53	49.73	49.23	45.87	46.55	46 29	46 54	49 70	52.48	52.89	53.32	53.64
40-44	53.90	52.57	50.21	49.28	46 76	47.05	46 78	46 82	46 90	50 04	52.60	52.95	53.30
45-49	53 82	53 58	51.51	50.00	47.79	47 61	47.29	47 14	46 97	47.10	49 96	52 61	52 96
50-54	51 84	52.35	51 66	50 60	47.06	47.32	47.17	42.04	46 81	46.63	46 58	49.42	51 75
55-59	48 13	50 19	49 26	49 08	43 92	43.77	43 14	42 99	37 98	42.05	41.56	41 42	43.75
60-64	47.42	44 93	45 16	44 19	39 25	37.70	35 96	34 72	33.56	28 66	31 03	30 23	29 45
65+	38 12	33.75	29.09	25.77	20 39	16.89	13 18	11 78	10 39	9 27	7.79	7.07	6.38
Total	30.75	28.92	26.44	24.37	21.42	21.56	21.71	22 18	22.76	23.66	25.02	27 09	29.50

Âge	1995	2000	2005	2010
10-14	1.90	1.17	0.90	0.62
15-19	17.60	17.24	16.88	16.61
20-24	49.19	49 69	50.64	51.08
25-29	53.45	53.93	54.73	55.83
30-34	53.50	54.11	54.70	55.40
35-39	52.48	52.89	53.32	53.64
40-44	50.04	52.60	52.95	53.30
45-49	47.10	49.96	52.61	52.96
50-54	46.63	46.58	49.42	51.75
55-59	42.05	41.56	41.42	43.75
60-64	28.66	31.03	30.23	29.45
65+	9.27	7.79	7.07	6.38
Total	23.66	25.02	27.09	29.50

Tableau 9. Population et population active par âge. MAROC

Données population (UN 1995): Variante moyenne
Anciens taux d'activité (BIT 1986)

Données population (UN 1995): Variante basse
Anciens taux d'activité (BIT 1986)

POPULATION TOTALE (.000)

variante moyenne

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
0-9	2882	3277	3782	4518	5284	5811	5961	6289	6412	6664	6755	6523	6183
10-14	1091	1245	1429	1599	1998	2354	2412	2736	3058	3091	3210	3366	3322
15-19	930	1057	1216	1247	1489	1910	2081	2388	2712	3038	3073	3194	3352
20-24	785	891	1023	1071	1071	1406	1860	2049	2354	2685	3013	3052	3176
25-29	659	747	855	945	930	1000	1447	1825	2012	2327	2659	2988	3031
30-34	554	625	715	836	861	871	1068	1417	1790	1987	2302	2636	2966
35-39	466	523	596	701	803	806	785	1044	1389	1765	1963	2278	2613
40-44	391	437	496	557	675	752	822	765	1019	1364	1738	1937	2252
45-49	324	362	412	467	513	630	667	796	742	995	1335	1705	1905
50-54	265	295	335	356	432	474	661	639	766	718	965	1298	1663
55-59	196	234	265	325	304	392	420	623	605	729	686	925	1248
60-64	153	166	203	241	311	266	407	383	573	560	679	641	869
65+	257	274	301	463	640	633	792	861	903	1106	1258	1484	1616
Total	8953	10132	11626	13323	15310	17305	19382	21816	24334	27028	29637	32028	34196

variante basse

âge	1995	2000	2005	2010
0-9	6467	6165	5604	5005
10-14	3091	3210	3173	2932
15-19	3038	3073	3194	3160
20-24	2685	3013	3052	3176
25-29	2327	2659	2988	3031
30-34	1987	2302	2636	2966
35-39	1765	1963	2278	2613
40-44	1364	1738	1937	2252
45-49	995	1335	1705	1905
50-54	718	965	1298	1663
55-59	729	686	925	1248
60-64	560	679	641	869
65+	1106	1258	1484	1616
Total	26832	29046	30915	32436

POPULATION ACTIVE (.000)

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	212	219	225	231	266	323	344	332	305	259	218	194	158
15-19	401	437	481	475	568	742	778	892	995	1092	1082	1104	1139
20-24	399	448	509	506	508	702	929	1035	1236	1442	1654	1722	1840
25-29	339	386	441	473	448	527	830	1064	1189	1443	1692	1966	2057
30-34	286	326	376	434	423	436	605	828	1063	1200	1456	1721	1996
35-39	240	272	315	371	415	407	424	594	811	1045	1174	1424	1670
40-44	201	228	263	306	363	398	427	415	582	800	1031	1163	1408
45-49	167	189	219	258	288	338	364	410	398	561	769	990	1112
50-54	135	153	175	196	245	261	344	342	387	377	528	725	934
55-59	98	118	136	168	170	215	229	312	308	349	339	474	648
60-64	75	81	98	120	148	132	195	177	237	230	254	242	331
65+	111	107	105	158	207	176	197	197	189	203	205	211	204
Total	2664	2964	3343	3696	4049	4657	5666	6598	7701	9000	10403	11937	13498

âge	1995	2000	2005	2010
10-14	259	218	183	139
15-19	1092	1082	1104	1074
20-24	1442	1654	1722	1840
25-29	1443	1692	1966	2057
30-34	1200	1456	1721	1996
35-39	1045	1174	1424	1670
40-44	800	1031	1163	1408
45-49	561	769	990	1112
50-54	377	528	725	934
55-59	349	339	474	648
60-64	230	254	242	331
65+	203	205	211	204
Total	9000	10403	11926	13414

TAUX D'CTIVITE (%)

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	19 43	17 59	15 75	14 45	13 31	13 72	14 26	12 13	9 97	8 38	6 78	5 76	4 75
15-19	43.12	41.34	39 56	38 09	38 15	38 85	37 39	37 35	36 69	35 93	35 20	34 58	33 98
20-24	50 83	50.28	49 76	47 25	47 43	49 93	49 95	50 51	52 52	53 70	54 91	56 41	57 95
25-29	51 44	51 67	51 58	50 05	48 17	52 70	57 36	58.30	59 10	62 00	63 65	65 81	67 87
30-34	51 62	52.16	52.59	51 91	49 13	50 06	56 65	58 43	59 40	60 39	63 25	65 29	67 31
35-39	51.50	52 01	52 85	52 92	51 68	50 50	54 01	56 90	58 39	59 22	59 81	62 51	63 91
40-44	51 41	52.17	53 02	54 94	53 78	52 93	51 95	54 25	57 09	58 66	59 34	60 02	62 52
45-49	51.54	52 21	53 16	55 25	56 14	53 65	54 57	51 51	53 69	56 36	57 61	58 09	58 36
50-54	50.94	51 86	52.24	55.06	56 71	55 06	52 04	53 52	50 52	52 50	54 70	55 87	56 17
55-59	50 00	50 43	51 32	51 69	55 92	54 85	54 52	50 08	50 99	47 88	49 42	51 29	51 96
60-64	49 02	48.80	48.28	49.79	47.59	49 62	47 91	46 21	41.29	41 00	37.44	37 73	38 07
65+	43 19	39.05	34.88	34.13	32.34	27 80	24 87	22 88	20 97	18.35	16.27	14.25	12.60
Total	29.78	29.23	28.73	27.73	26.44	26.90	29.35	30.42	31 79	33.52	35.61	38.06	40 20

âge	1995	2000	2005	2010
10-14	8.38	6 78	5 76	4 75
15-19	35 93	35 20	34 58	33 98
20-24	53 70	54 91	56 41	57 95
25-29	62 00	63 65	65 81	67 87
30-34	60 39	63.25	65 29	67 31
35-39	59 22	59 81	62 51	63 91
40-44	58 66	59 34	60 02	62 52
45-49	56 36	57 61	58 09	58 36
50-54	52.50	54.70	55.87	56 17
55-59	47 88	49 42	51 29	51.96
60-64	41.00	37.44	37.73	38 07
65+	18.35	16.27	14.25	12.60
Total	33.52	35.61	38.06	40 20

Tableau 10. Population par âge. TUNISIE

Données population (UN 1995): Variante moyenne
Anciens taux d'activité (BIT 1986)

Données population (UN 1995): Variante basse
Anciens taux d'activité (BIT 1986)

POPULATION TOTALE (.000)

varianle moyenne

Âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
0-9	1003	1162	1374	1562	1685	1720	1844	2012	2095	2078	2045	2031	2022
10-14	369	415	457	583	686	738	814	865	947	1029	1046	1017	1015
15-19	336	355	357	389	543	633	731	811	857	943	1025	1043	1014
20-24	305	317	328	300	361	485	625	728	800	852	939	1021	1039
25-29	269	285	306	303	260	320	478	622	716	795	848	935	1017
30-34	231	251	276	295	260	261	314	475	611	711	790	843	930
35-39	202	217	228	266	264	296	256	311	467	606	706	785	839
40-44	171	190	198	205	238	272	290	252	305	461	600	699	779
45-49	143	161	174	179	194	230	264	284	246	300	454	592	691
50-54	120	134	146	158	169	182	221	256	274	240	292	444	580
55-59	98	110	114	132	152	148	171	210	243	263	230	282	429
60-64	82	86	88	94	124	130	134	157	193	226	245	216	266
65 +	203	178	176	165	194	198	241	279	326	393	475	555	586
Total	3532	3861	4222	4631	5130	5613	6383	7262	8080	8897	9695	10463	11207

variante basse

Âge	1995	2000	2005	2010
0-9	2018	1827	1673	1585
10-14	1029	1046	958	858
15-19	943	1025	1043	956
20-24	852	939	1021	1039
25-29	795	848	935	1017
30-34	711	790	843	930
35-39	606	706	785	839
40-44	461	600	699	779
45-49	300	454	592	691
50-54	240	292	444	580
55-59	263	230	282	429
60-64	226	245	216	266
65 +	393	475	555	586
Total	8837	9477	10046	10555

POPULATION ACTIVE (.000)

Âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	50	52	52	62	63	63	63	49	34	25	14	9	5
15-19	131	135	132	145	200	249	302	330	343	364	380	375	353
20-24	158	162	166	152	187	260	349	418	471	509	570	628	648
25-29	142	148	159	156	136	175	284	387	459	514	554	619	681
30-34	119	129	143	153	130	142	179	288	388	456	510	550	613
35-39	103	111	118	141	135	161	144	178	281	376	442	495	532
40-44	87	96	104	109	124	151	165	144	176	277	370	437	488
45-49	71	80	90	97	102	129	152	163	141	172	271	363	428
50-54	58	65	75	84	86	99	121	139	148	128	155	245	328
55-59	42	49	54	67	71	75	84	101	115	120	102	123	192
60-64	32	32	36	39	47	52	49	53	63	69	70	59	69
65 +	73	58	53	51	47	52	60	61	62	64	65	65	59
Total	1064	1116	1181	1255	1327	1609	1953	2311	2682	3074	3503	3968	4395

Âge	1995	2000	2005	2010
10-14	25	14	9	4
15-19	364	380	375	332
20-24	509	570	628	648
25-29	514	554	619	681
30-34	456	510	550	613
35-39	376	442	495	532
40-44	277	370	437	488
45-49	172	271	363	428
50-54	128	155	245	328
55-59	120	102	123	192
60-64	69	70	59	69
65 +	64	65	65	59
Total	3074	3503	3967	4374

TAUX D'CTIVITE (%)

Âge	1950	1955	1960	1955	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	13.68	12.41	11.30	10.61	9 13	8 50	7.70	5 62	3.59	2 46	1.35	0 91	0 47
15-19	39 00	38.01	37 01	37 28	36 79	39 34	41 36	40 67	40 04	38 55	37 03	35 92	34 78
20-24	51.65	51 09	50.75	50 70	51 86	53.67	55.88	57 43	58 85	59 72	60 72	61 55	62 34
25-29	52.66	51.80	51.90	51 63	52.27	54 79	59.41	62.22	64 08	64.66	65 31	66 19	66 94
30-34	51 64	51.36	51.73	51.75	49 88	54 37	57 11	60 58	63 49	64 14	64 54	65 20	65 87
35-39	50.95	51.19	51.89	52.84	51 10	54 55	56 30	57 25	60 18	62 01	62 60	63 08	63.45
40-44	50.85	50.54	52.46	53.17	52.30	55.47	56 76	56 98	57.79	60 04	61 64	62 48	62 66
45-49	49 40	49.95	51.77	54 04	52.37	56.18	57 68	57.39	57 36	57.43	59 64	61.32	61 93
50-54	48.02	48.46	51.33	52.95	51.13	54 40	54 97	54 22	53 98	53 32	53 18	55 24	56 62
55-59	42.51	44 64	47.06	50 99	46.88	50 59	49 19	48 23	47 53	45 74	44 36	43 53	44 69
60-64	38.56	36 63	40.46	41.08	37 62	40 34	36 39	33 98	32 59	30 45	28 75	27 23	25 99
65+	35.88	32.56	29.85	30.81	24 18	26 41	24 99	22 04	19 09	16.33	13.66	11.77	10 02
Total	30.11	28.87	27.98	27.08	25 86	28 66	29 96	31.52	32 96	34.39	35 92	37 67	39 16

Âge	1995	2000	2005	2010
10-14	2.46	1.35	0 91	0.47
15-19	38.55	37.03	35.92	34.78
20-24	59 72	60.72	61.55	62 34
25-29	64 66	65 31	66 19	66.94
30-34	64.14	64.54	65.20	65 87
35-39	62.01	62 60	63 08	63 45
40-44	60.04	61.64	62.48	62 66
45-49	57 43	59 64	61.32	61 93
50-54	53.32	53.18	55 24	56 62
55-59	45 74	44 36	43 53	44 69
60-64	30 45	28.75	27 23	25 99
65+	16.33	13.66	11.77	10 02
Total	34 39	35.92	37.67	39.16

Tableau 11. Population par âge. TURQUIE

Données population (UN 1995): Variante moyenne
Anciens taux d'activité (BIT 1986)

POPULATION TOTALE (.000) — variante moyenne

Age	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
0-9	5633	7042	8193	9211	10215	11031	11958	12353	13671	14677	14933	14723	14120
10-14	2343	2367	3150	3885	4318	5021	5477	5956	5809	6332	7156	7369	7437
15-19	2376	2317	2289	3082	3784	4559	4944	5517	5923	5780	6304	7126	7340
20-24	1952	2301	2286	2221	2819	3534	4031	4911	5479	5887	5748	6272	7094
25-29	1470	1964	2315	2207	2245	2812	3359	4162	4871	5440	5849	5715	6240
30-34	1108	1468	1996	2231	2043	2103	2682	3384	4124	4832	5400	5811	5681
35-39	1281	1036	1431	1920	2174	2078	2188	2726	3348	4084	4791	5359	5772
40-44	1140	1278	1046	1369	1771	2094	2047	2277	2686	3304	4037	4741	5309
45-49	940	989	1101	991	1382	1898	1998	2122	2227	2632	3245	3970	4671
50-54	856	1026	1120	1028	964	1242	1721	2017	2051	2158	2558	3161	3876
55-59	472	630	787	1023	1152	903	1145	1702	1916	1956	2065	2455	3043
60-64	553	625	823	693	907	942	789	1083	1575	1779	1827	1937	2312
65 +	685	816	972	1291	1550	1808	2099	2135	2417	3086	3834	4457	4988
Total	20809	23859	27509	31151	35321	40025	44438	50345	56098	61945	67748	73097	77883

POPULATION ACTIVE (.000)

Age	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	870	834	1047	1194	1220	1224	1124	902	566	428	268	183	91
15-19	1960	1813	1695	2123	2399	2809	2961	3178	3287	3073	3209	3475	2483
20-24	1713	1943	1841	1728	2082	2548	2829	3471	3890	4267	4220	4696	5397
25-29	1298	1665	1893	1740	1702	2093	2389	2982	3496	3945	4321	4275	4737
30-34	970	1252	1646	1758	1537	1567	1937	2462	2995	3541	3992	4389	4339
35-39	1130	877	1182	1526	1671	1524	1566	1986	2444	3004	3558	4036	4441
40-44	1009	1107	867	1113	1388	1589	1465	1654	1961	2438	3001	3577	4061
45-49	820	841	920	776	1056	1402	1440	1507	1579	1891	2353	2916	3479
50-54	753	879	924	833	733	906	1169	1372	1373	1453	1736	2175	2696
55-59	414	537	648	773	827	599	722	1043	1150	1131	1163	1360	1652
60-64	470	505	641	516	619	592	442	582	802	860	822	827	939
65 +	547	602	661	778	840	786	680	626	634	716	771	773	730
Total	11954	12855	13965	14858	16074	17639	18724	21766	24178	26746	29414	32683	35045

TAUX D'CTIVITE (%)

Age	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	37.13	35 23	33 24	30 73	28 25	24.38	20 52	15 14	9 75	6 76	3 74	2 48	1 23
15-19	82.49	78 25	74 05	68 88	63 40	61 61	59 89	57 60	55 50	53 16	50 90	48 77	33 83
20-24	87.76	84 44	80 53	77 80	73.86	72 10	70 18	70 68	70 99	72 49	73 42	74 87	76 08
25-29	88.30	84 78	81.77	78 84	75 81	74.43	71 12	71 64	71 77	72 51	73 88	74 81	75 91
30-34	87 55	85.29	82 46	78 80	75 23	74 51	72 22	72 74	72 63	73 28	73 93	75 53	76 38
35-39	88.21	84 65	82 60	79 48	76 86	73 34	71 57	72 86	73 00	73 55	74 26	75 31	76 94
40-44	88.51	86 62	82 89	81 30	78 37	75 88	71 57	72 66	73 01	73.78	74 34	75 44	76 49
45-49	87 23	85 04	83 56	78 30	76 41	73 87	72 07	71 04	70 92	71 85	72 50	73 46	74 48
50-54	87.97	85 67	82 50	81 03	76 04	72.95	67.93	68 04	66 96	67 33	67 87	68 82	69 56
55-59	87.71	85.24	82.34	75.56	71 79	66 33	63 06	61 30	60 01	57.82	56 34	55 41	54 28
60-64	84 99	80.80	77.89	74 46	68 25	62 85	56 02	53 78	50 92	48.33	44 99	42 69	40 60
65+	79.85	73 77	68.00	60.26	54.19	43 47	32 40	29 31	26 23	23 19	20 12	17 35	14 64
Total	57.45	53 87	50.76	47.69	45 50	44 07	42.73	43 39	43 33	43.55	43 95	45 05	45 95

Données population (UN 1995): Variante basse
Anciens taux d'activité (BIT 1986)

POPULATION TOTALE — variante basse

Age	1995	2000	2005	2010
0-9	14339	14005	13278	12074
10-14	6332	7156	7036	6851
15-19	5780	6304	7126	7009
20-24	5887	5748	6272	7094
25-29	5440	5849	5715	6240
30-34	4832	5400	5811	5681
35-39	4084	4791	5359	5772
40-44	3304	4037	4741	5309
45-49	2632	3245	3970	4671
50-54	2158	2558	3161	3876
55-59	1956	2065	2455	3043
60-64	1779	1827	1937	2312
65 +	3086	3834	4457	4988
Total	61609	66819	71318	74920

Age	1995	2000	2005	2010
10-14	428	268	174	84
15-19	3073	3209	3475	2371
20-24	4267	4220	4696	5397
25-29	3945	4321	4275	4737
30-34	3541	3992	4389	4339
35-39	3004	3558	4036	4441
40-44	2438	3001	3577	4061
45-49	1891	2353	2916	3479
50-54	1453	1736	2175	2696
55-59	1131	1163	1360	1652
60-64	860	822	827	939
65 +	716	771	773	730
Total	26746	29414	32675	34926

Age	1995	2000	2005	2010
10-14	6 76	3 74	2 48	1 23
15-19	53 16	50 90	48 77	33 83
20-24	72 49	73 42	74 87	76 08
25-29	72 51	73 88	74 81	75 91
30-34	73 28	73 93	75 53	76 38
35-39	73 55	74 26	75 31	76 94
40-44	73 78	74 34	75 44	76 49
45-49	71 85	72 50	73 46	74 48
50-54	67 33	67 87	68 82	69 56
55-59	57 82	56 34	55 41	54 28
60-64	48.33	44 99	42 69	40.60
65+	23 19	20.12	17 35	14.64
Total	43.55	43.95	45 05	45 95

Tableau 12. Population active et taux d'activité par âge. ALGERIE

Donnés population (UN 1995): Variante moyenne
Anciens taux d'activité (BIT 1995)

Donnés population (UN 1995): Variante haute
Nouveaux taux d'activité (BIT 1995)

POPULATION TOTALE (.000) — variante moyenne

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
0-9	2512	2916	3470	4115	4869	5522	6237	6872	7249	7265	7452	7763	7734
10-14	1001	1099	1256	1434	1779	2104	2477	2761	3221	3549	3619	3582	3816
15-19	876	978	1063	1184	1395	1642	2050	2405	2741	3201	3531	3603	3569
20-24	756	839	913	975	1021	1326	1615	2133	2387	2723	3183	3514	3589
25-29	649	717	775	827	790	1011	1340	1596	2116	2370	2707	3168	3500
30-34	555	613	658	694	711	742	964	1338	1581	2099	2355	2692	3153
35-39	479	522	559	585	676	724	700	1001	1321	1565	2081	2337	2675
40-44	410	447	472	489	524	644	714	705	986	1304	1547	2061	2317
45-49	353	377	398	406	408	523	645	678	692	970	1285	1527	2036
50-54	299	319	331	338	374	429	513	636	661	676	949	1259	1499
55-59	268	283	272	271	337	377	408	514	610	636	652	917	1221
60-64	213	227	217	215	293	305	342	383	480	572	599	616	870
65+	383	397	416	392	569	689	736	868	890	1009	1197	1371	1510
Total	8754	9714	10800	11923	13748	16018	18741	21888	24935	27939	31157	34410	37489

variante haute

âge	1995	2000	2005	2010
0-9	7549	8128	8679	8911
10-14	3549	3619	3862	4208
15-19	3201	3531	3603	3848
20-24	2723	3183	3514	3589
25-29	2370	2707	3168	3500
30-34	2099	2355	2692	3153
35-39	1565	2081	2337	2675
40-44	1304	1547	2061	2317
45-49	970	1285	1527	2036
50-54	676	949	1259	1499
55-59	636	652	917	1221
60-64	572	599	616	870
65+	1009	1197	1371	1510
Total	28223	31833	35606	39337

POPULATION ACTIVE (.000)

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	169		159		150		332		236	189	119	91	66
15-19	330		347		407		622		690	786	849	848	827
20-24	374		430		470		929		1352	1555	1836	2065	2128
25-29	333		384		362		820		1322	1497	1725	2049	2309
30-34	290		330		329		581		1011	1359	1542	1782	2113
35-39	254		280		314		409		829	1037	1390	1574	1813
40-44	221		239		251		392		608	857	1069	1434	1623
45-49	190		207		199		361		412	579	814	1019	1368
50-54	156		172		176		288		354	361	506	712	888
55-59	128		136		151		215		303	350	354	497	698
60-64	104		98		112		137		177	180	204	205	282
65+	141		120		122		123		108	109	109	113	113
Total	2690		2902		3043		5208		7403	8891	10618	12534	14415

âge	1995	2000	2005	2010
10-14	189	119	98	73
15-19	786	849	848	891
20-24	1555	1836	2065	2128
25-29	1497	1725	2049	2309
30-34	1359	1542	1782	2113
35-39	1037	1390	1574	1813
40-44	857	1069	1434	1623
45-49	579	814	1019	1368
50-54	361	506	712	888
55-59	350	354	497	698
60-64	180	204	205	282
65+	109	109	113	113
Total	8982	10848	12970	15126

TAUX D'CTIVITE (%)

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	16.89		12.69		8.45		13.39		7.33	5.33	3.28	2.53	1.74
15-19	37.64		32.67		29.17		30.36		25.18	24.54	24.04	23.54	23.16
20-24	49.53		47.09		46.01		57.52		56.64	57.09	57.67	58.78	59.29
25-29	51.29		49.51		45.80		61.19		62.49	63.15	63.72	64.67	65.97
30-34	52.19		50.12		46.26		60.27		63.92	64.73	65.47	66.18	67.03
35-39	53.12		50.11		46.35		58.45		62.76	66.29	66.81	67.35	67.76
40-44	53.90		50.70		47.81		54.92		61.63	65.76	69.12	69.58	70.04
45-49	53.92		51.93		48.70		55.92		59.57	59.74	63.36	66.72	67.17
50-54	52.20		51.93		47.17		56.08		53.58	53.37	53.32	56.57	59.23
55-59	47.73		49.86		44.93		52.59		49.65	54.97	54.33	54.15	57.19
60-64	48.77		45.21		38.17		40.06		36.92	31.53	34.14	33.26	32.40
65+	36.70		26.91		21.47		16.67		12.14	10.84	9.11	8.26	7.46
Total	30.73		26.87		22.13		27.79		29.69	31.82	34.08	36.43	38.45

âge	1995	2000	2005	2010
10-14	5.33	3.28	2.53	1.74
15-19	24.54	24.04	23.54	23.16
20-24	57.09	57.67	58.78	59.29
25-29	63.15	63.72	64.67	65.97
30-34	64.73	65.47	66.18	67.03
35-39	66.29	66.81	67.35	67.76
40-44	65.76	69.12	69.58	70.04
45-49	59.74	63.36	66.72	67.17
50-54	53.37	53.32	56.57	59.23
55-59	54.97	54.33	54.15	57.19
60-64	31.53	34.14	33.26	32.40
65+	10.84	9.11	8.26	7.46
Total	31.82	34.08	36.43	38.45

Tableau 13. Population active et taux d'activité par âge.
MAROC

Donnés population (UN 1995): Variante moyenne
Anciens taux d'activité (BIT 1995)

Données population (UN 1995): Variante haute
Nouveaux taux d'activité (BIT 1995)

POPULATION TOTALE (.000)

variante moyenne

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
0-9	2882	3277	3782	4518	5284	5811	5961	6289	6412	6684	6755	6523	6183
10-14	1091	1245	1429	1599	1998	2354	2412	2736	3058	3091	3210	3366	3322
15-19	930	1057	1216	1247	1489	1910	2081	2388	2712	3038	3073	3194	3352
20-24	785	891	1023	1071	1071	1406	1860	2049	2354	2685	3013	3052	3176
25-29	659	747	855	945	930	1000	1447	1825	2012	2327	2659	2988	3031
30-34	554	625	715	836	861	871	1068	1417	1790	1987	2302	2636	2966
35-39	466	523	596	701	803	806	785	1044	1389	1765	1963	2278	2613
40-44	391	437	496	557	675	752	822	765	1019	1364	1738	1937	2252
45-49	324	362	412	467	513	630	667	796	742	995	1335	1705	1905
50-54	265	295	335	356	432	474	661	639	766	718	965	1298	1663
55-59	196	234	265	325	304	392	420	623	605	729	686	925	1248
60-64	153	166	203	241	311	266	407	363	573	560	679	641	869
65+	257	274	301	463	640	633	792	861	903	1106	1258	1484	1616
Total	8953	10133	11628	13328	15311	17305	19383	21815	24335	27029	29636	32027	34196

variante haute

âge	1995	2000	2005	2010
0-9	6780	7254	7471	7392
10-14	3091	3210	3480	3700
15-19	3038	3073	3194	3465
20-24	2685	3013	3052	3176
25-29	2327	2659	2988	3031
30-34	1987	2302	2636	2966
35-39	1765	1963	2278	2613
40-44	1364	1738	1937	2252
45-49	995	1335	1705	1905
50-54	718	965	1298	1663
55-59	729	686	925	1248
60-64	560	679	641	869
65+	1106	1258	1484	1616
Total	27145	30135	33089	35896

POPULATION ACTIVE (.000)

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	212		225		266		505		323	274	231	205	167
15-19	401		481		568		971		1197	1313	1301	1329	1370
20-24	399		509		508		1117		1485	1732	1988	2068	2211
25-29	339		441		448		981		1399	1697	1991	2313	2420
30-34	286		376		423		729		1252	1413	1714	2026	2350
35-39	240		315		415		522		961	1239	1392	1688	1980
40-44	201		263		363		539		699	961	1239	1396	1691
45-49	167		219		288		446		486	684	938	1208	1356
50-54	135		175		245		426		476	465	652	895	1153
55-59	98		136		170		271		367	415	403	564	771
60-64	75		98		148		229		283	275	304	289	396
65+	111		105		207		232		210	226	227	235	226
Total	2665		3342		4049		6967		9140	10681	12346	14168	16019

âge	1995	2000	2005	2010
10-14	274	231	212	186
15-19	1313	1301	1329	1416
20-24	1732	1988	2068	2211
25-29	1697	1991	2313	2420
30-34	1413	1714	2026	2350
35-39	1239	1392	1688	1980
40-44	961	1239	1396	1691
45-49	684	938	1208	1356
50-54	465	652	895	1153
55-59	415	403	564	771
60-64	275	304	289	396
65+	226	227	235	226
Total	10727	12554	14638	16816

TAUX D'CTIVITE (%)

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	19.46		15.71		13.33		20.93		10.57	8.86	7.16	6.10	5.03
15-19	43.08		39.55		38.16		46.67		44.13	43.22	42.34	41.60	40.87
20-24	50.77		49.73		47.41		60.03		63.10	64.52	65.97	67.77	69.62
25-29	51.47		51.60		48.13		67.76		69.53	72.94	74.88	77.42	79.85
30-34	51.65		52.59		49.16		68.23		69.93	71.09	74.46	76.86	79.24
35-39	51.50		52.90		51.65		66.56		69.22	70.20	70.90	74.10	75.76
40-44	51.52		52.97		53.77		65.60		68.58	70.46	71.28	72.09	75.10
45-49	51.60		53.03		56.24		66.81		65.46	68.72	70.24	70.83	71.16
50-54	51.00		52.17		56.67		64.41		62.38	64.82	67.54	68.98	69.35
55-59	50.25		51.20		55.96		64.45		60.64	56.94	58.77	61.00	61.79
60-64	49.08		48.29		47.73		56.26		49.39	49.04	44.78	45.13	45.53
65+	43.29		35.00		32.28		29.31		23.31	20.39	18.08	15.64	14.00
Total	29.77		28.74		26.45		35.95		37.56	39.52	41.66	44.24	46.85

âge	1995	2000	2005	2010
10-14	8.86	7.16	6.10	5.03
15-19	43.22	42.34	41.60	40.87
20-24	64.52	65.97	67.77	69.62
25-29	72.94	74.88	77.42	79.85
30-34	71.09	74.46	76.86	79.24
35-39	70.20	70.90	74.10	75.76
40-44	70.46	71.28	72.09	75.10
45-49	68.72	70.24	70.83	71.16
50-54	64.82	67.54	68.98	69.35
55-59	56.94	58.77	61.00	61.79
60-64	49.04	44.78	45.13	45.53
65+	20.39	18.08	15.84	14.00
Total	39.52	41.66	44.24	46.85

Tableau 14. Population active et taux d'activité par âge.

TUNISIE

Donnés population (UN 1995): Variante moyenne
Anciens taux d'activité (BIT 1995)

Donnés population (UN 1995): Variante haute
Nouveaux taux d'activité (BIT 1995)

POPULATION TOTALE (.000)

variante moyenne

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
0-9	1003	1162	1374	1562	1685	1720	1844	2012	2095	2078	2045	2031	2022
10-14	369	415	457	583	686	738	814	865	947	1029	1046	1017	1015
15-19	336	355	357	389	543	633	731	811	857	943	1025	1043	1014
20-24	305	317	328	300	361	485	625	728	800	852	939	1021	1039
25-29	269	285	306	303	260	320	478	622	716	795	848	935	1017
30-34	231	251	276	295	260	261	314	475	611	711	790	843	930
35-39	202	217	228	266	264	296	256	311	467	606	706	785	839
40-44	171	190	198	205	238	272	290	252	305	461	600	699	779
45-49	143	161	174	179	194	230	264	284	246	300	454	592	691
50-54	120	134	146	156	169	182	221	256	274	240	292	444	580
55-59	98	110	114	132	152	148	171	210	243	263	230	282	429
60-64	82	86	88	94	124	130	134	157	193	226	245	216	266
65 +	203	178	176	165	194	198	241	279	326	393	475	555	586
Total	3532	3861	4222	4631	5127	5611	6384	7261	8080	8896	9694	10462	11209

variante haute

âge	1995	2000	2005	2010
0-9	2179	2283	2344	2406
10-14	1029	1046	1117	1152
15-19	943	1025	1043	1114
20-24	852	939	1021	1039
25-29	795	848	935	1017
30-34	711	790	843	930
35-39	606	706	785	839
40-44	461	600	699	779
45-49	300	454	592	691
50-54	240	292	444	580
55-59	263	230	282	429
60-64	226	245	216	266
65+	393	475	555	586
Total	8998	9933	10876	11828

POPULATION ACTIVE (.000)

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	57		61		80		47		0	0	0	0	0
15-19	131		132		200		347		335	355	371	368	345
20-24	158		166		187		423		552	596	668	736	759
25-29	142		159		136		321		499	559	602	673	740
30-34	119		143		130		201		414	467	544	587	654
35-39	103		118		135		160		300	401	472	529	569
40-44	87		104		124		181		185	291	388	459	513
45-49	71		90		102		163		144	176	276	370	437
50-54	58		75		86		133		157	136	165	260	348
55-59	42		54		71		93		122	127	108	130	203
60-64	32		36		47		55		65	71	73	61	72
65 +	73		53		47		64		66	68	68	69	62
Total	1071		1190		1345		2188		2839	3254	3708	4201	4653

âge	1995	2000	2005	2010
10-14	0	0	0	0
15-19	355	371	368	379
20-24	596	668	736	759
25-29	559	602	673	740
30-34	487	544	587	654
35-39	401	472	529	569
40-44	291	388	459	513
45-49	176	276	370	437
50-54	136	165	260	348
55-59	127	108	130	203
60-64	71	73	61	72
65+	68	68	69	62
Total	3292	3800	4367	4910

TAUX D'CTIVITE (%)

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	15.51		13.40		11.68		5.75		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
15-19	39.00		37.01		36.79		47.41		39.13	37.67	36.19	35.10	33.99
20-24	51.65		50.75		51.86		67.64		68.94	69.96	71.13	72.11	73.03
25-29	52.66		51.90		52.27		67.21		69.68	70.32	71.02	71.98	72.80
30-34	51.64		51.73		49.85		64.00		67.78	68.48	68.90	69.61	70.32
35-39	50.95		51.89		51.10		62.67		64.29	66.25	66.88	67.39	67.79
40-44	50.85		52.46		52.31		62.36		60.69	63.05	64.74	65.62	65.81
45-49	49.40		51.80		52.37		61.71		58.53	58.60	60.86	62.57	63.19
50-54	48.02		51.33		51.13		60.35		57.27	56.57	56.42	58.60	60.07
55-59	42.54		47.06		46.88		54.38		50.21	48.32	46.86	45.99	47.21
60-64	38.56		40.46		37.62		41.27		33.71	31.50	29.74	28.17	26.88
65+	35.89		29.87		24.18		26.38		20.14	17.23	14.41	12.42	10.57
Total	30.32		28.20		26.23		34.27		35.14	36.58	38.25	40.15	41.51

âge	1995	2000	2005	2010
10-14	0.00	0.00	0.00	0.00
15-19	37.67	36.19	35.10	33.99
20-24	69.96	71.13	72.11	73.03
25-29	70.32	71.02	71.98	72.80
30-34	68.48	68.90	69.61	70.32
35-39	66.25	66.88	67.39	67.79
40-44	63.05	64.74	65.62	65.81
45-49	58.60	60.86	62.57	63.19
50-54	56.57	56.42	58.60	60.07
55-59	48.32	46.86	45.99	47.21
60-64	31.50	29.74	28.17	26.88
65+	17.23	14.41	12.42	10.57
Total	36.58	38.25	40.15	41.51

Tableau 15. Population active et taux d'activité par âge.
TURQUIE

Donnés population (UN 1995): Variante moyenne
Anciens taux d'activité (BIT 1995)

Données population (UN 1995): Variante haute
Nouveaux taux d'activité (BIT 1995)

POPULATION TOTALE (.000) — variante moyenne

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
0-9	5633	7042	8193	9211	10215	11031	11958	12353	13671	14677	14933	14723	14120
10-14	2343	2367	3150	3885	4318	5021	5477	5956	5809	6332	7156	7369	7437
15-19	2376	2317	2289	3082	3784	4559	4944	5517	5923	5780	6304	7126	7340
20-24	1952	2301	2286	2221	2819	3534	4031	4911	5479	5887	5748	6272	7094
25-29	1470	1964	2315	2207	2245	2812	3359	4162	4871	5440	5849	5715	6240
30-34	1108	1468	1996	2231	2043	2103	2682	3384	4124	4832	5400	5811	5681
35-39	1281	1036	1431	1920	2174	2078	2188	2726	3348	4084	4791	5359	5772
40-44	1140	1278	1046	1369	1771	2094	2047	2277	2686	3304	4037	4741	5309
45-49	940	989	1101	991	1382	1898	1998	2122	2227	2632	3245	3970	4671
50-54	856	1026	1120	1028	964	1242	1721	2017	2051	2158	2558	3161	3876
55-59	472	630	787	1023	1152	903	1145	1702	1916	1956	2065	2455	3043
60-64	553	625	823	893	907	942	789	1083	1575	1779	1827	1937	2312
65 +	685	816	972	1291	1550	1808	2099	2135	2417	1679	3834	4457	4988
Total	20809	23859	27509	31151	35321	40025	44438	50345	56098	61945	67748	73097	77883

variante haute

âge	1995	2000	2005	2010
0-9	14902	15651	16045	16123
10-14	6332	7156	7591	7928
15-19	5780	6304	7126	7562
20-24	5887	5748	6272	7094
25-29	5440	5849	5715	6240
30-34	4832	5400	5811	5681
35-39	4084	4791	5359	5772
40-44	3304	4037	4741	5309
45-49	2632	3245	3970	4671
50-54	2158	2558	3161	3876
55-59	1956	2065	2455	3043
60-64	1779	1827	1937	2312
65+	3086	3834	4457	4988
Total	62172	68465	74640	80597

POPULATION ACTIVE (.000)

âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	827		1028		1227		1438		1399	1057	661	451	226
15-19	1893		1690		2497		2964		3369	3149	3288	3562	2545
20-24	1686		1848		2125		2841		3801	4170	4124	4589	5274
25-29	1294		1892		1715		2391		3437	3878	4248	4203	4657
30-34	968		1645		1545		1940		2962	3501	3948	4340	4291
35-39	1129		1181		1670		1567		2391	2939	3481	3949	4345
40-44	1010		863		1376		1464		1895	2356	2901	3457	3925
45-49	821		913		1045		1421		1487	1781	2215	2746	3276
50-54	753		916		709		1152		1278	1352	1615	2024	2509
55-59	415		636		797		714		1119	1100	1132	1324	1607
60-64	471		625		590		442		795	852	814	819	930
65 +	543		630		771		863		828	934	1007	1009	953
Total	11811		13868		16067		19197		24760	27389	30123	33470	35889

âge	1995	2000	2005	2010
10-14	1057	661	465	241
15-19	3149	3288	3562	2622
20-24	4170	4124	4589	5274
25-29	3878	4248	4203	4657
30-34	3501	3948	4340	4291
35-39	2939	3481	3949	4345
40-44	2356	2901	3457	3925
45-49	1781	2215	2746	3276
50-54	1352	1615	2024	2509
55-59	1100	1132	1324	1607
60-64	852	814	819	930
65+	1717	1007	1009	953
Total	27490	30441	34177	37140

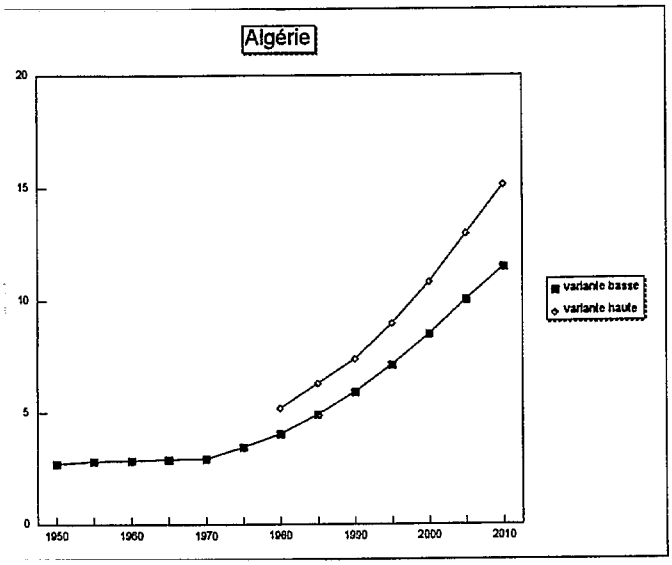
TAUX D'CTIVITE (%)

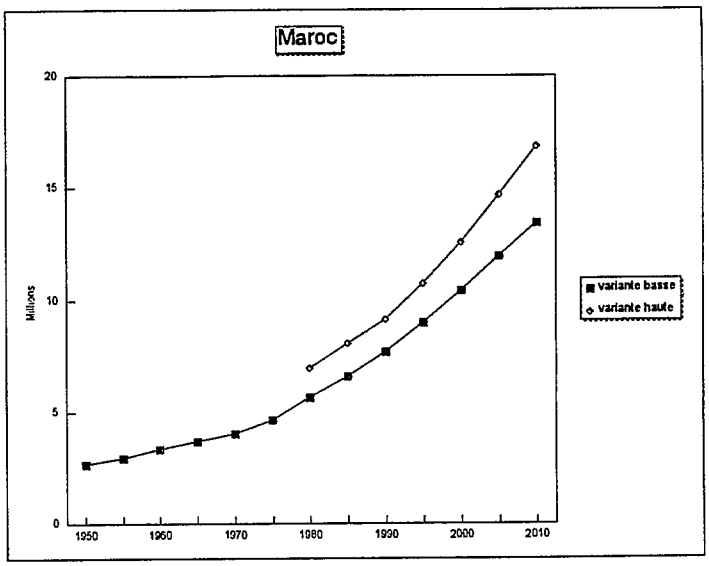
âge	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
10-14	35.31		32.65		28.41		26.25		24.08	16.70	9.24	6.12	3.04
15-19	79.66		73.84		65.98		59.96		56.88	54.48	52.16	49.98	34.67
20-24	86.37		80.83		75.39		70.47		69.37	70 84	71.75	73.16	74.35
25-29	88.00		81.75		76.39		71.19		70.56	71.28	72.63	73.55	74.63
30-34	87.38		82.44		75.60		72.32		71.82	72.46	73.10	74.69	75.53
35-39	88.17		82.50		76.80		71.64		71.43	71.96	72.66	73 69	75.28
40-44	88.63		82.53		77.72		71.54		70.57	71.31	71 85	72.92	73.93
45-49	87.36		82.92		75.60		71.14		66.78	67.66	68.27	69.18	70.14
50-54	87.95		81.74		73.57		66.93		62.31	62 65	63 15	64.04	64.73
55-59	87.93		80.84		69.21		62.35		58.39	56.26	54.82	53.91	52.81
60-64	85.21		75.97		65.05		55.99		50.45	47.89	44.58	42.30	40.23
65+	79.34		64.79		49.77		41.11		34.24	55.64	26.26	22.65	19.11
Total	56.76		50.41		45.49		43.20		44.14	44.22	44.46	45.79	46.08

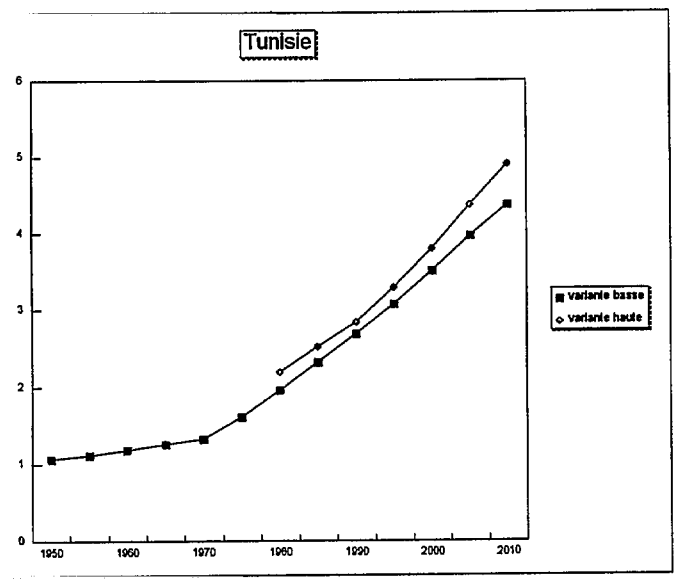
âge	1995	2000	2005	2010
10-14	16.70	9.24	6.12	3.04
15-19	54.48	52.16	49 98	34 67
20-24	70.84	71.75	73 16	74 35
25-29	71.28	72.63	73 55	74.63
30-34	72.46	73.10	74 69	75.53
35-39	71.96	72.66	73 69	75 28
40-44	71.31	71.85	72.92	73.93
45-49	67.66	68.27	69 18	70.14
50-54	62.65	63.15	64 04	64.73
55-59	56.26	54.82	53.91	52.81
60-64	47 89	44.58	42.30	40.23
65+	55.64	26.26	22.65	19.11
Total	44.22	44.46	45.79	46 08

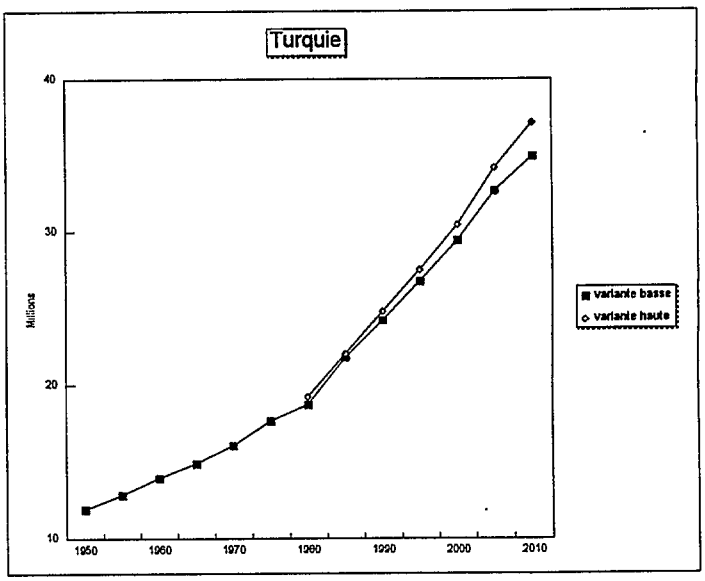
Tableau 16. Population active

Evolution (en millions) de la population active 1950-1990
Estimations de l'augmentation future 1995-2010









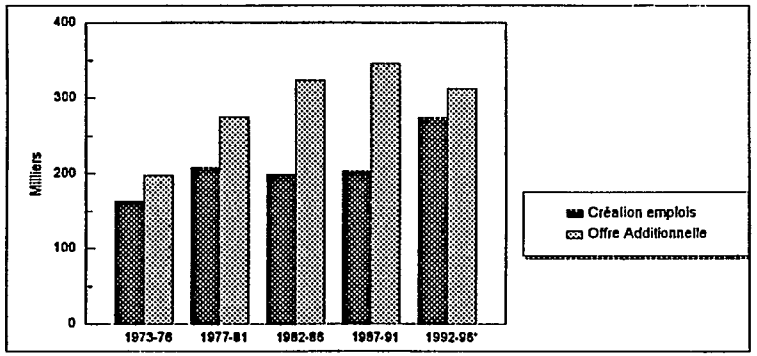
Variante basse calculée avec: Variante basse, données population (UN 1995)
Anciens taux d'activité (BIT 1986)

Variante haute calculée avec: Variante haute, données population (UN 1995)
Nouveaux taux d'activité (BIT 1995)

Tableau 17. Création d'emplois: Prévisions et réalisations, offre additionnelle de travail

	IIIème Plan (1968-1972)			IVème Plan (1973-1976)			Vème Plan (1977-1981)			VIème Plan (1982-1986)			VIIème Plan (1987-1991)			VIIIème Plan (1992-1996)		
	CREATIONS D'EMPLOIS		OFFRE	CREATIONS D'EMPLOIS		OFFRE	CREATIONS D'EMPLOIS		OFFRE	CREATIONS D'EMPLOIS		OFFRE	CREATIONS D'EMPLOIS		OFFRE	CREATIONS D'EMPLOIS		OFFRE
	Prévisions	Réalisations	ADDITIONN. DE TRAVAIL	Prévisions	Réalisations	ADDITIONN. DE TRAVAIL	Prévisions	Réalisations	ADDITIONN. DE TRAVAIL	Prévisions	Réalisations	ADDITIONN. DE TRAVAIL	Prévisions	Réalisations	ADDITIONN. DE TRAVAIL	Prévisions (1992-96)	Réalisations (1992-94)	ADDITIONN DE TRAVAIL
Agriculture	40000			-									20000					
Pêche	-			3900				3900		3200	4500		10000	6500		10000	5000	
BTP	16000			31000				27800		20000	4500		10000	2500		15000	8500	
Mines-énergie	4000			730				3700		3800	1030		-3000	2250				
Ind manufacturières	16000			60250				89450		109000	69200		57000	65000		120000	46300	
Transports et Communications	3000			8000				10350		15000	7350		5000	4300		7500	7800	
Tourisme				6000				5000		12000	8500		8000	7500		10000	11350	
Administration	14000			35000				36300		65000	55650		35000	(120450		49500	25300	
Commerce et Autres services	29000			19300				32150		42000	49200		73000	(		108000	60050	
Artisanat et Petits Métiers													23000					
Total	122000		112000	164180		198000	233000	208650	275000	270000	199930	324000	240000	204000	346000	320000	164500	313000

Source: Différentes sources tunisiennes



* 1992-96: Créations d'emplois calculé en pourcentage de la période sur la base des réalisations 1992-94

Tableau 18. Population active par secteur d'activité (%)

AGR Agriculture,sylviculture et pêche
IND Industrie
SER Services et autres
Chômeurs 1 - Chômeurs n'ayant jamais travaillé
Chômeurs 2 - Chômeurs ayant travaillé précédemment ou chômeurs sans précision

ALGERIE

	Total AGR	IND	SER	Chômeurs 1	Chômeurs 2	Hommes AGR	IND	SER	Femmes AGR	IND	SER
1950	79.89	8.56	11.55			81.00	8.50	10.50	40.00	10.70	49.30
1954	74.90	7.40	17.70								
1960	66.54	12.08	21.38			68.00	12.00	20.00	30.00	14.00	56.00
1966	50.40	12.70	26.60	11.10							
1970	47.37	21.31	31.32			49.30	21.55	29.15	16.80	17.55	65.65
1980	31.15	26.85	42.00			33.00	27.40	39.60	10.45	20.70	68.85
1987	13.60	24.60	40.60	16.10	5.20						
1990	20.10	29.90	50.00								
(nouvelle série non comparable avec les années précedentes)											
1980	35.84	27.27	36.89			26.71	33.08	40.21	69.31	5.97	24.72
1990	26.13	31.28	42.59			17.80	37.74	44.46	57.19	7.19	35.62

MAROC

	Total AGR	IND	SER	Chômeurs 1	Chômeurs 2	Hommes AGR	IND	SER	Femmes AGR	IND	SER
1950	71.16	8.73	20.11			75.00	7.00	18.00	18.95	32.25	48.80
1960	65.72	12.45	21.83			70.20	10.30	19.50	20.55	34.15	45.30
1970	57.63	16.98	25.39			60.00	16.00	24.00	43.00	23.00	34.00
1980	45.60	25.00	29.35			48.00	23.00	29.00	35.00	34.00	31.00
1982	39.20	24.20	27.50	9.10							
1991	40.00	25.00	35.00								
(nouvelle série non comparable avec les années précedentes)											
1980	56.01	20.19	23.80			47.84	23.27	28.89	72.22	14.07	13.71
1990	44.67	24.81	30.52			34.95	28.00	37.05	63.08	18.76	18.16

TUNISIE

	Total AGR	IND	SER	Chômeurs 1	Chômeurs 2	Hommes AGR	IND	SER	Femmes AGR	IND	SER
1950	67.67	13.86	18.47			71.00	12.00	17.00	9.30	46.40	44.30
1956	68.10	9.60	22.30								
1960	55.78	17.99	26.23			59.35	15.85	24.80	12.10	44.20	43.70
1966	41.00	18.60	36.70		3.70						
1970	41.88	25.58	32.54			45.10	22.60	32.30	19.95	45.90	34.15
1975	32.40	25.90	34.40	7.30							
1980	35.00	36.40	28.60			35.50	34.15	30.35	33.10	44.75	22.15
1984	23.40	34.80	29.70	2.60	9.50						
1989	21.60	28.20	34.00		16.20						
(nouvelle série non comparable avec les années précedentes)											
1980	38.89	30.27	30.84			33.30	29.68	37.02	52.60	31.73	15.67
1990	28.14	32.79	39.07			22.47	33.29	44.24	42.00	31.55	26.45

TURQUIE

	Total AGR	IND	SER	Chômeurs 1	Chômeurs 2	Hommes AGR	IND	SER	Femmes AGR	IND	SER
1950	87.00	6.42	6.58			79.30	9.85	10.85	96.15	2.35	1.50
1960	78.72	10.39	10.89			67.05	15.70	17.25	95.40	2.80	1.80
1965	71.80	10.40	17.80								
1970	70.69	11.89	17.41			58.25	16.90	24.85	91.05	3.70	5.25
1975	67.30	12.20	20.50								
1980	60.33	15.91	23.77			45.14	22.14	32.73	87.93	4.59	7.49
1990	53.07	18.29	28.63			38.29	24.08	37.63	82.49	6.78	10.73
1980	58.40	16.85	24.75			43.05	23.15	33.80	87.65	4.80	7.55
1985	56.20	14.30	24.80	4.70							
1988	45.30	18.50	27.80	5.40	2.90						
1989	45.90	18.50	27.10	4.80	3.70						
1990	47.10	20.50	32.40								
1991	47.60	20.20	32.20								
1992	45.00	23.00	32.00								
1993	40.20	20.40	31.50	3.20	4.70						

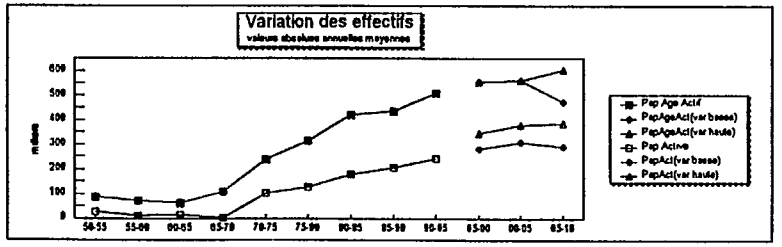
Tableau 19. Population en âge de travailler et population active: effectifs et flux (valeurs absolues en milliers)
ALGERIE

POPULATION EN AGE DE TRAVAILLER

Age	1950	1955	50-55 flux	1955	1960	55-60 flux	1960	1965	60-65 flux	1965	1970	65-70 flux	1970	1975	70-75 flux	1975	1980	75-80 flux	1980	1985	80-85 flux	1985	1990	85-90 flux	1990	1995	90-95 flux	1995	2000	95-00 flux	2000	2005	00-05 flux	2005	2010	05-10 flux
15-19	876	976	976	976	1063	1063	1063	1184	1184	1184	1395	1395	1395	1642	1642	1642	2050	2050	2050	2405	2405	2405	2741	2741	2741	3201	3201	3201	3531	3531	3531	3531	3531	3603	3603	3603	3603	3848	3848
20-24	756	839	-37	839	913	-65	913	975	-88	975	1021	-153	1021	1326	-69	1326	1515	-27	1515	2133	63	2133	2387	-18	2387	2723	-18	2723	3183	-18	3183	3514	-17	3514	3589	-14	2723	3183	-16	3183	3514	-17	3514	3582	-14
25-29	649	717	-39	717	775	-64	775	827	-86	827	790	-185	790	1011	-10	1011	1340	14	1340	1596	-19	1596	2116	-17	2116	2370	-17	2370	2707	-16	2707	3158	-15	3158	3500	-14	2370	2707	-16	2707	3158	-15	3158	3500	-14
30-34	555	613	-36	613	658	-59	658	694	-81	694	711	-116	711	742	-46	742	964	-47	964	1338	-2	1338	1581	-15	1581	2099	-17	2099	2355	-15	2355	2692	-15	2692	3153	-15	2099	2355	-15	2355	2692	-15	2692	3153	-15
35-39	479	522	-33	522	559	-54	559	585	-73	585	678	-15	678	724	13	724	700	-42	700	1001	37	1001	1321	-17	1321	1565	-16	1565	2081	-18	2081	2337	-18	2337	2675	-17	1565	2081	-18	2081	2337	-18	2337	2675	-17
40-44	410	447	-32	447	472	-50	472	489	-70	489	524	-61	524	644	-34	644	714	-10	714	705	5	705	986	-15	986	1304	-17	1304	1547	-18	1547	2061	-20	2061	2317	-20	1304	1547	-18	1547	2061	-20	2061	2317	-20
45-49	353	377	-33	377	398	-49	398	406	-66	406	406	-61	406	523	-1	523	645	1	645	678	-36	678	892	-13	892	970	-16	970	1285	-19	1285	1527	-20	1527	2036	-25	970	1285	-19	1285	1527	-20	1527	2036	-25
50-54	299	319	-34	319	331	-46	331	336	-62	336	374	-32	374	429	21	429	513	-10	513	636	-9	636	651	-17	651	676	-16	676	949	-21	949	1259	-26	1259	1499	-28	676	949	-21	949	1259	-26	1259	1499	-28
55-59	256	263	-36	263	272	-47	272	271	-60	271	337	1	337	377	3	377	406	-21	406	514	1	514	610	-26	610	636	-25	636	852	-24	852	917	-32	917	1221	-38	636	852	-24	852	917	-32	917	1221	-38
60-64	213	227	-41	227	217	-46	217	215	-57	215	293	22	293	305	-32	305	342	-35	342	383	-25	383	480	-34	480	572	-38	572	599	-37	599	616	-36	616	870	-47	572	599	-37	599	616	-36	616	870	-47
			-213			-227			-217			-215			-293			-305			-342			-383			-489			-572			-599			-616			-572			-599			-616
Flux d'entrées âge actif			976			1063			1184			1395			1642			2050			2405			2741			3201			3531			3603			3848								
Flux de sorties			-534			-707			-860			-846			-450			-482			-307			-555			-758			-798			-834			-758			-798			-834		
Solde			444			356			324			549			1192			1568			2098			2186			2541			2773			2805			3014			2773			2805		
Taux de remplacement (sorties/entrées)			0 55			0 67			0 73			0 61			0 27			0 24			0 13			0 20			0 21			0 21			0 22			0 26			0 21			0 22		

POPULATION ACTIVE

Age	1950	1955	50-55 flux	1955	1960	55-60 flux	1960	1965	60-65 flux	1965	1970	65-70 flux	1970	1975	70-75 flux	1975	1980	75-80 flux	1980	1985	80-85 flux	1985	1990	85-90 flux	1990	1995	90-95 flux	1995	2000	95-00 flux	2000	2005	00-05 flux	2005	2010	05-10 flux
15-19	342	346	346	346	339	339	339	342	342	342	361	361	361	370	370	370	393	393	393	446	446	446	495	495	495	563	563	563	609	609	608	608	608	532	532	786	849	849	849	848	848	848	891	891
20-24	374	404	62	404	427	61	427	456	117	456	460	118	460	627	266	627	778	406	778	1034	641	1034	1165	717	1165	1339	844	1339	1582	1779	1171	1779	1633	1225	1555	1836	1050	1836	2055	1216	2055	2128	1280
25-29	333	363	-11	363	381	-23	381	404	-23	404	355	-101	355	466	28	466	689	62	689	835	57	835	1119	85	1119	1267	102	1267	1460	120	1460	1734	152	1734	1954	175	1497	1725	170	1725	2049	213	2049	2309	244
30-34	290	312	-21	312	327	-36	327	339	-42	339	325	-79	325	347	-8	347	472	-16	472	671	-18	671	835	1	835	1123	4	1123	1274	13	1274	1473	13	1473	1747	13	1359	1542	45	1542	1782	57	1782	2113	64
35-39	254	269	-21	269	278	-34	278	286	-39	286	311	-28	311	337	12	337	324	-23	324	456	-8	456	657	-14	657	821	-14	821	1101	-22	1101	1245	-28	1245	1435	-38	1037	1390	31	1390	1574	32	1574	1813	31
40-44	221	235	-19	235	237	-32	237	241	-37	241	245	-43	245	303	-6	303	334	-3	334	330	6	330	462	-4	462	653	-4	653	814	-8	814	1091	-9	1091	1235	-11	857	1059	32	1059	1434	44	1434	1623	49
45-49	190	202	-19	202	205	-30	205	203	-34	203	195	-46	195	249	4	249	305	2	305	320	-14	320	325	-5	325	457	-6	457	642	-11	642	803	-10	803	1078	-13	579	814	-43	814	1019	-50	1019	1358	-55
50-54	155	167	-23	167	171	-31	171	170	-35	170	176	-27	176	203	8	203	242	-7	242	267	-38	267	309	-10	309	315	-10	315	442	-15	442	622	-20	622	776	-28	361	505	-73	505	712	-102	712	888	-131
55-59	129	132	-23	132	134	-33	134	133	-38	133	148	-22	148	165	-11	165	176	-27	176	221	-21	221	232	-36	232	267	-42	267	271	-44	271	380	-52	380	534	-69	350	354	-7	354	497	-9	497	698	-14
60-64	101	102	-27	102	98	-34	98	95	-39	95	115	-18	115	115	-33	115	123	-42	123	133	-43	133	161	-60	161	164	-68	164	186	-82	186	186	-85	186	256	-124	180	204	-146	204	205	-149	205	282	-215
			-101			-102			-98			-95			-115			-115			-123			-133			-161			-164			-186			-186			-180			-204			-205
Flux d'entrées			406			420			459			479			688			865			1152			1297			1513			1755			1944			1945			2177			2410			2559
Sorties pour âge (+65)			-101			-102			-98			-95			-115			-115			-123			-133			-161			-164			-186			-186			-180			-204			-205
Autres sorties			-164			-253			-287			-364			-60			-118			-139			-139			-143			-181			-215			-301			-269			-310			-425
Flux de sorties			-265			-355			-385			-459			-175			-233			-262			-293			-304			-345			-401			-487			-449			-514			-631
Solde			143			65			74			20			513			632			890			1035			1209			1410			1543			1457			1728			1895			1928
Taux de remplacement (sorties/entrées)			0 65			0 85			0 84			0 95			0 25			0 27			0 23			0 20			0 20			0 20			0 21			0 25			0 21			0 21			0 25



Source: calculé à partir de: Population totale (ONS 1995)
Taux d'activité (BIT 1990 et 1995)

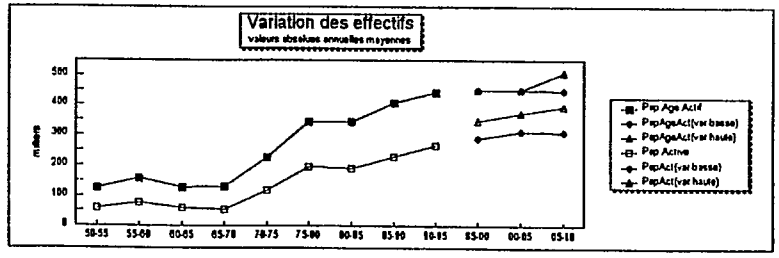
Tableau 20. Population en âge de travailler et population active: effectifs et flux (valeurs absolues en milliers)
MAROC

POPULATION EN AGE DE TRAVAILLER

âge	1950	1955	50-55 flux	1955	1960	55-60 flux	1960	1965	60-65 flux	1965	1970	65-70 flux	1970	1975	70-75 flux	1975	1980	75-80 flux	1980	1985	80-85 flux	1985	1990	85-90 flux	1990	1995	90-95 flux	1995	2000	95-00 flux	2000	2005	00-05 flux	2005	2010	05-10 flux	1995	2000	95-00 flux	2000	2005	00-05 flux	2005	2010	05-10 flux
15-19	930	1057	1057	1057	1215	1215	1215	1247	1247	1247	1489	1489	1489	1910	1910	1910	2081	2081	2081	2386	2386	2386	2712	2712	2712	3038	3038	3038	3073	3073	3073	3194	3194	3194	3194	3160	3160	3038	3073	3073	3073	3194	3194	3194	3194	3465	3465
20-24	785	891	-39	891	1023	-34	1023	1071	-145	1071	1071	-176	1071	1406	-83	1406	1650	-50	1650	2049	-32	2049	2354	-34	2354	2685	-27	2685	3013	-25	3013	3052	-21	3052	3176	-18	2685	3013	-25	3013	3052	-21	3052	3176	-18		
25-29	659	747	-38	747	855	-35	855	945	-76	945	930	-141	930	1000	-71	1000	1447	41	1447	1825	-35	1825	2012	-37	2012	2327	-27	2327	2659	-26	2659	2988	-25	2988	3031	-21	2327	2659	-26	2659	2988	-25	2988	3031	-21		
30-34	554	625	-34	625	715	-32	715	836	-19	836	851	-84	851	871	-59	871	1058	68	1058	1417	-30	1417	1790	-35	1790	1987	-25	1987	2302	-25	2302	2636	-23	2636	2966	-22	1987	2302	-25	2302	2636	-23	2636	2966	-22		
35-39	466	523	-31	523	596	-29	596	701	-14	701	803	-33	803	805	-55	805	785	-86	785	1044	-24	1044	1389	-28	1389	1765	-25	1765	1963	-24	1963	2278	-24	2278	2613	-23	1765	1963	-24	1963	2278	-24	2278	2613	-23		
40-44	391	437	-29	437	496	-27	496	557	-39	557	675	-26	675	752	-51	752	822	16	822	765	-20	765	1019	-25	1019	1364	-25	1364	1738	-27	1738	1937	-26	1937	2252	-26	1364	1738	-27	1738	1937	-26	1937	2252	-26		
45-49	324	362	-29	362	412	-25	412	467	-29	467	513	-44	513	630	-45	630	667	-85	667	795	-26	795	742	-23	742	995	-24	995	1335	-29	1335	1705	-33	1705	1905	-32	995	1335	-29	1335	1705	-33	1705	1905	-32		
50-54	265	295	-29	295	335	-27	335	356	-56	356	432	-35	432	474	-39	474	551	31	551	639	-28	639	766	-30	766	718	-24	718	965	-30	965	1298	-37	1298	1663	-42	718	965	-30	965	1298	-37	1298	1663	-42		
55-59	196	234	-31	234	265	-30	265	325	-10	325	304	-52	304	392	-40	392	420	-54	420	623	-38	623	605	-34	605	729	-37	729	686	-32	686	925	-40	925	1248	-50	729	686	-32	686	925	-40	925	1248	-50		
60-64	153	166	-30	166	203	-31	203	241	-24	241	311	-14	311	268	-38	268	407	15	407	383	-37	383	573	-50	573	560	-45	560	679	-50	679	841	-45	841	869	-56	560	679	-50	679	841	-45	841	869	-56		
			-153			-166			-203			-241			-311			-266			-407			-383			-573			-560			-679			-641			-560			-679			-641	
Flux d'entrées âge actif			1057			1215			1247			1489			1910			2081			2386			2712			3038			3073			3194			3160			3073			3194			3465	
Flux de sorties			-443			-437			-617			-846			-792			-370			-677			-679			-832			-928			-953			-931			-928			-953			-931	
Solde			614			779			630			643			1118			1711			1711			2033			2206			2245			2241			2229			2245			2241			2534	
Taux de remplacement (sorties/entrées)			0 42			0 35			0 49			0.57			0 41			0 18			0 28			0 25			0 27			0 27			0 30			0 29			0 27			0 30			0 27	

POPULATION ACTIVE

âge	1950	1955	50-55 flux	1955	1960	55-60 flux	1960	1965	60-65 flux	1965	1970	65-70 flux	1970	1975	70-75 flux	1975	1980	75-80 flux	1980	1985	80-85 flux	1985	1990	85-90 flux	1990	1995	90-95 flux	1995	2000	95-00 flux	2000	2005	00-05 flux	2005	2010	05-10 flux	1995	2000	95-00 flux	2000	2005	00-05 flux	2005	2010	05-10 flux
15-19	401	437	437	437	481	481	481	475	475	475	558	558	558	742	742	742	778	778	778	892	892	892	995	995	995	1092	1092	1092	1082	1082	1082	1104	1104	1104	1104	1074	1074	1313	1301	1301	1301	1329	1329	1329	1329	1416	1416
20-24	399	446	47	446	509	72	509	506	25	506	508	33	508	702	134	702	929	187	929	1035	257	1035	1236	344	1236	1442	447	1442	1654	563	1654	1722	640	1722	1840	736	1732	1988	675	1988	2068	767	2068	2211	862		
25-29	339	386	-13	386	441	-7	441	473	-36	473	448	-58	448	527	19	527	830	128	830	1054	135	1054	1189	154	1189	1443	205	1443	1692	251	1692	1966	312	1966	2057	336	1597	1991	259	1991	2313	325	2313	2420	352		
30-34	286	326	-13	326	376	-10	376	434	-7	434	423	-50	423	456	-12	456	605	78	605	828	-2	828	1053	-1	1053	1200	11	1200	1456	13	1456	1721	29	1721	1996	30	1413	1714	17	1714	2026	35	2025	2350	37		
35-39	240	272	-14	272	315	-11	315	371	-5	371	415	-19	415	407	-16	407	424	-12	424	594	-11	594	811	-17	811	1045	-18	1045	1174	-26	1174	1424	-32	1424	1570	-51	1239	1392	-21	1392	1688	-26	1688	1980	-46		
40-44	201	228	-12	228	263	-9	263	308	-9	308	353	-8	353	398	-17	398	427	20	427	415	-9	415	582	-12	582	800	-11	800	1031	-14	1031	1163	-11	1163	1408	-16	961	1239	0	1239	1396	4	1396	1691	3		
45-49	167	189	-12	189	219	-9	219	258	-5	258	288	-18	288	336	-25	336	364	-34	364	410	-17	410	566	-17	566	551	-21	551	769	-31	769	990	-41	990	1112	-51	684	936	-23	936	1208	-31	1208	1356	-40		
50-54	135	153	-14	153	175	-14	175	196	-23	196	245	-13	245	261	-27	261	344	6	344	342	-22	342	387	-23	387	377	-21	377	528	-33	528	725	-44	725	934	-56	465	652	-32	652	895	-43	895	1153	-55		
55-59	98	116	-17	116	136	-17	136	168	-7	168	170	-26	170	215	-30	215	229	-32	229	312	-32	312	366	-34	366	349	-38	349	339	-38	339	474	-53	474	648	-77	415	403	-52	403	564	-88	564	771	-124		
60-64	75	81	-17	81	96	-20	96	120	-16	120	148	-20	148	132	-38	132	195	-20	195	177	-52	177	237	-75	237	230	-79	230	254	-95	254	242	-97	242	331	-144	275	304	-111	304	289	-114	289	396	-168		
			-75			-81			-98			-120			-148			-132			-195			-177			-237			-230			-254			-242			-275			-304			-289	
Flux d'entrées			484			553			500			601			695			1197			1264			1494			1756			1909			2084			2176			2252			2460			2590	
Sorties pour âge (+65)			-75			-81			-98			-120			-148			-132			-195			-177			-237			-230			-254			-242			-275			-304			-289	
Autres sorties			-112			-97			-108			-212			-165			-98			-145			-178			-188			-236			-279			-395			-249			-302			-433	
Flux de sorties			-187			-178			-206			-332			-313			-230			-340			-355			-425			-466			-533			-637			-524			-606			-722	
Solde			297			375			294			269			382			967			944			1138			1331			1442			1552			1539			1728			1854			1968	
Taux de remplacement (sorties/entrées)			0 39			0 32			0 41			0 55			0 35			0 19			0 26			0 24			0 24			0 24			0 26			0 29			0 23			0 25			0 27	



Source: calculé à partir de Population totale (UN 1995)
Taux d'activité (BIT 1980 et 1995)

Tableau 21. Population en âge de travailler et population active: effectifs et flux (valeurs absolues en milliers)
TUNISIE

POPULATION EN AGE DE TRAVAILLER

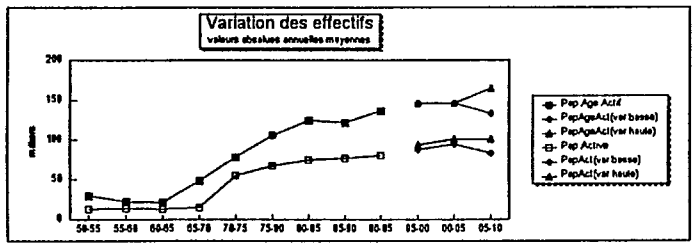
variante basse

âge	1950	1955	50-55 flux	1955	1960	55-60 flux	1960	1965	60-65 flux	1965	1970	65-70 flux	1970	1975	70-75 flux	1975	1980	75-80 flux	1980	1985	80-85 flux	1985	1990	85-90 flux	1990	1995	90-95 flux	1995	2000	95-00 flux	2000	2005	00-05 flux	2005	2010	05-10 flux
15-19	336	355	355	355	357	357	357	389	389	389	543	543	543	633	633	633	731	731	731	611	611	611	657	657	657	943	943	943	1025	1025	1043	1043	956	956	943	1025	1025	1025	1043	1043	1043	1114	1114
20-24	305	317	-19	317	328	-27	328	300	-57	300	361	-26	361	485	-58	485	625	-8	625	728	-3	728	800	-11	800	852	-5	852	939	-4	939	1021	-4	1021	1039	-4	852	939	-4	939	1021	-4	1021	1039	-4
25-29	269	285	-20	285	305	-11	306	303	-25	303	260	-40	260	320	-41	320	478	-7	478	622	-3	622	718	-12	718	795	-5	795	848	-4	848	935	-4	935	1017	-4	795	848	-4	848	935	-4	935	1017	-4
30-34	231	251	-18	251	276	-9	276	295	-11	295	260	-43	260	261	1	261	314	-6	314	475	-3	475	611	-11	611	711	-5	711	790	-5	790	843	-5	843	930	-5	711	790	-5	790	843	-5	843	930	-5
35-39	202	217	-14	217	228	-23	228	266	-10	266	264	-31	264	295	36	295	256	-5	256	311	-3	311	467	-8	467	605	-5	605	705	-5	705	785	-5	785	839	-4	605	705	-5	705	785	-5	785	839	-4
40-44	171	190	-12	190	198	-19	198	205	-23	205	238	-28	238	272	8	272	290	-6	290	252	-4	252	305	-6	305	461	-6	461	600	-6	600	699	-7	699	779	-6	461	600	-6	600	699	-7	699	779	-6
45-49	143	151	-10	151	174	-16	174	179	-19	179	194	-11	194	230	-8	230	264	-8	264	284	-6	284	245	-6	245	300	-5	300	454	-7	454	592	-8	592	691	-8	390	454	-7	454	592	-8	592	691	-8
50-54	120	134	-9	134	145	-15	145	158	-16	158	169	-10	169	182	-12	182	221	-9	221	256	-8	256	274	-10	274	240	-6	240	292	-8	292	444	-10	444	580	-12	240	292	-8	292	444	-10	444	580	-12
55-59	98	110	-10	110	114	-20	114	132	-14	132	152	-6	152	148	-21	148	171	-11	171	210	-11	210	243	-13	243	263	-11	263	230	-10	230	262	-10	262	429	-15	263	230	-10	230	262	-10	262	429	-15
60-64	62	66	-12	66	66	-22	66	94	-20	94	124	-8	124	130	-22	130	134	-14	134	157	-14	157	193	-17	193	226	-17	226	245	-18	245	216	-14	216	268	-16	226	245	-18	245	216	-14	216	268	-16
			-82			-85			-88			-94			-124			-130			-134			-157			-193			-226			-245			-216			-225			-245			-216
Flux d'entrées âge actif			355			357			389			543			633			731			611			657			943			1025			1043			956			1025			1043			1114	
Flux de sorties			-206			-248			-283			-299			-241			-204			-189			-251			-258			-293			-312			-290			-293			-312			-290	
Solde			149			109			106			244			392			527			622			605			685			732			731			666			732			731			824	
Taux de remplacement (sorties/entrées)			0 58			0 69			0 73			0 55			0 38			0 28			0 23			0 29			0 27			0 29			0 30			0 30			0 29			0 30			0 26	

POPULATION ACTIVE

variante basse

âge	1950	1955	50-55 flux	1955	1960	55-60 flux	1960	1965	60-65 flux	1965	1970	65-70 flux	1970	1975	70-75 flux	1975	1980	75-80 flux	1980	1985	80-85 flux	1985	1990	85-90 flux	1990	1995	90-95 flux	1995	2000	95-00 flux	2000	2005	00-05 flux	2005	2010	05-10 flux
15-19	131	135	135	135	132	132	132	145	145	145	200	200	200	249	249	249	302	302	302	330	330	330	343	343	343	364	364	364	380	380	380	375	375	375	332	332	355	371	371	371	366	366	366	379	379
20-24	158	152	31	152	156	31	168	152	20	152	197	42	197	260	60	260	349	100	349	418	115	418	471	141	471	509	166	509	570	207	570	628	249	628	646	273	596	668	313	668	736	365	736	759	393
25-29	142	148	-10	148	159	-3	159	156	-10	156	136	-16	136	175	-12	175	284	24	284	387	38	387	459	41	459	514	43	514	554	45	554	619	49	619	681	52	559	602	6	602	673	5	673	740	4
30-34	119	129	-13	129	143	-5	143	153	-6	153	130	-26	130	142	6	142	179	4	179	288	4	288	388	1	388	456	-3	456	510	-4	510	550	-4	550	613	-6	487	544	-15	544	587	-15	587	654	-19
35-39	103	111	-8	111	118	-11	118	141	-2	141	135	-18	135	151	31	151	144	2	144	178	-1	178	261	-7	281	376	-12	376	442	-14	442	495	-15	495	532	-17	401	472	-15	472	529	-15	529	569	-18
40-44	87	96	-7	96	104	-7	104	109	-9	109	124	-17	124	151	16	151	165	4	165	144	-0	144	176	-2	176	277	-4	277	370	-6	370	437	-5	437	488	-7	291	388	-13	388	459	-13	459	513	-15
45-49	71	80	-7	80	90	-6	90	97	-7	97	102	-7	102	129	5	129	152	1	152	163	-2	163	141	-3	141	172	-4	172	271	-6	271	363	-7	363	428	-9	176	276	-15	276	370	-18	370	437	-22
50-54	58	65	-6	65	75	-5	75	84	-6	84	86	-11	86	99	-3	99	121	-8	121	139	-13	139	148	-15	148	126	-13	126	155	-17	155	245	-26	245	326	-35	136	165	-11	165	260	-16	260	348	-22
55-59	42	49	-9	49	54	-11	54	67	-8	67	71	-13	71	75	-11	75	84	-15	84	101	-20	101	115	-24	115	120	-28	120	102	-26	102	123	-33	123	192	-54	127	106	-28	106	130	-35	130	203	-57
60-64	32	32	-10	32	36	-13	36	39	-15	39	47	-20	47	52	-19	52	49	-26	49	53	-31	53	63	-38	63	69	-45	69	70	-50	70	59	-43	59	69	-54	71	73	-54	73	61	-47	61	72	-58
			-32			-32			-36			-39			-47			-52			-49			-53			-63			-69			-70			-59			-71			-73			-61
Flux d'entrées			166			163			165			242			367			437			488			526			573			632			673			657			690			736			776	
Sorties pour âge (+65)			-32			-32			-36			-39			-47			-52			-49			-53			-63			-69			-70			-59			-71			-73			-61	
Autres sorties			-70			-61			-63			-128			-45			-49			-67			-89			-110			-123			-132			-181			-151			-159			-212	
Flux de sorties			-102			-93			-99			-167			-92			-101			-116			-142			-173			-192			-202			-240			-222			-232			-273	
Solde			64			70			66			75			275			336			372			384			400			440			470			417			468			504			503	
Taux de remplacement (sorties/entrées)			0 61			0 57			0 60			0 69			0 25			0 23			0 24			0 27			0 30			0 30			0 30			0 37			0 32			0 32			0 35	



Source : calculé à partir de Population totale (UN 1995)
Taux d'activité (INT 1995 et 1995)

Tableau 22. Population en âge de travailler et population active: effectifs et flux (valeurs absolues en milliers)
TURQUIE

POPULATION EN AGE DE TRAVAILLER

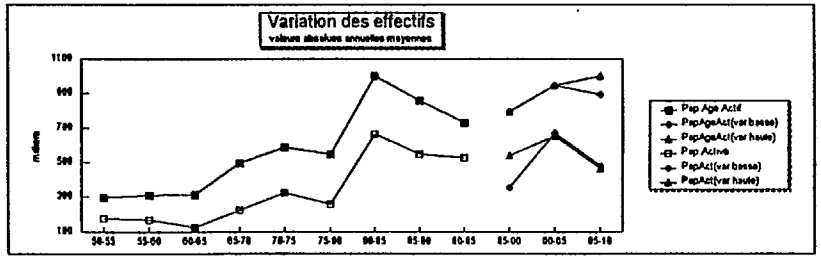
variante basse

Age	1950	1955	50-55 flux	1955	1960	55-60 flux	1960	1965	60-65 flux	1965	1970	65-70 flux	1970	1975	70-75 flux	1975	1980	75-80 flux	1980	1985	80-85 flux	1985	1990	85-90 flux	1990	1995	90-95 flux	1995	2000	95-00 flux	2000	2005	00-05 flux	2005	2010	05-10 flux
15-19	2376	2317	2317	2317	2289	2289	2289	3062	3062	3062	3784	3784	3784	4559	4559	4559	4944	4944	4944	5517	5517	5517	5923	5923	5923	5780	5780	5780	6304	6304	6304	7126	7126	7126	7126	7009	7009	5780	6304	6304	6304	7126	7126	7126	7562	7562
20-24	1952	2301	-75	2301	2286	-31	2286	2221	-68	2221	2819	-263	2819	3534	-250	3534	4031	-528	4031	4911	-33	4911	5479	-38	5479	5687	-36	5687	5748	-32	5748	6272	-32	6272	7094	-32	5687	5748	-32	5748	6272	-32	6272	7094	-32	7024	-32
25-29	1470	1964	12	1964	2315	14	2315	2207	-79	2207	2245	24	2245	2812	-7	2812	3359	-175	3359	4162	131	4162	4671	-40	4671	5440	-39	5440	5849	-38	5849	5715	-33	5715	6240	-32	5440	5849	-38	5849	5715	-33	5715	6240	-32	6240	-32
30-34	1108	1468	-2	1468	1995	32	1995	2231	-84	2231	2043	-164	2043	2103	-142	2103	2582	-130	2582	3384	25	3384	4124	-38	4124	4832	-39	4832	5400	-40	5400	5811	-38	5811	5581	-34	4832	5400	-40	5400	5811	-38	5811	5581	-34	5581	-34
35-39	1281	1036	-72	1036	1431	-37	1431	1920	-76	1920	2174	-57	2174	2078	35	2078	2186	85	2186	2726	44	2726	3348	-36	3348	4084	-40	4084	4791	-41	4791	5359	-41	5359	5772	-39	4084	4791	-41	4791	5359	-41	5359	5772	-39	5772	-39
40-44	1140	1278	-3	1278	1045	10	1045	1369	-62	1369	1771	-149	1771	2094	-80	2094	2047	-31	2047	2277	89	2277	2686	-40	2686	3304	-44	3304	4037	-47	4037	4741	-50	4741	5309	-50	3304	4037	-47	4037	4741	-50	4741	5309	-50	5309	-50
45-49	940	989	-151	989	1101	-177	1101	991	-55	991	1382	13	1382	1698	127	1698	1998	-99	1998	2122	75	2122	2227	-50	2227	2532	-54	2532	3245	-59	3245	3970	-67	3970	4671	-70	2532	3245	-59	3245	3970	-67	3970	4671	-70	4671	-70
50-54	656	1026	66	1026	1120	131	1120	1026	-73	1026	964	-27	964	1242	-140	1242	1721	-177	1721	2017	19	2017	2051	-71	2051	2158	-69	2158	2558	-74	2558	3151	-84	3151	3876	-94	2158	2558	-74	2558	3151	-84	3151	3876	-94	3876	-94
55-59	472	630	-226	630	787	-239	787	1023	-97	1023	1152	124	1152	903	-51	903	1145	-97	1145	1702	-19	1702	1916	-101	1916	1955	-95	1955	2065	-93	2065	2455	-103	2455	3043	-118	1956	2065	-93	2065	2455	-103	2455	3043	-118	3043	-118
60-64	553	625	153	625	623	193	623	693	-94	693	907	-116	907	942	-210	942	789	-114	789	1063	-62	1063	1575	-127	1575	1779	-137	1779	1827	-129	1827	1937	-128	1937	2312	-143	1779	1827	-129	1827	1937	-128	1937	2312	-143	2312	-143
			-553			-625			-823			-693			-907			-942			-789			-1083			-1575			-1779			-1827			-1937										
Flux d'entrées âge actif			2317			2289			3062			3784			4559			4944			5517			5923			5780			6304			7126			7009			6304			7126			7562	
Flux de sorties			-831			-729			-1511			-1306			-1635			-2205			-520			-1624			-2126			-2332			-2403			-2549			-2332			-2403			-2549	
Solde			1486			1560			1571			2478			2924			2739			4997			4299			3652			3972			4723			4460			3972			4723			5013	
Taux de remplacement (sorties/entrées)			0 36			0 32			0 49			0 35			0 36			0 45			0 09			0 27			0 37			0 37			0 34			0 36			0 37			0 34			0 34	

POPULATION ACTIVE

variante basse

Age	1950	1955	50-55 flux	1955	1960	55-60 flux	1960	1965	60-65 flux	1965	1970	65-70 flux	1970	1975	70-75 flux	1975	1980	75-80 flux	1980	1985	80-85 flux	1985	1990	85-90 flux	1990	1995	90-95 flux	1995	2000	95-00 flux	2000	2005	00-05 flux	2005	2010	05-10 flux
15-19	1950	1813	1813	1813	1695	1695	1695	2123	2123	2123	2399	2399	2399	2809	2809	2809	2961	2961	2961	3178	3178	3178	3287	3287	3287	3073	3073	3073	3209	3209	3209	3475	3475	3475	2371	2371	3149	3286	3286	3286	3562	3562	3562	2622	2622
20-24	1713	1943	-17	1943	1841	28	1841	1728	33	1728	2062	-41	2062	2548	149	2548	2829	20	2829	3471	510	3471	3890	712	3890	4267	980	4267	4220	1148	4220	4698	1487	4698	5397	1922	4170	4124	975	4124	4589	1301	4589	5274	1712	5274	1712
25-29	1298	1665	-46	1665	1693	-50	1693	1740	-101	1740	1702	-25	1702	2093	11	2093	2369	-159	2369	2982	153	2982	3496	25	3496	3945	55	3945	4321	54	4321	4275	55	4275	4737	41	3878	4246	78	4246	4203	79	4203	4657	68	4657	68
30-34	970	1252	-45	1252	1646	-19	1646	1758	-135	1758	1537	-203	1537	1567	-135	1567	1937	-155	1937	2462	73	2462	2995	14	2995	3541	45	3541	3992	48	3992	4389	66	4389	4339	64	3501	3948	70	3948	4340	92	4340	4291	66	4291	66
35-39	1130	877	-93	877	1182	-70	1182	1526	-120	1526	1671	-87	1671	1524	-13	1524	1566	-1	1566	1986	49	1986	2444	-17	2444	3004	9	3004	3558	17	3558	4036	44	4036	4441	52	2939	3481	-20	3481	3949	1	3949	4345	5	4345	5
40-44	1009	1107	-23	1107	867	-10	867	1113	-69	1113	1386	-138	1386	1589	-82	1589	1465	-59	1465	1654	69	1654	1951	-25	1951	2438	-8	2438	3001	-3	3001	3577	19	3577	4051	25	2356	2901	-38	2901	3457	-24	3457	3925	-24	3925	-24
45-49	820	841	-168	841	920	-187	920	776	-91	776	1056	-57	1056	1402	14	1402	1440	-149	1440	1507	42	1507	1579	-75	1579	1891	-70	1891	2353	-85	2353	2918	-95	2918	3479	-98	1781	2215	-141	2215	2745	-155	2745	3276	-181	3276	-181
50-54	753	879	59	879	924	83	924	833	-87	833	733	-43	733	906	-150	906	1160	-233	1160	1372	-58	1372	1373	-134	1373	1453	-126	1453	1736	-155	1736	2175	-177	2175	2695	-220	1352	1615	-156	1615	2024	-191	2024	2509	-237	2509	-237
55-59	414	537	-216	537	648	-231	648	773	-151	773	627	-5	627	599	-134	599	722	-184	722	1043	-126	1043	1150	-223	1150	1131	-240	1131	1163	-290	1163	1360	-376	1360	1852	-524	1100	1132	-220	1132	1324	-291	1324	1607	-417	1607	-417
60-64	470	505	91	505	641	104	641	516	-132	516	619	-154	619	592	-235	592	442	-157	442	582	-140	582	602	-241	602	660	-290	660	822	-309	822	627	-337	627	939	-422	652	814	-286	814	619	-313	619	930	-394	930	-394
			-470			-505			-641			-516			-819			-592			-442			-582			-802			-860			-822			-827			-852			-814			-819	
Flux d'entrées			1953			1910			2156			2399			2983			2981			4094			4037			4162			4475			5148			4474			4411			5035			4495	
Sorties pour âge (+55)			-470			-505			-641			-516			-819			-592			-442			-582			-802			-860			-822			-827			-852			-814			-819	
Autres sorties			-611			-567			-866			-755			-749			-1098			-333			-716			-735			-841			-974			-1263			-871			-974			-1253	
Flux de sorties			-1081			-1072			-1527			-1271			-1568			-1690			-775			-1298			-1537			-1701			-1796			-2090			-1723			-1788			-2072	
Solde			882			838			629			1128			1615			1291			3319			2739			2625			2774			3351			2384			2688			3247			2423	
Taux de remplacement (sorties/entrées)			0 55			0 56			0 71			0 53			0 46			0 57			0 19			0 32			0 37			0 38			0 35			0 47			0 39			0 36			0 46	



Source: calculs à partir de: Population totale (UN 1995)
Taux d'activité (BIT 1990 et 1995)

Tableau 23. Indicateurs des flux de la capacité d'absorption du marché du travail, du potentiel migratoire, de la pression migratoire et de la propension à émigrer
ALGERIE

1950-1990 estimations et 1995-2010 projections (du 1. au 14. milliers)

	estimations									Projections Scénario bas			Scénario haut		
	1950-1955	1955-1960	1960-1965	1965-1970	1970-1975	1975-1980	1980-1985	1985-1990	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2005-2010	1995-2000	2000-2005	2005-2010
Population en âge de travailler															
1 Entrées dans Pop Age Trav (Pop 15-64 ans)	978	1083	1184	1395	1642	2050	2405	2741	3201	3531	3603	3200	3531	3603	3848
Offre de travail intérieure															
2 Entrées dans population active intérieure	408	420	459	479	686	865	1152	1297	1513	1755	1944	1945	2177	2410	2559
Demande intérieure de main-d'oeuvre (FD)															
3 Demande Additionnelle (DA)			881	162	381	664	739	632	309	483	531	584	241	253	266
4 Demande de Remplacement (DR)	265	355	385	459	175	233	262	263	304	345	401	487	449	514	631
5 Entrées totales dans emploi national (3+4)	265	355	1268	621	556	1097	1001	895	613	828	932	1071	690	767	897
Migration brute de travailleurs (ME)															
6 Flux migratoires légaux			845	305	125	46	39	29	40	35	35	35	35	35	35
7 Flux migratoires illégaux															
8 Total flux migratoires (6+7)							39	29	40	35	35	35	35	35	35
Demande totale de main d'oeuvre (FD)															
9 Demande main d'oeuvre intérieure et extérieure légale (5+6)							1040 2	924	653	863	967	1106	725	802	932
10 Demande main d'oeuvre intérieure et extérieure (5+8)							1040 2	924	653	863	967	1106	725	802	932
Offre totale de travail (FS*)															
11 Entrées potentielles dans la population active (2+8)							1191	1326	1553	1790	1979	1980	2212	2445	2594
Excédent de l'offre de main d'oeuvre															
12 Excédent relatif de l'offre de main-d'oeuvre (11-5) (Potentiel Migratoire PM)							189 8	431	940	962	1047	909	1522	1678	1897
13 Excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre (12-8)							150 8	402	900	927	1012	874	1487	1643	1862
14 Pression migratoire potentielle (13+7)							150.8	402	900	927	1012	874	1487	1643	1862
Taux d'absorption de l'offre de main-d'oeuvre															
15 Absorption intérieure (5/11)							0 84	0 67	0 39	0 46	0 47	0 54	0.31	0 31	0.35
16 Absorption légale à l'étranger (6/11)							0 03	0 02	0 03	0 02	0 02	0 02	0.02	0 01	0 01
17 Absorption illégale à l'étranger (7/11)															
18 Absorption totale à l'étranger (8/11)							0 03	0 02	0 03	0.02	0.02	0 02	0 02	0 01	0 01
19 Absorption totale de l'emploi (10/11)							0.87	0.70	0 42	0.48	0 49	0 56	0.33	0.33	0.36
Potentiel Migratoire (PM) en termes relatifs															
20 PM relativement à 1 (12/1)							0.09	0 15	0 29	0 27	0 29	0 28	0 43	0 47	0 44
21 PM relativement à 11 (12/11)							0 16	0 33	0 61	0 54	0.53	0.46	0.69	0.69	0 65
Pression Migratoire Potentielle en termes relatifs															
22 relativement à Entrées dans Pop Age Trav. (14/1)							0 06	0 15	0.28	0 26	0 28	0 27	0 42	0 46	0 43
23 relativement à Entrées potentielles Pop. active (14/11)							0 13	0 30	0.58	0 52	0 51	0 44	0 67	0.67	0 64
Propension à émigrer															
24 Propension à émigrer légalement (6/12)							0 21	0 07	0.04	0.04	0.03	0.04	0.02	0.02	0 02
25 Propension à émigrer illégalement (7/12)															
26 Propension totale à émigrer (8/12)							0.21	0 07	0 04	0 04	0 03	0 04	0 02	0.02	0 02
27 Taux de participation totale (11/1)							0 50	0 48	0 49	0 51	0 55	0.62	0 63	0 68	0 67
28 Taux d'emploi total (5/1)							0 42	0 33	0 19	0 23	0 26	0 33	0 20	0 21	0 23
29 Taux moyen d'émigration légale (6/1)							0.02	0 01	0 01	0 01	0 01	0 01	0 01	0 01	0 01
30 Taux moyen d'émigration illégale (7/1)															
31 Taux moyen d'émigration totale (8/1)							0 02	0.01	0.01	0 01	0 01	0.01	0 01	0 01	0 01

Tableau 24. Indicateurs des flux de la capacité d'absorption du marché du travail, du potentiel migratoire, de la pression migratoire et de la propension à émigrer
MAROC

1950-1990 estimations et 1995-2010 projections (du 1 au 14. milliers)

	estimations								Projections Scénario bas			Scénario haut		
									1995-2000	2000-2005	2005-2010	1995-2000	2000-2005	2005-2010
opulation en âge de travailler														
1 Entrées dans Pop. Age Trav. (Pop 15-64 ans)	1057	1216	1247	1469	1910	2081	2388	2712	3038	3073	3194	3160	3073	3194	3465
ffre de travail intérieure														
2 Entrées dans population active intérieure	484	553	500	601	895	1197	1284	1494	1756	1909	2084	2176	2252	2460	2690
emande intérieure de main-d'oeuvre (FD)														
3 Demande Additionnelle (DA)	268	266	280	250	550	665	855	638	500	718	790	869	359	377	396
4 Demande de Remplacement (DR)	187	178	206	332	313	230	340	355	425	466	533	637	524	606	722
5 Entrées totales dans emploi national (3+4)	455	444	486	582	863	1115	1195	993	925	1184	1323	1506	883	983	1118
Migration brute de travailleurs (ME)														
6 Flux migratoires légaux		22	41	101	137	56	64	43	54	49	49	49	49	49	49
7 Flux migratoires illégaux		20	35	70	54	35	80	175	205	127	127	127	127	127	127
8 Total flux migratoires (6+7)		42	76	171	191	91	144	218	259	176	176	176	176	176	176
emande totale de main d'oeuvre (FD)														
9 Demande main d'oeuvre intérieure et extérieure légale (5+6)		466 4	527	683	1000	1170 6	1259 4	1035.7	979	1233	1372	1555	932	1032	1167
10 Demande main d'oeuvre intérieure et extérieure (5+8)		466.4	562	753	1054	1205.6	1339 4	1210.7	1184	1360	1499	1682	1059	1159	1294
ffre totale de travail (FS*)														
11 Entrées potentielles dans la population active (2+8)		595	576	772	1086	1286	1428	1712	2015	2085	2260	2352	2428	2636	2866
xcédent de l'offre de main d'oeuvre														
12 Excédent relatif de l'offre de main-d'oeuvre (11-5) (Potentiel Migratoire PM)		150 6	90	190	223	173 4	232 6	719 3	1090	901	937	846	1545	1653	1748
13 Excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre (12-8)		108 6	14	19	32	82 4	88 6	501 3	831	725	761	670	1369	1477	1572
14 Pression migratoire potentielle (13+7)		128 6	49	89	65	117 4	168 6	676 3	1036	852	888	797	1496	1604	1699
aux d'absorption de l'offre de main-d'oeuvre														
15 Absorption intérieure (5/11)		0 75	0 86	0 75	0 79	0 87	0 84	0 58	0 46	0 57	0 59	0 64	0 36	0 37	0 39
16 Absorption légale à l'étranger (6/11)		0 04	0 07	0 13	0 13	0 04	0 04	0 03	0 03	0 02	0 02	0 02	0 02	0 02	0 02
17 Absorption illégale à l'étranger (7/11)		0 03	0 06	0 09	0 05	0 03	0 06	0 10	0 10	0 06	0 06	0 05	0 05	0 05	0 04
18 Absorption totale à l'étranger (8/11)		0 07	0 13	0 22	0 18	0 07	0 10	0 13	0 13	0 08	0 08	0 07	0 07	0 07	0 06
19 Absorption totale de l'emploi (10/11)		0 82	0 98	0 98	0 97	0.94	0 94	0 71	0 59	0 65	0 66	0 72	0 44	0 44	0 45
otentiel Migratoire (PM) en termes relatifs														
20 PM relativement à 1 (12/1)		0 12	0 07	0 13	0 12	0 08	0 10	0 27	0 36	0 29	0 29	0 27	0 50	0 52	0 50
21 PM relativement à 11 (12/11)		0 25	0 16	0 25	0 21	0 13	0 16	0 42	0 54	0 43	0 41	0 36	0 64	0 63	0 61
ression Migratoire Potentielle en termes relatifs														
22 relativement à Entrées dans Pop Age Trav (14/1)		0 11	0 04	0 06	0.05	0 06	0 07	0 25	0 34	0 28	0 28	0 25	0 49	0 50	0 49
23 relativement à Entrées potentielles Pop. active (14/11)		0 22	0 09	0 12	0 06	0 09	0 12	0 40	0 51	0 41	0 39	0 34	0 62	0 61	0 59
ropension à émigrer														
24 Propension à émigrer légalement (6/12)		0 15	0 46	0 53	0 61	0 32	0 28	0 06	0 05	0 05	0 05	0 06	0 03	0 03	0 03
25 Propension à émigrer illégalement (7/12)		0 13	0 39	0 37	0 24	0 20	0 34	0 24	0 19	0 14	0 14	0 15	0 08	0 08	0 07
26 Propension totale à émigrer (8/12)		0 28	0 84	0 90	0 86	0 52	0 62	0 30	0 24	0 20	0 19	0 21	0 11	0 11	0 10
27 Taux de participation totale (11/1)		0 49	0 46	0 52	0 57	0 62	0 60	0 63	0 66	0 68	0 71	0 74	0 79	0 83	0 83
28 Taux d'emploi total (5/1)		0 37	0 39	0 39	0 45	0 54	0 50	0 37	0 30	0 39	0 41	0 46	0 29	0 31	0 32
29 Taux moyen d'émigration légale (6/1)		0 02	0 03	0 07	0 07	0 03	0 03	0 02	0 02	0 02	0 02	0 02	0 02	0 02	0 01
30 Taux moyen d'émigration illégale (7/1)		0 02	0 03	0 05	0 03	0 02	0 03	0 06	0 07	0 04	0 04	0 04	0 04	0 04	0 04
31 Taux moyen d'émigration totale (8/1)		0.03	0.06	0 11	0 10	0 04	0 06	0 08	0 09	0 06	0 06	0 06	0 06	0 06	0 05

Tableau 25. Indicateurs des flux de la capacité d'absorption du marché du travail, du potentiel migratoire, de la pression migratoire et de la propension à émigrer
TUNISIE

1950-1990 estimations et 1995-2010 projections (du 1 au 14 milliers)

TUNISIE	estimations 1950-1955	1955-1960	1960-1965	1965-1970	1970-1975	1975-1980	1980-1985	1985-1990	1990-1995	Projections Scénario bas 1995-2000	2000-2005	2005-2010	Scénario haut 1995-2000	2000-2005	2005-2010
Population en âge de travailler															
1 Entrées dans Pop. Age Trav (Pop 15-64 ans)	355	357	389	543	633	731	811	857	943	1025	1043	956	1025	1043	1114
Offre de travail intérieure															
2 Entrées dans population active intérieure	166	163	165	242	387	437	488	526	573	632	673	657	690	736	776
Demande intérieure de main-d'oeuvre (FD)															
3 Demande Additionnelle (DA)	51	65	61	49	90	211	239	202	271	229	252	277	114	120	126
4 Demande de Remplacement (DR)	102	93	99	167	92	101	116	142	173	192	202	240	222	232	273
5 Entrées totales dans emploi national (3+4)	153	158	160	216	182	312	355	344	444	421	454	517	336	352	399
Migration brute de travailleurs (ME)															
6 Flux migratoires légaux			2 8	43	72	6	26	4	9	7	7	7	7	7	7
7 Flux migratoires illégaux				6	29	27	37	40	40	40	40	40	40	40	40
8 Total flux migratoires (6+7)			2 8	49	101	33	63	43 5	48 7	47	47	47	47	47	47
Demande totale de main-d'oeuvre (FD)															
9 Demande main d'oeuvre intérieure et extérieure légale (5+8)			162 7	258 7	254 1	317 5	380 6	347 2	452 6	428	461	524	343	359	406
10 Demande main d'oeuvre intérieure et extérieure (5+8)			162 7	264.7	283 1	344 5	417 6	387 2	492 6	468	501	564	383	399	446
Offre totale de travail (FS*)															
11 Entrées potentielles dans la population active (2+8)			167 8	291	468	470	551	569 5	621 7	679	720	704	737	783	823
Excédent de l'offre de main d'oeuvre															
12 Excédent relatif de l'offre de main-d'oeuvre (11-5)			7 9	75 3	285 9	158 5	196 4	225 8	177 8	258	266	187	401	431	424
(Potentiel Migratoire PM)															
13 Excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre (12-8)			5 1	26 3	184 9	125 5	133 4	182 3	129 1	211	219	140	354	384	377
14 Pression migratoire potentielle (13+7)			5 1	32 3	213 9	152 5	170 4	222 3	169 1	251	259	180	394	424	417
Taux d'absorption de l'offre de main-d'oeuvre															
15 Absorption intérieure (5/11)			0 95	0 74	0 39	0 66	0 64	0 60	0 71	0 62	0 63	0 73	0 46	0 45	0 48
16 Absorption légale à l'étranger (6/11)			0 02	0 15	0 15	0 01	0 05	0 01	0 01	0 01	0 01	0 01	0 01	0 01	0 01
17 Absorption illégale à l'étranger (7/11)				0 02	0 06	0 06	0 07	0 07	0 06	0 06	0 06	0 06	0 05	0 05	0 05
18 Absorption totale à l'étranger (8/11)			0 02	0 17	0 22	0 07	0 11	0 08	0 08	0 07	0 07	0 07	0 06	0 06	0 06
19 Absorption totale de l'emploi (10/11)			0 97	0 91	0 60	0 73	0 76	0 68	0 79	0 69	0 70	0 80	0 52	0 51	0 54
Potentiel Migratoire (PM) en termes relatifs															
20 PM relativement à 1 (12/1)			0 02	0 14	0 45	0 22	0 24	0 26	0 19	0 25	0 26	0 20	0 39	0 41	0 38
21 PM relativement à 11 (12/11)			0 05	0 26	0 61	0 34	0 36	0 40	0 29	0 38	0 37	0 27	0 54	0 55	0 52
Pression Migratoire Potentielle en termes relatifs															
22 relativement à Entrées dans Pop Age Trav (14/1)			0 01	0 05	0 34	0 21	0 21	0 26	0 18	0 24	0 25	0 19	0 38	0 41	0 37
23 relativement à Entrées potentielles Pop active (14/11)			0 03	0 11	0 46	0 32	0 31	0 39	0 27	0 37	0 38	0 26	0 53	0 54	0 51
Propension à émigrer															
24 Propension à émigrer légalement (6/12)			0 35	0 57	0 25	0 04	0 13	0 02	0 05	0 03	0 03	0 04	0 02	0 02	0 02
25 Propension à émigrer illégalement (7/12)				0 08	0 10	0 17	0 19	0 18	0 22	0 16	0 15	0 21	0 10	0 09	0 09
26 Propension totale à émigrer (8/12)			0 35	0 65	0 35	0 21	0 32	0 19	0 27	0 18	0 18	0 25	0 12	0 11	0 11
27 Taux de participation totale (11/1)			0 43	0 54	0 74	0 64	0 68	0 66	0 66	0 66	0 69	0 74	0 72	0 75	0 74
28 Taux d'emploi total (5/1)			0 41	0 40	0 29	0 43	0 44	0 40	0 47	0 41	0 44	0 54	0 33	0 34	0 36
29 Taux moyen d'émigration légale (6/1)			0 01	0 08	0 11	0 01	0 03		0 01	0 01	0 01	0 01	0 01	0 01	0 01
30 Taux moyen d'émigration illégale (7/1)				0 01	0 05	0 04	0 05	0 05	0 04	0 04	0 04	0 04	0 04	0 04	0 04
31 Taux moyen d'émigration totale (8/1)			0 01	0 09	0 16	0 05	0 08	0 05	0 05	0 05	0 05	0 05	0 05	0 05	0 04

Tableau 26. Indicateurs des flux de la capacité d'absorption du marché du travail, du potentiel migratoire, de la pression migratoire et de la propension à émigrer
TURQUIE

1950-1990 estimations et 1995-2010 projections (du 1. au 14. milliers)

	estimations									Scénario bas			Scénario haut		
	1950-1955	1955-1960	1960-1965	1965-1970	1970-1975	1975-1980	1980-1985	1985-1990	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2005-2010	1995-2000	2000-2005	2005-2010
Population en âge de travailler															
1 Entrées dans Pop Age Trav. (Pop 15-64 ans)	2317	2289	3082	3784	4559	4944	5517	5923	5780	6304	7126	7009	6304	7126	7562
Offre de travail intérieure															
2 Entrées dans population active intérieure	1963	1910	2156	2399	2983	2981	4094	4037	4162	4475	5149	4474	4411	5035	4495
Demande intérieure de main-d'oeuvre (FD)															
3 Demande Additionnelle (DA)	1806	836	600	1004	1403	1250	1031	1491	1800	1960	2158	2372	980	1029	1081
4 Demande de Remplacement (DR)	1081	1072	1527	1271	1368	1690	775	1298	1537	1701	1796	2090	1723	1788	2072
5 Entrées totales dans emploi national (3+4)	2887	1908	2127	2275	2771	2940	1806	2789	3337	3661	3952	4462	2703	2817	3153
Migration brute de travailleurs (ME)															
6 Flux migratoires légaux			127	282	467	102	104	59	60	59	59	59	59	59	59
7 Flux migratoires illégaux							27	35	30	33	33	33	33	33	33
8 Total flux migratoires (6+7)			127	282	467	102	131	93	90	92	92	92	92	92	92
Demande totale de main-d'oeuvre (FD)															
9 Demande main d'oeuvre intérieure et extérieure légale (5+6)			2254	2556 7	3237 7	3042	1910	2847	3397	3720	4011	4521	2762	2876	3212
10 Demande main d'oeuvre intérieure et extérieure (5+8)			2254	2556 7	3237.7	3042	1937	2882	3427	3753	4044	4554	2795	2909	3245
Offre totale de travail (FS*)															
11 Entrées potentielles dans la population active (2+8)			2283	2681	3450	3083	4225	4130	4252	4567	5240	4566	4503	5127	4587
Excédent de l'offre de main d'oeuvre															
12 Excédent relatif de l'offre de main-d'oeuvre (11-5) (Potentiel Migratoire PM)			156	406.3	679 3	143	2419	1341	915	906	1288	104	1800	2310	1434
13 Excédent absolu de l'offre de main-d'oeuvre (12-8)			29	124 3	212.3	41	2288	1248	825	814	1196	12	1708	2218	1342
14 Pression migratoire potentielle (13÷7)			29	124.3	212 3	41	2315	1283	855	847	1229	45	1741	2251	1375
Taux d'absorption de l'offre de main-d'oeuvre															
15 Absorption intérieure (5/11)			0.93	0.85	0.80	0 95	0 43	0 68	0 78	0.80	0.75	0.98	0 60	0 55	0 69
16 Absorption légale à l'étranger (6/11)			0.06	0 11	0.14	0.03	0 02	0 01	0 01	0 01	0 01	0.01	0 01	0.01	0.01
17 Absorption illégale à l'étranger (7/11)							0 01	0 01							
18 Absorption totale à l'étranger (8/11)			0.06	0 11	0 14	0.03	0.03	0 02	0 02	0.02	0.02	0 02	0 02	0.02	0 02
19 Absorption totale de l'emploi (10/11)			0.99	0 95	0.94	0.99	0.46	0.70	0 81	0.82	0 77	1.00	0.62	0.57	0 71
Potentiel Migratoire (PM) en termes relatifs															
20 PM relativement à 1 (12/1)			0.05	0 11	0 15	0 03	0 44	0 23	0 16	0.14	0 18	0 01	0 29	0 32	0 19
21 PM relativement à 11 (12/11)			0.07	0.15	0.20	0.05	0.57	0.32	0.22	0.20	0 25	0.02	0.40	0 45	0.31
Pression Migratoire Potentielle en termes relatifs															
22. relativement à Entrées dans Pop Age Trav. (14/1)			0 01	0 03	0 05	0.01	0 42	0.22	0 15	0 13	0 17	0 01	0.28	0.32	0.18
23 relativement à Entrées potentielles Pop. active (14/11)			0.01	0.05	0.06	0.01	0.55	0.31	0.20	0 19	0.23	0 01	0 39	0.44	0.30
Propension à émigrer															
24 Propension à émigrer légalement (6/12)			0.81	0 69	0 69	0.71	0.04	0.04	0.07	0.07	0 05	0.57	0.03	0.03	0 04
25 Propension à émigrer illégalement (7/12)							0 01	0 03							
26 Propension totale à émigrer (8/12)			0 81	0 69	0 69	0 71	0 05	0 07	0 10	0 10	0 07	0 99	0 05	0 04	0 06
27 Taux de participation totale (11/1)			0 74	0 71	0 76	0 62	0.77	0 70	0 74	0 72	0 74	0 65	0 71	0 72	0 61
28 Taux d'emploi total (5/1)			0 69	0 60	0 61	0 59	0.33	0 47	0 58	0 58	0 55	0 64	0 43	0 40	0 42
29 Taux moyen d'émigration légale (6/1)			0 04	0 07	0 10	0 02	0.02	0 01	0 01	0 01	0 01	0.01	0 01	0 01	0.01
30 Taux moyen d'émigration illégale (7/1)								0 01							
31 Taux moyen d'émigration totale (8/1)			0 04	0.07	0 10	0.02	0.02	0.02	0 02	0.01	0 01	0.01	0.01	0.01	0.01

Tableau 17 ALGERIE

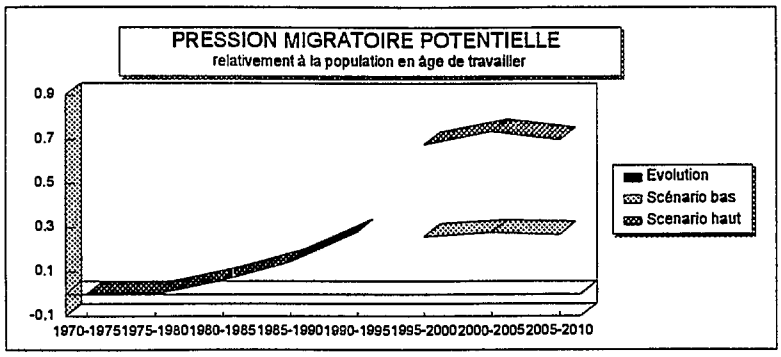


Tableau 18 MAROC

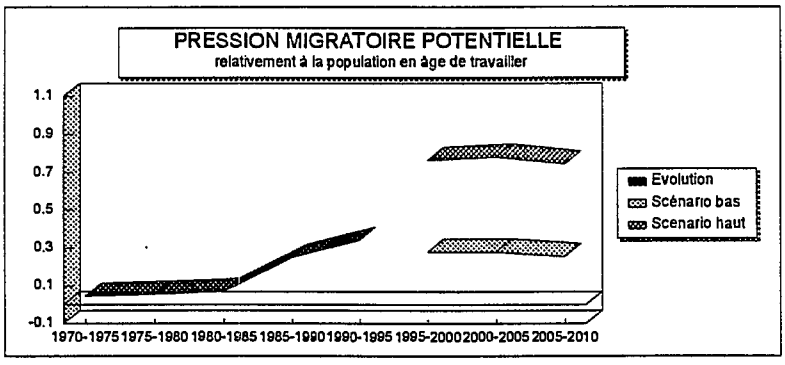


Tableau 19 TUNISIE

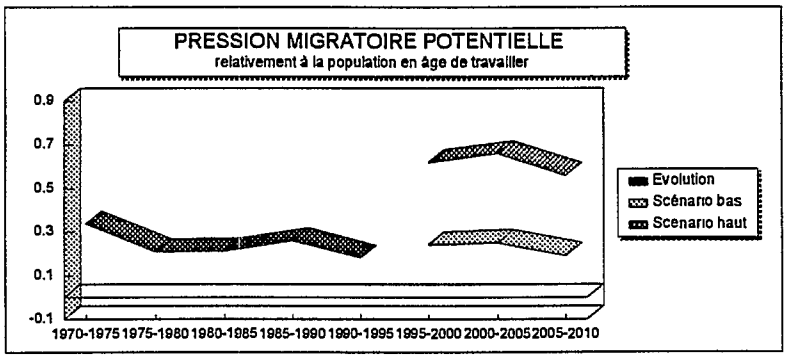


Tableau 20 TURQUIE

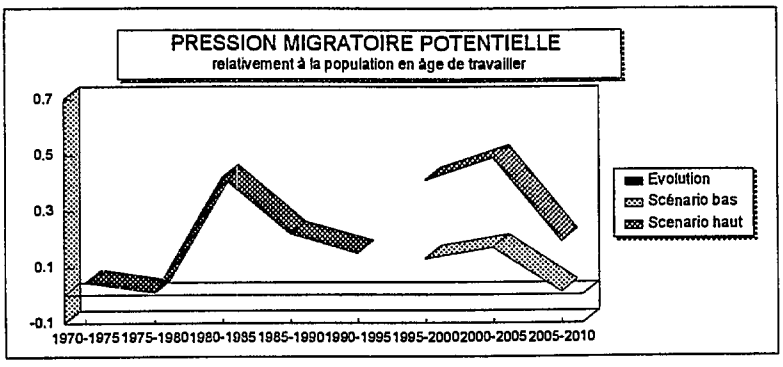
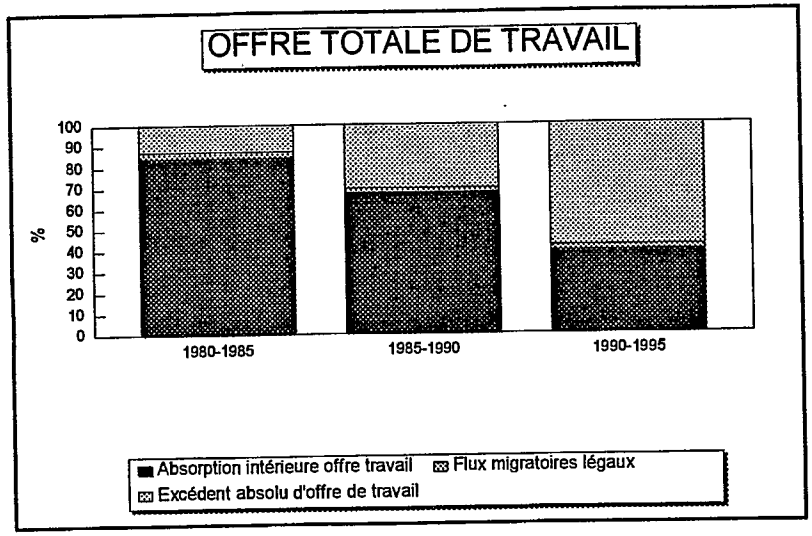


Tableau 31. ALGERIE



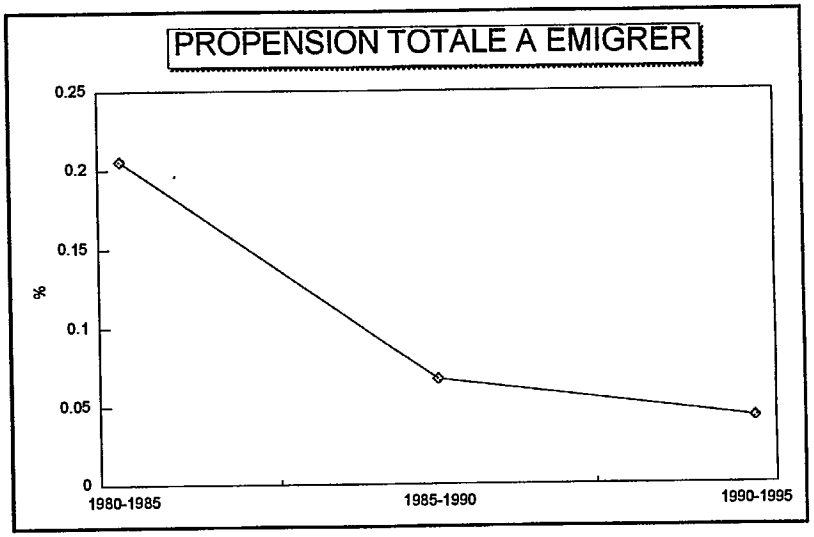
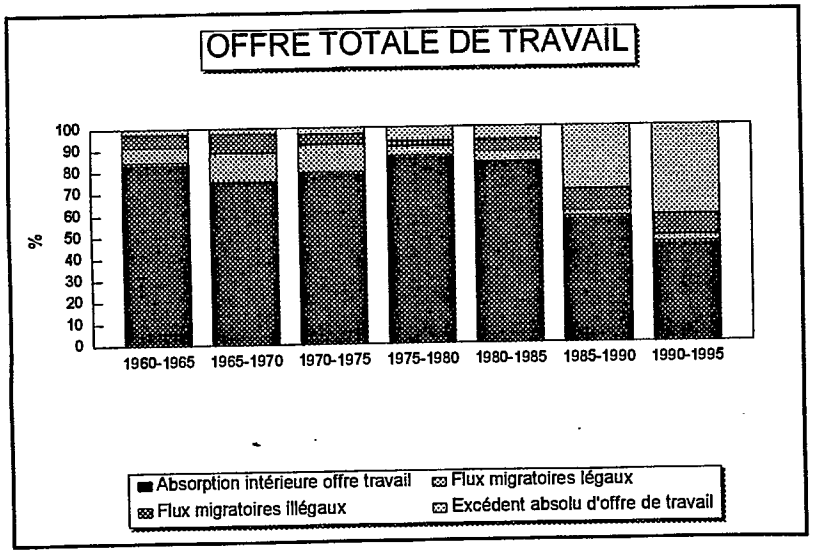


Tableau 32. MAROC



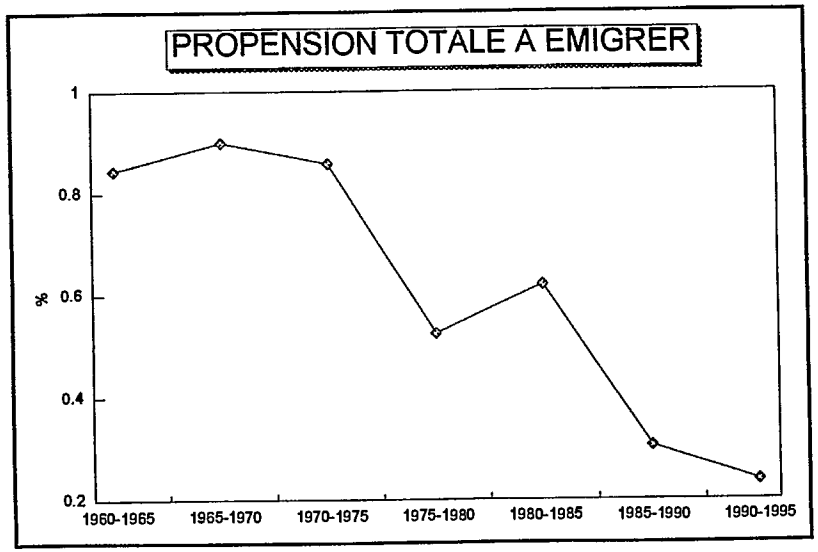
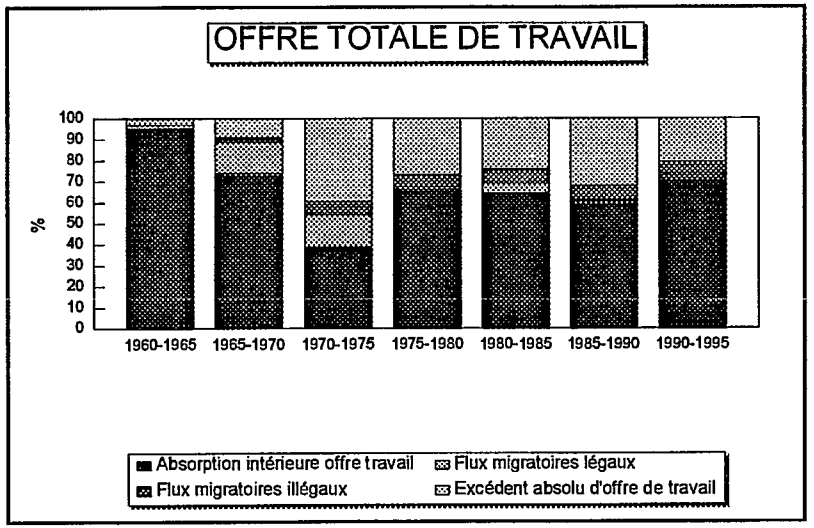


Tableau 33. TUNISIE



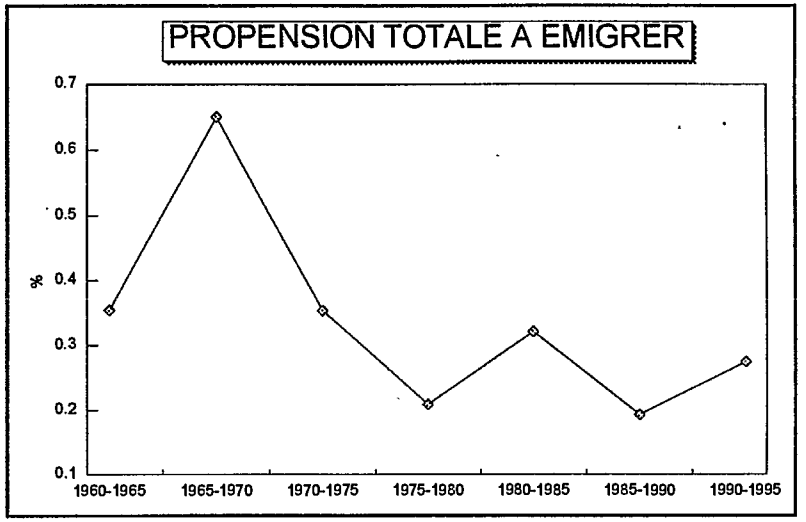
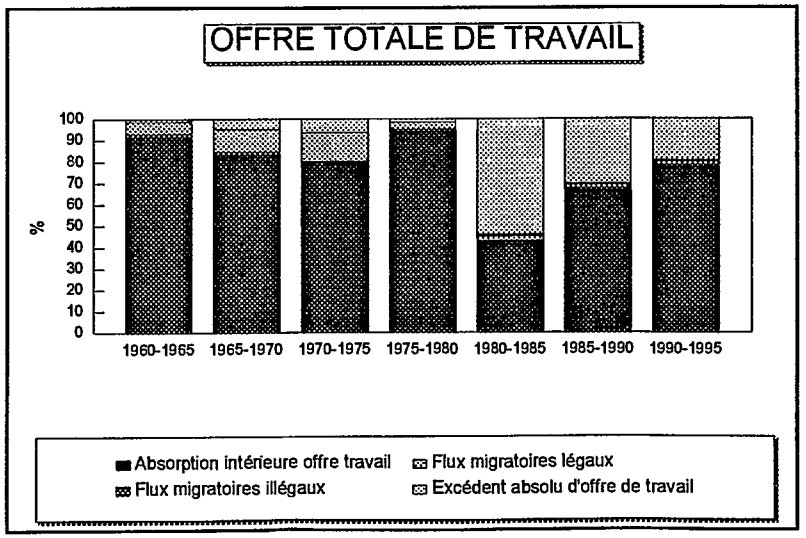


Tableau 34. TURQUIE



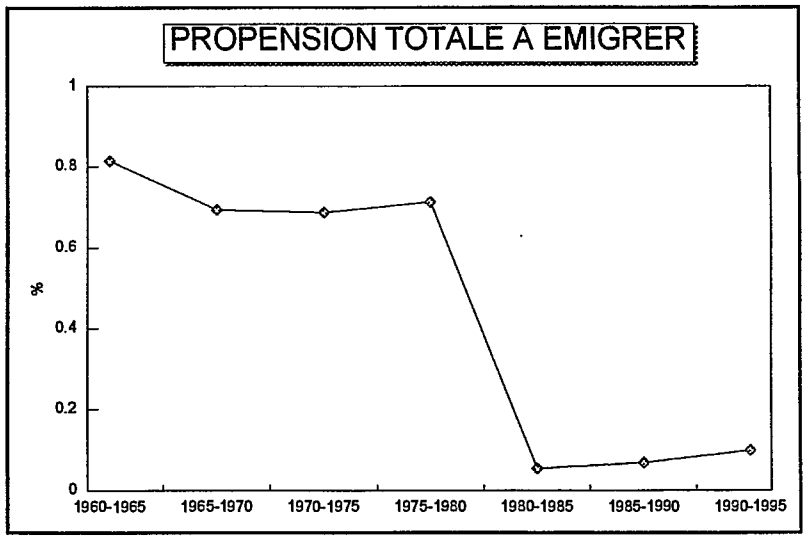


Tableau 35. Pression migratoire potentielle relativement à la population en âge de travailler

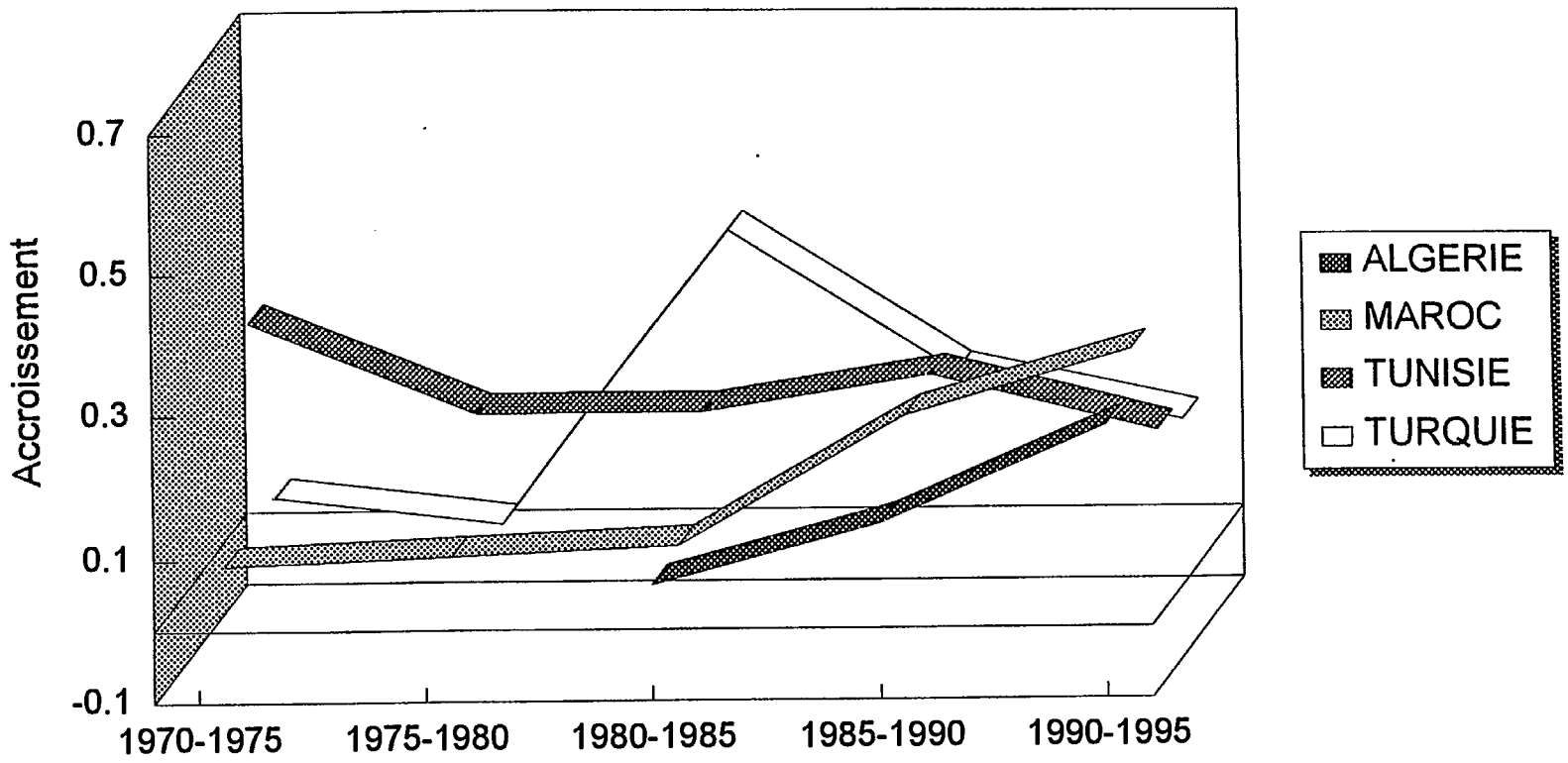
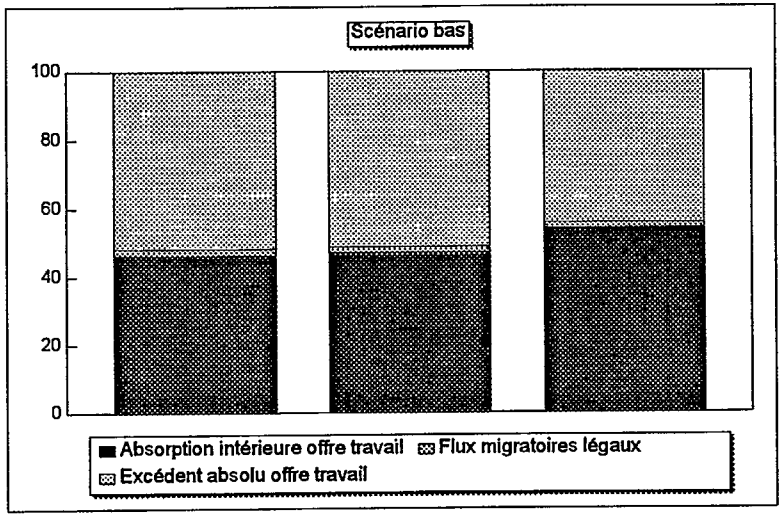
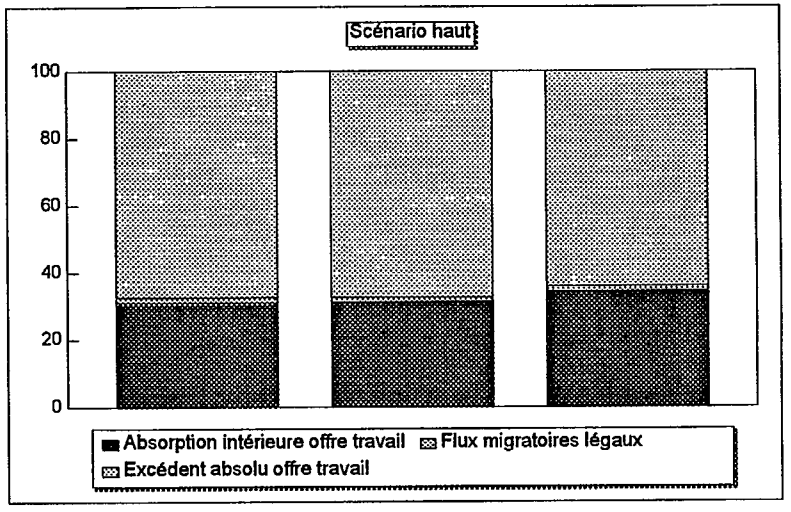


Tableau 36. ALGERIE

OFFRE TOTALE DE TRAVAIL





PROPENSION TOTALE A EMIGRER

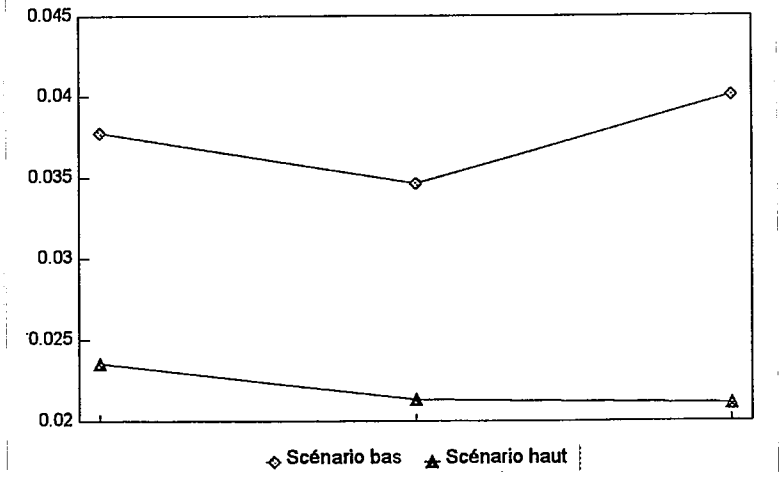
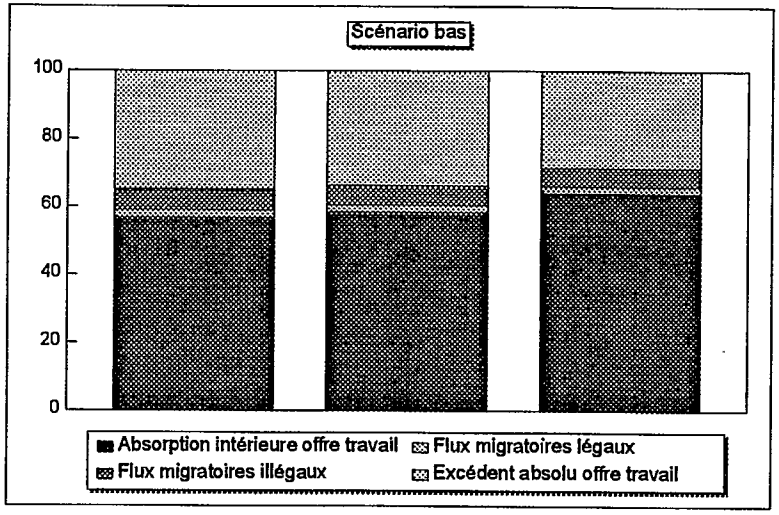
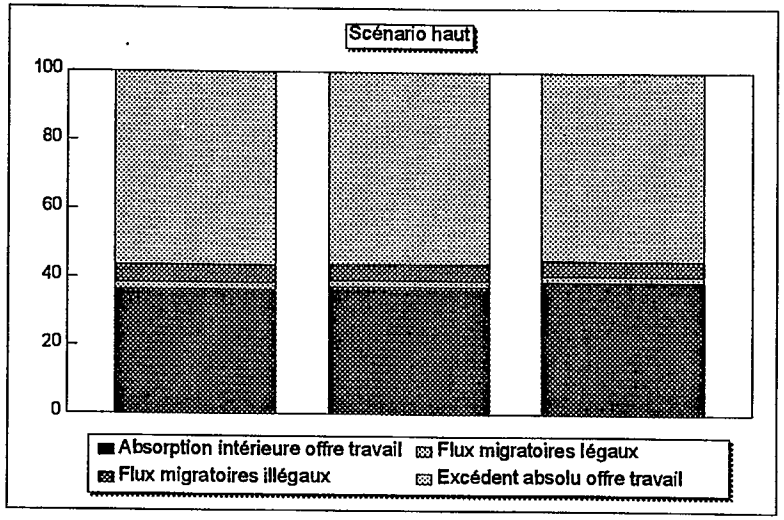


Tableau 37. MAROC

OFFRE TOTALE DE TRAVAIL





PROPENSION TOTALE A EMIGRER

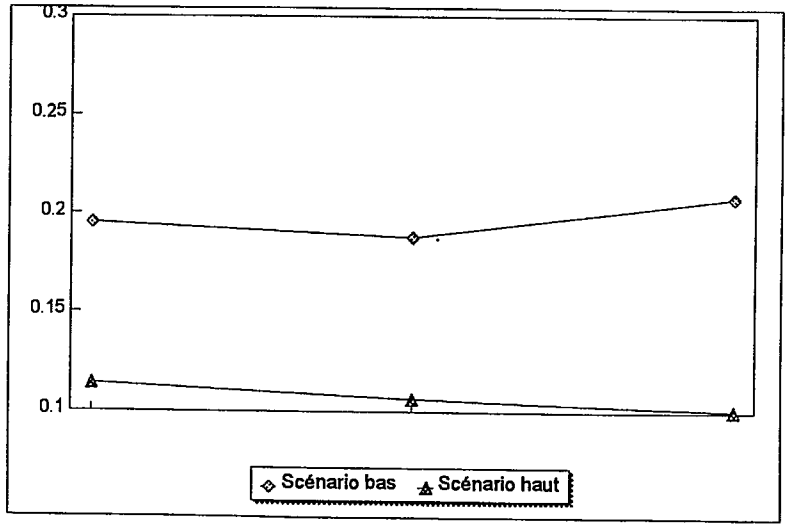
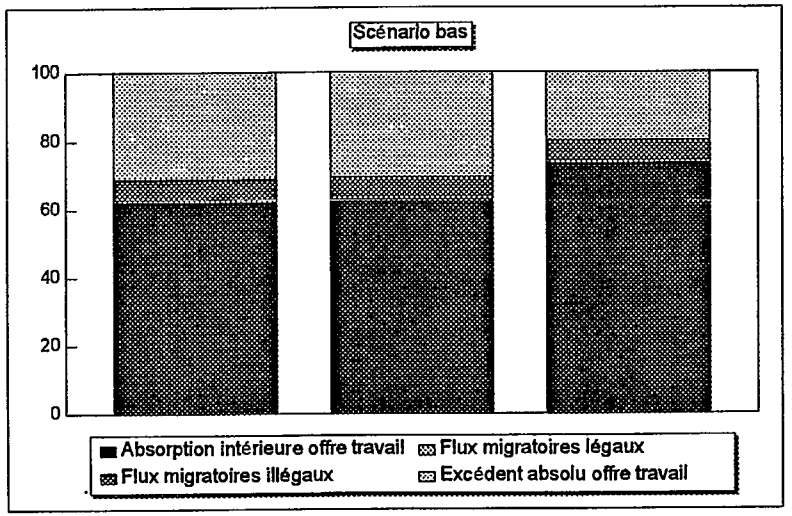
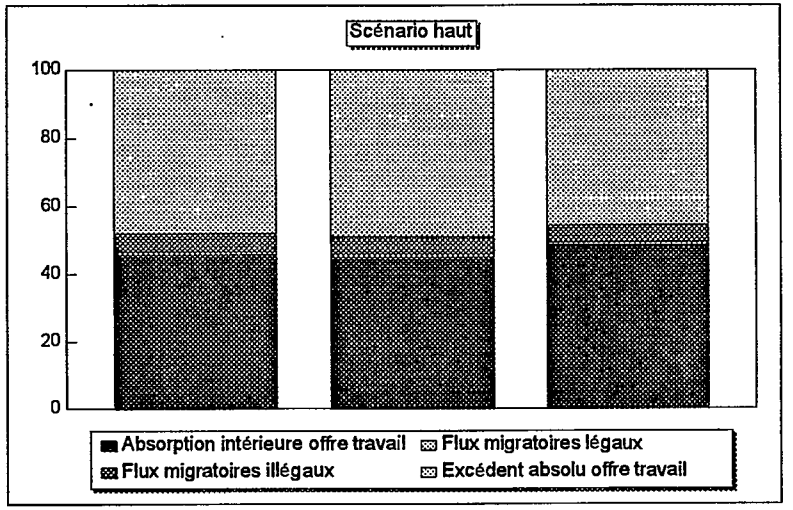


Tableau 38. TUNISIE

OFFRE TOTALE DE TRAVAIL





PROPENSION TOTALE A EMIGRER

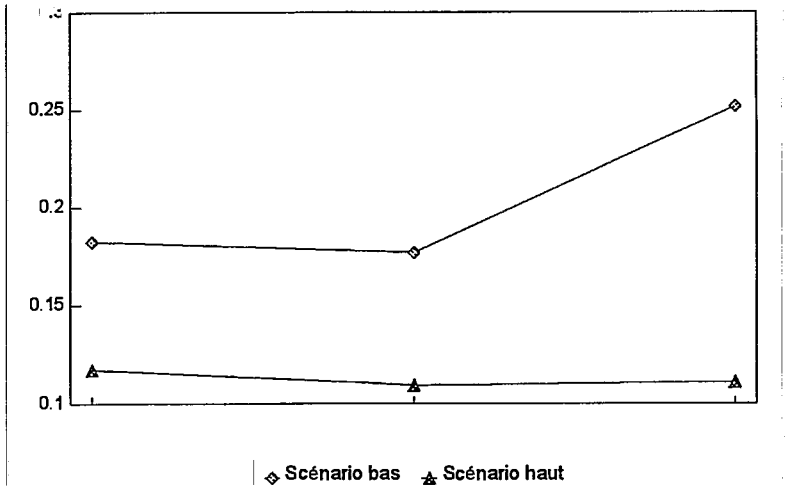
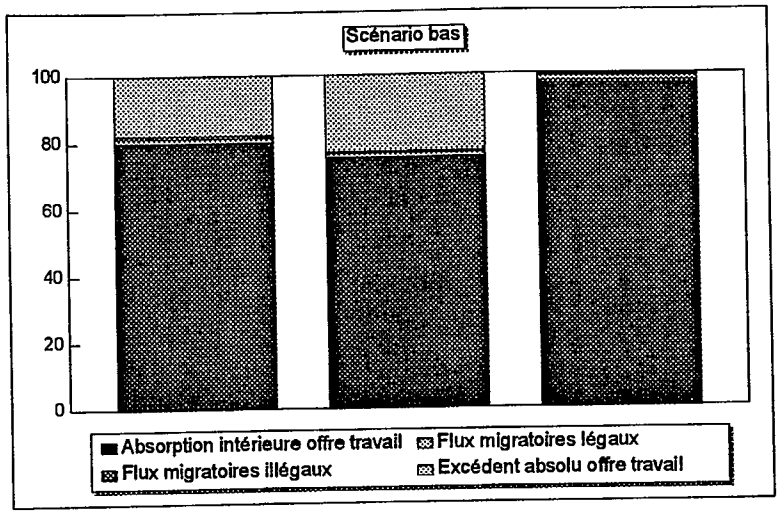
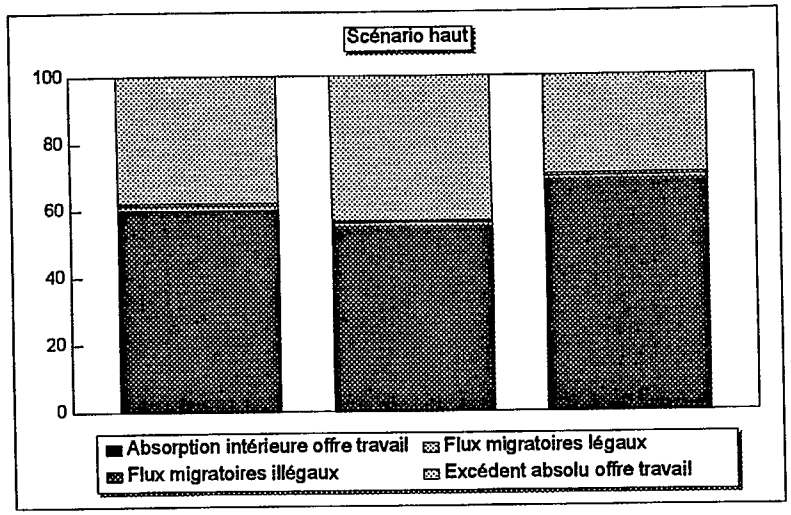


Tableau 39. TURQUIE

OFFRE TOTALE DE TRAVAIL





PROPENSION TOTALE A EMIGRER

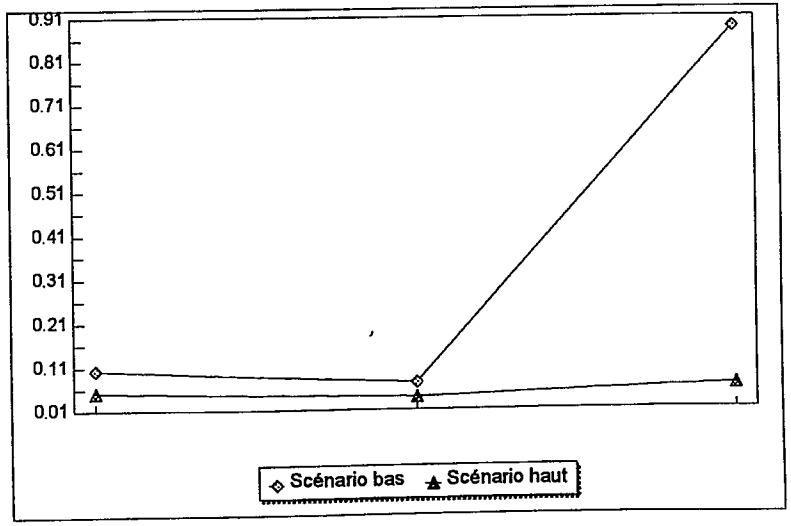


Tableau A.1.

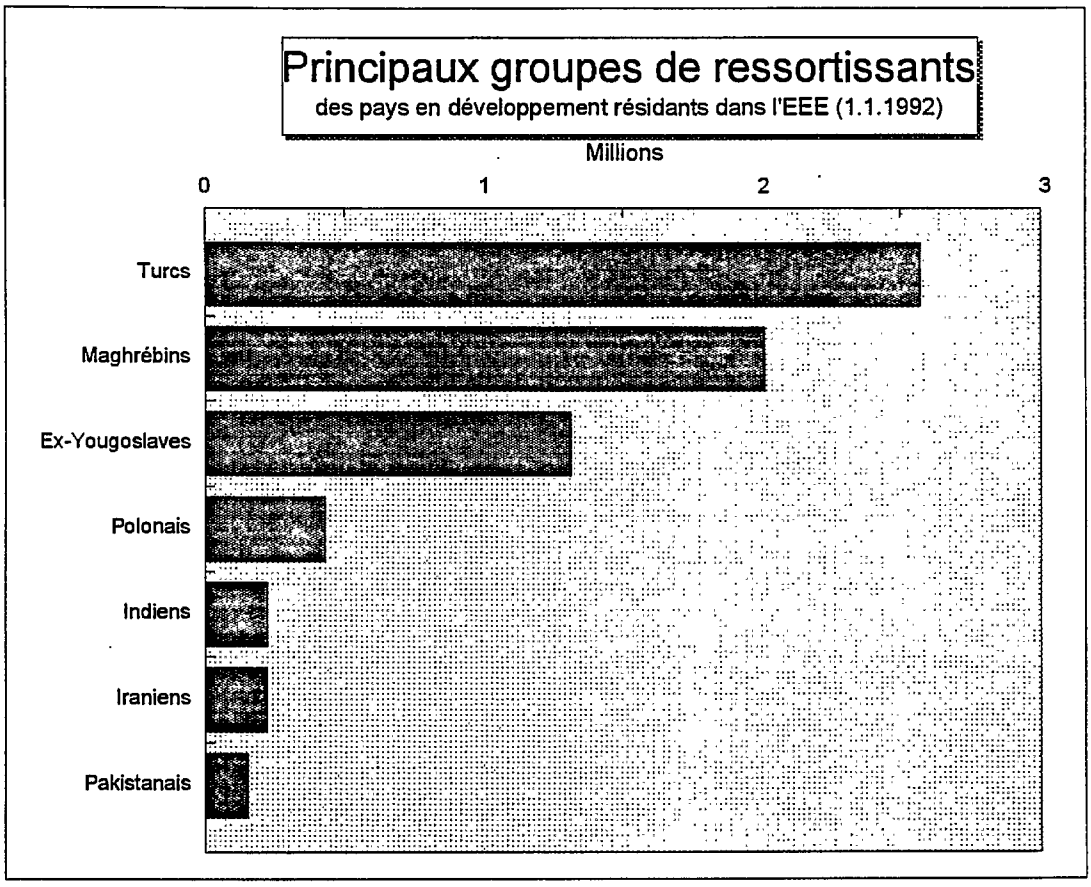
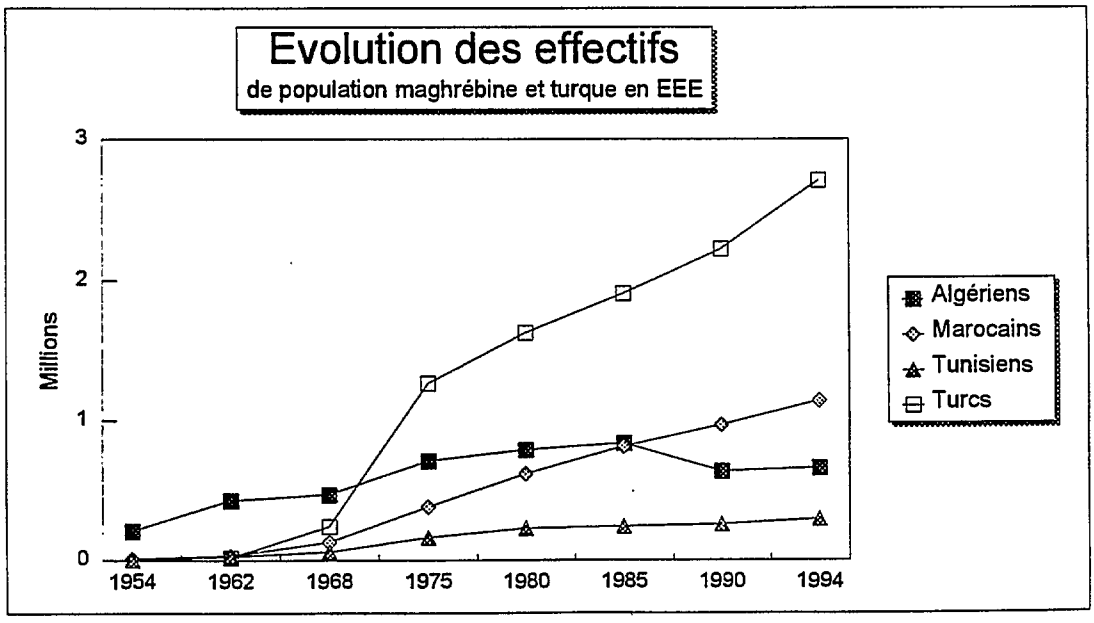


Tableau A.2.



Source: Calculé avec données OCDE et EUROSTAT

Tableau A.3. Naturalisations

Pays d'origine	Pays de naturalisation Allemagne	Belgique	Danemark	Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Autriche	Suède	Royaume-Uni	Norvège	Islande	Suisse
ALGERIE													
1976													
1977							8						
1978							3						
1979							12						
1980					2789		8						
1981					2499								
1982													
1983													
1984				6	1268								
1985		1484		4			75						
1986		110		5	2421		54						
1987		159		7	1968		32						
1988		130		9	3256		8						
1989		50		13	4070		67						
1990		193		6	5356		39						
1991		191		17	6631	41	79						
1992		932		12	7410	37	84						
1993	262	543		20	7909	60	61	18		150	38		139
1994				39	10868	46	56						
1995													
MAROC													
1976													
1977							49						
1978							41						
1979							63						
1980				92	2394	3	152				35		
1981	32			159	1889	2	150				33		
1982	34			110		3	179				90	1	
1983	45			213			132				37	1	
1984	44			251		9	216				145	2	
1985	72	3464		128		24	1606				97		
1986	63	1227		1601	3516	93	1480				87	2	
1987	104	1549		4939	2934	87	1440				94		
1988	125	1570	181	3091	4436	17	1192				111	1	
1989	175	429	109	2122	5393	91	6827				124	3	
1990	211	2215	114	1675	7741	152	3026				128	2	
1991	375	2091	202	427	10289	126	7298				280	1	
1992	1134	6862	167	597	12292	141	7989				299		
1993	2068	5500	168	983	13132	236	7747	24	235	653	275	5	135
1994					22676	295	8109						
1995						333							
TUNISIE													
1976													
1977							17						
1978							22						
1979							26						
1980					2038		17						
1981	46				1340		22						
1982	52						36						
1983	82						13						
1984	72			4			29						
1985	89	1705		1			258						
1986	98	155		3	1690		147						
1987	100	217		1	1468		163						
1988	150	195		3	2349		75						
1989	131	48		7	2538		274						
1990	182	230		2	3078		120						
1991	465	215		5	4377	77	283						
1992	1047	486		4	4991	79	272						
1993	1435	416		6	5370	109	220	64	192	73	30		225
1994				11	9248	73	215						
1995						126							
TURQUIE													
1976							97						
1977							111						
1978							107						
1979							88		187				
1980		30	22				134		164		19		
1981	528	17	26				253	275	740		18		150
1982	561		11				295	292	845		12		139
1983	845		59				164	293	835		10		125
1984	1039		71	5			312	304	1281		61		150
1985	1299	661	110	9			2223	284	1151		117		189
1986	1477	255	214	3	677		1475	314	1182		88		192
1987	1173	319	299	9	576		1405	378	1297		106		201
1988	1225	343	437	4	690		824	496	1173		281		189
1989	1694	157	195	7	921		3277	709	832		280		238
1990	2016	701	107	1	914		1952	1102	832		304		211
1991	3498	879	376	4	1124	79	6105	1801	1358		474		333
1992	7344	3886	502	4	1296	75	11520	1987	1569		238		612
1993	12071	3305	560	11	1515	93	16001	2686	4201	710	393		820
1994				13	3197	86	23866						
1995						92							

Source OCDE, EUROSTAT, France: Ministère de l'Aménagement du Territoire, de la Ville et de l'Intégration

Tableau A.4. Population étrangère en Europe: Algériens
Total effectifs au 1er janvier de l'année

Nationaux	Pays de résidence											Royaume						
Algerie	EUR	Allemagne	Belgique	Danemark	Espagne	France	Grèce	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Uni	Autriche	Finland	Suède	Islande	Norvège	Suisse
1946						22114												
1954						211675												
1960																		
1961																		
1962						428160												
1963																		
1964																		
1965																		
1966																		
1967																		
1968						471020												
1969																		
1970			6621															
1971								78										
1972																		
1973																		
1974																		
1975		4000				710690				200								
1976						790200		198		284								
1977			9700							303								
1978						829600				365					600			
1979						819000				459								
1980		4975				782100				465								
1981		5010	10796	300	600	808176	100	474		539								
1982		5000	10900			805116		1054		537					500			
1983		5100	10900							578								
1984		5200	10800							594					500			
1985		5200	10800			820900				566								
1986		5300	10000					1331		598								
1987		5400	10100					1403		616					500			
1988		4700	10500					1899		687								
1989		5100	10600		675	819900		2000		569					500			
1990		5924	10644			614207		2145		748	33	2000	135	154	559	8	356	2582
1991	640800	7386	10747	332	702	610000	224	4041		809	40		135	186	596	6	374	2755
1992	638308	9073	10971	347	2263	586000	269	2592		824	40	5300	100	194	405	5	367	2820
1993	653563	14373	10443	352	2864		235	4526		905								
1994		23100	10200		3377			4497		1000								
1995		19000																
1996								4020										

Tableau A.5. Population étrangère en Europe: Marocains
Total effectifs au 1er janvier de l'année

Nationaux	Pays de résidence											Royaume						
Maroc	EUR	Allemagne	Belgique	Danemark	Espagne	France	Grèce	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Uni	Autriche	Finlande	Suède	Islande	Norvège	Suisse
1946						16548												
1954						10734												
1960															4			
1961																		
1962						33320												
1963																		
1964																		
1965																		
1966																		
1967										12600								
1968		6775	21000			88280									566			
1969		7596													607			
1970		9116	39294					136		21600					695			
1971		11242													773			
1972		15181													869			669
1973		18712													948			653
1974		22367								32200					1071			671
1975		24006	65900		2000	260025		299		42200					1099			737
1976		24957				299900				48222					1158			791
1977		25671	81000							54708					1270			900
1978		27126				376100		400		62929					1356			978
1979		28907				386000				71760					1337			1103
1980		31933			2960	399952				83359		5000			1395		1300	1228
1981		35854	105133	2100	3095	421265		1001		93077					1376		1400	1302
1982		39374	110200		3600	441308		1188		101511					1334		1400	1368
1983		42590	115100	2300	3800	492700				106435					1309		1500	1449
1984		44192	119100	2400	4100	500000				111329					1157		1500	1565
1985		45137	123200	2400	5200	516400				116358					1094		1400	1633
1986		48100	123600	2300	5800			2364		122746					1003		1500	1826
1987		52000	126000	2500	8600			2903		130094					1018		1700	2018
1988		47300	132600	2500	11312	605622		15700		139212					1066		1900	2318
1989		52100	135464	2500	11900	584700		23500		147975					1172		2100	2553
1990		61848	138417	2700	9100	572652		26752		156880	71	7000	238	295	1291	14	2163	2902
1991	1E+06	69595	141660	3040	11400	458000	313	77971		163697	78	9500	238	464	1418	21	2100	3241
1992	1E+06	75145	145600	3170	49513	457000	387	89005		165138	100	7400	200	525	1495	20	2047	
1993	1E+06	80278	144993	3214	54105		360	95580		164567							1900	
1994		82800	145363	3200	65847			97604		161100								
1995		82000						92617										
1996								94237										

ableau A.6. Population étrangère en Europe: Tunisiens
Total effectifs au 1er janvier de l'année

Nationaux	Pays de résidence											Royaume						
Tunisie	EUR	Allemagne	Belgique	Danemark	Espagne	France	Grèce	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Uni	Autriche	Finlande	Suède	Islande	Norvège	Suisse
1946						1916												
1954						4800												
1960																		
1961															5			
1962						26569												
1963																		
1964																		
1965																		
1966																		
1967		1324																
1968		1872				60180												
1969		3116													160			
1970		7820	2201												186			
1971		12396				110000		353							261			
1972		13768				140000									304			
1973		16101													384			
1974		17501													443			998
1975		17478	3000			139735				1000					504			1055
1976		17583				147100		584		1500					551			1059
1977		18377	4700							1616					645			1178
1978		19230				176200				1779					783			1205
1979		20718				183782				1966					895			1235
1980		22622		200	100	183782	100			2161					935			1427
1981		24100	6871			181618				2424					964			1571
1982		24100	6900			190800		2582		2564					969			1813
1983		25189	6800			212900				2692					939			1941
1984		25269	6800							2767					893			2025
1985		23644	6800			201800		4000		2813					811			2062
1986		23322	5900					4352		2534					733			2189
1987		23810	5900					4928		2613					719			2296
1988		20600	6200					11953		2584					734			2482
1989		21600	6200		291	207500		14596		2677					821			2705
1990		24292	6247			206336		14146		2441					954			2944
1991	283700	26120	6385	328	303	186000	352	41234		2585	17	1000	839	102	1111	3	328	3209
1992	274840	27205	6400	342		176000	408	46393		2576	14	1600	839	130	1217	1	330	3530
1993	296795	28075	6195	373	387		388	50350		2506	20		839	133	1193	1	321	3618
1994	.	28100	6000		421			44505		2415								
1995		27000						41105		2300								
1996								40454										

ableau A.7. Population étrangère en Europe: Turcs
Total effectifs au 1er janvier de l'année

Nationaux	Pays de résidence											Royaume						
Turquie	EUR	Allemagne	Belgique	Danemark	Espagne	France	Grèce	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Uni	Autriche	Finlande	Suède	Islande	Norvège	Suisse
1946						41579												
1951		1164																
1954						22413												
1955		2050																
1960																		
1961		3300																
1962		6679				16200												
1963		24600																
1964		43600																
1965		112500																
1966		175300																
1967		212500																
1968		172439				17060									2824			
1969		205354													3318			
1970		322421	20312												4069			
1971		469160								30300					4607			
1972		652812													5078			
1973		712289													5601			
1974		910525	20300			45400				53700					6317			
1975		1027770		12000		50860	1000	1500	100			10000			.			26601
1976		1077097				57900				76500					7071			26093
1977		1079390	59400			80500				84817					10240			25647
1978		1118041				86700				94105					13372			27267
1979		1165119				92772				105227					14731			29618
1980		1268307				103946				119624					16205			32968
1981		1452442	63587	15800		118100	2000		100	138527		16000			18303		2500	38073
1982		1546280	66100			122260		2000		147970					19493		2800	42938
1983		1580671	68400	17200		135000				154201					20342		3100	46806
1984		1552328	70000	17800						155280		9000			20900		3300	48485
1985		1425798	72500	18800		146100				155579					21159		3400	49779
1986		1401932	74200	20400			2000			156395		12000			21538		3400	50923
1987		1434255	76100	22300						160637					21879		3700	52768
1988		1453708	77500	24400		194100				167325					22414		4300	54601
1989		1523678	79500	26100	217	201500				176547					22968		4900	56804
1990		1612623	81775	27900		197712		2000		191455					24152		5300	59450
1991	2247600	1694649	84935	29680	253	214000	3414	4685	190	203519	35	24000	118579	310	25475	4	5523	64192
1992	2347238	1779586	88365	32018		239000	2303	2767	218	214830	37	29400	118579	564	26364	7	5531	69493
1993	2573253	1854945	88269	33653	297	240000	3586	5096	200	212450	43	31300	118600	837	26547	5	5577	74078
1994		1918395	88302	34700		254000	3000	5411		202618		44000			23600		5400	75600
1995		1965577					3000			183900		29000						
1996								5220										

Source: OCDE et EUROSTAT
France: INSEE
Italie: Elaborazione Caritas su dati del Ministero degli Interni
Pays Bas: Central Bureau of Statistics
Espagne: Ministerio de Asuntos Sociales
Belgique: Les données sont issues des registres de population et de recensements
Allemagne: Statisches Bundesamt

EFFECTIFS DE TRAVAILLEURS ETRANGERS EN EUROPE

Tableau A.8

Nationaux Algérie	Pays de résidence Allemagne	Belgique	Danemark	Espagne	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Autriche	Suède
1968					265628				
1975					331090				
1976					361000				
1977		2400			313600				
1978					310400				
1979		3000			309800				300
1980					308900				
1981		3200			293800	200			
1982		3100			286700				
1983		3200			292200				
1984		3400			297300	200			
1985		3600			279000	200			
1986		3700			271600	200			
1987		3900			249300	200			
1988				159	268800		3600		
1989				245	258500				
1990				1937	248500				
1991				2877	236300				
1992				2086	243700				
1993					237400				
1994					241927				

Tableau A.9

Nationaux Maroc	Pays de résidence Allemagne	Belgique	Danemark	Espagne	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Autriche	Suède
1960	200								
1961	1100								
1962	3676								
1963	4798								
1964	7260								
1965	9058								
1966	8198								
1967	5825								
1968	6004				65212				
1969	6781								
1970	8672								
1971	10921								
1972	13736								
1973	15317								
1974	17076								
1975	16298				152255				
1976	15601				181400				
1977	15244	22200			151500				
1978	15323				129100	29200			
1979	16214	31300			122300	28400			600
1980	16109				133600	28400			
1981	15421	37300			130000	28900			
1982	14874	38000			145000	27800			
1983	14697	39000			152000	25800			
1984	14578	42800			171500	25400			
1985	14760	44900			186400	24900			
1986	16054	46800		2658	177300	23800			
1987	15467	49900		4339	176000	23200			
1988	15896			4700	179900	23000	1300		
1989	16681			5000	187000	25000			
1990	17957			6712	166100	27000			
1991	19520			8844	175600	30000			
1992	21444			41095	176800	33000			
1993	22056			52501	179464	31000			
1994	21875			42193	197148	30000			

Tableau A.10

Nationaux Tunisie	Pays de résidence Allemagne	Belgique	Danemark	Espagne	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Autriche	Suède
1960	150								
1961	400								
1962	483								
1963	618								
1964	540								
1965	507								
1966	671								
1967	763								
1968	898				31752				
1969	1556								
1970	5019								
1971	8972								
1972	10378								
1973	11162								
1974									
1975					72980				
1976									
1977		1900			78200				
1978					77900	1100			
1979		4200			63400	1200			400
1980					59600	1300			
1981	8927	4700			67200	1300			
1982	9040	4900			70800	1200			
1983	8588	5100			75200	1100			
1984	7972	5000			79100	900			
1985	7765	5200			75100	1000			
1986	7855	5200			72600	900			
1987	7817	5300			71500	900			
1988	8007				81500	1000			
1989	8204				76200	1000			
1990	8611			64	74700	1000			
1991	8978			81	63900	1000			
1992	9368			212	75500				
1993	9352			237	70962				
1994	8907			153	78268				

EFFECTIFS DE TRAVAILLEURS ETRANGERS EN EUROPE

Tableau A.11

Nationaux Turquie	Pays de résidence Allemagne	Belgique	Danemark	Espagne	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Autriche	Suède
1960	2495								
1961	5103								
1962	15318								
1963	27144								
1964	69211								
1965	121121								
1966	157976								
1967	137081								
1968	139336				3728				
1969	212951								
1970	327985								
1971	424374								
1972	497296								
1973	528239								
1974	617531	10000			25000	33000		29500	
1975	553217				31205				
1976	520998				36300				
1977	517500	17000						27000	
1978	536300					42400		26200	
1979	569400	19000				38100		26600	5200
1980	624900				21400	39100		28300	
1981	654000	23000			23200	41400		29000	
1982	660000	24500			32900	39600		28500	
1983	652000	30000	8400		31300	36400		27600	
1984	590300	31300	8700		38900	35400		27700	
1985	589000	32500	9300		41600	35200		29100	
1986	604300	33600	10100		38700	34200		31300	
1987	622500	35100	10900		56500	34600		32700	
1988	638500	35000	11400		60800	33000	6900	34200	
1989	651657	35100	12000		65000	36000		39200	9900
1990	680200	23500	12400	137	53900	41000		50500	11500
1991	725300		12800	142	42000	45000		57500	10500
1992	758500		13400	139	56800	49000		55600	10000
1993	766600		13700	134	73510	44000		54500	9000
1994				120	75595				

Allemagne: chômeurs et frontaliers inclus
non compris saisonniers et travailleurs independants
Concerne uniquement l'Allemagne occidentale

Autriche: Permis de travail délivrés et en cours de validité.
chômeurs inclus
non compris frontaliers et saisonniers
non compris travailleurs indépendants

Belgique: chômeurs exclus dès 1988
exclus frontaliers et saisonniers

Danemark: Données provenant des registres de population

France: Données provenant de l'enquête annuelle sur l'emploi
chômeurs inclus
non compris frontaliers et saisonniers

Espagne: Permis de travail en cours de validité
chômeurs inclus
non compris frontaliers et saisonniers

Pays-Bas: y compris frontaliers
non compris trav. indépendants et aides familiaux
chômeurs exclus

Suède: Données établies d'après l'enqête annuelle sur la population active
chômeurs inclus
non compris frontaliers et saisonniers

Suisse: Effectifs des étrangers titulaires d'une autorisation à l'année et des titulaires d'une autorisation d'établissement (permis permanent), qui exercent une activité lucrative
Non compris travailleurs frontaliers et saisonniers

Tableau A.12 **FLUX D'IMMIGRATION EN EUROPE PAR NATIONALITE: ALGERIENS**

Pays de nationalité	Pays de prochaine résidence																	
Algérie	Allemagne	Belgique	Danemar	Espagne	France	Grèce	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Royaume Uni	Autriche	Finlande	Suède	Islande	Norvège	S
1960																	
1961																	
1962																	
1963																	
1964																	
1965																	
1966																	
1967																	
1968																	
1969																	
1970																	
1971																	
1972																	
1973																	
1974																	
1975																	
1976																	
1977																	
1978																	
1979																	
1980					7902												
1981					7166												
1982					9054												
1983					7951												
1984		400			7305												
1985		300			6104		100				600						
1986		300			5219		100				400						
1987		300			5300		200				100						
1988		300			4900		100				100						
1989		300		100	6300		100				100						
1990	1700			100	13754		700				100						
1991	1790	503	53	180	12898	9	332	14	167		100		55	123	1	55	
1992	5900	429	35	244	12293	22	300	12	140	12	100		30	124		27	
1993	10694	344	39	152	12253	19		13	154	3			12	60	1	27	
1994					9673				223								
1995																	

Tableau A.13 **FLUX D'IMMIGRATION EN EUROPE PAR NATIONALITE: MAROCAINS**

Pays de nationalité	Pays de prochaine résidence																
Maroc	Allemagne	Belgique	Danemar	Espagne	France	Grèce	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Royaume Uni	Autriche	Finlande	Suède	Islande	Norvège	
1960																	
1961					3924												
1962					8626												
1963					12064												
1964	4915				18908									24			
1965	3049				17858				5287					83			
1966	1273				17081				9111								
1967	1094				16766				1234					96			
1968	866				17853				2783					43			
1969	2530				23631				3356					54			
1970	2611				30002				5938					99			
1971	4221				27620				3827					93			
1972	4694				26369				2399					119			
1973	4376				38823				2793					89			
1974	1817				27870				3496		92			101			
1975	1607				13706				7941					71			
1976	2093				19771				5666					96			
1977	2462	4313			17821				5808					137			
1978	2675	3906			12469				7234					158			
1979	3496	5390			12207				7727					114			
1980	4076	5001			14106				10422					163			
1981	3812	3902			19085				8499					99			
1982	2383	3088			33553				6513					99			
1983	1791	2709			15348				4999					65			
1984	2139	2444			11439				4845					92			
1985	2965	1856			9010		300		5827					109			
1986	3888	1775			8163		300		6751					119			
1987	3819	2063			8500		8900		7180					146			
1988	4500	2000		700	10682		2800		8412					150			
1989	4861	2300		1400	13486		2300		8671		800			204			
1990	5600			1200	17640		23100		9761		800			210			
1991	6077	3443	323	1917	17754	24	9612	25	9255		800		196	352	7	215	
1992	6542	3307	167	4543	16107	21	6700	30	7476	48			93	298	2	212	
1993	5306	3358	123	3322	14218	34		35	6002	30			59	232	2	134	
1994					8128				3297								
1995																	

ableau A.14 FLUX D'IMMIGRATION EN EUROPE PAR NATIONALITE: TUNISIENS

ays de nationalité	Pays de prochaine résidence																
Tunisie	Allemagne	Belgique	anemar	Espagne	France	Grèce	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Royaume Uni	Autriche	Finlande	Suède	Islande	Norvège	Suisse
1955																	
1956																	
1957																	
1958																	
1959																	
1960																	
1961																	
1962	13																
1963	0																
1964	44				4057									43			
1965	29				8039									78			170
1966	326				8368				10								250
1967	173				8546									41			220
1968	481				8774									28			220
1969	2093	27			17869									32			190
1970	4990	100			14801				47					65			160
1971	2769	19			13933				370			291		49			130
1972	1524	14			14113				296			110		61			120
1973	2566	47			25620				424			20		66			70
1974	1554	129			8537				159			20		58			50
1975	1452	40			4691				180					47			
1976	1506	340			5077				156					88			
1977	1560	639			4471				172					125			
1978	1668	578			3943				205					127			
1979	1913	624			3541				216					109			
1980	2207	622			3543				231					130			
1981	2300	442			7579				179					100			
1982	1700	324			21087				163					63			
1983	1500	282			5264				124					46			
1984	1500	268			3387				119					70			
1985	1600	245			2482		400		123		100			66			
1986	1900	284			2403		500		156					118			
1987	2100	300			2575		3300		184					132			
1988	2200	300			2893		1200		198					151			
1989	2300	300			3084	100	1000		217					180			
1990	2700				3840	100	11500		297		100						
1991	2769	381	49	26	4074	17	5121	21	290		100		48	212	1	23	438
1992	3096	306	44	27	3830	35	3200	10	226	6	100		17	133		23	429
1993	2516	296	39	21	3447	33		10	189	1			15	138		24	370
1994					2265				170								
1995																	

bleau A.15 FLUX D'IMMIGRATION EN EUROPE PAR NATIONALITE: TURCS

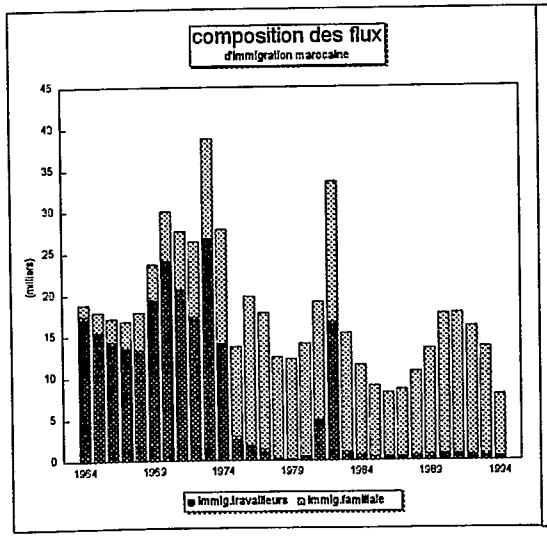
ys de nationalité	Pays de prochaine résidence																
Turquie	Allemagne	Belgique	anemar	Espagne	France	Grèce	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Royaume Uni	Autriche	Finlande	Suède	Islande	Norvège	Suisse
1960																	
1961	8707																
1962	17559				111												
1963	31025	6605			275												
1964	71256	9602			328				4216					254			
1965	72476	5891			591				5444					527			
1966	60488	2965			708				6890					945			
1967	33106	2035			1337				1564					497			
1968	79711	2345			1890				4580					330			
1969	151142	2186			2863				7725					496			
1970	176972	2676			9110				9009					842			
1971	186955	3197			6423				10167					666			
1972	184549	2720			9382				6890					582			
1973	249670	2961			21360				9942					702			
1974	160750	5719			15226				10377					754			4025
1975	98562	7323			7192				12688					771			2300
1976	105758	3220			9125				10211					2927			2144
1977	114515	2695			7476				10480					2753			3395
1978	131019	2377			5805				11681					1058			3516
1979	171880	2397			6451				14043					1115			4130
1980	212254	3176			8437				17480					1692			5697
1981	84052	1865			11365				8552					1307			6090
1982	42713	1289			13167				5255					1275			5268
1983	27830	1265			6802				3860					903			4280
1984	34114	1806			5437				4087					151			3020
1985	47458	1620			4349				6007		1300			1067			2756
1986	62161	1727			4299				8556		1000			1145			3234
1987	66247	1916			4639				9721		1300			1300			3373
1988	78400	1400			4708				10470		1200			1191			3553
1989	86643	1800			5272	5584			11075		1600			1509			3957
1990	84300				7006				12821		1300			1424			6041
1991	82536	2900	1907		9096	6394		27	12663		1000		276	1543	4	428	6082
1992	81303	2717	1214	13	9268			19	9165	6	900		270	1159		296	4784
1993	68466	2514	801	18	6759	6075		8	7413	6	1000		168	836	4	268	4732
1994					4657				4258								
1995																	

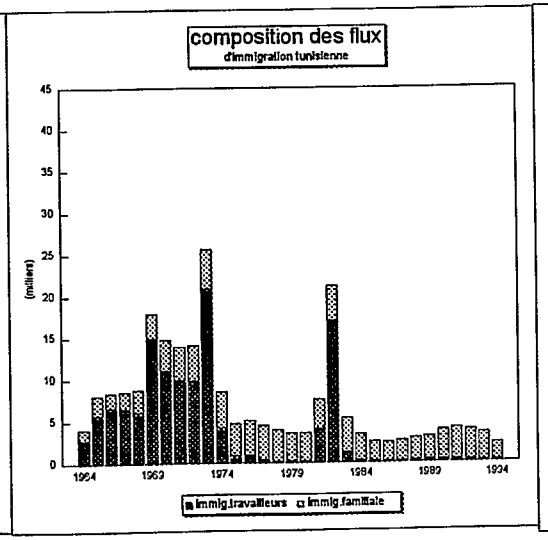
Tableau A.16. Flux d'immigration en France

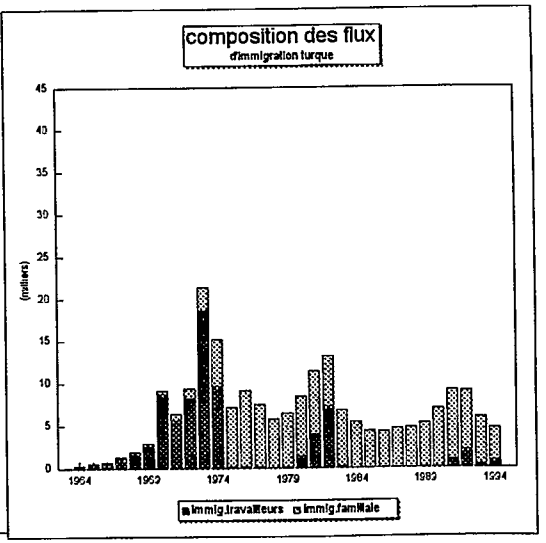
Marocains	Total immigrés	Travailleurs	Membres de famille	% Famille
1964	18908	17393	1406	7.4
1965	17858	15494	2364	13.2
1966	17081	14331	2750	16.1
1967	16766	13525	3241	19.3
1968	17853	13339	4514	25.3
1969	23631	19335	4296	18.2
1970	30002	24077	5925	19.7
1971	27620	20681	6939	25.1
1972	26369	17328	9041	34.3
1973	38823	26748	12075	31.1
1974	27870	14072	13798	49.5
1975	13706	2905	10801	78.8
1976	19771	1802	17969	90.9
1977	17821	1300	16521	92.7
1978	12469	251	12218	98.0
1979	12207	200	12007	98.4
1980	14106	504	13602	96.4
1981	19085	4860	14225	74.5
1982	33553	16706	16847	50.2
1983	15348	1029	14319	93.3
1984	11439	623	10816	94.6
1985	9010	397	8613	95.6
1986	8163	443	7720	94.6
1987	8500	501	7999	94.1
1988	10662	613	10069	94.3
1989	13486	709	12777	94.7
1990	17640	789	16851	95.5
1991	17754	782	16972	95.6
1992	16107	660	15423	95.8
1993	14218	540	13057	91.8
1994	8128	442	7437	91.5

Tunisiens	Total immigrés	Travailleurs	Membres de famille	% Famille
1964	4057	2730	1327	32.7
1965	8039	5776	2263	28.2
1966	8368	6631	1737	20.8
1967	8546	6534	2012	23.5
1968	8774	6109	2665	30.4
1969	17869	14925	2944	16.5
1970	14801	11070	3731	25.2
1971	13933	9971	3962	28.4
1972	14113	9890	4223	29.9
1973	25620	20857	4763	18.6
1974	8537	4190	4347	50.9
1975	4691	820	3871	82.5
1976	5077	883	4194	82.6
1977	4471	370	4101	91.7
1978	3943	106	3837	97.3
1979	3541	92	3449	97.4
1980	3543	163	3380	95.4
1981	7579	4053	3526	46.5
1982	21087	16979	4108	19.5
1983	5264	1185	4079	77.5
1984	3387	232	3155	93.2
1985	2482	143	2339	94.2
1986	2403	170	2233	92.9
1987	2575	162	2413	93.7
1988	2893	230	2663	92.0
1989	3084	331	2753	89.3
1990	3840	295	3545	92.3
1991	4074	299	3775	92.7
1992	3830	254	3575	93.3
1993	3447	175	3246	94.2
1994	2265	157	2033	89.8

Turcs	Total immigrés	Travailleurs	Membres de famille	% Famille
1964	328	241	87	26.5
1965	591	447	144	24.4
1966	708	530	178	25.1
1967	1337	1162	175	13.1
1968	1890	1658	232	12.3
1969	2863	2598	265	9.3
1970	9110	8751	359	3.9
1971	6423	5660	763	11.9
1972	9382	8213	1169	12.5
1973	21360	18628	2732	12.8
1974	15226	9675	5551	36.5
1975	7192	201	6991	97.2
1976	9125	198	8927	97.8
1977	7476	173	7303	97.7
1978	5805	108	5697	98.1
1979	6451	184	6267	97.1
1980	8437	1373	7084	84.0
1981	11365	3980	7385	65.0
1982	13167	7270	5897	44.8
1983	6802	182	6620	97.3
1984	5437	19	5418	99.7
1985	4349	22	4327	99.5
1986	4299	32	4267	99.3
1987	4639	31	4608	99.3
1988	4708	51	4657	98.9
1989	5272	81	5191	98.5
1990	7006	88	6832	97.5
1991	9096	941	8155	89.7
1992	9268	2103	6909	74.5
1993	6759	374	5596	82.8
1994	4657	841	3813	81.9







Bibliographie

Aldeeb Abu-Sahlieh, S.A.: *La migration dans la conception musulmane* (St-Sulpice, Suisse, 1995).

Aragon Bombín, R.; Chozas Pedrero, J.: *La regularizacion de inmigrantes durante 1991-1992*, Colección Informes y Estudios, Serie General Núm. 4, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social (Madrid, 1993).

Baccar, T.; Sanaa, A.: "La genèse des politiques d'emploi et émigration en Tunisie", dans *Emploi, émigration, éducation et population,* Ministère du plan et du développement régional, Projet de l'Institut de recherche et d'études sur la population (IREP), Cahier 5 (Tunis, 1990).

Banque mondiale: *World Tables* (Washington, D.C., 1994).

Banque mondiale: *Trends in developing economies* 1994 (Washington, D.C., 1994).

Banque mondiale: *Social indicators of development* (Washington, D.C., The Johns Hopkins University Press, 1995).

Banque mondiale (publié pour le compte de): World Development Report 1995, *Workers in an integrating world* (Oxford University Press, 1995).

BIT: *Population active, évaluations 1950-1980 et projections 1985-2025* (Genève, BIT, 1986).

BIT: *Annuaire des statistiques du travail. Edition rétrospective sur les recensements de population 1945-1989* (Genève, BIT, 1990).

BIT: *Bulletin des statistiques du travail. 1991-1994* (Genève, BIT, 1991).

BIT: *Annuaire des statistiques du travail.* Années 1991, 1992, 1993, 1994 (Genève, BIT).

BIT: *L'emploi et la population: facteurs indissociables du développement* (Genève, BIT, 1994).

BIT: *Bulletin des statistiques du travail 1995, tomes 1 et 2* (Genève, BIT, 1995).

Böhning, W.R.: "L'intégration et les pressions migratoires en Europe occidentale", dans *Revue internationale du Travail*, vol. 130, No. 4 (Genève, BIT, 1991).

Böhning, W.R.: "Helping migrants to stay at home ", dans *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 534 (Philadelphia, 1994).

Böhning, W.R.; Zegers de Beijl, R.: *L'intégration des travailleurs migrants sur le marché du travail: les politiques et leur impact* (Genève, BIT, Cahiers de migrations internationales No. 8, 1996).

Böhning, W.R.; Schaeffer, P.V.; Straubhaar, Th.: *Migration pressure: What is it? What can one do about it?* (Geneva, ILO, Working Paper No. 55, 1991).

Böhning, W.R.; Werquin, J.: *Réflexions d'ordre économique, social et sur les droits de l'homme concernant le futur statut des nationaux des pays tiers dans le marché intérieur européen* (Genève, BIT, Document de Travail, Programme mondial de l'emploi, avril 1990).

Bruni, M.: "A stock-flow model to analyse and forecast labour market variables", *Labour*, vol. 2, No. 1 (Rome,Fondazione Brodolini, 1988).

Bruni, M.; Franciosi, F.B.: "Una interpretazione in termini di flusso della dinamica delle forze di lavoro in Italia ", *Economia e Lavoro*, vol. 2 (Roma, Marsilio Editori, 1981).

Bruni, M.; Venturini, A.; Stark, O.: *Two essays on migration* (Geneva, ILO, Working Paper No. 58, 1992).

Bruni, M.; Venturini, A.: "Pression migratoire et propension à émigrer: le cas du bassin méditerranéen ", *Revue internationale du Travail*, Vol. 134, No. 3 (Genève, BIT, 1995).

Cahiers du C.E.M.M.M: *Les mouvements migratoires maghrebins* (1992).

Cammelli, A.: "La qualità del capitale umano ", dans l'ouvrage publié sous la direction de Livi Bacci, M. et Martuzzi Veronesi F.: *Le risorse umane del Mediterraneo* (Bologna, Società Editrice Il Mulino, 1990).

Campani, G.: "Les courants migratoires en Italie ", dans *Migration: A European Journal of International Migration and Ethnic Relations*, Migration 25/94 (Berlin, Edition Parabolis, 1995).

CEE: Rapports ISOPLAN, 1989.

Centro Studi Investimenti Sociali: *Immigration étrangère en Italie,* Rapport Sopemi 1995 (Rome, 1995).

CERED: *Migration et urbanisation au Maroc* (Rabat, Direction de la statistique, 1993).

Charmes, J.: *Deux études sur l'emploi dans le monde arabe,* Dossiers du CEPED, No.11 (Paris, 1990).

Charmes, J.; Daboussi, R.; Lebon, A.: *Population, emploi et migrations dans le bassin méditerranéen* (Genève, BIT, SIMED, 1993).

Chevallier, A.; Kessler, V.: *Economies en développement et défis démographiques: Algérie, Egypte, Maroc, Tunisie* (Paris, 1989).

Collinson, S.: *Europe and international migration,* Royal Institute of International Affairs (London, Pinter Publishers London and New York, 1993).

De Jong, G.F.; Gardner, R.W.: *Migration decision making, Multidisciplinary approaches to microlevel studies in developed and developing countries*, Pergamon policy studies, 1981.

Direction de la statistique: *Enquête démographique nationale* (ENDPR 86-88), rapport préliminaire (Rabat, 1989).

EUROSTAT : *Monographie pays, Etats du Maghreb* (Luxembourg, EUROSTAT, 1994).

EUROSTAT: *Statistiques démographiques* (Luxembourg, EUROSTAT, 1994).

EUROSTAT: *Statistiques sur la migration* (Luxembourg, EUROSTAT, 1994).

EUROSTAT: *Statistics in Focus: Population and social conditions* (Luxembourg, EUROSTAT, 1995).

Faini, R.; Venturini, A.: "Trade aid and migrations, some basic policy issues ", dans *European Economic Review*, Vol. 37, North Holland (Amsterdam, 1993).

Faini, R.; Venturini, A.: *Migration and Growth: the experience of southern Europe*, Discussion paper No. 964 (London, Centre for Economic Policy Research, 1994).

Fawcett, J.T. (reponsable de publication): *Migration intentions and behavior, Third World perspectives* (New York, Human Sciences Press Inc., 1986).

Fondazione Giacomo Brodolini: *Rapporto sulla Cooperazione e le Politiche Migratorie,* Responsabile R. Brunetta, Coordinatore R. Turatto (Roma, Cooperazione Italiana, 1992).

Fonds monétaire international: *Balance of Payments Statistics*, 1989-1994 (Washington, D.C.).

Garson, J.P.; Puymoyen, A.: "Migrations: la nouvelle donne", dans *L'Observateur de l'OCDE* No. 192 (Paris, OCDE, 1995).

Hay, M. J.: *A structural equations model of migration in Tunisia* (Chicago, The University of Chicago, 1980).

Hifi, B.: *L'immigration algérienne en France* (Paris, Editions l'Harmattan, CIEMI, 1985).

INSEE: "Les étrangers dans le monde du travail " (enquête sur l'emploi, 1992), dans *Plein Droit*, No. 31 (Paris, GISTI, 1996).

Institut national de la statistique: *Rapport national sur la population*, Ministère du plan et du développement régional (Tunis, INS, 1994).

Izquierdo Escribano, A.: *La inmigración en España 1980-1990*, Colección Informes, Serie General Núm.17, Ministerio de Trabajo Y Seguridad Social (Madrid, 1992).

Kultalahti, O.: *Internationalisation and migration pressure*, Siirtolaisuus - Migration 3/1994, Turku (Finland, 1994).

Labib, A.: "L'immigration maghrébine en Italie: du transit à l'installation ", dans *Hommes et Migrations,* No.1194 (Paris, 1996).

Lahlou, A.: *Les déportés du travail* (Casablanca, Editions maghrébines, 1986).

Lebon, A.: *Regard sur l'immigration et la présence étrangère en France, 1989-1990*, Direction population et migrations, Documents affaires sociales (Paris, La documentation française, 1990).

Lebon, A.: *Immigration et présence étrangère en France, bilan 1992-93*, Direction population et migrations, Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville (Paris, 1993).

Lebon, A: *Migration et nationalité en France en 1994*, Ministère de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration (Paris, 1995).

Legoux, L.: *La crise de l'asile politique en France*, Les Etudes du Centre français sur la population et le développement (CEPED) No. 8 (Paris, 1995).

Litvine, D.: "L'économie des migrations clandestines ", dans *Echange Travail* (Paris, Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, 1995).

Livi Bacci M.; Martuzzi Veronesi F. (responsables de publication): *Le risorse umane del Mediterraneo, Popolazione e società al crocevia tra Nord e Sud* (Bologna, Società Editrice Il Mulino, 1990).

Manjón, J.R.; Núñez, M.; Sandoval, P.: *Anuario de Migraciones 1994*, Ministerio de Asuntos Sociales, Dirección General de Migraciones, España (Madrid, 1994).

Marie, C.V. (1988): " Entre économie et politique: le clandestin, une figure sociale à géométrie variable ", dans Pouvoirs No.47 (Seuil, Montrouge, 1988).

Mezdour, S.: "Economie des migrations internationales, les cas de l'émigration maghrébine ", dans *Revue française des affaires sociales,* janvier-mars, No.1 (Paris, 1993).

Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi: *La mise en place d'un dispositif de relance du placement à l'étranger*, rapport non publié (Tunis, 1990).

Ministère du développement économique: *Rapport annuel sur le développement 1994* (Tunis, 1994).

Ministère du plan et du développement régional: *Emploi, émigration, éducation et population*, Projet de l'Institut de recherche et d'études sur la population (IREP), Cahier 5 (Tunis, 1990).

Ministère du plan et du développement régional: *Les migration intérieures*, Projet de l'Institut de recherche et d'études sur la population (IREP), Cahier 10 (Tunis, 1994).

Ministerio de Asuntos Sociales, España: *Anuario de Migraciones* (Madrid, Dirección General de Migraciones, 1994).

Morrisson, C.: *Ajustement et équité au Maroc*, Etudes du centre de développement (Paris, OCDE, 1991).

Moulier Boutang, Y.; Garson, J.P.; Silberman: *Economie politique des migrations clandestines de main-d'oeuvre* (Paris, Publisud, 1986).

Muus, P.: *International migration within and towards the European Economic Area (EEA), Past trends and expectations for future international migration*, Conference on Social Security in Europe (Amsterdam, 1994).

Muus, P.: *Migration, immigrants and policy in the Netherlands*, rapport pour le Continuous Reporting System on Migration, SOPEMI, 1995, Centre for Migration Research (Amsterdam, University of Amsterdam, 1996).

Nations Unies: *World Demographic Estimates and Projections 1950-2025* (New York, 1988).

Nations Unies: *African Statistical Yearbook*, North Africa (Addis Ababa, 1992/93).

Nations Unies: *World Population Prospects: The 1992 Revision* (New York, 1993).

Nations Unies : *World Urbanisation Prospects: The 1992 Revision* (New York, 1993).

Nations Unies : *The Sex and Age Distribution of the World Populations: The 1994 Revision* (New York, 1995).

North, D.S.:"Pourquoi les gouvernements des pays démocratiques ne peuvent pas enrayer les migrations irrégulières", dans *Migrations internationales: le tournant* (Paris, OCDE, 1993).

OCDE: *Migrations et coopération internationale: les enjeux pour les pays de l'OCDE. Les défis du développement: ses liens avec la coopération et les migrations* (Paris, OCDE, 1993).

OCDE: *Migrations internationales: le tournant* (Paris, OCDE, 1993).

OCDE: *Migration et développement, un nouveau partenariat pour la coopération* (Paris, OCDE, 1994).

OCDE: *Tendances des migrations internationales, Système d'observation permanente des migrations (SOPEMI)*, Rapports de 1980 à 1995 (Paris, OCDE).

Office des Tunisiens à l'étranger : *Base de données statistiques sur les Tunisiens dans le monde* (Tunis, 1994).

Philibert, J.P.; Sauvaigo, S.: *Immigration clandestine et séjour irrégulier d'étrangers en France*, Rapport No. 2699 remis à l'Assemblée nationale (France, 1996).

PNUD: *Rapport mondial sur le développement humain 1995* (Paris, Economica, 1995).

Safar, H.: *Travailleurs et cerveaux arabes immigrés en Europe* (Paris, Editions Maison neuve et Larose, 1987).

Safir, N.: " La coopération au développement: les cas du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie, du Sénégal, du Mali, du Niger et du Burkina Faso ", dans Cagiano de Azevedo, R.(coordinateur de l'étude): *Migration et coopération au développement*, Collection Démographie, Etudes démographiques No. 28, Direction des affaires sociales et économiques (Strasbourg, Les Editions du Conseil de l'Europe, 1994).

Saleh, M.; Nsouli; Eken, S.; Duran, P.; Bell, G.; Yücelik, Z.: *The path to convertibility and growth: The Tunisian experience* (Washington, D.C., International Monetary Fund, 1993).

Saleh, M.; Nsouli; Eken, S.; Enders, K.; Van-Can Thai; Decressin, J.; Cartoiglia F.:*Resilience and growth through sustained adjustment: The Moroccan experience* (Washington, D.C., International Monetary Fund, 1995).

Schoorl, J.J.; de Brijn, B.J.; Kuiper, E.J.; Heering, L.: *Migrations Sud-Nord: tendances récentes et perspectives*, rapport pour la Conférence méditerranéenne sur la population, les migrations et le développement, Palma de Majorque, 15-17 octobre 1996 (Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1996).

Slimane, L.: *Contribution à l'étude des dynamiques de reproduction de la migration clandestine de main-d'oeuvre*, thèse de doctorat de l'Université libre de Bruxelles, Institut du Travail (Bruxelles, 1995).

Talha, L.; Gallissot, R.; Hily, M.; Bouguessa, K. : " Maghrébins en France: émigrés ou immigrés? ", dansl'*Annuaire de l'Afrique du Nord*, Vol. XX (Paris, Editions CNRS, 1981).

Tapinos, G.P.; Keely, C.B.: *La migration internationale: deux approches* (Genève, BIT, Document de travail No.68, 1992).

Tapinos, G.P.: "La coopération internationale peut-elle constituer une alternative à l'émigration des travailleurs? " dans *Migrations internationales: le tournant* (Paris, OCDE, 1993).

Tapinos, G.P. (sous la direction de): *Libre-échange et migration internationale au Maghreb,* Fondation nationale des sciences politiques, Groupe d'études " Démographie et relations internationales " (Paris, 1994).

Venturini, A.: " Mercati e Politiche del lavoro " dans *Le risorse umane del Mediterraneo*, ouvrage publié sous la direction de Livi Bacci M. et Martuzzi Veronesi F. (Bologna, Società Editrice Il Mulino, 1990).

Weintraub, S.; Fauriol, G.A. : *Migration and the New Europe* (Washington, 1994).

Weintraub, S.; Stolp, C.: " Les conséquences d'une interdépendance économique croissante ", dans *L 'avenir des migrations* (Paris, OCDE, 1987).

Widgren, J.: " International migration and regional stability ", dans *International Affairs* Vol. 66 (London, The Royal Institute of International Affairs, 1990).

Withtol De Wenden, C.; De Tinguy, A. (sous la direction de): *L 'Europe et toutes ses migrations* (Bruxelles, Editions Complexe, 1995).

Youzbachi, M.: " L'adéquation formation-emploi à travers les plans de développement économique et social ", dans *Emploi, émigration, éducation et population*, Ministère du plan et du développement régional, Projet de l'Institut de recherche et d'études sur la population (IREP), Cahier 5 (Tunis, 1990).

INTERNATIONAL MIGRATION PAPERS
CAHIERS DE MIGRATIONS INTERNATIONALES
ESTUDIOS SOBRE MIGRACIONES INTERNACIONALES

1. Adjustments to labour shortages and foreign workers in the Republic of Korea
M.I. Abella; Y.B. Park; W.R. Böhning, 1995.

2. Consumption and investments from migrants' remittances in the South Pacific
Richard P.C. Brown, 1995.

3. Training abroad: German and Japanese schemes for workers from transition economies or developing countries,
Christiane Kuptsch; Nana Oishi, 1995.

4. Discrimination against migrant workers and ethnic minorities in access to employment in the Netherlands
F. Bovenkerk; M.J.I. Gras; D. Ramsoedh, with the assistance of M. Dankoor and A. Havelaar, 1995.

5. Orderly international migration of workers and incentives to stay - options for emigration countries
M.I. Abella; K.J. Lönnroth, 1995.

6. From outlawing discrimination to promoting equality: Canada's experience with anti-discrimination legislation
C. Ventura, 1995.

7 G. Arbeitsmarkt-Diskriminierung gegenüber ausländischen Arbeitnehmern in Deutschland
A. Goldberg; D. Mourinho; U. Kulke, 1995.

7 E. Labour market discrimination against foreign workers in Germany
A. Goldberg; D. Mourinho; U. Kulke, 1996.

8 E. The integration of migrant workers in the labour market: Policies and their impact
W.R. Böhning; R. Zegers de Beijl, 1995.

8 F. L'intégration des travailleurs migrants sur le marché du travail: Les politiques et leur impact
W.R. Böhning; R. Zegers de Beijl, 1996.

9 S. La discriminación laboral a los trabajadores inmigrantes en España
Colectivo IOE: M.A. de Prada; W. Actis; C. Pereda, y R. Pérez Molina, 1995.

9 E. Labour market discrimination against migrant workers in Spain
Colectivo IOE: M.A. de Prada; W. Actis; C. Pereda, y R. Pérez Molina, 1996.

10. The jobs and effects of migrant workers in Northern America - Three essays.
J. Samuel; P.L. Martin; J.E. Taylor, 1995.

11. The jobs and effects of migrant workers in Italy - Three essays.
L. Frey; R. Livraghi; A. Venturini; A. Righi; L. Tronti, 1996.

12. Discrimination against racial/ethnic minorities in access to employment in the United States: Empirical findings from situation testing
M. Bendick, Jr., 1996.

13. Employer des travailleurs étrangers: Manuel sur les politiques et les procédures plus particulièrement applicables aux pays à bas ou moyen revenus
W.R. Böhning, 1996.

14. Protecting (im)migrants and ethnic minorities from discrimination in employment: Finnish and Swedish experiences
K. Vuori, with the assistance of R. Zegers de Beijl, 1996.

15. Les migrations en provenance du Maghreb et la pression migratoire: Situation actuelle et prévisions
D. Giubilaro, 1997